
JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

VOL. LI

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DU 7 NOVEMBRE 1916 AU 22 DÉCEMBRE 1916

Dans la septième année du règne de Sa Majesté

LE ROI GEORGE V

2^{ME} SESSION DE 1916

PREMIÈRE SESSION DE LA QUATORZIÈME LÉGISLATURE
DE QUÉBEC

Imprimé par ordre de l'Assemblée législative



QUÉBEC
LA CIE DE PUBLICATION "LE SOLEIL"

1916

Vol. LI



PROCLAMATIONS

Canada,
Province de *Québec*. }
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de *Québec*,

SALUT !

ATTENDU que la législature de la province de *Québec* se trouve convoquée pour le vingt avril mil neuf cent seize, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au trente mai prochain;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de *Québec* le vingt avril prochain; vous convoquons par les présentes pour le TRENTE MAI prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en ladite cité de *Québec*.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de *Québec*.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien aimé l'honorable M. PIERRE-EVARISTE LEBLANC, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à *Québec*, ce treizième jour d'avril, l'an de grâce mil neuf cent seize, et de Notre règne le sixième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie, *Québec*,

L.-P. GEOFFRION.

Canada,
Province de *Québec*. }
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de *Québec*, ainsi qu'à tous ceux que les présentes peuvent concerner,

SALUT !

ATTENDU que le TREIZIÈME jour du mois d'avril courant, il Nous a plu de proroger la législature de la province de *Québec* et de la convoquer pour le TRENTIÈME jour du mois de MAI mil neuf cent seize;

ATTENDU que, sur l'avis du Conseil exécutif de la province de *Québec*, Nous avons depuis jugé à propos de dissoudre la législature de ladite province;

A CES CAUSES, Nous dissolvons par les présentes ladite législature de la province de *Québec* et dispensons en conséquence les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de se réunir le TRENTIÈME jour du mois de MAI mil neuf cent seize.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de *Québec*.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. PIERRE-EVARISTE LEBLANC, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à *Québec*, ce QUATORZIÈME jour du mois D'AVRIL, l'an de grâce mil neuf cent seize et de Notre règne le sixième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie, à *Québec*,

L.-P. GEOFFRION.

Canada,
Province de Québec. }
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT !

ATTENDU que c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en parlement;

A CES CAUSES, Nous faisons connaître par les présentes que, sur l'avis du conseil exécutif de la province de Québec, Nous avons ce jour donné des ordres pour l'émission de brefs d'élection en due forme afin de constituer une nouvelle assemblée législative de ladite province, lesquels brefs d'élection seront tous datés du QUATORZIÈME jour d'AVRIL courant et devront être rapportés le DIXIÈME jour de JUILLET prochain, à l'exception des brefs d'élection pour les districts électoraux de Gaspé et de Charlevoix-et-Saguenay, lesquels devront être rapportés le DEUXIÈME jour d'AOUT prochain, et du bref d'élection pour le district électoral des Iles-de-la-Madeleine, lequel devra être rapporté le PREMIER jour de SEPTEMBRE prochain, la présentation des candidats à l'élection devant avoir lieu et se faire le QUINZIÈME jour du mois de MAI prochain, excepté dans les districts électoraux de Gaspé, de Charlevoix-et-Saguenay et des Iles-de-la-Madeleine.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. PIERRE-EVARISTE LEBLANC, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce QUATORZIÈME jour du mois D'AVRIL, l'an de grâce mil neuf cent seize et de Notre règne le sixième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie, à Québec,

L.-P. GEOFFRION.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT !

ATTENDU que c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la province de *Québec* et d'obtenir son avis exprimé en parlement;

A CES CAUSES, sur l'avis du Conseil exécutif de la province de *Québec*, Nous convoquons par les présentes une nouvelle législature de la province pour le CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE prochain et mandons et ordonnons à ses membres de s'assembler à cette date au palais législatif en la cité de *Québec*.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de *Québec*.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. PIERRE-EVARISTE LEBLANC, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à *Québec*, ce QUATORZIÈME jour du mois D'AVRIL, l'an de grâce mil neuf cent seize et de Notre règne le sixième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie, à *Québec*.

L.-P. GEOFFRION.

Canada,
Province de *Québec*. }
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de *Québec*,

SALUT !

ATTENDU que la législature de la province de *Québec* se trouve convoquée pour le cinq septembre mil neuf cent seize, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au dix-sept octobre prochain;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de *Québec* le cinq septembre prochain; vous convoquons par les présentes pour le DIX-SEPT OCTOBRE prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en ladite cité de *Québec*.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de *Québec*.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à *Québec*, ce VINGT-NEUVIÈME jour du mois D'AOUT, l'an de grâce mil neuf cent seize et de Notre règne le septième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie, *Québec*,

L.-P. GEOFFRION.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT !

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le dix-sept octobre mil neuf cent seize, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au sept novembre prochain;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le dix-sept octobre prochain; vous convoquons par les présentes pour le SEPT NOVEMBRE prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en ladite cité de Québec, pour y expédier LES AFFAIRES DE LA PROVINCE et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce VINGT-SIÈME jour du mois de SEPTEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent seize et de Notre règne le septième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie, Québec,

L.-P. GEOFFRION.

LISTE DES DÉPUTÉS

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Liste indiquant le nom des personnes qui, à l'élection générale, tenue conformément aux brefs du 14 avril 1916, ont été déclarées élues députés à l'Assemblée législative de la province de Québec, ainsi que le nom des personnes à qui lesdits brefs avaient été adressés.

DISTRICTS ÉLECTORAUX	NOMS DES DÉPUTÉS	NOMS DES OFFICIERS- RAPPORTEURS
Argenteuil.....	John Hay.....	John McOuat.
Arthabaska.....	Joseph-Edouard Perrault.....	J.-E. Girouard.
Bagot.....	Joseph-Ernery Phaneuf.....	J.-B.-S. Bathalon.
Beauce.....	Arthur Godbout.....	Taschereau Fortier.
Beauharnois.....	Edmund Arthur Robert.....	S.-A. Brodeur.
Bellechasse.....	Antonin Galipeault.....	J.-O. Saint-Pierre.
Berthier.....	Joseph Lafontaine.....	J.-A. Laferrière.
Bonaventure.....	J.-Fabien Bugeaud.....	L.-P. Lebel.
Brôme.....	William Frederick Vilas.....	Edgar S. Chapman.
Chambly.....	Eugène-Merrill Désaulniers.....	L.-J. Lemieux.
Champlain.....	Bruno Bordeleau.....	F. Trudel.
Charlevoix-et-Saguenay.....	Pierre D'Auteuil.....	Joseph Gariépy.
Châteauguay.....	Honoré Mercier.....	J.-E. McGowan.
Chicoutimi.....	Honoré Petit.....	J.-E. Savard.
Compton.....	Nathaniel George Scott.....	Wm. H. Leonard.
Deux-Montagnes.....	Arthur Sauvé.....	J.-H. Langlois.
Dorchester.....	Lucien Cannon.....	Elz. Vézina.
Drummond.....	Hector-Hilaire-Antonio LaFerté.....	Chas. Howard Millar.
Frontenac.....	Georges-Stanislas Grégoire.....	E.-E. Letendre.
Gaspé.....	Gustave Lemieux.....	J.-T. Tuzo.
Huntingdon.....	Andrew Philips.....	J. C. Bruce.
Iberville.....	Joseph-Aldéric Benoit.....	Philibert Contant.
Iles-de-la-Madeleine.....	Joseph-Edouard Caron.....	Antonio Painchaud.
Jacques-Cartier.....	Joseph-Séraphin-Aimé Ashby.....	Amédée Charet.
Joliette.....	Joseph-Ernest Hébert.....	J.-Osias Guilbault.
Kamouraska.....	Charles-Adolphe Stein.....	Paul Dessaint.
Labelle.....	Hyacinthe-Adélaïde Fortier.....	P. deVarennes.
Lac-Saint-Jean.....	Joseph-Sylvio Narcisse Turcotte.....	Geo. Lévesque.
Laprairie.....	Wilfrid Cédilot.....	F.-C. Larose.
L'Assomption.....	Walter Reed.....	Victor Geoffrion.
Laval.....	Joseph-Wenceslas Lévesque.....	P.-Adélaïde Longpré.
Lévis.....	Alfred-Valère Roy.....	J.-Arthur Carrier.
L'Islet.....	Elisée Thériault.....	Joseph-N. Bernier.
Lotbinière.....	Joseph-Napoléon Franceur.....	Jos.-A. Auger.
Maisonneuve.....	Jérémie-L. Décarie.....	G.-A. Lacombe.
Maskinongé.....	Rodolphe Tourville.....	Clovis Caron.
Matane.....	Donat Caron.....	C.-E. Bernier.
Mégantic.....	Lauréat Lapierre.....	W.-H. Lambly.
Missisquoi.....	Joseph-Jean-Baptiste Gosselin.....	Edwin F. Currie.
Montcalm.....	Joseph-Alcide Dupuis.....	J.-O.-E. Forest.
Montmagny.....	Joseph-Edouard Masson.....	Cyrilas Roy.
Montmorency.....	Louis-Alexandre Taschereau.....	Herménégilde Dick.
Montréal-Dorion.....	Georges Mayrand.....	J.-A. Savard.
" Hochelaga.....	Séverin Létourneau.....	J.-H. Bédard.
" Laurier.....	Napoléon Turcot.....	Rodrigue Valiquet.
" Sainte-Anne.....	Denis Tansey.....	John Taugher.
" Sainte-Marie.....	Napoléon Séguin.....	Emery Lalonde.
" Saint-Georges.....	Charles Ernest Gault.....	John P. Dixon.
" Saint-Jacques.....	Clément Robillard.....	G.-A. Morisson.
" Saint-Laurent.....	John Thom Finnie.....	Edward Earl.
" Saint-Louis.....	Peter Bercovitch.....	Pierre Leduc.

Liste indiquant le nom des personnes qui, à l'élection générale, tenue conformément aux brefs du 14 avril 1916, ont été déclarées élues députés à l'Assemblée législative de la province de Québec, ainsi que le nom des personnes à qui lesdits brefs avaient été adressés.—*Suite.*

DISTRICTS ÉLECTORAUX	NOMS DES DÉPUTÉS	NOMS DES OFFICIERS- RAPPORTEURS
Napierville.....	Cyprien Dorris.....	Alphonse Morin.
Nicolet.....	Arthur Trahan.....	J.-W. Denis.
Ottawa.....	Ferdinand-Ambroise Gendron.....	Ls. de G. Raby.
Pontiac.....	William Hodgins.....	Walter Rimer.
Portneuf.....	Lomer Gouin.....	Geo. Rinfret.
Québec.....	Aurèle Leclerc.....	J.-F. Belleau.
Québec-Centre.....	L.-Arthur Cannon.....	Amédée Robitaille.
" Est.....	Louis-Alfred Létourneau.....	C. Blouin.
" Ouest.....	Martin Madden.....	Hugh Th. Kane.
Richelieu.....	Maurice-Louis Pélouin.....	A. Guévremont.
Richmond.....	Walter George Mitchell.....	Wm. John Ewing.
Rimouski.....	Auguste-Maurice Tessier.....	Charles d'Anjou.
Rouville.....	J.-Edmond Robert.....	Rémi Pelletier.
Saint-Hyacinthe.....	Télesphore-Damien Bouchard.....	Jos. Bissonnet.
Saint-Jean.....	Marcellin Robert.....	Louis Mayrand.
Saint-Maurice.....	Georges-Isidore Delisle.....	J.-A. Provencher.
Saint-Sauveur.....	Arthur Paquet.....	Charles-Eug. Côté.
Shefford.....	William Stephen Bullock.....	J.-H. Lefebvre.
Sherbrooke.....	Calixte-Emile Therrien.....	W.-H. Lovell.
Soulanges.....	Avila Farand.....	Adrien Rouleau.
Stanstead.....	Alfred-Joseph Bissonnet.....	O. G. G. Webster.
Témiscaming.....	Télesphore Simard.....	Jules Maillard.
Témiscouata.....	Louis-Eugène-A. Parrot.....	J.-O. Girard.
Terrebonne.....	Louis-Athanase David.....	F.-X. Saint-Michel, fils.
Trois-Rivières.....	Joseph-Adolphe Tessier.....	R. Kiernan.
Vaudreuil.....	Hormisdas Pilon.....	J.-N. Lefebvre.
Verschères.....	Adrien Beaudry.....	Ulric Saint-Jean.
Westmount.....	Charles Allan Smart.....	N. Macnaughton.
Wolfe.....	Napoléon-Pierre Tanguay.....	O. Lamoureux.
Yamaska.....	Edouard Ouellette.....	O.-E. Courchesne.

Je soussigné, greffier de la couronne en chancellerie de Québec, certifie que la liste ci-dessus a été dressée d'après les rapports d'élection qui se trouvent dans les archives de mon bureau.

QUÉBEC, ce 6 novembre 1916.

L.-P. GEOFFRION.

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

7 GEORGE V, 1916

(2^e SESSION)

Mardi, 7 Novembre 1916.

Ce mardi, sept novembre mil neuf cent seize, dans la septième année du règne de Sa Majesté George V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes, à la première session de la quatorzième législature convoquée pour ce jour, par proclamation ci-annexée, pour l'expédition des affaires;

Le greffier de l'Assemblée législative ayant déposé sur le bureau de la Chambre une liste certifiée des députés qui ont été élus à l'élection générale de 1916 (liste dont copie est ci-annexée);

M. Louis-Philippe Geoffrion, greffier de l'Assemblée législative, et M. Louis-Napoléon Patenaude, greffier adjoint de l'Assemblée législative, tous deux commissaires nommés pour faire prêter le serment

d'allégéance aux députés, ayant de onze heures du matin à trois heures de l'après-midi assermenté au bureau de la Chambre les députés, qui se sont présentés;

A trois heures la masse est placée sous le bureau, le greffier réclame l'ordre et les députés prennent leur siège.

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

"Messieurs,

"Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif".

En conséquence, les députés, à la suite du greffier, se rendent à la barre du Conseil législatif, et M. l'Orateur du Conseil législatif s'exprime comme suit:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Son Honneur le lieutenant-gouverneur ne croit pas devoir déclarer les motifs qui lui ont fait convoquer la présente législature de la province de Québec avant qu'un Orateur pour l'Assemblée législative ait été choisi suivant la loi; mais quand ce choix sera fait, Son Honneur expliquera les motifs de la convocation de la présente législature.

Et, les députés étant de retour, l'honorable sir Lomer Gouin, député du collège électoral de Portneuf, propose, secondé par l'honorable M. Louis-Alexandre Taschereau, député du collège électoral de Montmorency, que M. Antonin Galipeault, député du collège électoral de Bellechasse, soit élu orateur de la chambre et prenne place au fauteuil en cette qualité.

Et la motion étant soumise à la Chambre par le greffier, il est—

Résolu, nemine contradicente, que M. Antonin Galipeault est élu Orateur et qu'il prenne place au fauteuil en cette qualité.

Et, le greffier ayant déclaré M. Antonin Galipeault dûment élu, ce dernier est conduit au fauteuil par l'honorable sir Lomer Gouin et par l'honorable M. Louis-Alexandre Taschereau, puis M. l'Orateur, arrivé au degré supérieur de l'estrade, exprime ses remerciements à la Chambre comme suit:

"Messieurs,

"Je remercie sincèrement la Chambre du grand honneur qu'elle vient de me faire en me choisissant pour son Orateur et je la prie de croire que je m'efforcerai toujours de mériter sa confiance.

“Je n’ignore pas combien je suis peu qualifié pour occuper le poste important qui m’est assigné; aussi je compte sur la bienveillance et le concours de tous les membres de cette Chambre pour remplir avec fermeté et impartialité les devoirs qui vont m’incomber. J’aime à espérer que la Chambre entière voudra bien, à l’occasion, m’aider à défendre nos droits et privilèges, à faire respecter notre règlement, et à maintenir la liberté de discussion que nos usages ont consacrée.”

Puis M. l’Orateur prend place au fauteuil, et la masse est posée sur le bureau.

Sur la motion de l’honorable sir Lomer Gouin, secondé par l’honorable M. Taschereau, il est—

Résolu que cette Chambre suspende maintenant la séance pour cinq minutes. La Chambre, ayant siégé jusqu’à trois heures et vingt-cinq minutes, suspend alors sa séance.

Trois heures et demie de l’après-midi.

L’Orateur ayant pris place au fauteuil, M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte un nouveau message, comme suit:

“M. l’Orateur,

“Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif”.

En conséquence, l’orateur, précédé de la masse et suivi des députés, se rend à la barre du Conseil législatif, et là parle comme suit:

“Monsieur le Lieutenant-Gouverneur,

“L’Assemblée législative m’a choisi pour son Orateur, bien que je ne me sente pas très qualifié pour remplir le poste important auquel elle m’a appelé.

Si, dans l’exercice des fonctions de ma charge, il m’arrive de commettre quelque erreur, je désire que ce soit à moi que l’on impute cette erreur et non à la Chambre dont je suis le serviteur.

Et, afin que l’Assemblée législative soit à même de se mieux acquitter de ses devoirs envers son Souverain et son pays, je réclame de sa part tous les droits et tous les privilèges qui ne peuvent lui être contestés; spécialement, je demande qu’elle jouisse de la liberté de discussion, qu’elle ait accès auprès de Votre personne en temps opportun, et que Votre Honneur veuille bien interpréter favorablement ses délibérations et ses actes.”

Alors l’Orateur du Conseil législatif répond en ces termes:

“Monsieur l’Orateur,

“J’ai ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de vous exprimer l’entière confiance de Sa Majesté dans vos talents, votre intelligence

et votre aptitude à remplir les importants devoirs du haut poste d'Orateur de l'Assemblée législative auquel vous avez été élu par la Chambre, et que Sa Majesté vous reconnaît et vous confirme comme Orateur de la Chambre de l'Assemblée législative.

J'ai aussi ordre de vous assurer que l'Assemblée législative aura un prompt accès auprès de Son Honneur en toute occasion convenable, et qu'il interprétera toujours de la manière la plus favorable ses procédés ainsi que ses paroles et ses actions."

Les députés étant de retour, M. l'Orateur s'exprime comme suit:

"J'ai l'honneur de faire rapport que cette Chambre vient de se rendre dans la salle des séances du Conseil législatif; que là, j'ai informé Son Honneur le lieutenant-gouverneur que cette Chambre m'avait choisi pour son Orateur; que j'ai aussi, au nom de cette Assemblée, réclamé tous ses droits et privilèges et demandé qu'elle jouisse de la liberté de discussion, qu'elle ait accès auprès de Son Honneur lorsque les circonstances l'exigeront, et qu'il veuille bien interpréter favorablement tous ses actes et délibérations; que, sur ce, Son Honneur a bien voulu déclarer qu'il reconnaissait volontiers à cette Assemblée tous les privilèges que lui accorde la constitution, qu'elle aurait, en temps opportun, un accès facile auprès de lui, et qu'il interpréterait toujours favorablement ses délibérations, ses paroles et ses actes".

Ordonné que l'honorable sir Lomer Gouin ait la permission de présenter un bill (No 1) relatif à la prestation des serments d'office.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

M. l'Orateur s'exprime ensuite comme suit:

"J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre".

Et l'Orateur donne lecture dudit discours comme suit:

"Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

"Il me fait plaisir de vous voir réunis pour commencer vos travaux parlementaires.

Le Duc et la Duchesse de Connaught, accompagnés de la Princesse Patricia, viennent de retourner en Angleterre après avoir fait leurs adieux au peuple canadien. Notre province, pour sa part, gardera un agréable souvenir de leur séjour en ce pays, ainsi que de l'intérêt que Leurs

Altesses ont bien voulu porter au Canada. Si leur départ est universellement regretté, on peut dire cependant que le choix du nouveau gouverneur a été une cause de satisfaction générale, et, au nom de tous, j'offre au Duc de Devonshire la plus cordiale bienvenue.

Il convient de se réjouir des succès que les Alliés ont si vaillamment remportés depuis la dernière session et de la part glorieuse que nos troupes y ont souvent prise. Avec vous, je salue avec fierté l'héroïsme des nôtres et je m'incline devant la mémoire de ceux qui sont tombés au champ d'honneur.

Pour enlever à nos volontaires le souci matériel de leurs familles et pour donner l'exemple à tous les citoyens, mon gouvernement a décidé de contribuer pour une somme de un million de dollars au Fonds Patriotique, afin de l'inciter à continuer son œuvre si féconde. Un projet de loi vous sera soumis à l'effet d'autoriser cette donation.

Mon gouvernement s'est également fait un devoir de souscrire un demi-million au second emprunt national, et j'ai confiance que cet acte de patriotisme rencontrera votre approbation unanime.

J'attire votre attention sur l'importance de la commission qui a été créée par mes ministres dans le but de trouver de l'emploi aux soldats de retour du front. Grâce au dévouement des membres de cette commission et aux bonnes dispositions du public à leur égard, il a été possible à un grand nombre de militaires d'obtenir des situations à leur arrivée.

Les routes Québec-Montréal, Lévis-Jackman, Sherbrooke-Derby-Line et Montréal-Rouses' Point constituent maintenant quatre des plus belles artères du Canada tout entier et il ne fait aucun doute qu'elles serviront largement à développer les régions qu'elles traversent.

Les travaux de voirie ont été si activement conduits dans à peu près tous les centres de la province qu'il est devenu nécessaire d'augmenter le montant que mon gouvernement était autorisé à mettre à la disposition des municipalités. Un projet de loi sera déposé devant vous à cet effet. On vous demandera également d'étudier une loi relative à l'entretien des chemins.

L'état de l'agriculture est des plus satisfaisantes, et je vous signale avec plaisir l'amélioration constante de nos produits laitiers et la bonne renommée dont ils jouissent maintenant sur tous les marchés. La législation que vous avez déjà adoptée au sujet de l'inspection des fabriques de beurre et de fromage a commencé à produire d'heureux résultats et laisse entrevoir les plus belles espérances pour l'avenir.

Les honneurs décernés par le Mérite Agricole sont de plus en plus appréciés par nos cultivateurs et le nombre de ceux qui concourent chaque année va toujours en augmentant.

Les barrages sur les rivières Saint-Maurice et Saint-François sont en bonne voie de construction. Mon gouvernement étudie en ce moment les avantages qu'il y aurait à entreprendre de semblables travaux ailleurs dans la province.

Il existe, dans plusieurs centres agricoles, de vastes concessions forestières dont le sol est absolument propre à la culture et que les propriétaires seraient disposés à échanger pour des terrains situés dans des régions plus éloignées. Une législation vous sera soumise à l'effet

d'autoriser le gouvernement à opérer ces échanges lorsqu'il le jugera dans l'intérêt public.

La loi que vous avez adoptée à la dernière session relativement à la protection des forêts contre le feu a eu un effet des plus favorables.

Afin d'activer le mouvement si désirable du retour à la terre et de faciliter l'établissement des colons, le gouvernement a poussé avec vigueur la construction de nouveaux chemins dans les centres de colonisation. Grâce à l'augmentation des octrois, la longueur des routes construites ou améliorées est plus considérable cette année que jamais.

Tout porte à croire que de nombreuses familles européennes viendront s'établir en Amérique, et particulièrement au Canada, dès que la guerre actuelle aura pris fin. Mon gouvernement considère en ce moment les méthodes qu'il convient d'adopter pour faire profiter la province de Québec de ce courant d'émigration.

Notre province est pourvue de gisements d'une grande valeur, et je vous signale avec plaisir l'importance que l'industrie minière a déjà prise chez nous. Mes ministres ont toute raison de croire que des mines de cuivre, de plomb et de molybdenite seront exploitées avant longtemps, ainsi que de nouvelles mines d'amiante.

Mon gouvernement n'a pas manqué de donner sa meilleure attention aux besoins de l'instruction publique et c'est avec soin qu'il a distribué les crédits que vous avez votés à cette fin.

L'école normale de Sherbrooke est maintenant en construction et elle sera prête à recevoir dès le mois de septembre prochain.

La loi qui réglemente les privilèges des constructeurs et ouvriers donne lieu à des difficultés d'application qui la rendent parfois illusoire. Mon gouvernement vous soumettra une nouvelle loi qui donnera aux ouvriers toute la protection à laquelle ils ont droit.

Honorables Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes de l'année dernière vous seront distribués et vous pourrez constater que les recettes ont de nouveau excédé les dépenses.

Les prévisions pour le prochain exercice seront déposées devant vous, et je vous demanderai de vouloir bien les approuver.

Honorables Messieurs du Conseil législatif

et de l'Assemblée législative,

Vous serez appelés à légiférer sur plusieurs matières d'intérêt public, et j'ai confiance que vous étudierez avec soin toutes les questions qui vous seront soumises.

En terminant, j'invoque la divine Providence et je la prie de bénir vos travaux. Je lui demande tout particulièrement de protéger les soldats canadiens et de faire triompher les armées de notre gracieux Souverain et de ses Alliés".

Sur la motion de l'honorable sir Lomer Gouin, secondé par l'honorable M. Taschereau, il est—

Résolu que la prise en considération du discours du trône ait lieu à la prochaine séance;

Résolu que les comités permanents suivants sont institués, savoir: 1. un comité des privilèges et élections; 2. un comité des règlements; 3. un comité des comptes publics; 4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication; 5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation; 6. un comité des industries et du commerce; 7. un comité du code municipal; 8. un comité des bills privés en général; 9. un comité des bills publics en général; 10. un comité de la bibliothèque de la législature; 11. un comité des impressions législatives; et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la Chambre, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin;

Résolu qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour dresser et présenter avec toute la diligence possible une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation;

Ordonné que l'honorable sir Lomer Gouin, les honorables MM. Taschereau et Mitchell, MM. D'Auteuil, Désaulniers, Fortier, Gault, Godbout, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Sauvé et Vilas forment ledit comité spécial.

L'honorable M. Taschereau dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des travaux publics et du travail pour l'année finissant le 30 juin 1916. (*Document de la session No 4*).

L'honorable M. Décarie, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir:

Rapport du Secrétaire et Régistrare de la province de Québec 1915-1916. (*Document de la session No 6*).

Aussi, le vingt-unième rapport du Conseil supérieur d'Hygiène de la Province de Québec, 1915. (*Document de la session No 6a*).

Aussi, statistiques annuelles des établissements pénitentiaires et des institutions d'assistance, année 1915. (*Documents de la session No 20*).

L'honorable M. Caron dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'agriculture pour l'année 1915-1916.

(*Document de la session No 3*).

L'honorable M. Mitchell, trésorier de la province, dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les compagnies d'assurances, 1916. (Opérations de 1915). *(Document de la session No 40).*

Aussi, états financiers présentés par les compagnies de fidéicommiss (enregistrées) pour l'année finissant le 31 décembre 1915. *(Document de la session No 21).*

Aussi, rapport sur les sociétés de secours mutuels, 1916. (opérations de 1915). *(Document de la session No 22).*

L'honorable M. Tessier dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de la Voirie de la province de Québec, 1915-1916. *(Document de la session No 19).*

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Mercredi, 8 Novembre 1916.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau.

L'honorable M. Taschereau, du comité spécial chargé de préparer et soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

“Votre comité a élu l'honorable M. Taschereau, son président, et rapporte la liste suivante des députés devant faire partie des comités:

Comité des règlements:

Les honorables MM. Caron, Tessier, MM. Bullock, David, Godbout, Leclerc, Madden, Létourneau, Paquet, Pilon, Péloquin, Petit, Stein, Therrien, Turcotte, Sauvé.

Comité des bills privés en général:

Les honorables MM. Caron, Mercier, Mitchell, Taschereau, Tessier, MM. Bouchard, Beaudry, Bissonnet, Perrault, Bugeaud, Thériault, Bullock, Parrot, Cannon (Dorchester), Madden, Caron (Matane), Cannon (Québec-Centre), Tourville, D'Auteuil, Hodgins, Delisle, Paquet, Turcotte, Finnie, Lafontaine, Fortier, Laferté, Francœur, Létourneau (Montréal-Hoch.), Gault, Gendron, Godbout, Gosselin, Lemieux, Létourneau (Québec-Est), Lévesque, Mayrand, Ouellette, Péloquin, Phaneuf, Pilon, Reed, Robert (Beauharnois), Robert (Rouville), Robert (St-Jean), Robillard, Sauvé, Scott, Séguin, Smart, Tansey, Tessier (Rimouski), Therrien, Trahan, Turcot, Vilas.

Comité des chemins de fer et autres moyens de communication:

L'honorable sir Lomer Gouin, les honorables MM. Décarie, Mercier, Mitchell, Taschereau, Tessier, MM. Bissonnet, Simard, Bouchard, Farand, Bugeaud, Bercovitch, Bullock, Hay, Ashby, Cannon (Dorchester), Hébert, Caron (Matane), Roy, D'Auteuil, Lapierre, Dupuis, Finnie, Masson, David, Gault, Gendron, Gosselin, Grégoire, Létourneau (Montréal-Hoch), Létourneau (Québec), Lévesque, Mayrand, Ouellette, Petit, Phaneuf, Philps, Pilon, Reed, Robert (Beauharnois), Robillard, Sauvé, Scott, Séguin, Stein, Tanguay, Tansey, Tessier (Rimouski), Tourville, Trahan, Turcot, Vilas.

Comité des comptes publics:

L'honorable sir Lomer Gouin, les honorables MM. Caron, Décarie, Merzler, Mitchell, Taschereau, Tessier, MM. Benoit, Bordeleau, Madden, Bissonnet, Masson, Bouchard, Lapierre, Bullock, Létourneau (Montréal-Hoch), D'Auteuil, Delisle, Philps, Turcotte, Finnie, Tansey, Gault, Sauvé, Godbout, Gosselin, Lemieux, Ouellette, Péloquin, Scott, Smart, Tanguay, Therrien, Vilas.

Comité des bills publics en général:

L'honorable sir Lomer Gouin, les honorables MM. Décarie, Mercier, Mitchell, Taschereau, Tessier, MM. Beaudry, Bugeaud, David, Cannon (Dorchester), Perrault, D'Auteuil, Laferté, Fortier, Ashby, Francœur, Hébert, Godbout, Turcotte, Thériault, Létourneau (Montréal-Hoch), Bercovitch, Lévesque, Leclerc, Mayrand, Cannon (Québec-Centre), Stein, Tessier, (Rimouski), Trahan.

Comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation:

L'honorable sir Lomer Gouin, les honorables MM. Caron, Décarie, Mitchell, MM. Benoit, Bouchard, Bullock, Cédilot, Caron (Matane), Dupuis, Delisle, Farand, Hay, Désaulniers, Hodgins, Dorris, Lafontaine, Fortier, Madden, Francœur, Turcotte, Gendron, Godbout, Grégoire, Lemieux, Ouellette, Péloquin, Petit, Phaneuf, Pilon, Robert (Rouville), Robert (St-Jean), Sauvé, Scott, Séguin, Stein, Tanguay, Tessier (Rimouski), Therrien, Tourville.

Comité des industries et du commerce:

Les honorables MM. Caron, Mitchell, MM. Bordeleau, Bissonnet, Beaudry, Bullock, Leclerc, Caron (Matane), Lapierre, Delisle, Paquet, Dorris, Finnie, Masson, Francœur, Roy, Gault, Simard, Gosselin, Létourneau (Québec-Est), Petit, Philps, Robillard, Robert (Beauharnois), Sauvé, Smart, Tansey, Therrien, Tourville, Vilas.

Comité des privilèges et élections:

L'honorable sir Lomer Gouin, les honorables MM. Décarie, Mercier, Mitchell, Tessier, MM. Bugeaud, Beaudry, Cannon (Dorchester), Fortier, D'Auteuil, Stein, Tessier (Rimouski), Sauvé, Trahan, Vilas.

Comité du Code municipal:

Les honorables MM. Caron, Mitchell, Taschereau, Tessier, MM. Bullock, Cannon (Dorchester), Cannon (Québec-Centre), D'Auteuil,

Godbout, David, Robert (Rouville), Hébert, Stein, Perrault, Sauvé, Tessier (Rimouski), Trahan, Vilas.

Comité des impressions législatives:

L'honorable sir Lomer Gouin, les honorables MM. Décarie, Mitchell, MM. Ashby, Finnie, Bouchard, Parrot, Gault, Sauvé, Godbout.

Comité de la bibliothèque de la Législature:

L'honorable sir Lomer Gouin, les honorables MM. Caron, Mercier, Mitchell, Taschereau, MM. D'Auteuil, Désaulniers, Francœur, Godbout, Létourneau (Montréal-Hoch.), Lévesque, Sauvé, Trahan, Tansey, Vilas."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. l'Orateur dépose sur le bureau le rapport sur la quatorzième élection générale (1916) et les élections particulières tenues pendant la législature précédente (1912-1916). (*Document de la session No 23.*)

L'honorable M. Mitchell, trésorier de la province, dépose sur le bureau l'état des cautionnements fournis par les employés publics de la province de Québec, depuis le 11 janvier 1916 au 7 novembre 1916, conformément à l'article 637 S. R. Q., 1909.

(*Document de la session No 13.*)

L'honorable sir Lomer Gouin dépose sur le bureau le septième rapport annuel de la commission des services d'utilités publiques pour l'année finissant le 30 juin 1916. (*Document de la session No 14.*)

L'honorable M. Décarie, secrétaire de la province, transmet à l'Orateur un message du lieutenant-gouverneur, comme suit:

P.-E. LEBLANC,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie des rapports du comité de l'honorable Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil.

(*Document de la session No 10.*)

Hôtel du gouvernement,

Québec, le 7 novembre 1916.

Sur la motion de M. Laferté, secondé par M. Hodgins, il est—

Résolu que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

*A Son Honneur**Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.*

NOUS, les membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre loyauté à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Sur la motion de l'honorable M. Mitchell, secondé par l'honorable M. Décarie, il est—

Résolu que jeudi prochain, le 16 de ce mois, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté;

Résolu que jeudi prochain, le 16 de ce mois, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Sur la motion de l'honorable sir Lomer Gouin, secondé par l'honorable M. Taschereau, il est—

Résolu que M. Eugène-Merrill Désaulniers, député du collège électoral de Chambly, soit nommé président des comités pléniers de la Chambre.

L'honorable M. Mercier dépose sur le bureau le rapport général du ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1916.

(Document de la session No 7).

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Jeudi, 9 Novembre 1916.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la ville Lasalle, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Ashby.

De la ville de la Pointe Claire, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Ashby..

De la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Ashby.

De la ville de Roxboro, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Ashby.

De l'Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 55-56 Victoria, ch. 88.—M. Bouchard.

Des commissaires d'école de Cartierville, demandant l'adoption d'une loi définissant et étendant les limites de la municipalité scolaire de Cartierville et ratifiant et déterminant le droit de cette dernière aux taxes.—M. Bercovitch.

De Roméo Gingras, demandant l'adoption d'une loi autorisant le barreau à antidater son admission à l'étude.—M. Cannon (Québec-Centre).

De la compagnie "Shawinigan Water & Power Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Cannon (Québec-Centre).

De la Fabrique de la paroisse Saint-Patrice de Montréal, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs.—M. Canon (Dorchester).

De l'hôpital de Sainte-Justine, demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Montréal au sujet dudit hôpital Sainte-Justine.—M. Désaulniers.

De "The Bankers' Trust Company", demandant l'adoption d'une loi prolongeant le délai pour commencer ses affaires.—M. Finnie.

De "The Scottish Trust Company", demandant l'adoption d'une loi prolongeant le délai pour commencer ses affaires.—M. Finnie.

De Nathaniel William Jacobs, demandant l'adoption d'une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession.—M. Finnie.

De "Montreal Trust Company", demandant l'adoption d'une loi lui reconnaissant certains pouvoirs.—M. Finnie.

De l'honorable Geo. Bryson et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation "The Grand Lake Railway & Transportation Company".—M. Fortier.

De J.-B. Forget et autres, demandant l'adoption d'une loi créant une division pour fins municipales et d'enregistrement au village de Mont-Laurier, dans le comté de Labelle.—M. Fortier.

De Tancrède Asselin, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen.—M. Lemieux.

De la cité de Westmount, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Létourneau (Montréal-Hochelaga).

Des Dames de l'asile de Montréal pour les orphelins catholiques romains, demandant l'adoption d'une loi afin de changer son nom incorporatif en celui de "Orphelinat Catholique de Montréal" et pour autres fins.—M. Létourneau (Montréal-Hochelaga).

De Dame Marie-Joséphine-Jeanne Comte, épouse de Maxime Raymond, demandant l'adoption d'une loi autorisant le partage des biens de la succession de feu Jean de la Croix-Joseph Comte et pour autres fins.—M. Létourneau (Montréal-Hochelaga).

De la ville de Saint-Léonard de Port-Maurice, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et ratifiant le règlement No 51 de la dite ville.—M. Lévesque.

De "The Back River Power Company", demandant l'adoption d'une loi ratifiant la convention du 28 octobre 1916 entre cette compagnie et la ville du Sault-au-Récollet.—M. Lévesque.

De la ville de Hampsstead, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Lévesque.

De la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Ashby.

De S. Kalmanovitch et autres, demandant l'adoption d'une loi pour constituer en corporation "The Mount Sinai Fondation".—M. Beaudry.

De Hirsch Cohen et autres, demandant l'adoption d'une loi pour constituer en corporation "New Adath Joshurun Congregation".—M. Bercovitch.

De C. L. Dunn et autres, demandant l'adoption d'une loi pour constituer en corporation "The Wounded Soldiers, Institute".—M. Bercovitch.

De Joseph Lalier et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi des cités et villes au sujet de la ville de Coaticook.—M. Bissonnet.

De la ville de Baie St-Paul, demandant l'adoption d'une loi lui conférant certains pouvoirs.—M. Cannon (Québec-Centre).

De Dame Lumina Bolduc et autres, demandant l'adoption d'une loi pour constituer en corporation "Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie de Montréal".—M. D'Auteuil.

De "The Hervey Institute", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Gault.

De la ville de l'Ile Dorval, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Gault.

De Urcis Sauvageau, demandant l'adoption d'une loi autorisant la cité de Montréal à indemniser ou exproprier certains propriétaires du quartier Hochelaga.—M. Perrault.

Des corporation du village et de la paroisse de Saint-Alexis de la Grande Baie, demandant l'adoption d'une loi amendant la charte du village de Bagotville, dans le comté de Chicoutimi, et pour autres fins.—M. Petit.

De la cité de Maisonneuve, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Reed.

De Achille Gervais, demandant l'adoption d'une loi concernant une donation par contrat de mariage faite par Louis Gervais à Achille Gervais, le 31 janvier 1899, et autorisant la vente de certains immeubles.—M. Robert (Beauharnois).

De la ville de East-Angus et de la municipalité du canton de Westbury, demandant l'adoption d'une loi les autorisant de construire un pont sur la rivière Saint-François et pour autres fins.—M. Scott.

De la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Thériault.

De Ludger Forest et autres, demandant l'adoption d'une loi cson-
tituant en municipalité de village la municipalité du village du Petit
Lac Magog.—M. Therrien.

L'honorable M. Taschereau, président du comité spécial pour l'élection des présidents des divers comités permanents, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

“Votre comité a choisi pour présidents des comités les messieurs suivants :

Comité des règlements:—M. Louis Létourneau (Québec-Est.)

Comité des bills privés en général:—M. J.-N. Francœur.

Comité des chemins de fer et autres moyens de communication:—
M. J. T. Finnie.

Comité des Comptes publics:—M. Arthur Godbout.

Comité des bills publics en général:—Sir Lomer Gouin.

Comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation:—
L'honorable J.-E. Caron.

*Comité des industries et du commerce:—*M. W. F. Vlas.

*Comité des privilèges et élections:—*M. Auguste-M. Tessier.

*Comité du Code municipal:—*M. Arthur Trahan.

Sur la motion de l'honorable sir Lomer Gouin, secondé par l'honorable M. Taschereau, il est—

Résolu que, nonobstant l'article 432 du règlement les pétitions qui ont été présentées à cette séance soient reçues dès maintenant.

L'honorable M. Mitchell, trésorier de la province, dépose sur le bureau de la Chambre un état des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du Conseil et des articles 859 et 860 des Statuts refondus de la province de Québec et préparé par l'auditeur de la province, tel que requis par la loi:

ETAT des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du conseil et des articles 859-860 des Statuts
 refundus de la province de Québec, pendant l'exercice finissant le 30 juin 1916, préparé par
 l'Auditeur de la province, tel que requis.

SERVICE		Rapports du Conseil et mandats spéciaux.				
		O. C. Nos	Dates	Montants	Depenses.	Balances.
				\$	cts.	\$
						cts.
5	<i>Services divers:</i> La commission pourvoyant à l'emploi des soldats.....	383	7 avril 1916.	1,500.00	1,500.00	
6	<i>Services divers:</i> Agent général de la province dans le royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.....	452	19 avril 1916.	7,000.00	4,495.33	2,504.67
7	<i>Agriculture:</i> Cercles agricoles, etc., (Subvention à Cie du Chemin de fer de La Rive Sud; en vertu de 63 Vict., ch. 2).....	526	12 mai 1916.	9,286.87	9,286.87	
8	<i>Agriculture:</i> Cercles agricoles, etc., (Subvention à Cie du Chemin de fer de la Rive Sud, en vertu de 63 Vict., ch. 2).....	527	"	37,854.07	37,854.07	
9	<i>Service civil:</i> Dépenses contingentes, bureau du lieutenant-gouverneur.....	692	15 juin 1916.	1,500.00	1,000.00	500.00
10	<i>Législation:</i> Assemblée législative: Impression et reliure pour les deux chambres..... Dépenses contingentes des élections.....	726 "	24 juin 1916. "	36,132.38 1,900.00	36,132.38 1,900.00	

<i>Terres et Forêts:</i>					
Protection des forêts.....	726	24 juin 1916.	5,000.00	5,000.00	5,000.00
Compte courant.....	"	"	5,000.00	5,000.00	5,000.00
Service forestier.....	"	"	10,000.00	10,000.00	10,000.00
<i>Charges sur le revenu:</i>					
Timbres, licences, etc.....	"	"	1,000.00	1,000.00	1,000.00
<i>Gouvernement civil:</i>					
Dépenses contingentes des départements: Département du Procureur général.....	"	"	1,500.00	1,500.00	1,500.00
<i>Agriculture:</i>					
Prix aux sociétés d'agriculture et aux cercles agricoles.....	"	"	5,061.96	5,061.96	5,061.96
Enseignement vétérinaire.....	"	"	1,000.00	1,000.00	1,000.00
Ecole de laiterie de Saint-Hyacinthe.....	"	"	5,541.64	5,541.64	5,541.64
Laboratoire officiel.....	"	"	2,000.00	2,000.00	2,000.00
<i>Travaux et Edifices publics:</i>					
(Imputables au fonds des bâtisses et des jurés):					
Palais de justice, Montréal:					
Nouveaux ascenseurs.....	771B	26 juin 1916.	15,332.00	15,332.00	15,332.00
Charpenterie, peinture, etc.....	"	"	8,234.34	8,234.34	8,234.34
<i>Instruction publique:</i>					
Ecole polytechnique, Montréal.....	"	"	15,000.00	15,000.00	15,000.00
<i>Travaux Publics et Travail:</i> (Ordinaires)					
Réparations à la propriété de Spencer Wood.....	771C	"	15,790.37	15,790.37	15,790.37

ETAT des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du conseil et des articles 859-860 des Statuts refundus de la province de Québec, pendant l'exercice finissant le 30 juin 1916, préparé par l'Auditeur de la province, tel que requis. — *Suite.*

	SERVICE	Rapports du Conseil et mandats spéciaux.				
		O. C. Nos	Dates	Montants	Depenses.	Balances.
				\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
1	<i>Travaux publics et travail:</i> (Ordinaires). Réparations à la propriété Spencer Wood.....	1048	18 août 1916.	10,000.00	10,000.00	
2	<i>Services divers:</i> Comité de secours aux victimes de l'incendie du Nord de l'Ontario.	1109	2 septembre 1916.	10,000.00	10,000.00	
3	<i>Services divers:</i> Comité de secours aux victimes de l'incendie dans l'Abitibi.....	1140	7 septembre 1916.	7,000.00	7,000.00	
4	<i>Dette publique:</i> Frais d'administration.....	1220	22 septembre 1916.	2,375.00	2,375.00	
5	<i>Services divers:</i> Commission pourvoyant à l'emploi des soldats.....	1290	6 octobre 1916.	3,000.00	500.00	2,500.00

6 Travaux publics et travail:

(Ordinaires).

Construction d'une serre à Spencer Wood.....

1306

12 octobre 1916.

20,593.00

20,593.00

\$ 238,601.63

\$ 233,006.96

\$ 5,504.67

Département du trésor.—Bureau de l'Auditeur.

Québec, 9 novembre 1916.

JOS. MORIN,

Auditeur de la province.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Ordonné que le nom de M. Ashby soit ajouté à la liste des membres du comité des bills privés en général.

Sur la motion de l'honorable sir Lomer Gouin, secondé par l'honorable M. Taschereau, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain midi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Vendredi, 10 Novembre 1916.

Midi.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau.

M. Létourneau (Québec-Est), du comité des règlements, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

“Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après :

De la ville Lasalle; de la ville de Pointe-Claire; de la cité de Lachine; de la cité de Westmount; de la ville de St-Léonard de Port-Maurice et de la cité de Verdun, demandant respectivement une loi amendant leur charte;

De Roméo Gingras, demandant une loi autorisant le barreau de la province de Québec à antidater son admission à l'étude du droit;

Des corporations du village et de la paroisse de St-Alexis de la Grande-Baie, demandant une loi amendant la charte du village de Bagotville; et de Marie-Joséphine Jeanne Comte, épouse de Maxime Raymond, demandant une loi concernant la succession de feu Jean de la Croix-Joseph Comte;

De la fabrique de la paroisse Saint-Patrice de Montréal, demandant une loi lui accordant certains pouvoirs;

Des Dames de l'Asile de Montréal pour les orphelins catholiques romains, demandant une loi changeant son nom incorporatif en celui de “Orphelinat Catholique de Montréal” et pour autres fins.

Ordonné que M. Petit ait la permission de présenter un bill (No 84) intitulé: “Loi amendant la loi constituant en corporation le village de Bagotville en une municipalité séparée.”

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) ait la permission de présenter un bill (No 58) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Westmount."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Ordonné que M. Cannon (Dorchester) ait la permission de présenter un bill (No 71) intitulé: "Loi accordant certains pouvoirs de la paroisse St-Patrice de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) ait la permission de présenter un bill (No 96) intitulé: "Loi concernant la succession de Jean de la Croix-Joseph Comte"

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Cannon (Québec-Centre) ait la permission de présenter un bill (No 57) intitulé: "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à antidater l'admission à l'étude du droit de Roméo Gingras".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) ait la permission de présenter un bill (No 70) intitulé: "Loi concernant l'Orphelinat Catholique de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lévesque ait la permission de présenter un bill (No 63) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Saint-Léonard de Port-Maurice et ratifiant le règlement No 51 de ladite ville".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Ordonné que M. Ashby ait la permission de présenter un bill (No 107) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Pointe-Claire."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Ordonné que M. Ashby ait la permission de présenter un bill (No 72) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Lasalle".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Ordonné que M. Ashby ait la permission de présenter un bill (No 73) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Lachine".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Ashby ait la permission de présenter un bill (No 101) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Verdun".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Caron dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Terres et Forêts pour l'année expirant le 30 juin 1916.
(*Document de la session No 5*).

Sur la motion de l'honorable sir Lomer Gouin, secondé par l'honorable M. Taschereau, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi, huit heures du soir.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Lundi, 13 Novembre 1916.

Huit heures du soir.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Des commissaires d'écolés pour la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi leur permettant de faire un rôle d'évaluation spécial, et pour autres fins.—M. Ashby.

De la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Trahan.

De la paroisse du Très Saint-Rédempteur de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant la construction d'une église.—M. Létourneau (Montréal-Hochelaga).

Ordonné que l'honorable sir Lomer Gouin ait la permission de présenter un bill (No 6) intitulé: "Loi modifiant l'article 29 des Statuts refondus, 1909, au sujet des ajournements dans certaines poursuites pour pénalités".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable sir Lomer Gouin ait la permission de présenter un bill (No 24) intitulé: "Loi modifiant les articles 1220 et 2143 du Code civil au sujet de certains écrits faits hors de la province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable sir Lomer Gouin ait la permission de présenter un bill (No 4) intitulé: "Loi modifiant l'article 6119c des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 51, section 1".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable sir Lomer Gouin ait la permission de présenter un bill (No 5) intitulé: "Loi modifiant la loi relative aux coroners dans la province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable sir Lomer Gouin ait la permission de présenter un bill (No 25) intitulé: "Loi modifiant l'article 1249 du Code de procédure civile, relativement aux procédures de cautionnement lors d'un appel à Sa Majesté".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable sir Lomer Gouin ait la permission de présenter un bill (No 26) intitulé: "Loi amendant l'article 232 des Statuts refondus, 1909, au sujet de l'examen et de la correction de la liste des électeurs dans les cités de Montréal, de Québec, de Trois-Rivières, de Sherbrooke, de Salaberry de Valleyfield et de Maisonneuve".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable sir Lomer Gouin ait la permission de présenter un bill (No 3) intitulé: "Loi insérant l'article 3074a dans les Statuts refondus, 1909, concernant la Cour supérieure".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 84) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation le village de Bagotville en une municipalité séparée";

Bill (No 71) intitulé: "Loi accordant certains pouvoirs à la paroisse St-Patrice de Montréal";

Bill (No 96) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Jean-de-la-Croix-Joseph Comte";

Bill (No 70) intitulé: "Loi concernant l'Orphelinat Catholique de Montréal";

Bill (No 73) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Lachine";

Bill (No 101) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Verdun."

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Mardi, 14 Novembre 1916.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De Edmond-Joseph Paquette et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession P.-E. Paquette.—M. David.

De la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Gendron.

De J. Marion et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan.—M. Hébert.

De la Commission du Parc Maisonneuve, demandant l'adoption d'une loi homologuant le plan du parc de Maisonneuve et pour autres fins.—M. Lévesque.

De la corporation du village de Sainte-Thérèse de Blainville, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation de ville sous le nom de Ville de Sainte-Thérèse.—M. Lévesque.

De la ville de la Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Lévesque.

Des syndics de la paroisse de Saint-Arsène de Montréal, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à contracter un emprunt pour la construction de l'église projetée.—M. Lévesque.

De Dame Marie Troncy et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation civile sous le nom de La Congrégation des Sœurs du Saint-Enfant Jésus.—M. Parrot.

De la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Therrien.

M. Francœur, du comité des bills privés en général, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

“Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements les bills suivants :

No 63.—Loi amendant la charte de la ville de Saint-Léonard de Port-Maurice et ratifiant le règlement No 51 de ladite ville ;

No 72.—Loi amendant la charte de la ville Lasalle.”

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga), du comité des règlements, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

“Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après :

Pétition de Tancrède Asselin, demandant de voter une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

De l'hon. Geo. Bryson et autres, demandant une loi constituant en corporation “The Grand Lake Railway & Transportation Company” ;

De la ville Baie St-Paul, demandant une loi amendant sa charte;
De Urcis Sauvageau, demandant une loi autorisant la cité de Montréal à indemniser ou exproprier certains propriétaires du quartier Hochelaga;

De Ludger Forest *et al*, demandant une loi constituant en corporation la municipalité du village de Petit Lac Magog."

Sur la motion de M. Bullock, secondé par M. Létourneau (Montréal-Hochelaga), il est—

Ordonné que les dispositions des articles 497 et 498 des règlements soient suspendues à l'égard d'un bill concernant le village de Granby et l'érigeant en cité sous le nom de la cité de Granby, lequel a été déposé chez le secrétaire du comité des bills privés.

Ordonné que M. Therrien ait la permission de présenter un bill (No 60) intitulé: "Loi érigeant en municipalité le village du Petit Lac Magog".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lemieux ait la permission de présenter un bill (No 119) intitulé: "Loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Tancrède Asselin au nombre de ses membres".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif.—14 novembre 1916.

Ordonné qu'il soit nommé un comité permanent pour assister l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif comme comité mixte des deux Chambres au sujet de la bibliothèque, et que ce comité soit composé des Honorables Messieurs Chapais, Choquette, Girouard, Kaine, Kelly, Pérodeau, Perron, Smith et DeVarennés.

Ordonné que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Sur la motion de l'honorable sir Lomer Gouin, secondé par l'honorable M. Mitchell, il est—

Résolu qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'informant que l'honorable sir Lomer Gouin, les honorables MM. Taschereau, Caron, Mercier, Mitchell, MM. D'Auteuil, Désaulniers, Francœur, Godbout, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Lévesque, Sauvé, Trahan,

Tansey et Vilas ont été nommés membres du comité de la bibliothèque de la législature et représenteront l'Assemblée législative dans le comité mixte des deux chambres qui doit, pendant la session en cours, assister MM. les Orateurs dans l'administration de la bibliothèque.

Ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Résolu qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à cette chambre pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que l'honorable sir Lomer Gouin, les honorables MM. Décarie, Mitchell, MM. Ashby, Bouchard, Finnie, Gault, Godbout, Parrot et Sauvé représenteront cette chambre dans ledit comité mixte.

Ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

L'honorable M. Décarie, secrétaire de la province, transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, signé par Son Honneur, et ledit message est lu par M. l'Orateur comme suit:

P.-E. LEBLANC,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts.

(Document de la session No 18.)

HOTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, ce 13 novembre 1916.

L'honorable sir Lomer Gouin dépose sur le bureau le quarante-sixième rapport des inspecteurs des prisons de la province de Québec pour l'année 1915.

(Document de la session No 17.)

Question par M. Sauvé.—1. Que les sommes ont été payées à chacun des membres du gouvernement de cette province pour dépenses de voyage pendant la dernière année fiscale expirée?

Réponse par l'honorable M. Mitchell:

L'honorable sir Lomer Gouin	\$ 800.00
L'honorable Jérémie-L. Décarie	804.00
L'honorable W. G. Mitchell	1,194.33
L'honorable Jules Allard	900.00
L'honorable Honoré Mercier	1,915.00
L'honorable Jos.-Ed. Caron	1,894.16
L'honorable J.-A. Tessier	481.19
L'honorable L.-A. Taschereau	150.00

Question par M. Sauvé.—1. Quelles sont les maisons d'éducation en cette province: collèges classiques, couvents, etc., à qui le gouvernement a accordé des octrois annuels depuis 1912 jusqu'à ce jour?

2. Quel montant a été payé de cette façon à chacune d'elles en 1905, 1908, 1912 et 1915?

Réponse par l'honorable M. Décarie:

1. et 2. La réponse à ces deux questions se trouve détaillée aux divers rapports financiers du surintendant de l'instruction publique, des années correspondantes.

Question par M. Sauvé.—1. L'honorable premier ministre de cette province a-t-il reçu une délégation au sujet de la création d'un fonds de secours destiné à assurer une sépulture convenable aux soldats et aux marins de notre province, victimes de la guerre actuelle?

2. Dans l'affirmative, est-il vrai que cette délégation a demandé au gouvernement une souscription initiale de \$10,000.00 et une subvention annuelle de \$300.00 destinées à pourvoir aux funérailles des militaires indigents?

3. Le gouvernement se propose-t-il de faire quelque chose en ce sens?

Réponse par l'honorable sir Lomer Gouin:

1. Oui.
2. Oui.
3. A l'étude.

Question par M. Sauvé.—1. Quels sont les emprunts que le gouvernement a effectués depuis 1908?

2. En quelle année chacun de ces emprunts a-t-il été effectué?

Réponse par l'honorable M. Mitchell:

1 et 2. Emprunts permanents. Emprunts des bons chemins en vertu de 3 George V, chapitre 21. £400.600 sterling ou \$1,949,586.67 le 1er janvier 1913. £820.217 sterling ou \$3,991,722.73 le 1er juillet 1914. \$600.000 en vertu de 3 George V, chapitre 6 (Emmagasinement

des eaux de la rivière Saint-Maurice). Emprunts spéciaux à courte échéance en vertu de 5 George V chapitre 2. \$6,000.000.00 le 1er avril 1915. \$4,000.000.00 le 1er juin 1916.

Emprunts temporaires.—\$1,460,000.00 le 1er novembre 1913, renouvelé le 1er mai 1914 et payé le 1er août 1914. \$4,000.000.00 le 1er décembre 1914 et payé le 3 mai 1915.

Question par M. Sauvé.—1. Le ministère de la colonisation a-t-il organisé une inspection, sous la direction du Docteur J.-A. Bancroft, ingénieur et professeur de géologie, pour étudier les minéraux du nord de cette province ?

2. Dans l'affirmative, à quelle date a eu lieu cette inspection, et dans quels cantons ou paroisses ?

3. Quelles sont les personnes qui composaient l'expédition, et quelles fonctions y remplissait chacune d'elles ?

4. M. Bancroft a-t-il fait rapport ?

Réponse par l'honorable M. Mercier :

1. Le docteur Bancroft a dirigé une exploration géologique et minéralogique dans la région des lacs Keewagama et Keekeek en 1911 et dans la région des rivières Nottaway, Bell et Harricana en 1912.

En 1915, le docteur Bancroft a été chargé de faire des relevés géologiques et minéralogiques le long du chemin de fer Transcontinental entre Harvey Jet et la rivière Bell.

2. La première exploration a compris les cantons projetés de Villemontel, Cléricky, La Pause, Preissac, Jeanne, Bousquet, Cadillac. La seconde : les cantons La Motte, La Corne, Malartie, Dubuisson, Varsan, Bourlamaque, Figuéry et un grand territoire non arpenté au nord du Transcontinental ; la troisième a compris tous les cantons et paroisses que traverse le chemin de fer Transcontinental entre Harvey Jet. et la rivière Bell.

3. Pour les deux premières, l'ingénieur A.-O. Dufresne accompagnait le docteur Bancroft en qualité d'assistant. A part M. Dufresne, la mission comprenait un cuisinier et deux ou trois sauvages comme canotiers, selon les besoins. Pour la troisième, le personnel comprenait le Dr. Bancroft comme chef ; l'ingénieur Paul Piché comme assistant et un cuisinier.

4. Les rapports des deux premières expéditions ont été publiés en 1912 et 1913 respectivement et distribués aux députés. Celui de la troisième est en voie de rédaction et sera publié dans le rapport des opérations minières pour 1916.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 6) intitulé: "Loi modifiant l'article 29 des Statuts refondus, 1909, au sujet des ajournements dans certaines poursuites pour pénalités".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 25) intitulé: "Loi modifiant l'article 1249 du Code de procédure civile, relativement aux procédures de cautionnement lors d'un appel à Sa Majesté";

Bill (No 26) intitulé: "Loi amendant l'article 232 des Statuts refondus, 1909, au sujet de l'examen et de la corsection de la liste des électeurs dans les cités de Montréal, de Québec, de Trois-Rivières, de Sherbrooke, de Salaberry de Valleyfield et de Maisonneuve".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 5) intitulé: "Loi modifiant la loi relative aux coroners dans la province de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 3) intitulé: "Loi insérant l'article 3074a dans les Statuts refondus, 1909, concernant la Cour supérieure".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. D'Auteuil, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance échangée entre le ministre de la colonisation et M. Godfroy Langlois, représentant de cette province en Belgique, depuis le 1er juillet 1914 jusqu'à ce jour.

Et, alors, la Chambre s'a ourne.

Mercredi, 15 Novembre 1916.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Dame Elodie Gauthier, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu L.-H. Hébert.—M. Beaudry.

De la corporation du village de Granby, demandant l'adoption d'une loi l'érigéant en cité, sous le nom de cité de Granby.—M. Bullock.

De "The Corporation of Spanish and Portuguese Jews Shearith Israel of Montreal", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Bercovitch.

De Georges-H. Baril et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation, sous le nom de "L'Association Catholique de la Jeunesse Canadienne-Française."—M. Désaulniers.

De Henri Kieffer et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation, sous le nom de "La Société Saint-Vincent-de-Paul de Montréal."—M. Désaulniers.

De Jacob A. Jacobs et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation, sous le nom de "The Grenville, Harrington & Northern Railway Company."—M. Hay.

M. Francœur, du comité des bills privés en général, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

"Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements les bills :

No 58.—Loi amendant la charte de la cité de Westmount ;

No 107.—Loi amendant la charte de la ville de Pointe-Claire."

M. Pilon, président (pro tem.) du comité des règlements, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

"Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas-ci-après :

Pétition des commissaires d'école de Cartierville, demandant de voter une loi définissant et étendant les limites de la municipalité scolaire de Cartierville et déterminant le droit de cette dernière aux taxes;

De Hirsch Cohen et autres, demandant une loi constituant en corporation "New Adath Joshurum Congregation";

De Joseph Lallier et autres, demandant une loi amendant la loi des cités et villes au sujet de la ville de Coaticook;

De Edmond-Joseph Paquette et autres, demandant une loi concernant la succession de P.-E. Paquette;

De J. Marion et autres, demandant une loi concernant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan;

Des Syndics de la paroisse de St-Arsène de Montréal, demandant une loi les autorisant à contracter un emprunt pour la construction d'une église;

Et de la cité de Sherbrooke, demandant une loi amendant sa charte".

Ordonné que M. Lévesque ait la permission de présenter un bill (No 116) intitulé: "Loi amendant la loi concernant la construction d'une église dans la paroisse de Saint-Arsène de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. David ait la permission de présenter un bill (No 54) intitulé: "Loi concernant la succession de Pierre-Edmond Paquette."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Cannon (Québec-Centre) ait la permission de présenter un bill (No 61) intitulé: "Loi concernant la ville Baie Saint-Paul".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Therrien ait la permission de présenter un bill (No 56) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Sherbrooke."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Perrault ait la permission de présenter un bill (No 108) intitulé: "Loi autorisant la cité de Montréal à indemniser ou exproprier certains propriétaires du quartier Hochelaga."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 127) intitulé: "Loi concernant les limites de la municipalité scolaire de Cartierville."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 120) intitulé: "Loi constituant en corporation "The New Adath Joshurun Congregation".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Hébert ait la permission de présenter un bill (No 109) intitulé: "Loi concernant la construction d'une église et sacristie en la paroisse de St-Jacques de l'Achigan".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Sauvé.—1. Combien d'habitants de la province de Québec ont émigré en 1915?

2. Combien de cultivateurs?

3. Combien ont émigré aux Etats-Unis?

Réponse par l'honorable M. Décarie:

Le bureau des statistiques de Québec ne peut pas fournir d'autres statistiques touchant l'émigration que celles recueillies par le bureau des statistiques du Canada.

Question par M. Sauvé.—1. Combien y a-t-il de manufactures dans cette province?

2. Quel est ou quels sont le ou les noms du ou des propriétaires de chacune d'elles et dans quelle localité chacune est-elle située?

3. Quels sont les produits fabriqués par chacune d'elles?

4. Quelle quantité de ces produits fabrique annuellement chaque manufacture?

5. Combien, parmi celles qui sont exploitées par des compagnies à fonds social, dont les actionnaires sont en majorité canadiens-français?

Réponse par l'honorable M. Décarie:

Le bureau des statistiques de Québec n'a pas recueilli encore de statistiques des manufactures. Pour éviter toute répétition et à la suite d'une entente avec le bureau des statistiques du Canada, le bureau des statistiques de Québec publiera les renseignements recueillis par ce dernier, par un recensement postal commencé en janvier 1916. Le résultat est attendu incessamment.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 24) intitulé: "Loi modifiant les articles 1220 et 2143 du Code civil au sujet de certains écrits faits hors de la province de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 4) intitulé: "Loi modifiant l'article 6119c des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 51, section 1."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 63) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Saint-Léonard de Port-Maurice et ratifiant le règlement No 51 de ladite ville".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 72) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville Lasalle".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 57) intitulé: "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à antidater l'admission à l'étude du droit de Roméo Gingras;"

Bill (No 60) intitulé: "Loi érigeant en municipalité le village du Petit Lac Magog".

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Jeudi, 16 Novembre 1916.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Joseph-O.-E. Brunet, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.—M. Ashby.

De Médéric Masson et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Royal Dental School".—M. Berçovitch.

De la corporation de la ville de Magog, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Bissonnet.

De Clarence J. McGuaig et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Southern Canada Power Company".—M. Bouchard.

De la corporation du canton de Chambly, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à faire un emprunt.—M. Désaulniers.

Des Dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, demandant l'adoption d'une loi accordant de plus amples pouvoirs et érigeant en municipalité de paroisse le territoire leur appartenant à Laval-des-Rapides.—M. Fortier.

De Stella Frances McCready Langan et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 5 George V, chapitre 161, section 1.—M. Finnie.

De Charles H. Barr, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.—M. Gosselin.

De Léonide-F. Lavigne, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la médecine, après examen.—M. Lévesque.

De la ville de Saint-Jean, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Robert (St-Jean).

De Georges H. Shink, demandant l'adoption d'une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit, après examen.—M. Thériault.

De la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Turcot.

M. Létourneau (Québec-Est), du comité des règlements, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

"Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après :

Pétition de l'Hôpital Sainte-Justine demandant de voter une loi amendant la charte de la cité de Montréal au sujet du dit hôpital ;

De la "Shawinigan Water & Power Company", de la ville de l'Ile Dorval, de la cité de Québec, de la cité de Hull, et de la corporation des juifs espagnols et portugais "Shearith Israël", de Montréal, demandant respectivement une loi amendant leur charte ;

De Achille Gervais, demandant une loi concernant une donation par contrat de mariage faite par Louis Gervais à Achille Gervais, le 31 juillet 1899, et autorisant la vente de certains immeubles ;

De l'Association catholique de la jeunesse canadienne française, de la Société Saint-Vincent de Paul de Montréal et de la "Grenville, Harrington and Northern Railway Company," demandant respectivement une loi les constituant en corporation".

Ordonné que M. Désaulniers ait la permission de présenter un bill (No 98) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Montréal au sujet de l'Hôpital Sainte-Justine".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Désaulniers ait la permission de présenter un bill (No 92) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Désaulniers ait la permission de présenter un bill (No 91) intitulé: "Loi constituant en corporation la société de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Hay ait la permission de présenter un bill (No 110) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Grenville, Harrington and Northern Railway Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Thériault ait la permission de présenter un bill (No 128) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 82) intitulé: "Loi amendant la charte de la corporation des juifs espagnols et portugais "Shearith Israel", de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Gendron ait la permission de présenter un bill (No 81) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Hull".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Robert (Beauharnois) ait la permission de présenter un bill (No 105) intitulé: "Loi concernant une donation par contrat de mariage faite par Louis Gervais à Achille Gervais, le 31 juillet 1899, et autorisant la vente de certains immeubles".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Cannon (Québec-Centre) ait la permission de présenter un bill (No 79) intitulé: "Loi amendant la charte de la "Shawinigan Water and Power Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Gault ait la permission de présenter un bill (No 106) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de l'Ile Dorval".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Caron ait la permission de présenter un bill (No 27) intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, relativement à la fabrication des produits laitiers".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Mitchell, trésorier de la province, dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Etat des comptes publics de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1916. *(Document de la session No 2.)*

Sur la motion de l'honorable M. Caron, secondé par l'honorable M. Tessier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance cette Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération certaines résolutions relatives au bill No 11, intitulé: "Loi pour garantir à certains habitants du district de Gaspé la propriété de leurs terres".

Résolu qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill No 21, intitulé: "Loi amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques."

Résolu qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill No 13, intitulé: "Loi pour ratifier un octroi de terres publiques à la Compagnie de chemin de fer de colonisation du Nord."

L'honorable M. Mitchell, trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

Et ledit message est lu par M. l'Orateur comme suit:

P.-E. LEBLANC,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1918, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre. *(Document de la session No 1.)*

HÔTEL DU GOUVERNEMENT, Québec, 16 novembre 1916.

Ordonné que ledit message et le budget qui l'accompagne soient renvoyés au comité des subsides.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité des subsides.

L'honorable M. Mitchell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Un débat s'élève.

Sur la motion de M. Gault, secondé par M. Sauvé, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 107) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Pointe Claire".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que la troisième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 119) intitulé: "Loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Tancred Asselin au nombre de ses membres;"

Bill (No 61) intitulé: "Loi concernant la ville Baie Saint-Paul;"

Bill (No 120) intitulé: "Loi constituant en corporation "The New Adath Joshurun Congregation."

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 116) intitulé: "Loi amendant la loi concernant la construction d'une église dans la paroisse de Saint-Arsène de Montréal;"

Bill (No 54) intitulé: "Loi concernant la succession de Pierre-Edmond Paquette;"

Bill (No 56) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Sherbrooke;"

Bill (No 108) intitulé: "Loi autorisant la cité de Montréal à indemniser ou exproprier certains propriétaires du quartier Hochelaga;"

Bill (No 109) intitulé: "Loi concernant la construction d'une église et sacristie en la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan".

Sur la motion de l'honorable sir Lomer Gouin, secondé par l'honorable M. Taschereau, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, midi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Vendredi, 17 Novembre 1916.

Midi.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De John Selkirk Clunie et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Guarantee Title & Contract Company".—M. Bercovitch.

De William Montgomerie, demandant l'adoption d'une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.—M. Bullock.

De "The St. Maurice Lumber Company", demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation dans cette province.—M. Francœur.

De Frédéric William Saunders, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.—M. Gosselin.

De "The Montreal General Hospital", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Gault.

De "The Anglo American Trust Company", demandant l'adoption d'une loi lui accordant un délai pour commencer ses affaires.—M. Gault.

De "The Molson Bank", demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 6 Geo. V, chapitre 65.—M. Gault.

De Antoine Turgeon et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 4 Geo. V, chapitre 31, concernant la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-Grâces-Ouest.—M. Mayrand.

De "The Eastern Township Telephone Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Therrien.

Du bureau des Commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Therrien.

Du Rév. George Ellery Read et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Plymouth Congregational Church of Sherbrooke".—M. Therrien.

De la ville Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Lévesque.

De la "National Jockey Club Limitée", demandant l'adoption d'une loi confirmant, ratifiant et validant ses lettres-patentes.—M. Mayrand.

M. Francœur, du comité des bills privés en général, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements les bills suivants:

Bil 96.—Loi concernant la succession de Jean de la Croix-Joseph Comte;

Bill 70.—Loi concernant l'Orphelinat catholique de Montréal."

M. Létourneau (Québec-Est), du comité des règlements, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:—

Pétition de la ville de Roxboro, de l'Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe, de la ville de St-Jean et de la ville de Magog, demandant respectivement une loi amendant leur charte.

Des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de St-Laurent, demandant une loi leur permettant de faire un rôle d'évaluation spécial et pour d'autres fins;

Et de la Commission du parc de Maisonneuve demandant une loi homologuant le plan du parc de Maisonneuve et pour d'autres fins."

Ordonné que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill (No 28) intitulé: "Loi relative à certaines modifications à faire au cadastre du canton Joliette situé partie dans le comté de Joliette et partie dans le comté de Berthier."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 30) intitulé: "Loi amendant le code civil relativement aux privilèges des ouvriers, constructeurs ou autres personnes."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Sauvé.—1. Combien de ventes ont été faites par le shérif du district de Montréal, chaque année, depuis et y compris 1914 ?

2. Combien dans le cours de l'année 1897 ?

3. Mêmes questions pour chacun des districts de Québec, Trois-Rivières et Sherbrooke ?

Réponse par l'honorable M. Décarie:

Nombre de ventes par les shérifs dans les districts de :

	1897	1914	1915
Montréal	271	145	379
Québec	52	28	22
Sherbrooke	48	26	18
Trois-Rivières	62	92	66

Question par M. Sauvé.—Quelles sont les subventions en terres accordées par le gouvernement de cette province à des compagnies de chemins de fer depuis 1897 ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Voir tableaux D et E pages 39, 40 et suivantes du rapport général du ministre des travaux publics et du travail, pour l'année finissant le 30 juin 1916.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 98) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Montréal, au sujet de l'Hôpital Sainte-Justine;"

Bill (No 91) intitulé: "Loi constituant en corporation la société Saint-Vincent-de-Paul de Montréal;"

Bill (No 82) intitulé: "Loi amendant la charte de la corporation des juifs espagnols et portugais, "Shearith Israel" de Montréal;"

Bill (No 105) intitulé: "Loi concernant une donation par contrat de mariage faite par Louis Gervais à Achille Gervais, le 31 janvier 1899, et autorisant la vente de certains immeubles."

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général.

Bill (No 92) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française;"

Bill (No 81) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Hull;"

Bill (No 79) intitulé: "Loi amendant la charte de la "Shawinigan Water and Power Company;"

Bill (No 106) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de l'Ile Dorval."

Ordonné que M. Lévesque ait la permission de présenter un bill (No 90) intitulé: "Loi homologuant le plan du parc de Maisonneuve."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Ashby ait la permission de présenter un bill (No 59) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Roxboro."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Ashby ait la permission de présenter un bill (No 117) intitulé: "Loi permettant aux commissaires d'écoles de la municipalité scolaire du village de St-Laurent de faire un rôle d'évaluation annuel."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bissonnet ait la permission de présenter un bill (No 99) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville Magog."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est:—

Ordonné que les noms de MM. Bercovitch, David et Phi ps sont ajoutés à la liste des membres du comité des bills privés en général.

Sur la motion de l'honorable sir Lomer Gouin, secondé par l'honorable M. Taschereau, il est:—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi, huit heures du soir.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Lundi, 20 Novembre 1916.

Huit heures du soir.

Ordonné que M. Bouchard ait la permission de présenter un bill (No 64) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Mitchell ait la permission de présenter un bill (No 20) intitulé: "Loi amendant la loi des assurances de Québec, concernant l'assurance funéraire".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Caron ait la permission de présenter un bill (No 21) intitulé: "Loi amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Mitchell ait la permission de présenter un bill (No 23) intitulé: "Loi amendant la loi des assurances de Québec au sujet des agents d'assurance".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable sir Lomer Gouin ait la permission de présenter un bill (No 8) intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, au sujet des pouvoirs que possèdent certaines corporations ou compagnies".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Mitchell ait la permission de présenter un bill (No 16) intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Mitchell ait la permission de présenter un bill (No 19) intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant la pension des officiers publics."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 96) intitulé: "Loi concernant la succession de Jean de la Croix-Joseph Comte".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 70) intitulé: "Loi concernant l'Orphelinat catholique de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 127) intitulé: "Loi concernant les limites de la municipalité scolaire de Cartierville;"

Bill (No 117) intitulé: "Loi permettant aux commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent de faire un rôle d'évaluation annuel".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 110) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Grenville, Harrington and Northern Railway Company".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer et autres moyens de communication.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 128) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Québec";

Bill (No 59) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Roxboro";

Bill (No 99) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Magog".

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. D'Auteuil, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance entre le gouvernement et le bureau des statistiques du Canada, depuis 1915, relativement aux statistiques concernant les manufactures et autres de la province de Québec.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 27) intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, relativement à la fabrication des produits laitiers".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 28) intitulé: "Loi relative à certaines modifications à faire au cadastre du canton Joliette, situé partie dans le comté de Joliette et partie dans le comté de Berthier".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu une troisième fois.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Mardi, 21 Novembre 1916.

Sur la motion de M. Désaulniers, secondé par M. Therrien, il est—

Ordonné que l'article 510 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Ernest Brault demandant une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

En conséquence, ladite pétition est présentée et déposée sur le bureau.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Gault, il est—

Ordonné que l'article 510 des règlements soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Nicetas Budka et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation.

En conséquence, ladite pétition est présentée et déposée sur le bureau.

Du consentement de la Chambre, ces deux pétitions sont immédiatement lues et reçues.

M. Péloquin, (président pro tem.) du comité des règlements, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

Pétition de Léonide-F. Lavigne, demandant de voter une loi, autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique;

De William Montgomerie, demandant une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

De la cité de Montréal, de "The Eastern Townships Telephone Company", du bureau des commissaires d'école protestants de la cité de Sherbrooke, et de la ville de Laval-des-Rapides, demandant respectivement une loi amendant leur charte;

De "The Plymouth Congregational Church of Sherbrooke", demandant une loi la constituant en corporation;

Du "National Jockey Club" demandant une loi confirmant, ratifiant et validant ses lettres patentes;

Quant à la pétition de la cité des Trois-Rivières, demandant une loi amendant sa charte, votre comité trouve qu'elle ne mentionne pas l'emprunt que la cité veut être autorisée à faire et qui est prévu par les avis et par la clause 5 du bill."

M. Francœur, du comité des bills privés en général, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a décidé de rapporter sans amendement les bills suivants:

Bill 84.—Loi amendant la loi constituant en corporation le village de Bagotville en une municipalité séparée;

No 57.—Loi autorisant le barreau de la province de Québec à antidater l'admission à l'étude de monsieur Roméo Gingras;

No 116.—Loi amendant la "Loi concernant la construction d'une église dans la paroisse de Saint-Arsène de Montréal";

No 54.—Loi concernant la succession de Pierre-Edmond Paquette;

No 109.—Loi concernant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan.

Et avec amendements:

No 73.—Loi amendant la charte de la cité de Lachine;

No 101.—Loi amendant la charte de la cité de Verdun."

L'honorable Sir. Lomer Gouin, du comité des bills publics en général, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

“Votre comité a décidé de rapporter, sans amendements, les bills suivants:

No 4.—Loi modifiant l'article 6119c des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 Georges V, ch. 51, section 1;

No 25.—Loi modifiant l'article 1249 du Code de procédure civile relativement aux procédures du cautionnement lors d'un appel à Sa Majesté.

Et le bill privé suivant:

No 119.—Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Tancred Asselin au nombre de ses membres.

Votre Comité fait aussi rapport qu'il a fixé son quorum à cinq membres.”

Ordonné que M. Fortier ait la permission de présenter un bill (No 55) intitulé: “Loi constituant en corporation The Grand Lake Railway and Transportation Company”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Therrien ait la permission de présenter un bill (No 66) intitulé: “Loi constituant en corporation “The Plymouth Congregational Church of Sherbrooke.”

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Therrien ait la permission de présenter un bill (No 86) intitulé: “Loi autorisant le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke à faire un emprunt additionnel”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Therrien ait la permission de présenter un bill (No 85) intitulé: “Loi amendant la charte de Eastern Townships Telephone Company”:

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Robert (St-Jean) ait la permission de présenter un bill (No 104) intitulé: “Loi amendant la charte de la ville de Saint-Jean et constituant cette dernière en corporation de cité”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lévesque ait la permission de présenter un bill (No 88) intitulé: “Loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Léonide-François Lavigne à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lévesque ait la permission de présenter un bill (No 93) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville Laval-des-Rapides".
En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Trahan ait la permission de présenter un bill (No 111) intitulé: "Loi amendant la charte de la corporation de la cité des Trois-Rivières".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Sauvé.—1. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé en 1914 et en 1915, à même les subsides votés par cette Chambre, pour la sélection des semences en rapport avec la luzerne et le trèfle?

2. A qui ces montants ont-ils été payés?

3. Quel montant a-t-il été payé pour cette fin à même les subsides accordés par le gouvernement fédéral?

Réponse par l'honorable M. Caron:

1 et 2.—

1914-15

Sociétés d'agriculture.....	\$ 2,307.25
Ls. Lavallée.....	318.25
Soc. Coop. Agr. de Chicoutimi.....	200.00
Exp. Prov. de Grains de Semence.....	913.10
Arsène Denis.....	185.85
J.-E. Grisé.....	18.20
Oscar Lessard.....	359.18
Eug. Lortie.....	275.31

1915-16

Cercles Agr. St-Casimir, Co. Portneuf.....	250.00
Sociétés d'agriculture.....	2,936.75
Soc. Coop. Agricole de Chicoutimi.....	100.00
Exp. Prov. de Grains de Semence.....	1,041.15
Ls. Lavallée.....	103.70
Oscar Lessard.....	38.19

NOTE:—A part les montants ci-dessus, les cercles agricoles et les sociétés d'agriculture consacrent chaque année la plus grande partie de la souscription de leurs membres à l'achat de graine de trèfle et de mil.

3.—Pour détails, voir comptes publics, année 1914-15, pages 408, 409-425, 426 et 427; Année 1915-16, pages 426, 446 et 447.

Question par M. Sauvé.—1. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé en 1914 et en 1915, à même les subsides votés par cette Chambre, pour encourager l'enseignement ménager ?

2. A qui ces montants ont-ils été payés ?

3. Quel montant a-t-il été payé pour cette fin à même les subsides accordés par le gouvernement fédéral ?

Réponse par l'honorable M. Caron;

1 et 2.— 1914-15

Ecoles ménagères (C. P. page 385).....\$ 10,290.29

1915-16

Ecoles ménagères (C. P. page 404)..... 8,518.00

3. Pour détails, voir comptes publics, Année 1914-15, pages 411-412-430 et 431; Année 1915-16, pages 429, 449 et 450.

Question par M. Sauvé.—1. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé en 1914 et en 1915, à même les subsides votés par cette Chambre, pour encourager l'industrie du sucre d'érable ?

2. A qui ces montants ont-ils été payés ?

3. Quel montant a-t-il été payé pour cette fin à même les subsides accordés par le gouvernement fédéral ?

Réponse par l'honorable M. Caron :

1 et 2.— 1914-15

John-I. Brown.....\$ 106.46

Empire Paper Box Co..... 267.50

Grimm Mfg. Co..... 420.09

Association Agr. Coop. de Sucre et Sirop d'érable
pur, Waterloo..... 550.00

1915-16

Association Agr. Coop. de Sucre et Sirop d'érable
pur, Waterloo..... 250.00

NOTE:—A part les montants ci-dessus mentionnés, le gouvernement a tenu des expositions de sucre et sirop d'érable dont les dépenses sont incluses dans celles faites pour fins d'expositions.

3. Pour détails, voir comptes publics, Année 1914-15, pages 412, 431; Année 1915-16, pages 429, 450 et 451.

Question par M. Sauvé.—1. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé en 1914 et en 1915, à même les subsides votés par cette Chambre, pour encourager l'industrie du tabac ?

2. A qui ces montants ont-ils été payés ?

3. Quel montant a-t-il été payé pour cette fin à même les subsides accordés par le gouvernement fédéral ?

Réponse par l'honorable M. Caron:

1 et 2.—

1914-15

Cerc. Agr. St-Jacques, Montcalm.....	\$ 17.77
Cerc. Agr. Ste-Julienne, Montcalm.....	2.80
Cerc. Agr. St-Alexis, Montcalm.....	8.40
Cerc. Agr. Ste-Marie-Sal, Montcalm.....	29.93

NOTE:—A part les montants ci-dessus mentionnés, le gouvernement a fait un prêt de \$17,000 à la Société Coopérative Agricole de la Vallée d'Yamaska, pour la construction d'un entrepôt pour la préparation du tabac.

1915-16, aucun.

3. Pour détails, voir comptes publics, Année 1914-15, pages 410-427 et 428; Année 1915-16, pages 426 et 427.

Question par M. Sauvé.—1. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé en 1914 et en 1915, à même les subsides votés par cette Chambre, pour démonstration de drainage souterrain?

2. A qui ces montants ont-ils été payés?

3. Quel montant a-t-il été payé pour cette fin à même les subsides accordés par le gouvernement fédéral?

Réponse par l'honorable M. Caron:

1 et 2.

1914-15

Jos. Morgan..... \$ 250.00

1915-16—Aucun.

3. Pour détails, voir Comptes publics, année 1914-15, pages 410-411-429 et 430; année 1915-16, pages 427-428-449.

Question par M. Sauvé.—1. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé en 1914 et en 1915, à même les subsides votés par cette Chambre, pour les agronomes de districts?

2. A qui ces montants ont-ils été payés?

3. Quel montant a-t-il été payé pour cette fin à même les subsides accordés par le gouvernement fédéral?

Réponse par l'honorable M. Caron:

1 et 2. 1914-15 et 1915-16—Aucun.

3. Pour détails, voir Comptes publics, année 1914-15, pages 407-408-424; année 1915-16, pages 424-425 et 445.

Question par M. Sauvé.—1. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé en 1914 et en 1915, à même les subsides votés par cette Chambre, pour encourager l'industrie du bacon?

2. A qui ces montants ont-ils été payés?

3. Quel montant a-t-il été payé pour cette fin à même les subsides accordés par le gouvernement fédéral?

Réponse par l'honorable M. Caron:

1 et 2. 1914-15 et 1915-16—Aucun.

3. Pour détails, voir Comptes publics, année 1914-15, pages 403-421-422; année 1915-16, pages 423-438-439.

Question par M. Sauvé.—1. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé en 1914 et en 1915, à même les subsides votés par cette Chambre, pour encourager l'aviculture ?

2. A qui ces montants ont-ils été payés ?

3. Quel montant a-t-il été payé pour cette fin à même les subsides accordés par le gouvernement fédéral ?

Réponse par l'honorable M. Caron :

1 et 2. 1914-15
Associations et particuliers (C. P. page 399)..... \$ 2,099.14

1915-16

Associations et particuliers (C. P. page 419)..... \$ 2,126.47

3. Pour détails, voir Comptes publics; année 1914-15, pages 403-404-405-413-414-415; année 1915-16, pages 421-422-423-430 à 433.

Question par M. Sauvé.—1. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé en 1914 et en 1915 à même les subsides votés par cette Chambre, pour dons aux académies, écoles rurales, écoles normales pour des fins d'enseignement agricole ?

2. A qui ces montants ont-ils été payés ?

3. Quel montant a-t-il été payé pour cette fin à même les subsides accordés par le gouvernement fédéral ?

Réponse par l'honorable M. Caron :

1. 1914-15..... \$ 44,926.06
1915-16..... 45,018.00

2. Pour détails, voir pages 384-385 et 400 des Comptes Publics 1914-15; et pages 403-404 des Comptes Publics 1915-16.

3. Pour détails, voir pages 405-406-407-411-412 des Comptes Publics 1914-15; et pages 422-423-430-431 des Comptes Publics 1915-16.

Question par M. Sauvé.—1. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé en 1913, à même les subsides votés par cette Chambre, pour encourager l'enseignement de l'agriculture dans les écoles, académies et écoles normales ?

2. Même question pour 1914 et 1915 ?

3. Quel montant a-t-il dépensé à même le subside accordé par le gouvernement fédéral ?

4. A qui chacun des montants ont-ils été payés ?

Réponse par l'honorable M. Caron:

1. 1913-14, voir pages 371-372 et 373 des Comptes Publics..... \$ 42,534.99
2. 1914-15, voir pages 384-385 des Comptes Publics.... 44,926.06
- 1915-16, voir pages 403-404 des Comptes Publics..... 45,018.00
3. 1913-14, voir pages 395-398-399-405-406-413 des Comptes Publics; 1914-15, pour détails, voir pages 405-406-411-412-422-423-430-431 des Comptes publics; 1915-16, pour détails, voir pages 424- 429-439-440-441-442-443-444-449-450 des Comptes Publics.
4. La réponse à cette question est détaillée aux trois premières.

Question par M. Sauvé.—1. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé en 1914 et en 1915, à même les subsides votés par cette Chambre, pour encourager la culture des fruits?

2. A qui ces montants ont-ils été payés?
3. Quel montant a-t-il été payé pour cette fin à même les subsides accordés par le gouvernement fédéral?

Réponse par l'honorable M. Caron:

1 et 2.	1914-15	
	Soc. Coop. Agr. de Kamouraska.....	\$ 154.24
	Soc. d'Hort., Cerc. Agricoles et particuliers, (C. P. pages 395-396 et 397).....	6,580.36
	Soc. de Pomologie et de Cult. fruitière de la province de Québec.....	500.00
	Soc. d'Agr. et d'Hort. de Montréal.....	500.00

1915-16

Soc. d'Hort., Cercles Agricoles et particuliers (C. P. pages 416 et 417).....	4,605.33
Soc. de Pomologie et de Cult. Fruitière de la province de Québec.....	500.00
Soc. d'Agr. et d'Hort. de Montréal.....	500.00

3. Pour détails, voir Comptes Publics, Année 1914-15, pages 400-401-402-415 à 421; Année 1915-16, pages 423-433-438.

Question par M. Sauvé.—1. Depuis 1912, le gouvernement a-t-il accordé, à même les subsides votés par cette Chambre, des primes pour encourager l'industrie des conserves alimentaires?

2. Dans l'affirmative, quels montants en 1912 et en 1915, et à qui les primes ont-elles été payées?

Réponse par l'honorable M. Caron:

1 et 2.	1912-13	
	Inst. Agricole d'Oka.....	\$ 2,000.00
	Soc. Coop. Agr. de Kamouraska.....	3,000.00
	Wilfrid Lorrain, Bord-à-Plouffe.....	150.00

1915-16

Wilfrid Lorrain, Bord-à-Plouffe.....	150.00
J.-W. Windsor.....	100.00

Question par M. Gault.—1. Y a-t-il eu des changements, des additions, des omissions, des déviations ou des travaux additionnels faits par la Commission ou par les entrepreneurs pour la construction du barrage dans la rivière Saint-Maurice ?

2. Dans l'affirmative, quelle en est la nature et quel en sera le coût additionnel ?

Réponse par l'honorable M. Caron :

Non.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, sur la motion proposée le jeudi, 16 novembre courant : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides.

Et la motion est soumise à la Chambre, qui l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le traitement de l'Orateur du Conseil législatif, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille trois cent quatre-vingt-une piastres et cinquante centins soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., du Conseil législatif, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent trois mille trois cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux Chambres de la législature, S.R.Q., 1909, art. 164, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour achat de livres de la bibliothèque de la législature, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas neuf mille sept cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., de la bibliothèque de la législature, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes des élections, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres, soit ouvert à Sa Majesté pour le greffier de la Chancellerie, traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas douze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des Statuts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Corporation de l'Hôpital Général de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Malades indigents, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille cent vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital St-Patrice, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Asile Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Protestant House of Industry and Refuge," Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "St. Patrick's Orphan Asylum", Montreal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "The Montreal Maternity", Montreal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Magdalen Asylum" (Bon-Pasteur), Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

20. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent soixante et quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Asile des Orphelins Catholiques, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Sœurs de la Charité, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

22. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Sœurs de la Charité, pour leur hospice des enfants trouvés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

23. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Protestant Orphan Asylum", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

24. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour La Maternité, aux soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

25. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

26. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Asile de Nazareth pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

27. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cent quatre-vingt-dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Ecole des aveugles, asile de Nazareth, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

28. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Ouvroir pour les aveugles, asile de Nazareth, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

29. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Dispensaire de Montréal, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

30. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Montreal Ladies' Benevolent Society", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

31. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Saint Bridget's Asylum", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

32. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le "Protestant Infants' Home", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

33. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Church Home", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

34. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice de Bethléem, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

35. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital Notre-Dame, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

36. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

37. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Ladies Hebrew Benevolent Society", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

38. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Sœurs de la Miséricorde, entretien des enfants trouvés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

39. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Sœurs de la Providence, angle des rues Ste-Catherine et Fullum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

40. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'institut du 'Baron de Hirsh Institute and Hebrew Benevolent Society of Montreal', (autrefois appelé "Young Men's Hebrew Benevolent Society"), Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

41. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Sheltering Home", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

42. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Institut McKay, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

43. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "The Montreal Foundling and Sick Baby Hospital", Montreal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

44. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice de St-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

45. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Petites Sœurs des pauvres, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

46. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Refuge des incurables, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

47. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante et quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "The Women's Hospital", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

48. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "The Western Hospital" Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

49. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent soixante et quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Hervey Institute", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

50. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Montreal Homeopathic Association", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

51. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Maison de refuge, Sainte-Cunégonde, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

52. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital des incurables, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

53. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Catholic Sailors' Club", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

54. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Montreal Sailors' Institute", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

55. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour L'Union Nationale Française, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

56. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Prisoners' Aid Association", Montreal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

57. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Asile St-Henri de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

58. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital Alexandra, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

59. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "The Montreal Day Nursery", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

60. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "St-Joseph Home for friendless boys", 26, Avenue Overdale, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

61. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Children Memorial Hospital", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

62. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Orphelinat St-Arsène, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

63. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital Ste-Justine, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

64. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association des dames charitables de l'Orphelinat catholique et de l'Asile de Nazareth, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

65. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Malades indigents, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

66. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

67. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Ladies Protestant Home", Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

68. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Male Orphan Asylum", Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

69. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Asile Finlay, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

70. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Protestant Female Orphan Asylum", Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

71. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Saint Bridget's Asylum", Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

72. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Dispensaire, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

73. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Sœurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

74. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Sœurs de la Charité, asile des orphelins, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

75. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Sœurs de la Charité, pour veuves et infirmes, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

76. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

77. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, dispensaire, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

78. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, enfants trouvés, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

79. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour épileptiques, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

80. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "The Young Women's Christian Association", Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

81. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Maternité, sous les soins des dames du Bon Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

82. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital Général, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

83. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Œuvre du Patronage, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

84. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Patronage Laval, 40 avenue Bigaouette, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

85. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Œuvre de la Crèche, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

86. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Ouvroir des Sœurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

87. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Armée du Salut, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

88. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Maison de la Providence, St-Malo, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

89. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Jeffrey Hale Hospital", Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

90. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice des Sœurs de la Charité de St-Sauveur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

91. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Institut des Marins, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

92. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hotel-Dieu de St-Joseph d'Arthabaska, comté d'Arthabaska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

93. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Orphelinat St-Joseph, Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

94. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice de la Providence de Valleyfield, Valleyfield, comté de Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

95. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu de Valleyfield (Valleyfield), Co. Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

96. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital de Bedford (Sweetsburg), Co. Bedford, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

97. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Orphelinat de St-Damien, comté de Bellechasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

98. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice de la Providence de Lanoraie, comté de Berthier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

99. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice St-Antoine, pour les orphelins, les infirmes et les malades, de Longueuil, comté de Chambly, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

100. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice de la Tuque, comté de Champlain, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

101. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice Ste-Anne de la Baie St-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots, Baie St-Paul, comté de Charlevoix, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

102. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu St-Valier, Chicoutimi, comté de Chicoutimi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

103. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital de Drummondville, Drummondville, comté de Drummond, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

104. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital Général de Lachine, Lachine, comté de Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

105. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital St-Joseph de Lachine, comté de Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

106. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital St-Eusèbe, Joliette, comté de Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

107. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Jardin de l'enfance St-Joseph, Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

108. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Orphelinat de la Providence Ste-Elizabeth, Co. Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

109. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice Ste-Anne-de-la-Pocatière, comté de Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

110. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice des Sœurs de la Charité, St-André, comté de Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

111. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital St-Michel, Buckingham, comté de Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

112. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice St-André Avelin, St-André Avelin, comté de Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

113. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Sœurs de la Providence, Mont-Laurier, Co. Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

114. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice de Laprairie, comté de Laprairie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

115. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice de la Providence, l'Assomption, comté de l'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

116. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice de la Providence, St-Henri de Mascouche, comté de L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

117. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice St-Joseph de la Délivrance, Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

118. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice St-Joseph de la Délivrance, (section Orphelinat), Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

119. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu, Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

120. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital Guay, (Lauzon), Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

121. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital St-Edouard, comté de Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

122. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice Ste-Ursule, Louiseville, comté de Maskinongé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

123. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital des enfants, Black Lake, comté de Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

124. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "St. Joseph Hospital" Thetford Mines, comté de Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

125. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice Ste-Elizabeth de Farnham, Farnham, comté de Missisquoi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

126. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice des Sœurs de la Charité, Montmagny, comté de Montmagny, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

127. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu Nicolet, comté de Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

128. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice St-Célestin Nicolet, comté de Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

129. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital Général de Maniwaki, Maniwaki, comté d'Ottawa, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

130. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital du Sacré-Cœur de Hull (Hull) Co. Ottawa, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

131. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital St-Casimir, St-Casimir, comté de Portneuf, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

132. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital Général, Sorel, comté de Richelieu, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

133. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante et quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Sœurs de la Charité (Rimouski), comté de Rimouski, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

134. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Sœurs de la Charité de l'Hospice Ste-Croix, Marieville, comté de Rouville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

135. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital du Sacré-Cœur, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

136. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Protestant Hospital", Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

137. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour La Crèche de l'Hôpital du Sacré-Cœur, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

138. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice des vieillards, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

139. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital Général St-Vincent-de-Paul, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

140. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital de Magog, Magog, comté de Stansstead, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

141. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital St-Hyacinthe, St-Hyacinthe, comté de St-Hyacinthe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

142. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital St-Jean, St-Jean, Iberville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

143. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Sœurs de la Charité, St-Jean, Iberville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

144. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice Ste-Anne, Yamachiche, comté de St-Maurice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

145. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital Ste-Famille, Ville-Marie, comté de Témiscamingue, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

146. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital de Fraserville, Fraserville, comté de Témiscouata, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

147. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Brehmer Rest", Ste-Agathe des Monts, comté de Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

148. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital St-Jérôme (St-Jérôme), comté de Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

149. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice Drapeau, Ste-Thérèse de Blainville, comté de Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

150. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital des Sœurs de la Charité de la Providence, pour leurs indigents, malades, orphelins, etc., Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

151. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital des Sœurs de la Charité de la Providence pour leur Maternité, Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

152. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice des Dominicains du Rosaire, Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

153. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice de Varennes, Varennes, comté de Verchères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

154. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital Ste-Victoire, Belœil, comté de Verchères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

155. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Old Brewery Mission", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Les dites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 21, intitulé: "Loi amendement la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques".

L'honorable M. Caron propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Caron informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à acquérir des terrains privés, par échange ou autrement, aux prix et conditions qu'il déterminera, lorsque l'intérêt de la colonisation dans une localité l'exigera; et

Que ces terres, dès qu'elles seront acquises par la couronne, seront classées comme terres publiques aux termes de l'article 1533 des Statuts refondus, 1909; et que les dispositions de la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques, des bois et forêts, des mines et des pêcheries en cette province s'y appliqueront.

2. *Résolu* que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra vendre des terres publiques pour des fins industrielles aux prix et conditions qu'il déterminera; mais que, dans un territoire sous licence de coupe de bois, les terres ne pourront ainsi être vendues que pour l'exploitation de forces hydrauliques ou pour des fins concernant cette exploitation.

3. *Résolu* que les terres ainsi vendues ne seront plus sujettes à la licence de coupe de bois, à compter de la date des lettres patentes ou autres titres donnés par la couronne.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité chargé de l'étude du bill (No 21) intitulé: "Loi amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 21) intitulé: "Loi amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 13, intitulé: "Loi pour ratifier un octroi des terres publiques à la Compagnie de chemin de fer de colonisation du Nord".

L'honorable M. Caron propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Caron informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que, par lettres patentes du 30 septembre 1910, la Compagnie de chemin de fer de colonisation du Nord, constituée en corporation par la loi du Parlement fédéral 62-63 Victoria, chapitre 62, telle qu'amendée par les lois 2 Edouard VII, chapitre 55, section 1, et 6-7 Edouard VII, chapitre 78, section 1, a obtenu la concession de 96,000 acres de terre, dans le territoire du Haut Saint-Maurice, dans le comté de Champlain, pour son subside en terres gagné suivant la loi;

Attendu que ladite compagnie a été obligée de rétrocéder à la couronne lesdites terres pour les raisons mentionnées dans l'arrêté en conseil du 22 juin 1916, et l'acte de rétrocession du 31 juillet 1916;

Attendu que de nouvelles lettres patentes, datées du 28 juillet 1916, ont été émises en faveur de ladite compagnie pour les mêmes fins et pour remplacer celles du 30 septembre 1910;

Attendu qu'il convient de ratifier l'acte de rétrocession du 31 juillet 1916 et les nouvelles lettres patentes du 28 juillet 1916; En conséquence qu'il soit:

Résolu que l'acte de rétrocession du 31 juillet 1916, reproduit dans la cédule "A", et les lettres patentes du 28 juillet 1916, reproduites dans la cédule "B", annexés à la présente résolution, soient ratifiés à toutes fins que de droit et déclarés valides.

CÉDULE A

Devant maître J. Arthur Pérodeau, soussigné, notaire public pour la province de Québec, pratiquant dans la cité de Montréal,

ONT COMPARU:

THE NORTHERN COLONISATION RAILWAY COMPANY, corps public dûment constitué en corporation, ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, ci-après agissant et représenté par George Bury, de la cité de Montréal, son président, et Henry C. Oswald, son secrétaire, de la cité de Montréal, tous deux dûment autorisés aux fins des présentes par une résolution du bureau de direction de ladite compagnie, passée à une assemblée tenue le dix-neuvième jour de juin mil neuf cent seize, copie de ladite résolution restant annexée aux présentes, signée pour identification par les parties aux présentes et ledit notaire;

ET

Et SA MAJESTÉ LE ROI GEORGE V, agissant et représenté aux présentes par Elzéar Miville Dechêne, sous-ministre des terres et forêts pour la province de Québec, à ce autorisé par deux arrêtés du conseil en date du vingt-deuxième jour de juin mil neuf cent seize et du septième jour de juillet mil neuf cent seize, respectivement, copie desdits arrêtés du conseil étant annexée aux présentes, signée pour identification par les parties aux présentes et ledit notaire;

LESQUELLES PARTIES par ces présentes ont déclaré ce qui suit:

Attendu que, par lettres patentes sous le grand sceau de la province de Québec, en date du trente septembre mil neuf cent dix, *The Northern Colonisation Railway Company* a reçu comme sa subvention en terre les terrains suivants:

Trois blocs distincts dans la région du Haut St-Maurice, désignés respectivement par les Nos. quarante-sept, quarante-huit et cinquante, chacun de trente-deux mille acres, plus ou moins, sis et situés dans le comté de Champlain, contenant d'après arpentage, 96,000 acres, partant d'un poteau planté en 1910 par MM. J. M. Roy et J. F. Fafard, arpen-

teurs, pour marquer le coin sud-ouest du bloc numéro trente-sept, (37), et le coin sud-est du bloc numéro quarante-sept, (47), lequel poteau est situé à sept chaînes et trente chaînons à l'est du poteau planté par les mêmes arpenteurs, pour fixer le coin nord-ouest du bloc numéro trente-six, (36), et le coin nord-est du bloc numéro quarante-cinq, (45), une ligne courant ouest astronomique et longue de quinze milles, sept chaînes et trente chaînons, plus ou moins, jusqu'au poteau planté par les mêmes arpenteurs, marquant le coin commun des blocs numéros cinquante, cinquante et un, cinquante-deux et cinquante-trois, (50, 51, 52 et 53); de là, une ligne dans la direction nord astronomique, longue de dix milles, plus ou moins, jusqu'au poteau planté par lesdits arpenteurs au point commun des blocs numéros cinquante, cinquante-deux, soixante-quatorze et soixante-quinze, (50, 52, 74 et 75) de ce poteau, une ligne dans la direction est astronomique, longue de quinze milles, plus ou moins, jusqu'au poteau planté par les mêmes arpenteurs, pour marquer le coin commun des blocs numéros trente-sept, quarante-sept, soixante-dix-sept, soixante dix huit, (37, 47, 77, 78); de là, une ligne courant sud astronomique et longue de neuf milles, soixante-treize chaînes et quatre-vingt-dix chaînons, plus ou moins, jusqu'au poteau de départ;

Attendu qu'il a été constaté qu'une grande partie de ces terrains sont exposés à être inondés par le barrage de la rivière Saint-Maurice, fait sous la direction de la Commission du régime des eaux courantes;

Attendu qu'il est dans l'intérêt et de la compagnie du chemin de fer et du gouvernement que l'on choisisse d'autres terrains pour en faire la subvention en terres de ladite compagnie;

Il est par les présentes stipulé comme suit:

La compagnie de chemin de fer agissant comme susdit rétrocede au gouvernement, représenté par ledit Elz. Miville Dechêne, dûment autorisé comme susdit, tous les terrains décrits dans lesdites lettres patentes en date du trente septembre 1910, afin qu'une nouvelle subvention des terres suivantes soit donnée à la compagnie par lettres patentes;

Toute cette étendue de terrain couvrant quatre-vingt-seize mille acres, (96,000) plus ou moins, et étant la partie ouest du bloc numéro trente-six (No 36), contenant vingt-trois mille neuf cent quarante acres, (23,940), dans le canton projeté de Déziel; la partie ouest du bloc numéro trente-sept, (37), contenant vingt-trois mille sept cent soixante-cinq (23,765) acres et le bloc numéro quarante-sept, contenant trente-deux mille trois cent sept (32,307) acres, dans le canton projeté de Lindsay, et la moitié sud du bloc numéro quarante-huit, (48), contenant quinze mille neuf cent quatre-vingt-huit, (15,988) acres dans le canton projeté de Magnan, situé dans la région supérieure du Saint-Maurice, comté de Champlain, et bornée comme suit, savoir: A partir du poteau érigé par J. F. Fafard, arpenteur, de la province de Québec, sur la ligne entre les cantons projetés de Brochu et de Magnan, marquant le coin sud-ouest du bloc numéro quarante-huit, et le coin sud-est du bloc numéro cinquante, une ligne tirée franc nord astronomiquement, sur une distance de cinq milles jusqu'à un poteau; de là, franc est astronomique, une distance de cinq milles et cinquante-sept chaînons à un poteau sur la ligne entre les blocs numéros quarante-sept et quarante-huit; de là, franc nord astronomique, une ligne divisant les deux derniers blocs, dis-

tance de quatre milles soixante-treize chaînes et soixante chaînons, plus ou moins, à la ligne divisant les cantons projetés Magnan et Verreau; de là, franc est astronomique, le long de cette dite dernière ligne et son prolongement entre les cantons projetés de Lindsay et Dubois, distance de sept cent six chaînes et cinquante-cinq chaînons (706.55); de là, franc sud astronomique, une ligne à tirer sur une distance de quinze cent quatre-vingt-quinze chaînes et quinze chaînons (1595.15), plus ou moins, à la ligne frontière sud du canton projeté de Déziel; de là, franc ouest astronomique, deux cent quatre-vingt-dix-neuf chaînes et quatre-vingts chaînons, (299.80), plus ou moins, à un poteau marquant le coin sud-ouest du bloc trente-six et le coin sud-est du bloc numéro quarante-cinq; de là, franc nord astronomique, la ligne divisant lesdits deux derniers blocs, une distance de dix milles, trois chaînes et vingt chaînons, (10 M. 3 chs, 20 chaînons), plus ou moins, à la ligne entre les cantons projetés de Déziel et Lindsay; de là, franc ouest astronomique le long de ladite dernière ligne et de son prolongement entre les cantons projetés de Brochu et Magnan, une distance de dix milles, deux chaînes et cinquante-cinq chaînons, (10 M. 2 chs. 55 chns.), plus ou moins, au point de départ.

Ladite compagnie, représentée aux présentes comme susdit, déclare que les terrains rétrocédés au gouvernement par les présentes sont dans le même état qu'ils étaient lorsqu'ils ont été patentés, le trente septembre mil neuf cent dix, et sont libres de toutes charges et servitudes.

Il est aussi stipulé que cette rétrocession, ainsi que les nouvelles lettres patentes à émettre, ne seront complètes qu'après leur ratification par un acte de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, le tout tel que requis par l'arrêté du conseil en date du sept de juillet mil neuf cent seize.

DONT ACTE fait et passé en ladite cité de Montréal, le trente-unième jour de juillet mil neuf cent seize, et restant déposé au bureau du notaire soussigné sous le numéro mille huit cent quatre-vingt-dix-sept de ses minutes.

Et après lecture faite des présentes, lesdites parties aux présentes, représentées comme susdit, ont signé avec ledit notaire.

(Signé) NORTHERN COLONISATION
RAILWAY COMPANY,

“ GEORGE BURY, Président,

“ H. C. OSWALD, Secrétaire,

“ ELZ. MIVILLE DECHÊNE,
Sous-ministre des terres
et forêts,

“ J. A. PÉRODEAU, N. P.

Vraie copie de la minute restant déposée à mon étude.

J. A. PÉRODEAU, N. P.

Extrait des minutes d'une réunion du bureau de direction de *The Northern Colonisation Railway Company*, tenue au bureau principal de la compagnie, en la cité de Montréal, le mardi, 19 juin 1916.

Le secrétaire fait rapport au bureau qu'il a été jugé à propos de rétrocéder au gouvernement de la province de Québec, les trois blocs de terre situés dans la région supérieure du Saint-Maurice, respectivement connus comme étant les numéros quarante-sept, quarante-huit et cinquante, chacun d'eux contenant trente-deux mille acres de terre, situés et étant dans le comté de Champlain, dans la province de Québec, comprenant la subvention en terre accordée par ledit gouvernement de la province de Québec, pour trente-deux milles de chemin de fer construits, de Nominigüe aux Rapides de l'Orignal, en échange de quatre morceaux de terrain situés au même endroit, décrits comme étant la partie ouest du bloc numéro trente-six, dans le canton Déziel, la partie ouest du bloc numéro trente-sept, dans le canton Lindsay, tout le bloc numéro quarante-sept, dans ledit canton Lindsay, et la partie sud du bloc numéro quarante-huit, dans le canton Magnan; qu'une offre en argent de *The Brown Corporation*, de la cité de Québec, dans ladite province, pour l'achat des terrains à recevoir du gouvernement de la province de Québec en échange, et ci-dessus décrits, a été faite, et qu'après consultation avec le président et le chef du bureau de direction de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, ladite offre a été acceptée;

Sur motion de M. Bury, appuyé par M. Ogden, il est unanimement résolu:

Que les titres des terres ci-après décrites soient remis au gouvernement de la province de Québec, et à la *Brown Corporation*, respectivement, et que le président et le secrétaire soient, et ils sont par les présentes autorisés à exécuter lesdits actes sous la forme des projets actuellement soumis et signés par le secrétaire pour identification.

Certifié vraie copie.

[Sceau.]

(Signé) H. C. OSWALD, Secrétaire.

Ceci est une copie de la résolution des directeurs de *The Northern Colonisation Railway Company*, mentionnée dans et annexée à l'acte de rétrocession de ladite compagnie à Sa Majesté le Roi George V, passé devant J. Arthur Pérodeau, notaire, ce jour, et signé pour identification.

Montréal, trente et un juillet 1916.

(Signé) NORTHERN COLONISATION
RAILWAY COMPANY,

“ GEORGE BURY, président,

“ H. C. OSWALD, secrétaire,

“ ELZ. MIVILLE DECHÊNE,
Sous-ministre des terres
et forêts,

“ J. A. PÉRODEAU, N. P.

Vraie copie,

J. A. PÉRODEAU, N. P.

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 21 juin 1916, approuvé par le lieutenant-gouverneur, le 22 juin 1916.

Au sujet des subsides en terre gagnés par la Compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord:—

L'honorable ministre des terres et forêts, dans un rapport en date du 21 juin 1916, expose: que par les lettres patentes en date du 30 septembre 1910, la Compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord a obtenu 96,000 acres de terre, pour son subside en terre, gagné en vertu de la loi 6 Edouard VII, chapitre 4, ces terres situées dans le territoire du haut St-Maurice, dans le comté de Champlain, et dénommées sous le nom des blocs 47, 48 et 50;

Qu'il est démontré, par les travaux du barrage du St-Maurice, faits par le gouvernement, sous le contrôle de la Commission des eaux courantes, qu'une partie des terres ci-dessus mentionnées, savoir: la partie nord du bloc 48 et le bloc 50, sont exposés à être inondés par le refoulement des eaux du St-Maurice causé par le barrage en question et que, de ce chef, la couronne est exposée à payer des dommages;

Que la compagnie du chemin de fer en question est prête aujourd'hui à rétrocéder à la couronne les terrains couverts par les lettres patentes du 30 septembre 1910, pour obtenir des nouvelles lettres patentes pour une égale quantité de terre que celle mentionnée dans les lettres patentes du 30 septembre 1910;

Que la requérante consent qu'un nouvel octroi lui soit fait des terrains suivants:

1. Du bloc 47 et de la partie sud du bloc 48, ce bloc 47 et cette partie sud du bloc 48 faisant partie du premier octroi par les lettres patentes du 30 septembre 1910;

2. De la partie ouest du bloc 36 et de la partie ouest du bloc 37, tous lesdits terrains, en premier et second lieu désignés, contenant une superficie totale de 96,000 acres, le tout tel qu'apparaît à un plan fourni par la requérante, et approuvé par le département;

Qu'il est dans l'intérêt public de faire les changements ci-dessus mentionnés dans l'octroi dudit subside en terre gagné par la compagnie requérante;

L'honorable ministre recommande en conséquence:

1. Qu'il soit autorisé à accepter la rétrocession qui sera faite à la couronne, par acte notarié, par la compagnie requérante, de tous les blocs de terrain à elle octroyés par les lettres patentes du 30 septembre 1910;

2. Que cette rétrocession étant faite et acceptée, un nouvel octroi par lettres patentes soit fait à la compagnie requérante d'une égale quantité de terre, savoir 96,000 acres compris dans la description suivante:

1. Le bloc 47; 2. La moitié sud du bloc 48; 3. La partie ouest du bloc 36; 4. La partie ouest du bloc 37.

Tous ces blocs de terre forment une superficie totale de 96,000 acres d'après le plan fourni par la requérante et approuvé par le département, et sont situés dans le territoire du St-Maurice, dans le comté de Champlain;

Que les lettres patentes comportent les mêmes conditions que celles émises le 30 septembre 1910, pour tout ce qui concerne ledit octroi, sauf quant à la modification apportée à la description des terrains octroyés.

Certifié.

(Signé) A. MORISSET,

Greffier du Conseil exécutif.

Ceci est la copie de l'arrêté du conseil en date du 22 juin 1916, mentionné dans et annexée à l'acte de rétrocession de *The Northern Colonisation Railway Company*, à Sa Majesté le Roi George V, passé devant J. Arthur Pérodeau, notaire, ce jour, et signée pour identification.

Montréal, 31 juillet 1916.

(Signé) NORTHERN COLONISATION
RAILWAY COMPANY,

“ GEORGE BURY, président,

“ H. C. OSWALD, secrétaire,

“ ELZ. MIVILLE DECHÊNE,
Sous-ministre des terres
et forêts.

“ J. A. PÉRODEAU, N. P.

Vraie copie,

J. A. PÉRODEAU, N. P.

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 6 juillet 1916, approuvé par le lieutenant-gouverneur, le 7 juillet 1916.

Sur la modification de l'arrêté en conseil du 22 juin 1916, au sujet des subsides en terre gagnés par la Compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord:—

L'honorable ministre des terres et forêts, dans un rapport en date du 3 juillet 1916, expose: Que d'après une opinion de l'honorable procureur général en date du 24 juin dernier, le gouvernement ne peut effectuer l'échange dont il est question dans l'arrêté en conseil du 22 juin 1916, à moins d'y être autorisé par une loi spéciale à cet effet.

En conséquence, l'honorable ministre recommande que, dans l'acte de rétrocession à être fait par la Compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord, ainsi que dans les nouvelles lettres patentes à être émises en faveur de ladite compagnie, la clause suivante soit insérée:— “le tout sujet à la ratification de la Législature,” et que l'arrêté en conseil du 22 juin soit modifié en conséquence.

Certifié.

(Signé) A. MORISSET.

Greffier du Conseil exécutif.

Ceci est la copie de l'arrêté du conseil en date du 7 juillet 1916, mentionné dans et annexée à l'acte de rétrocession de *The Northern Colonisation Railway Company*, à Sa Majesté le Roi George V, passé devant J. Arthur Pérodeau, notaire, ce jour, et signée pour identification.

Montréal, 31 juillet 1916.

(Signé) NORTHERN COLONISATION
RAILWAY COMPANY,

“ GEORGE BURY, président,

“ H. C. OSWALD, secrétaire,

“ ELZ. MIVILLE DECHÊNE,
Sous-ministre des terres
et forêts,

“ J. A. PÉRODEAU, N. P.

Vraie copie,

J. A. PÉRODEAU, N. P.

CÉDULE B

CANADA,
Province de Québec,
[Sceau]

George V, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, Empereur des Indes;

A tous ceux à qui les présentes parviendront, SALUT:

ATTENDU que *The Northern Colonisation Railway*, corps politique et corporation ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, province de Québec, a obtenu, en vertu de la loi 6 Edouard VII, chapitre 4, et en vertu des arrêtés du conseil du 20 novembre 1908, du 19 novembre 1909 et du 20 août 1910, basés sur ladite loi, comme étant sa subvention en terre, les terres et propriétés ci-après mentionnées et décrites, dont nous sommes saisi par voie de souveraineté;

A CES CAUSES, Sachez qu'en considération de ladite loi et desdits arrêtés du conseil, nous avons octroyé, aliéné, transporté et assuré, et par ces présentes octroyons, aliénons, transportons et assurons à ladite *The Northern Colonisation Railway Company* et ses ayants cause, à toujours, tous ces morceaux de terre sis et situés dans les cantons projetés de Déziel,

Lindsay et Magnan, dans le comté de Champlain, dans notre province de Québec, contenant d'après arpentage quatre-vingt-seize mille acres, plus ou moins, avec la réserve ordinaire pour les chemins publics; lesquels dits morceaux de terre peuvent être autrement décrits comme suit, savoir:

Toute cette étendue de terrain comprenant quatre-vingt-seize mille (96,000) acres, plus ou moins, et étant la partie ouest du bloc No 36, contenant vingt-trois mille, neuf cent quarante (23,940) acres, dans le canton projeté de Déziel; la partie ouest du bloc No 37, contenant vingt-trois mille, sept cent soixante-cinq (23,765) acres et le bloc No 47 contenant trente-deux mille, trois cent sept (32,307) acres, dans le canton projeté de Lindsay, et la moitié sud du bloc No 48 contenant quinze mille, neuf cent quatre-vingt-huit (15,988) acres, dans le canton projeté de Magnan, située dans la région supérieure du Saint-Maurice, comté de Champlain, et bornée comme suit, savoir: A partir du poteau érigé par J. F. Fafard, A. P. Q., sur la ligne entre les cantons projetés de Brochu et Magnan, marquant l'angle sud-ouest du bloc No 48 et l'angle sud-est du bloc No 50, une ligne tirée franc nord astronomique, une distance de cinq milles jusqu'à un poteau; de là, franc est astronomique, une distance de cinq milles et cinquante-sept chaînons jusqu'à un poteau sur la ligne entre les blocs Numéros 47 et 48; de là, franc nord astronomique, une ligne divisant les deux derniers blocs, une distance de quatre milles, soixante-treize chaînes et soixante chaînons, plus ou moins, jusqu'à la ligne divisant les cantons projetés de Magnan et Verreau; de là, franc est astronomique, le long de ladite dernière ligne et son prolongement entre les cantons projetés de Lindsay et Dubois, une distance de sept cent six chaînes et cinquante-cinq chaînons (706.55); de là, franc sud astronomique, une ligne à tirer sur une distance de quinze cent quatre-vingt-quinze chaînes et quinze chaînons (1595.15) plus ou moins, jusqu'à la ligne frontière sud du canton projeté de Déziel; de là, franc ouest astronomique, deux cent quatre-vingt-dix-neuf chaînes et quatre-vingts chaînons, (299.80), plus ou moins, jusqu'à un poteau marquant l'angle sud-ouest du bloc numéro 36, et l'angle sud-est du bloc 45; de là, franc nord astronomique, la ligne divisant les deux derniers dits blocs, une distance de dix milles, trois chaînes et vingt chaînons, (10 M. 3 ch. 20 chns.) plus ou moins, jusqu'à la ligne entre les cantons projetés de Déziel et Lindsay; de là, franc ouest astronomique, le long de ladite dernière ligne et de son prolongement entre les cantons projetés de Brochu et Magnan, une distance de dix milles, deux chaînes et cinquante-cinq chaînons, (10 M. 2 chs. 55 chns.) plus ou moins, jusqu'au point de départ.

Pour, notre dite concessionnaire et ses ayants cause avoir et posséder lesdits morceaux ou étendues de terre concédés, octroyés et assurés par nous, nos héritiers et successeurs comme susdit et en jouir à toujours en pleine propriété.

Cet octroi étant aussi dans tous les cas sujet aux lois et règlements concernant les terres publiques, les mines et pêcheries dans cette province, et toutes les conditions et restrictions de ladite loi 6 Edouard VII, chapitre 4, le gouvernement se réservant aussi toutes les

forces hydrauliques excédant 200 chevaux; les présentes lettres patentes devant remplacer les lettres patentes en date du trente septembre 1910, en faveur de notre dite concessionnaire, si elles sont ratifiées par une loi de la Législature, et elles auront leur effet à compter de la date du trente septembre 1910: voir arrêtés du conseil en date du vingt-deux juin 1916 et du sept juillet 1916 respectivement; le présent octroi est sujet à ratification par une loi de la Législature de la province de Québec à sa prochaine session.

Donné sous le grand sceau de notre province de Québec, témoin: notre très-fidèle et bien-aimé l'honorable SIR PIERRE EVARISTE LEBLANC, chevalier commandeur de notre Ordre très-distingué de St-Michel et de Saint-George, lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

A Québec, ce vingt-huitième jour de juillet, dans l'année de Notre Seigneur mil neuf cent seize et de Notre Règne la septième.

Par ordre,

(Signé) C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

“ ELZ. MIVILLE DECHÊNE,

Sous-ministre des terres et forêts.

Enregistré, ce 31 juillet 1916, lib. 144, fol. 44.

C.-J. SIMARD,

Sous-régistrare de la province.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que la dite résolution soit renvoyée au comité chargé de l'étude du bill No 13: "Loi pour ratifier un octroi des terres publiques à la Compagnie de chemin de fer de colonisation du Nord".

Ordonné que l'honorable M. Caron ait la permission de présenter un bill (No 13) intitulé: "Loi pour ratifier un octroi des terres publiques à la Compagnie de chemin de fer de colonisation du Nord".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 107) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Pointe-Claire",
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 96) intitulé: "Loi concernant la succession de Jean de la Croix-Joseph Comte."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 90) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la commission du Parc Maisonneuve".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 64) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'honorable M. Décarie, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la chambre le document suivant: Statistiques municipales pour l'année 1915.
(*Document de la session No 16.*)

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Mercredi, 22 Novembre 1916.

Sur la motion de M. Tessier (Rimouski), secondé par M. Létourneau (Montréal-Hochelaga), il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

En conséquence, ladite pétition est présentée et déposée sur le bureau de la chambre.

M. Létourneau (Québec-Est), du comité des règlements, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

“Votre comité est d’opinion que la pétition et l’avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l’avis dans chacun des cas ci-après :

Pétition de la ville de Hamsptead, de la cité de Maisonneuve, de l’Hôpital Général de Montréal et de “The Anglo-American Trust Company”, demandant respectivement une loi amendant leur charte;

De “The Back River Power Company”, demandant une loi ratifiant la convention du 28 octobre 1916, entre ladite compagnie et la ville du Sault-au-Récollet;

De la paroisse du Très-Saint-Rédempteur, demandant une loi concernant la construction d’une église;

De “The Mount Sinai Fondation”, de certaines paroisses ou missions catholiques grecques ruthènes, et des Petites Sœurs Franciscaines de Marie de Montréal, demandant respectivement une loi les constituant en corporation;

De Stella Frances McCready Langan et autres, demandant une loi concernant la succession James McCready;

De Geo. H. Shink, demandant une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l’admettre au nombre de ses membres, après examen;

De Joseph-Orphir Brunet, de Chs. H. Barr et de Frédéric William Saunders, demandant respectivement une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à les admettre au nombre de ses membres, après examen;

De Ernest Brault, demandant une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l’admettre au nombre de ses membres, après examen;

Et de la Banque Molson, demandant une loi amendant la loi 6 Geo. V, ch. 65.”

L’honorable Sir Lomer Gouin, du comité des bills publics en général, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu’il suit :

“Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants :

No 120.—Loi constituant en corporation *The New Adath Joshurun Congregation*;

No 61.—Loi se rapportant à la ville Baie St-Paul.

Votre comité a aussi décidé de renvoyer à la chambre le bill No 98. “Loi amendant la charte de la cité de Montréal, au sujet de l’Hôpital Ste-Justine” pour être référé au comité des bills privés en général.”

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Francœur, du comité des bills privés en général, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu’il suit :

“Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants :

No 56.—Loi amendant la charte de la cité de Sherbrooke;

No 60.—Loi érigeant en municipalité le village du Petit Lac Magog”

Ordonné que M. Bullock ait la permission de présenter un bill (No 121) intitulé: “Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre William Montgomerie au nombre de ses membres, après examen.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. D’Auteuil ait la permission de présenter un bill (No 67) intitulé: “Loi constituant en corporation l’Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie, de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Finnie ait la permission de présenter un bill (No 133) intitulé: “Loi amendant la loi 5 George V, chapitre 161, section 1, concernant la succession de James McCready”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Gosselin ait la permission de présenter un bill (No 122) intitulé: “Loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Charles Henry Barr à l’exercice de la profession de dentiste.”

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Ashby ait la permission de présenter un bill (No 118) intitulé: “Loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Joseph-Orphir Brunet au nombre de ses membres, après examen.”

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Létourneau (Montréal Hochelaga) ait la permission de présenter un bill (No 115) intitulé: “Loi concernant la construction d’une église et d’un presbytère dans la paroisse du Très-Saint-Rédempteur de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Gosselin ait la permission de présenter un bill (No 123) intitulé: “Loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Frédéric William Saunders à l’exercice de la profession de dentiste.”

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Désaulniers ait la permission de présenter un bill (No 62) intitulé: "Loi autorisant Ernest Brault à pratiquer la médecine après avoir subi devant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec les examens médicaux requis pour la licence."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Reed ait la permission de présenter un bill (No 89) intitulé: "Loi amendant a charte de la cité de Maisonneuve".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Mayrand ait la permission de présenter un bill (No 53) intitulé: "Loi concernant le "National Jockey Club Limited".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Turcot ait la permission de présenter un bill (No 100) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Montréal."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Gault ait la permission de présenter un bill (No 114) intitulé: "Loi amendant la charte de *The Montreal General Hospital*."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Gault ait la permission de présenter un bill (No 112) intitulé: "Loi amendant 'a charte de *The Anglo American Trust Company*."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Mitchell, trésorier de la province, dépose le document suivant:

Errata; Comptes publics de la province de Québec, 1916.

(*Document de la session No 2a.*)

Question par M. Sauvé.—1. Pour quel montant d'argent la province de Québec a-t-elle exporté de beurre et de fromage en 1911 et pour quel montant en 1916?

2. Quelle était la moyenne des prix en 1911 et la moyenne des prix en 1915?

Réponse par l'honorable M. Caron:

1. Les statistiques relatives aux exportations, qui sont sous le contrôle du gouvernement fédéral, donnent les chiffres pour tout le Canada et non pour chacune des provinces.

2. En 1911: beurre .2391 cts; fromage .1069 cts.

En 1915: " .2945 " " .1380 "

Question par M. Sauvé.—1. Combien y avait-il de sociétés coopératives dans cette province en 1912?

2. Combien en 1915?

3. Quels sont les noms de chacune d'elles?

Reponse par l'honorable M. Caron :

1. 39.

2. 150.

3. Société Coopérative Agricole de St-Jean-Baptiste de l'Isle-Verte, comté de Témiscouata.

Société Coopérative Agricole de St-Théophile, comté de Champlain.

Société Coopérative Agricole de St-Joseph-de-Mékinac, comté de Champlain.

Société Coopérative Agricole de Ste-Flore, comté de St-Maurice.

L'Union Expérimentale des Agriculteurs de Québec.

Société Coopérative Agricole et Horticole du comté de Bellechasse.

Société Coopérative Agricole de St-Ferdinand, comté de Mégantic.

Société Coopérative Agricole des Fromagers de Québec.

"Quebec Vegetable Growers' Association", comté Hochelaga.

Société Coopérative Agricole du comté de l'Islet.

Société Coopérative Agricole des Fruitières de St-Hilaire, comté de Rouville.

"Abbotsford Co-operative Grower's Society", comté de Rouville.

Société Coopérative Agricole de St-Charles, comté de Bellechasse.

Société Coopérative de Pomologie de St-Joseph-du-Lac, comté des Deux Montagnes.

"Havelock Fruit Grower's Co-operative Association", comté de Huntingdon.

Société Coopérative Agricole de St-Bruno, comté de Chambly.

Société Coopérative Agricole d'Hébertville, comté du Lac St-Jean.

Société Coopérative Agricole de la Vallée d'Yamaska.

Société Coopérative Agricole de Valcourt, comté de Shefford.

Société Coopérative Agricole de St-Jacques-de-Causapsal, comté de Matane.

Société Coopérative Agricole de Suffolk, comté de Labelle.

L'Association des Apiculteurs de Québec, comté de Québec.

Société Coopérative Agricole de Rougemont, comté de Rouville.

Société Coopérative Agricole de Hereford, comté de Compton.

Société Coopérative Agricole de St-Bruno-de-Guigues, comté de Pontiac.

Société Coopérative Agricole de St-Eugène-de-Guigues, comté de Pontiac.

Société Coopérative Agricole de St-Pacôme, comté de Kamouraska.

Société Coopérative Agricole de Rimouski.

- Société Coopérative Agricole de Ste-Anne-de-la-Pocatière, comté de Kamouraska.
- "Pure Maple Sugar and Syrup Co-operative Association", comté de Shefford.
- Société Coopérative Agricole de St-Jean-Deschaillons, comté de Lotbinière.
- Société Coopérative Agricole de Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Québec.
- Société Coopérative Agricole de Kamouraska, comté de Kamouraska.
- Société Coopérative Agricole de l'Islet, comté de l'Islet.
- Société Coopérative Agricole de St-Félix-d'Otis, comté de Chicoutimi.
- Société Coopérative Agricole de la Baie-du-Febvre, comté d'Yamaska.
- Société Coopérative Agricole de St-Thomas d'Aquin, comté de St-Hyacinthe.
- Société Coopérative Agricole de St-Isidore, comté de Laprairie.
- Société Coopérative Agricole de St-Augustin, comté de Portneuf.
- Société Coopérative Agricole de Rectory Hill, comté de Mégantic.
- Union Coopérative des Laitiers de Montréal.
- Société Coopérative des Producteurs de Fruits, comté de Rouville.
- Comptoir Coopératif de Montréal.
- Société Coopérative Agricole de St-Célestin, comté de Nicolet.
- Société Coopérative Agricole de St-Victor-de-Tring, comté de Beauce.
- Société Coopérative de la paroisse de Ste-Monique, comté de Nicolet.
- Société Coopérative Agricole de St-Joseph-de-Deschambeault, comté de Portneuf.
- Société Coopérative Agricole d'Yamachiche, St-Maurice (Yamachiche.)
- Société Coopérative Agricole de L'Ange-Gardien, comté de Montmorency.
- Société Coopérative Agricole de St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, comté de Maskinongé.
- Société Coopérative Agricole de Chambord, comté du Lac St-Jean.
- Société Coopérative Agricole de St-Liboire, comté de Bagot.
- Société Coopérative Agricole de la Visitation de Notre-Dame-de-Château-Richer, comté de Montmorency.
- Société Coopérative Agricole de Ste-Anne-de-Beaupré, comté de Montmorency.
- Société Coopérative Agricole de St-Barnabé-Nord, comté de St-Maurice.
- Société Coopérative Agricole de St-Elie-de-Capton, comté de St-Maurice.
- Société Coopérative Agricole de St-Prosper, comté de Champlain.

- Société Coopérative Agricole de la Pointe-du-Lac, comté de St-Maurice.
- Société Coopérative Agricole de Ste-Foye, comté de Québec.
- Société Coopérative Agricole de Montmagny, comté de Montmagny.
- Société Coopérative Agricole de St-Maurice, comté de Champlain.
- Société Coopérative Agricole de St-Narcisse, comté de Champlain.
- Société Coopérative Agricole de Ste-Thècle, comté de Champlain.
- Société Coopérative Agricole de Batiscan, comté de Champlain.
- Société Coopérative Agricole de la Beurrerie Point-Rouge, comté de l'Islet.
- Société Coopérative Agricole de St-Joseph-de-Maskinongé, comté de Maskinongé.
- Société Coopérative de St-Boniface, comté de St-Maurice.
- Société Coopérative de St-Pierre-de-Broughton, comté de Beauce.
- Société Coopérative de la paroisse de Trois-Rivières, comté de St-Maurice.
- Société Coopérative Agricole de St-Thomas-de-Joliette, comté de Joliette.
- Société Coopérative d'enseignement Agricole, comté de Saint-Hyacinthe.
- Société d'Apiculture du comté de Lotbinière.
- Société Coopérative Agricole de l'Assomption, comté de L'Assomption.
- Société Coopérative Agricole de Charlevoix, comté de Charlevoix.
- Société Coopérative Agricole du Lac-aux-Sables, comté de Portneuf.
- Société Coopérative Agricole de Ste-Brigitte-de-Maria, comté de Bonaventure.
- Société Coopérative Agricole de St-Omer, comté de Bonaventure.
- Société Coopérative Agricole de St-Aimé-du-Lac-des-Iles, comté de Labelle.
- Société Coopérative Agricole de St-Joseph-de-Sorel, comté de Richelieu.
- Société Coopérative Agricole de Ste-Angèle-de-Mérici, comté de Matane.
- Société Coopérative Agricole de Notre-Dame-de-Lourdes, comté de Mégantic.
- Société Coopérative Agricole de Belmina, comté de Wolfe.
- "The Osgood Valley Co-operative Agricultural Association."
- Société Coopérative Agricole de Ste-Edwidge, comté de Compton.
- Société Coopérative Agricole de St-Antoine, comté de Verchères.
- Société Coopérative Agricole de St-Sulpice, comté de l'Assomption.
- Société Coopérative Agricole du comté de Stanstead.

-
- Société Coopérative Agricole de Ste-Anne de la Pérade, comté de Champlain.
Société Coopérative de St-Jean-de-Matha, comté de Joliette.
Société Coopérative Agricole de St-Roch-des-Aulnaies, comté de l'Islet.
Abattoir Coopératif de Mont-Laurier, comté de Labelle.
Société Coopérative Agricole de Ste-Marie de Sayabec, comté de Matane.
Société Coopérative Agricole de St-Théodore-d'Acton, comté de Bagot.
Société Coopérative Agricole de Ste-Hélène-de-Bagot, comté de Bagot.
Société Coopérative Agricole de Somerset-Nord, comté de Mégantic.
Société Coopérative Agricole de la paroisse de St-Denis, comté de St-Hyacinthe.
Société Coopérative Agricole de Bonaventure, comté de Bonaventure.
Société Coopérative Agricole de l'Annonciation, comté de Labelle.
Société Coopérative Agricole de Ste-Cécile-de-Milton, comté de Shefford.
Fédération des Sociétés Coopératives Agricoles de St-Hyacinthe.
Société Coopérative Agricole de St-Ignace-de-Nominingue, comté de Labelle.
Société Coopérative Agricole de St-Paul-d'Abbotsford, comté de Rouville.
Société Coopérative Agricole des Eleveurs de volailles de race pure de St-Hyacinthe.
Société Coopérative Agricole de St-Damase, comté de Saint-Hyacinthe.
Société Coopérative Agricole de St-Sébastien d'Aymer, comté de Frontenac.
Société Coopérative Agricole de St-Valérien-de-Milton, comté de Shefford.
Société Coopérative Agricole de Ste-Prudentienne, comté de Shefford.
Société Coopérative Agricole de St-François-Xavier-de-Verchères, comté de Verchères.
Société Coopérative Agricole de St-Pie, comté de Bagot.
Société Coopérative Agricole de St-Frédéric, comté de Beauce.
Société Coopérative Agricole de Notre-Dame-de-Ham, comté de Wolfe.
Société Coopérative Agricole des Producteurs de Semences de Québec.
Société Coopérative Agricole du comté de Bagot.
Société Coopérative Agricole de l'Acadie, comté de St-Jean.
Société Coopérative Agricole de St-Dominique, comté de Bagot.
Société Coopérative Agricole de St-Georges-de-Henryville, comté d'Iberville.
Société Coopérative Agricole de St-Narcisse-de-Beaurivage, comté de Lotbinière.

-
- Société Coopérative Agricole de St-Jérôme, comté du Lac St-Jean.
- Société Coopérative Agricole de St-Julien-de-Wolfstown, comté de Wolfe.
- Société Coopérative Agricole de Notre-Dame-de-St-Hyacinthe, comté de St-Hyacinthe.
- Société Coopérative Agricole de Ste-Béatrix, comté de Joliette.
- Société Coopérative Agricole de St-Antonin, comté de Témiscouata.
- Société Coopérative Agricole de Ste-Flavie, comté de Matane.
- Société Coopérative Agricole de St-Hugues, comté de Bagot.
- Société Coopérative Agricole de St-Ephrem-d'Upton, comté de Bagot.
- Société Coopérative Agricole d'Acton-Vale, comté de Lotbinière.
- Société Coopérative Agricole de St-Edouard-de-Lotbinière, comté de Lotbinière.
- Abattoir Coopératif de Princeville, comté d'Arthabaska.
- Société Coopérative Agricole de Notre-Dame-des-Bois, comté de Frontenac.
- Société Coopérative Agricole de Ste-Justine, comté de Dorchester.
- Société Coopérative Agricole de St-Simon, comté de Bagot.
- Société Coopérative Agricole du comté de Stanstead, comté de Stanstead.
- Société Coopérative Agricole de St-Alexis, comté de Montcalm.
- Société Coopérative Agricole de Grand-Remou, comté de Rimouski.
- Société Coopérative Agricole de St-Roch-d'Orford, comté de Sherbrooke.
- Société Coopérative Agricole de Ste-Thècle, comté de Champlain.
- Société Coopérative Agricole de St-Rémi, comté de Napierville.
- Société Coopérative Agricole de Martinville, comté de Compton.
- Société Coopérative Agricole de St-Sébastien-d'Iberville, comté d'Iberville.
- Société Coopérative Agricole de Drummondville, comté de Drummond.
- Société Coopérative Agricole de St-Jude, comté de St-Hyacinthe.
- Société Coopérative Agricole de Ste-Lucie-d'Alban, comté du Lac St-Jean.
- Société Coopérative Agricole de St-Félix-de-Valois, comté de Joliette.
- Société Coopérative Agricole de St-Chrysostôme, comté de Châteauguay.
- Société Coopérative Agricole de St-Guillaume-d'Upton, comté d'Yamaska.
- Société Coopérative Agricole de Ste-Rose-de-Watford, comté de Dorchester.
- Société Coopérative Agricole de Plessisville, comté de Mégantic.

Société Coopérative Agricole des Eleveurs de Volailles de Race Pure de Sorel, Richelieu.

Société Coopérative Agricole de l'Institut d'Oka, comté des Deux-Montagnes.

Société Coopérative Agricole de Ste-Germaine-de-Dorchester.

Société Coopérative Agricole de St-Bernard-de-Michaudville, comté de St-Hyacinthe.

Question par M. Sauvé.—1. Combien d'élèves fréquentent actuellement les cours de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales, à Montréal?

2. Combien d'élèves paient leurs cours? Combien sont titulaires de bourses?

3. Quel est le nombre des professeurs, quel est leur nom et quel traitement est alloué à chacun d'eux?

4. Combien d'élèves sont sortis diplômés de cette école?

5. Quelles positions occupent-ils aujourd'hui?

Réponse par l'honorable M. Décarie:

1. 46.

2. (a) 4, (b) 42.

3. (a) 19.

(b) Messieurs Archambault Hon. Sir Horace.

Contant J.

Courville H.

Dollo A.

Doré V.

Favreau L.

Fontaine E.

Gauthier abbé O.

Giroux A.

Groulx abbé L.-A.

Laurendeau Hon. C.

Laureys H.

Lorrain L.

Malone P.

Manseau C.

Marot T.

Montpetit E.

Rioux J.-P.

Vidricaire E.

(c) Divers professeurs ont des traitements fixes établis comme suit: Deux ont \$3,000.; un a \$2,750.; un a \$1,750.; un a \$1,500.; un a \$1,400.; deux ont \$1,000.; les autres sont rétribués à raison de \$5.00 par heure de cours en première, deuxième et troisième années; et de \$3.00 par heure de cours en section préparatoire.

4. 27.

5. La plus grande partie ont déjà des situations importantes dans le commerce, l'industrie et la finance, ou y font actuellement un stage.

Un est en France, employé dans une grande maison de Paris.

Un est établi à son compte à New-York.

Quatre sont employés au service civil.

Un, au front depuis le début de la guerre, a été capturé par les Allemands à Verdun.

Un est préparateur dans les laboratoires de l'école et chargé de cours en section préparatoire.

Un est chargé de cours en section préparatoire.

Un est bibliothécaire à l'école.

Un est instituteur à la "Commission des écoles catholiques de Montréal."

Un est secrétaire de la direction de l'école.

Dix sont employés au Canada, dans des industries ou des maisons de commerce.

Deux dont nous n'avons pas de renseignements.

Trois sont employés dans les maisons d'affaires de leur père.

Question par M. Sauvé.—1. Le gouvernement a-t-il reçu du président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, M. Victor Morin, ou de son secrétaire général, M. J.-B. Lagacé, une demande d'octroyer un subside à la minorité franco-ontarienne?

2. Est-il vrai que le gouvernement a reçu de membres de cette législature telle demande d'octroi?

3. Le gouvernement a-t-il été informé que ces candidats, élus depuis comme partisans du gouvernement, avaient signé un engagement de proposer et de soutenir de leur parole ou de leur vote l'octroi d'un subside à la minorité franco-ontarienne?

4. Le gouvernement a-t-il accordé ou se propose-t-il d'accorder tel subside?

Réponse par l'honorable sir Lomer Gouin:

1. 2. 3. Non.

Question par M. Sauvé.—1. Combien le gouvernement a-t-il dépensé pour la guerre actuelle jusqu'à ce jour?

2. Combien en 1916?

3. Le gouvernement se propose-t-il de demander, à cette session, de voter un million de dollars pour le Fonds Patriotique?

4. Le gouvernement se propose-t-il de demander, à cette session, de voter d'autres montants pour des fins relatives à la guerre?

Réponse par l'honorable M. Mitchell:

1. \$701,994.02.

2. \$3,500.00.

3. Oui.

4. Non.

Question par M. Tessier (Rimouski).—1. Les membres du conseil législatif de cette province ont-ils droit au titre d'honorable?

2. Le gouvernement a-t-il reçu quelque communication à ce sujet ?
3. Dans l'affirmative, de qui, quand et quelle est la nature de telle communication ?

Réponse par l'honorable M. Décarie :

1. Ce titre leur a été donné depuis la confédération.
2. Oui.
3. Par une dépêche du secrétaire pour les colonies, en date du 12 septembre 1913, demandant la liste des titres en Canada.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 11) intitulé: "Loi pour garantir à certains habitants du district de Gaspé la propriété de leurs terres."

L'honorable M. Caron propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Caron informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

ATTENDU que, par la loi 59 George III, chapitre 3 (1819), certaines dispositions ont été votées pour assurer aux habitants du district inférieur de Gaspé la propriété et la jouissance des terres qu'ils avaient défrichées de bonne foi, sans avoir de titre régulier de la couronne;

Attendu qu'en vertu de ladite loi, les commissaires nommés pour faire enquête sur les cas de possessions à eux soumis ont adjugé en conséquence maintenant dans leur possession ceux qui y avaient droit;

Attendu qu'en vertu de la loi 6 Guillaume IV, chapitre 53 (1835), les personnes qui ont ainsi obtenu en leur faveur des adjudications à la possession de leurs terres, sont considérées comme ayant obtenu des octrois réguliers de la couronne;

Attendu qu'il existe encore, dans certains cantons du district de Gaspé, des personnes qui détiennent des terres de la couronne sans titre, et dont la possession paisible et publique par leurs auteurs est antérieure à l'année 1820;

Attendu qu'il est à propos de reconnaître la possession continue, paisible et publique de ceux qui détiennent ces terres, et dont la possession paisible et publique et non interrompue par eux et leurs auteurs remonte avant l'année 1820;

Qu'il soit en conséquence—

1. *Résolu* que le ministre des terres et forêts soit autorisé à accorder, gratuitement, des lettres patentes aux détenteurs actuels, à titre de propriétaire de ces terres, sur preuve fournie que la possession de ces terres est antérieure à l'année 1820, et qu'elle a été depuis paisible,

publique et non interrompue; et ce nonobstant les dispositions de l'article 1549 des Statuts refondus, 1909.

2. *Résolu* que des lettres patentes seront données aux détenteurs actuels de ces terres en fournissant la preuve, par titre ou autrement, qu'ils sont dans les conditions voulues par les présentes résolutions pour les obtenir, et que le ministre des terres et forêts pourra faire faire toute enquête jugée convenable sur la nature et la durée de la possession et du droit de propriété du ou des réclamants et faire donner les avis jugés nécessaires.

3. *Résolu* que les lettres patentes seront accordées pour toute la quantité d'acres ainsi possédés; nonobstant toute disposition contraire de la loi générale concernant la vente et l'administration des terres publiques.

4. *Résolu* que les lettres patentes ainsi octroyées constitueront en faveur des personnes y dénommées, un titre indiscutable sur les terres y décrites, mais qu'elles n'affecteront en aucune manière les douaires, hypothèques, donations, ventes, ventes à réméré ou autres charges constitués légalement avant l'émission des lettres patentes pour ces terres par la personne qui obtient ces lettres patentes ou ses auteurs et pouvant grever lesdites terres; et que lesdites charges continueront à grever lesdites terres, et que les actes les constituant continueront à régir les parties à iceux.

5. *Résolu* que la loi 9 Edouard VII, chapitre 67, soit abrogée; que toutefois les enquêtes faites, en vertu de ladite loi, sur la possession des détenteurs de ces terres pourront servir pour déterminer les droits des réclamants actuels.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Caron ait la permission de présenter un bill (No 11) intitulé: "Loi pour garantir à certains habitants du district de Gaspé la propriété de leurs terres".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 84) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation le village de Bagotville en une municipalité séparée".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 57) intitulé: "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à antidater l'admission à l'étude de monsieur Roméo Gingras".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 116) intitulé: "Loi amendant la loi concernant la construction d'une église dans la paroisse de Saint-Arsène de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 109) intitulé: "Loi concernant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 73) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Lachine".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 119) intitulé: "Loi autorisant le collège des chirurgiens-den-

tistes de la province de Québec à admettre Tancred Asselin au nombre de ses membres”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des chemins de fer et autres moyens de communication:

Bill (No 55) intitulé: “Loi constituant en corporation: “*The Grand Lake Railway and Transportation Company*”;

Bill (No 85) intitulé: “Loi amendant la charte “*The Eastern Township Telephone Company*”;

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 66) intitulé: “Loi constituant en corporation “*The Plymouth Congregational Church of Sherbrooke*”;

Bill (No 86) intitulé: “Loi autorisant le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke à faire un emprunt additionnel”;

Bill (No 88) intitulé: “Loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Léonide-François Lavigne à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique”.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 104) intitulé: “Loi amendant la charte de la ville de Saint-Jean et constituant cette dernière en corporation de cité;”

Bill (No 93) intitulé: “Loi amendant la charte de la ville Laval-des-Rapides;”

Bill (No 111) intitulé: “Loi amendant la charte de la corporation de la cité des Trois-Rivières.”

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 4) intitulé: “Loi modifiant l'article 6119c des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 51, section 1”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 25) intitulé: "Loi modifiant l'article 1249 du Code de procédure civile relativement aux procédures de cautionnement lors d'un appel à Sa Majesté".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas neuf mille huit cent dix-sept piastres soit ouvert à Sa Majesté pour taxes d'eau sur les édifices publics en général, cité de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspections, explorations, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des chemins de fer, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparations et entretien des écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour ponts en fer, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour embellissement des bâtisses et des terrains du Parlement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille huit cent huit piastres soit ouvert à Sa Majesté pour loyer des bureaux du Gouvernement, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparations aux palais de justice et prisons, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-deux piastres et quarante et un centins soit ouvert à Sa Majesté pour loyer des palais de justice et prisons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour édifices de la législature et des départements, achèvement de l'annexe des machines et du restaurant, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-six mille piastres, soit ouvert à Sa Majesté pour édifices publics et loi des établissements industriels, S.R.Q., 1909, arts. 3749-3789; 3829-3866, tels qu'amendés par 3 Geo. V, chap. 37, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage, S.R.Q., 1909, arts. 2489-2520—"Loi des différends ouvriers de Québec".—Salaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour bureaux de placement des ouvriers S.R.Q. 2520*d*, 1 Geo. V, chap. 19, sec. 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Jeudi, 23 Novembre 1916.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

De la ville d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Sur la motion de M. Tessier (Rimouski), secondé par M. Létourneau, (Montréal-Hochelaga), il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter une pétition de la municipalité de Notre-Dame-de-la-Victoire, demandant l'adoption d'une loi annexant cette municipalité à la cité de Lévis.

En conséquence, ladite pétition est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga), président (pro tem.) du comité des bills privés en général, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre Comité a décidé de rapporter avec des amendements le bill No 106, "Loi amendant la charte de la ville de l'Île Dorval".

L'honorable sir Lomer Gouin, du comité des bills publics en général, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

"Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements les bills ci-après :

No 82.—"Loi amendant la charte de la corporation des Juifs Espagnols et Portugais, "Shearith Israel", de Montréal";

No 91.—"Loi constituant en corporation la Société de St-Vincent-de Paul de Montréal".

M. Bullock, président (pro tem.) du comité des règlements, présente le huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

"Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après :

Pétition de "The Hervey Institute", demandant de voter une loi amendant sa charte;

De "The Wounded Soldiers Institute", demandant une loi le constituant en corporation;

De la corporation du village de Ste-Thérèse de Blainville, demandant une loi la constituant en corporation de ville sous le nom de Ville de Ste-Thérèse;

De la ville de East-Angus et de la municipalité du canton de West bury, demandant une loi les autorisant à construire un pont sur la rivière St-François;

De la corporation du canton de Chambly, demandant une loi l'autorisant à faire un emprunt;

De Nathaniel William Jacobs, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à exercer la profession légale."

Ordonné que M. Désaulniers ait la permission de présenter un bill (No 124) intitulé: "Loi augmentant le pouvoir d'emprunt de la corporation du canton de Chambly".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lévesque ait la permission de présenter un bill (No 52) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Sainte-Thérèse".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lévesque ait la permission de présenter un bill (No 78) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Hampstead".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lévesque ait la permission de présenter un bill (No 125) intitulé: "Loi ratifiant un contrat entre la "Back River Power Company" et la ville du Sault-au-Récollet".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Scott ait la permission de présenter un bill (No 65) intitulé: "Loi autorisant la construction d'un pont en acier sur la rivière Saint-François, entre la ville de East Angus et la municipalité du canton de Westbury, à l'endroit connu sous le nom de "la traverse".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 77) intitulé "Loi constituant en corporation "The Wounded Soldiers Institute".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bissonnet ait la permission de présenter un bill (No 97) intitulé: "Loi relative à la ville de Coaticook".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Finnie ait la permission de présenter un bill (No 126) intitulé: "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Nathaniel William Jacobs à exercer la profession légale et à lui accorder un diplôme à cet effet".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Thériault ait la permission de présenter un bill (No 83) intitulé: "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à permettre à George H. Shink de pratiquer le droit après examens".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Gault ait la permission de présenter un bill (No 51) intitulé: "Loi amendant la charte de "The Hervey Institute".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Cannon (Dorchester) ait la permission de présenter un bill (No 170) intitulé: "Loi modifiant l'article 4524 des Statuts refondus, 1909, au sujet du barreau de la province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Tourville ait la permission de présenter un bill (No 171) intitulé: "Loi modifiant l'article 1627 des Statuts refondus, 1909".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Désaulniers, il est—

Ordonné que le bill No 98, "Loi amendant la charte de la cité de Montréal, au sujet de l'Hôpital Ste-Justine", rapporté hier par le comité des bills publics en général, soit renvoyé au comité des bills privés en général.

Question par M. Sauvé.—Quels sont actuellement l'actif disponible, le passif direct et l'excédant du passif sur l'actif de la province de Québec ?

Réponse par l'honorable M. Mitchell:

Actif disponible.	\$ 8,585,924.65
Passif direct	41,145,276.83
Excédent du passif sur l'actif.	32,559,352.18

Question par M. Sauvé.—1. Quelle est la dette de la province de Québec au 31 octobre 1916 ?

2. Y a-t-il eu des emprunts permanents ou temporaires de faits par le gouvernement de cette province dans le cours de l'année 1916 ?

3. Dans l'affirmative, pour quel montant, de quelle façon et à quelles conditions ?

Réponse par l'honorable M. Mitchell:

1. Dette consolidée en cours au 31 octobre 1916 . \$ 38,846,128.22
Fonds d'amortissement placé au 31 octobre 1916. 1,507,842.09

Dette consolidée nette, au 31 octobre 1916. \$ 37,338,286.13

2. Oui. Un emprunt spécial à courte échéance du 1er juin 1916, en vertu de la loi 5 George V, chapitre 2 et un emprunt permanent en vertu de 3 George V, chapitre 6.

3. \$4,000,000.00. Emprunt spécial à courte échéance. Terme dix ans, à 99.20. Intérêt 5% par année payable semi-annuellement. \$500,000.00. Emprunt permanent (Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice). Terme, trente ans. Au pair. Intérêt: 4½% par année, payable semi-annuellement.

Question par M. Sauvé.—1. Quel était, en 1897, le revenu provincial provenant des taxes ou licences ?

2. Quel était ce revenu en 1915 ?

Réponse par l'honorable M. Mitchell:

1. Ce qui suit est un état des recettes ordinaires de la province pour l'année fiscale 1896-97, parmi les items duquel sont contenus les renseignements demandés:

Puissance du Canada.	\$ 1,257,183.70
Terres de la Couronne.	879,893.26
Timbres judiciaires.	177,426.80
Fonds des bâties et des jurés.	27,565.83
Honoraires judiciaires, à l'exclusion des timbres.	9,654.38
Municipalités, entretien des prisonniers.	12,751.96
Taxe du palais de justice de Montréal, non compris les timbres.	2,123.88
Prison de Montréal, pour vente de pierre concassée.	2,946.94
Garde, prison de Montréal, de la cité de Montréal.	1,200.00
Garde, prison de Québec, de la cité de Québec.	1,600.00
Prison de Québec, gain des prisonniers.	140.75
Amendes.	246.60
Honoraires du grand constable, Québec.	540.29
Timbres d'enregistrement.	63,875.90
Licences: Hôtel, magasins, etc.	586,176.42
Taxes directes sur les corporations commerciales.	134,404.03
Taxes directes sur certaines personnes.	3,507.74
Taxes sur les mutations de propriétés.	74,856.99
Licences de manufactures et de commerce.	10,393.77
Droits sur les successions.	229,441.72

Honoraires des officiers publics:

Percentage.	\$ 6,671.83	
Percentage sur les honoraires des renouvellements d'hypot. cadastre.	163.04	6,834.87

Législation :

Honoraires des bills privés.	\$ 7,973.41	
Vente de statuts.	417.98	8,391.39
Asiles d'aliénés.		9,342.57
Ecoles de réforme et d'industrie.		923.72
Gazette Officielle de Québec.		21,637.58
Revenu casuel.		7,570.62
* Service civil, contributions pour pensions.		5,712.61
Compagnies d'assurance de la province, en vertu de l'article 5388, S. R. Q.		376.33
Travaux et édifices publics: Loyers.		785.60
Honoraires, inspection de chemins de fer.		204.00
Intérêts sur dépôts et placements.		35,556.71
Prime, escompte et change.		2,141.15
Intérêt sur le prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.		299,395.07
		<u>\$ 3,874,803.18</u>

2. Ce qui suit est un état des recettes ordinaires de la province, pour l'année fiscale 1914-15, parmi les items duquel sont contenus les renseignements demandés:

Puissance du Canada	\$ 2,027,845.42
Terres et forêts	1,840,347.45
Mines, pêcheries et chasse	147,767.84
Timbres judiciaires	482,683.30
Fonds des bâties et des jurés	88,915.79
Honoraires judiciaires, non compris les timbres	23,384.54
Municipalités, pour l'entretien des prisonniers	27,934.27
Taxe du palais de justice de Montréal, non compris les timbres	5,957.11
Garde, prison de Montréal, de la cité de Montréal	2,400.00
Garde, prison de Québec, cité de Québec	1,200.00
Prison de Québec: Gain des prisonniers	126.05
Honoraires du grand constable, Québec	452.95
Jeunes délinquants	6,500.00
Amendes	132.25
Timbres d'enregistrement	209,947.17
Licences: hôtels, magasins, etc	1,086,767.43
Taxes sur les corporations commerciales, etc	982,977.87
Droits sur les successions	1,660,853.15
Taxes sur les transferts d'actions, obligations, etc	20,369.48
Loi des véhicules-moteurs	180,224.67
Loi des distributeurs automatiques	10,965.00
Inspection des hôtels et des maisons de pension.—Honoraires	963.00
Loi des ingénieurs stationnaires, Québec.—Honoraires ..	797.00
Honoraires des officiers publics:	
Pourcentage sur honoraires	\$ 26,330.09
Pourcentage sur les renouvellements d'hypothèques, cadastre	44.07
	<hr/>
	26,374.16

Législation:

Honoraires, bills privés	\$ 31,817.46
Vente de statuts	545.00
	<hr/>
	32,362.46
Asiles d'aliénés	262,554.79
Ecoles de réforme et d'industrie	55,353.02
"Gazette Officielle de Québec"	40,820.85
Revenu casuel	60,416.81
Service civil, contribution pour pensions	23,770.96
Revenu en vertu de la loi des assurances	23,052.43
Loi des compagnies de fidéicommiss.—Revenu	3,884.44
Travaux et édifices publics:—Loyers	763.60
Intérêt sur dépôts et placements	92,865.19

Prime, escompte et change	13,947.38
Intérêts sur fonds d'amortissement, en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	28,513.31
Intérêts reçus des municipalités en vertu de la loi des bons chemins	81,473.42
Remboursement, taxe subventions de chemins de fer ..	7,871.71
Montant affecté au paiement de la dette publique, en vertu de 7 Edouard VII, chapitre 2.	145.00
Remboursement de l'indemnité aux porteurs de licences.	13,685.40
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20	20,399.00
Prêts aux incendiés de Québec	160.00
	<u>\$ 9,597,925.67</u>

Question par M. Turcotte.—1. Combien d'argent d'agriculture provenant du subside fédéral a été dépensé dans le comté de Lac St-Jean, depuis le 30 juin 1915 à ce jour?

2. A qui ces argents ont-ils été accordés et dans quel but?

Réponse par l'honorable M. Caron:

1. et 2. — 1915-16 :

A. Gagné, Péribonka, Champ de démonstration.....	\$ 51.27
Cercle des jeunes fermières de Roberval:	
Transport d'arbres fruitiers	8.70
Ecole Ménagère de Roberval :	
Entretien de la station fruitière	27.05
Travaux de drainage à la station fruitière	50.00
Subvention	48.00
Orphelinat agricole de Vauvert, Subvention	1,000.00
Total.....	\$ 1,185.02

1916-17 (au 21 novembre 1916) — Aucun.

Sur la motion de M. Turcotte, secondé par M. Gault, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Etat indiquant:—1. Combien de lots ont été concédés et combien révoqués dans chaque canton du Lac St-Jean en 1912, 1913, 1914, 1915 et 1916.

2. Combien reste-t-il encore de lots à concéder dans chacun de ces cantons.

3. Reste-il des terrains non arpentés, propres à la culture, en arrière de Dufferin, Girard, Albanel, Pelletier, Dolbeau et Dalmas? Dans l'affirmative, est-ce l'intention du gouvernement de faire arpenter ces terrains et de les mettre en vente prochainement?

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Etat indiquant:—1. Quel est le montant du subside provincial pour l'agriculture qui a été dépensé dans le comté de Lac St-Jean, depuis le 30 juin 1915 à ce jour.

2. Pour quelles fins cet argent a-t-il été dépensé, et à qui cet argent a-t-il été payé?

L'honorable M. Caron dépose sur le bureau une réponse à un ordre de la Chambre en date de ce jour, pour:

Etat indiquant:—1. Combien de lots ont été concédés et combien révoqués dans chaque canton du Lac St-Jean en 1912, 1913, 1914, 1915 et 1916?

2. Combien reste-t il encore de lots à concéder dans chacun de ces cantons?

3. Reste-t-il des terrains non arpentés, propres à la culture, en arrière de Dufferin, Girard, Albanel, Pelletier, Dolbeau et Dalmas? Dans l'affirmative, est-ce l'intention du gouvernement de faire arpenter ces terrains et de les mettre en vente prochainement?

(Document de la session No 24.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date de ce jour, pour:

Etat indiquant:—1. Quel est le montant du subside provincial pour l'agriculture qui a été dépensé dans le comté de Lac St-Jean, depuis le 30 juin 1915 à ce jour.

2. Pour quelles fins cet argent a été dépensé, et à qui cet argent a été payé.

(Document de a session No 23.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 56) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Sherbrooke."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 60) intitulé: "Loi érigeant en municipalité le village du Petit Lac Magog."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 120) intitulé: "Loi constituant en corporation "The New Adath Joshurun Congregation".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 61) intitulé: "Loi se rapportant à la ville Baie-Saint Paul".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 121) intitulé: "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre William Montgomerie au nombre de ses membres après examen;"

Bill (No 67) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie, de Montréal;"

Bill (No 133) intitulé: "Loi amendant la loi 5 George V, chapitre 161, section 1, concernant la succession de James McCready;"

Bill (No 122) intitulé: "Loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Charles Henry Barr à la pratique de la profession de dentiste;"

Bill (No 118) intitulé: "Loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Joseph-Orphir Brunet au nombre de ses membres, après examen;"

Bill (No 123) intitulé: "Loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Frédéric William Saunders à l'exercice de la profession de dentiste;"

Bill (No 62) intitulé: "Loi autorisant Ernest Brault à pratiquer la médecine après avoir subi devant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec les examens médicaux requis pour la licence;"

Bill (No 53) intitulé: "Loi concernant le "National Jockey Club Limited;"

Bill (No 112) intitulé: "Loi amendant la charte de "The Anglo American Trust Company;"

Bill (No 114) intitulé: "Loi amendant la charte de "The Montreal General Hospital."

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 115) intitulé: "Loi concernant la construction d'une église et d'un presbytère dans la paroisse du Très-Saint-Rédempteur de Montréal;"

Bill (No 89) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Maisonneuve;"

Bill (No 100) intitulé: "Loi amendant a charte de la cité de Montréal."

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides. z

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales, terres et forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour comptes courants, terres et forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour publication de cartes régionales et de brochures, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Parc National des Laurentides, S. R. Q., 1909, art. 1693, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Pépinière de Berthierville, entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable sir Lomer Gouin, secondé par l'honorable M. Taschereau, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, vendredi, à midi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Vendredi 24 Novembre 1916.

Midi.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

De la municipalité de Notre-Dame de la Victoire, demandant l'adoption d'une loi annexant cette municipalité à la cité de Lévis.

M. Francœur, du comité des bills privés en général, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a décidé de recommander à Votre Honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés soit prolongé jusqu'au trente courant inclusivement."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Létourneau (Québec-Est), du comité des règlements, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

Pétition de Dame Elodie Gauthier, demandant de voter une loi concernant la succession de feu L.-H. Hébert;

De la Congrégation des Sœurs du Saint-Enfant-Jésus, de "The Southern Canada Power Company et de "The St. Maurice Lumber Company", demandant respectivement une loi les constituant en corporation;

Du village de Granby, demandant une loi le constituant en corporation de cité sous le nom de "Cité de Granby";

De la "Bankers Trust Company," de la "Scottish Trust Company", et de la "Montreal Trust Company", demandant respectivement une loi amendant leur charte;

De J.-B. Forget et autres, demandant une loi établissant une nouvelle division d'enregistrement à Mont-Laurier.

Le Comité est d'opinion de recommander à Votre Honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés soit prolongé jusqu'au trente courant inclusivement."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga), président (pro tem.) du comité des bills publics en général, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre Comité a décidé de rapporter avec des amendements le bill suivant:

No 117.—Loi permettant aux Commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent de faire un rôle d'évaluation annuel;

No 127.—Loi concernant les limites de la municipalité scolaire de Cartierville, est rejeté."

Ordonné que M. Bouchard ait la permission de présenter un bill (No 136) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Southern Canada Power Company."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Parrot ait la permission de présenter un bill (No 130) intitulé: "Loi constituant en corporation la congrégation des Sœurs de l'Enfant-Jésus."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bullock ait la permission de présenter un bill (No 132) intitulé: "Loi concernant le village de Granby et l'érigéant en cité sous le nom de la cité de Granby."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Francœur ait la permission de présenter un bill (No 94) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Saint Maurice Lumber Company."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 76) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Mount Sinai Foundation."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Fortier ait la permission de présenter un bill (No 80) intitulé: "Loi établissant une nouvelle division d'enregistrement à Mont-Laurier, dans le comté de Labelle, et divisant ce comté et celui d'Ottawa en deux divisions pour fins municipales et d'enregistrement."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Finnie ait la permission de présenter un bill (No 69) intitulé: "Loi amendant la charte de la "Bankers Trust Company."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Beaudry ait la permission de présenter un bill (No 102) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Louis-Herménégilde Hébert."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Finnie ait la permission de présenter un bill (No 68) intitulé: "Loi amendant la charte de la "Scottish Trust Company."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Finnie ait la permission de présenter un bill (No 95) intitulé: "Loi amendant la charte de la "Montreal Trust Company."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Sauvé.—1. Combien d'élèves des écoles normales de Québec et de Jacques-Cartier de Montréal, pour les garçons, ont obtenu leurs diplômes en 1912, 1913, 1914 et 1915?

2. Combien sur ce nombre enseignent actuellement?

3. Combien ont embrassé d'autres professions ou métiers?

Réponse par l'honorable M. Décarie :

1. *Ecole Normale Laval*:

En 1912, 1913, 1914, 1915, 223 diplômes ont été accordés à 120 élèves (37 ayant reçu trois diplômes chacun: élémentaire d'abord, puis modèle et académique, et 6 deux diplômes—le cours de l'école normale est triennal).

2. Sur ces 120 élèves instituteurs diplômés, 92 enseignent actuellement et 5 attendent un poste qui leur convienne: soit 97.

3. 23 ne se sont pas livrés à l'enseignement: 2 sont militaires; 2 clercs-agronomes; 2 religieux; 1 clerc-médecin; 1 pharmacien; 1 cultivateur; 1 employé civil; 1 marchand; 1 commis, 1 voyageur de commerce; 10 dont on ignore la profession.

1.—*Ecole Normale Jacques-Cartier*:

En 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 184 diplômes ont été accordés à 122 élèves dont plusieurs ont obtenu deux ou trois diplômes.

2. Sur ces 122 élèves-instituteurs diplômés, 27 sont retournés cette année à l'école normale pour y suivre un cours supérieur. Sur les 95 autres diplômés, 73 ont enseigné; 62 enseignent encore actuellement.

3. Des 33 diplômés qui n'ont jamais enseigné ou qui ont abandonné l'enseignement: 1 est officier du 22e régiment au front; 1 est notaire; 1 étudie le notariat; 3 sont étudiants en médecine; 1 étudie la médecine vétérinaire; 4 sont étudiants en art dentaire; 2 sont étudiants en pharmacie; 2 à l'école d'agriculture d'Oka; 1 étudie l'architecture; 1 est au collège St-Jean-d'Iberville; 1 étudie la télégraphie; 1 est libraire; 3 sont marchands; 2 sont fonctionnaires; 1 est commis de banque; 8 dont on ignore la profession.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 16) intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs."

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 124) intitulé: "Loi augmentant le pouvoir d'emprunt de la corporation du canton de Chambly;"

Bill (No 52) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Sainte-Thérèse;"

Bill 78 intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Hampsstead;"

Bill (No 125) intitulé: "Loi ratifiant un contrat entre la "Back River Power Company" et la ville du Sault-au-Récollet."

Conformément à l'ordre du jour, le bill suivant est lu une deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer et autres moyens de communication:

Bill (No 65) intitulé: "Loi autorisant la construction d'un pont en acier sur la rivière Saint-François, entre la ville de East-Angus et la municipalité du canton de Westbury, à l'endroit connu sous le nom de "la traverse".

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills publiques en général:

Bill (No 77) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Wounded Soldiers Institute;"

Bill (No 126) intitulé: "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Nathaniel William Jacobs à exercer la profession légale et à lui accorder son diplôme à cet effet;"

Bill (No 83) intitulé: "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à permettre à Georges H. Shink de pratiquer le droit après examen;"

Bill (No 51) intitulé: "Loi amendant la charte de "The Hervey Institute."

Sur la motion de l'honorable Sir Lomer Gouin, secondé par l'honorable M. Taschereau, il est

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi, huit heures du soir.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Lundi, 27 Novembre 1916.

Huit heures du soir.

Ordonné que l'honorable M. Décarie ait la permission de présenter un bill (No 37) intitulé: "Loi concernant les écoles catholiques de Montréal."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable sir Lomer Gouin ait la permission de présenter un bill (No 32) intitulé: "Loi modifiant l'article 687 du Code civil et l'article 1741 des Statuts refondus, 1909, relativement à certains biens en déshérence."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable sir Lomer Gouin ait la permission de présenter un bill (No 36) intitulé: "Loi amendant le code de procédure civile relativement aux règles de pratique."

En conséquence, il présente ce bill qui est lu une première fois;

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 106) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de l'Ile Dorval."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 82) intitulé: "Loi amendant la charte de la corporation des juifs espagnols et portugais, Shearith Israel, de Montréal."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 91) intitulé: "Loi constituant en corporation La Société Saint-Vincent-de-Paul de Montréal."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 117) intitulé: "Loi permettant aux commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent de faire un rôle d'évaluation annuel."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 130) intitulé: "Loi constituant en corporation la Congrégation des Sœurs de l'Enfant-Jésus;"

Bill (No 76) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Mount Sinai Foundation;"

Bill (No 80) intitulé: "Loi établissant une nouvelle division d'enregistrement à Mont-Laurier, dans le comté de Labelle, et divisant ce comté et celui d'Ottawa en deux divisions pour fins municipales et d'enregistrement;"

Bill (No 69) intitulé: "Loi amendant la charte de la "Bankers Trust Company;"

Bill (No 102) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Louis-Herménégilde Hébert;"

Bill (No 68) intitulé: "Loi amendant la charte de la "Scottish Trust Company;"

Bill (No 95) intitulé: "Loi amendant la charte de la "Montreal Trust Company;"

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 132) intitulé: "Loi concernant le village de Granby et l'érigeant en cité sous le nom de "Cité de Granby;"

Bill (No 94) intitulé: "Loi constituant en corporation "The St. Maurice Lumber Company."

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par M. Beaudry, il est—

Ordonné que le bill (No 127) intitulé: "Loi concernant les limites de la municipalité scolaire de Cartierville", soit inscrit sur le feuillet des affaires du jour pour étude en comité plénier.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 171) intitulé: "Loi modifiant l'article 1627 des Statuts refondus, 1909."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 23) intitulé: "Loi amendant la loi des assurances de Québec au sujet des agents d'assurance."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Mitchell, secondé par l'honorable M. Décarie, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 16, intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs."

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 19, intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant la pension des officiers publics."

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 23), intitulé: "Loi amendant la loi des assurances de Québec au sujet des agents d'assurances."

Sur la motion de l'honorable sir Lomer Gouin, secondé par l'honorable M. Taschereau, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 32, intitulé: "Loi modifiant l'article 687 du Code civil et l'article 1741 des Statuts refondus, 1909, relativement à certains biens en déshérence.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Mardi, 28 Novembre 1916.

L'honorable sir Lomer Gouin, du comité des bills publics en général, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a décidé de rapporter sans amendements les bills suivants:

No 114.—Loi amendant la charte de "The Montreal General Hospital";

No 88.—Loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Léonide-François Lavigne à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique;

No 62.—Loi autorisant Ernest Brault à pratiquer la médecine après avoir subi devant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec les examens médicaux requis pour la licence;

No 123.—Loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Frédéric W. Saunders à l'exercice de la profession de dentiste;

No 126.—Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Nathaniel William Jacobs à exercer la profession légale et à lui accorder son diplôme à cet effet;

No 112.—Loi amendant la charte de "The Anglo American Trust Company."

Votre comité a aussi adopté avec amendements les bills suivants :

No 66.—Loi constituant en corporation "The Plymouth Congregational Church of Sherbrooke;"

No 86.—Loi autorisant le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke à faire un emprunt additionnel;

No 51.—Loi amendant la charte de "The Hervey Institute";

No 122.—Loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Charles Henry Barr à l'exercice de la profession de dentiste;

No 67.—Loi constituant en corporation L'Institut des petites Sœurs Franciscaines de Marie, de Montréal."

M. Francœur, du comité des bills privés en général, présente le huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

"Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements les bills suivants :

No 71.—Loi accordant certains pouvoirs à la paroisse de Saint-Patrice, Montréal;

No 104.—Loi amendant la charte de la ville de Saint-Jean et constituant cette dernière en corporation de cité.

Et le bill suivant sans amendement :

No 78.—Loi amendant la charte de la ville de Hampstead"

Ordonné que M. Sauvé ait la permission de présenter un bill (No 87) intitulé: "Loi concernant l'érection, dans cette province, de paroisses et missions de l'église catholique grecque ruthène en communion avec Rome."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Sauvé.—1. Combien de faillites ont été enregistrées en 1914, 1915 et 1916, dans chacun des districts de Montréal, Trois-Rivières, Sherbrooke et Québec?

2. Combien dans chacun de ces mêmes districts en 1897?

Réponse par l'honorable M. Décarie:

1. Dans le district de Montréal:—en 1914: 527; en 1915: 525; en 1916, jusqu'au 14 novembre: 253.

Dans le district de Trois-Rivières:—En 1914: 34; en 1915: 29; en 1916, jusqu'au 23 novembre: 13.

Dans le district de Saint-François:—En 1914: 26; en 1915: 29; en 1916, au 16 novembre: 20.

Dans le district de Québec:—En 1914: 69; en 1915: 45; en 1916, au 15 novembre: 31.

2. En 1897, dans le district de Montréal: 201.

En 1897, dans le district de Trois-Rivières: 12.

En 1897, dans le district de St-François: 17.

En 1897, dans le district de Québec: 46.

Question par M. Sauvé.—1. La Commission pourvoyant à l'emploi des soldats dans cette province a-t-elle fait rapport de ses opérations au gouvernement?

2. Dans l'affirmative, combien de soldats ont obtenu des emplois par l'entremise de cette commission?

3. Quels sont les noms et adresses de ces soldats? Quels emplois occupent-ils?

Réponse par l'honorable M. Mitchell:

1 et 2. Non, mais le président de la commission destinée à procurer de l'emploi aux soldats nous informe, qu'à venir jusqu'au 18 novembre 1079 demandes de positions ont été reçues, et que 1069 postulants ont trouvé de l'emploi.

3. On peut se procurer les noms, et adresses, ainsi que le genre d'emploi, du président de la commission destinée à procurer de l'emploi aux soldats.

Question par M. Tessier (Rimouski).—1. La construction d'une route de Lévis à Rimouski est-elle encore à l'étude par le gouvernement?

2. Dans l'affirmative, quand se terminera cette étude?

3. Dans la négative, quelle décision a été prise et le tracé de cette route a-t-il été déterminé?

Réponse par l'honorable M. Tessier:

1. Oui.

2 et 3. Le gouvernement n'est pas en état de dire quand il entreprendra la construction de nouvelles routes provinciales.

Question par M. Turcotte.—1. Combien d'argent de colonisation ou autre a été octroyé pour venir en aide aux bateaux faisant le service entre Roberval et les différentes paroisses du Lac St-Jean, en 1910-11 et 1915-16?

2. Combien accordé à chacun de ces bateaux et à qui payé?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. Pour 1910-11	Rien
“ 1915-16	\$ 950.00

2. Bateau "Le Nord".....	\$ 300.00	Capt. A. Donaldson.
" "St-Henri".....	200.00	" A. Morin.
" "Arthur".....	150.00	" Luc. Girard.
" "Marie-Alma".....	150.00	" Jos. Déry.
" "Pickouagami".....	150.00	" Pilote.

Sur la motion de M. Turcotte, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Etat indiquant:—1. Quels sont les détenteurs de limites à bois dans la région du Lac St-Jean ?

2. Quelle est la date de chacune de ces concessions ?

3. Quelle est l'étendue de chacune de ces limites ?

4. Sur quelles rivières sont-elles situées ?

5. Combien le gouvernement a-t-il perçu de ces limites en 1912-1913 et en 1915-1916 ?

6. Reste-il encore des limites à concéder dans cette région ?

7. Dans l'affirmative, quelles en sont l'étendue et la situation ?

L'honorable M. Caron dépose sur le bureau de la Chambre:

Etat indiquant:—1. Quels sont les détenteurs de limites à bois dans la région du Lac St-Jean ?

2. Quelle est la date de chacune de ces concessions ?

3. Quelle est l'étendue de chacune de ces limites ?

4. Sur quelles rivières sont-elles situées ?

5. Combien le gouvernement a-t-il perçu de ces limites en 1912-1913 et en 1915-1916 ?

6. Reste-t-il encore des limites à concéder dans cette région ?

7. Dans l'affirmative, quelles en sont l'étendue et la situation ?

(Document de la session No 25.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 58) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Westmount."

Sur la motion de M. Létourneau (Montréal-Hochelaga), secondé par M. Lévesque, il est—

Ordonné que ledit ordre soit révoqué et que le bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution concernant le bill No 23, intitulé: "Loi amendant la loi des assurances de Québec au sujet des agents d'assurance."

L'honorable M. Mitchell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Mitchell informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu que les droits payables sur l'émission d'une licence d'agent en vertu de la loi qui accompagne la présente résolution, ou sur son renouvellement, seront les suivants:

Licence d'agent transigeant des affaires d'assurance sur la vie industrielle ou d'assurance funéraire.....	\$2.00
Licence d'agent transigeant toute autre classe d'assurance: Dans les cités.....	\$10.00
Ailleurs.....	\$ 5.00

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois.

La motion "Que ladite résolution soit maintenant adoptée" est soumise à la Chambre qui se divise et l'adopte.

En conséquence, ladite résolution est adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé de l'étude du bill No 23, intitulé: "Loi amendant la loi des assurances de Québec au sujet des agents d'assurances."

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 23) intitulé: "Loi amendant la loi des assurances de Québec au sujet des agents d'assurances."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est soumise à la Chambre, qui se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions concernant le bill (No 19) intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant la pension des officiers publics".

L'honorable M. Mitchell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Mitchell informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* que le montant annuel de la pension qui sera accordée aux officiers ou employés publics nommés membres permanents du service civil après l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions, sera égal à deux pour cent du salaire total que ces officiers ou employés publics auront reçu durant les trente-cinq dernières années de service, ou durant toute la période de leurs années de service, si cette période est de moins de trente-cinq ans.

2. *Résolu* que, chaque année, il sera fait, sur le traitement de tout officier ou employé public qui sera nommé après l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions, une retenue de cinq pour cent, laquelle retenue sera versée mensuellement au fonds consolidé du revenu.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill No 19, intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant la pension des officiers publics."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 19) intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant la pension des officiers publics".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 20) intitulé: "Loi amendant la loi des assurances de Québec concernant l'assurance funéraire."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour sociétés de colonisation en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour publication de cartes et brochures, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté trois résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu comme suit:

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement les bills suivants:

Bill No 3, intitulé: "Loi insérant l'article 3074a dans les Statuts refondus, 1909, concernant la cour supérieure";

Bill No 5, intitulé: "Loi modifiant la loi relative aux coroners dans la province de Québec;"

Bill No 27, intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, relativement à la fabrication des produits laitiers;"

Bill No 28, intitulé: "Loi relative à certaines modifications à faire au cadastre du canton de Joliette, situé partie dans le comté de Joliette et partie dans le comté de Berthier."

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Mercredi, 29 Novembre 1916.

Sur la motion de M. Cannon (Québec-Centre), secondé par M. Lévesque, il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la municipalité du village de Courville, demandant à amender sa charte.

En conséquence, ladite pétition est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

M. Franceur, du comité des bills privés en général, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements les bills suivants:

No 92.—Loi constituant en corporation l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française;

No 79.—Loi amendant la charte de la "Shawinigan Water and Power Company;"

No 99.—Loi amendant la charte de la ville de Magog;

No 93.—Loi amendant la charte de la ville Laval-des-Rapides;

No 115.—Loi concernant la construction d'une église et d'un presbytère dans la paroisse du Très Saint-Rédempteur de Montréal.

Et sans amendement les bills suivants:

No 111.—Loi amendant la charte de la corporation de la cité des Trois-Rivières;

No 59.—Loi amendant la charte de la ville de Roxboro."

L'honorable sir Lomer Gouin, du comité des bills publics en général, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a décidé de rapporter sans amendements le bill suivant:

No 133.—Loi amendant la loi 5 George V, chap. 161, section 1, concernant la succession de feu James McCready.

Avec amendements:

No 105.—Loi concernant une donation par contrat de mariage faite par Louis Gervais à Achille Gervais, le 31 janvier 1899 et autorisant la vente de certains immeubles."

M. Finnie, du comité des chemins de fer et autres moyens de communication, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a décidé de rapporter sans amendements le bill suivant:

No 110.—Loi constituant en corporation "The Grenville, Harrington and Northern Railway Company."

Avec amendements:

No 85.—Loi amendant la charte de "The Eastern Township Telephone Company;"

No 65.—Loi autorisant la construction d'un pont en acier sur la Rivière St-François, entre la ville de East Angus et la municipalité du canton de Westbury à l'endroit connu sous le nom de la "traverse".

Ordonné que l'honorable M. Décarie ait la permission de présenter un bill (No 38) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Ecole polytechnique."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Tessier ait la permission de présenter un bill (No 22) intitulé: "Loi relative à l'entretien des routes provinciales et de certains chemins municipaux."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 40) intitulé: "Loi modifiant la loi 6 George V, chapitre 2, relativement à la Commission des chemins à barrières de la rive nord, à Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill (No 31) intitulé: "Loi amendant la loi des mines de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 43) intitulé: "Loi relative au pont de l'Assomption."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Cannon (Quebec-Centre) ait la permission de présenter un bill (No 173) intitulé: "Loi amendant l'article 4381 des Statuts refondus, 1909, relativement aux pouvoirs d'emprunts des fabriques."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Francœur ait la permission de présenter un bill (No 172) intitulé: "Loi amendant l'article 3221 des Statuts refondus, 1909, au sujet des honoraires des huissiers devant la Cour des commissaires."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Décarie, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de la chambre, en date du 14 novembre 1916, pour copie de toute correspondance échangée entre le ministre de la colonisation et M. Godfroy Langlois, représentant de cette province en Belgique, depuis le 1er juillet 1914 jusqu'à ce jour.

(Document de la session No 26.)

Question par M. Gault.—1. A qui a été avancée la somme de \$107,437.27 mentionnée dans l'état du passif et de l'actif disponible de la province de Québec, au 30 juin 1916?

2. A quels termes et conditions ces avances ont-elles été faites et y a-t-il quelque garantie?

Réponse par l'honorable M. Mitchell:

1 et 2. Prêt aux syndics des chemins à barrières de la rive nord, pour la réparation du pont Dorchester. \$ 15,000.00

En vertu de la loi 33 Victoria, chapitre 48, cette avance a été faite le 12 octobre, 1870. Intérêt au taux de 5% par année payable semi-annuellement. Emprunt remboursable par versements semi-annuels d'un et demi pour cent. La créance de la province devant constituer la première charge sur la partie des revenus perçus à la barrière de péage dudit pont, provenant exclusivement dudit pont.

Prêt aux Pères Trappistes. 10,000 00

Ce prêt a été fait le 5 septembre, 1881, en vertu d'une résolution de la Chambre du 30 juin, 1881; à rembourser en dix ans avec intérêt à 5% par année.

Garanti par hypothèque en faveur du gouvernement sur une terre située dans la paroisse de l'Annonciation, comté des Deux-Montagnes.

Avance aux municipalités des comtés de Chicoutimi et Charlevoix pour l'achat de grains de semence (balance) 25,646.40

Durant le mois de mai, 1872, des avances ont été faites sur débentures de corporations municipales des comtés de Chicoutimi et Charlevoix, qui avaient besoin d'aide.

Ces débentures ont été déclarées valides et obligatoires par la loi 36 Victoria, chapitre 2.

Prêts *re* ouragans et orages du 13 juin, 1892. 48,030.89

En vertu de la loi 55-56 Victoria, chapitre 38, des avances ont été faites sur billets des emprunteurs; à rembourser en neuf versements égaux, annuels et consécutifs, à commencer du premier novembre, 1894, avec intérêt au taux de quatre pour cent par année.

Prêt aux syndics des chemins à barrière de Lévis..... 8,760.00

Le 19 juin, 1891, ce montant a été avancé pour le macadamisage du chemin de Beaumont; remboursable en huit versements annuels de \$1,000 chacun et un neuvième de \$760.00 du 2 juillet, 1892, avec intérêt à 5% par année. En vertu de l'arrêté ministériel numéro 356, du 17 juin, 1891, et de la loi 54 Victoria, chapitre 1, numéro 39, cédula A.

Question par M. Gault.—1. Quels sont les noms des personnes et des corporations contre lesquelles le gouvernement a des réclamations, ainsi que les prêts et avances s'élevant à \$564,234.62, mentionnés dans l'état de la dette non consolidée au 30 juin 1916?

2. Quels sont les termes et conditions de ces avances?

3. Y a-t-il quelque garantie pour ces prêts et avances, et s'il y en a une, en quoi consiste cette garantie?

Réponse par l'honorable M. Mitchell:

1, 2 et 3. Prêt aux syndics des chemins à barrière de la rive nord, pour la réparation du pont Dorchester \$ 15,000.00

En vertu de la loi 33 Victoria, chapitre 48, cette avance a été faite le 12 octobre, 1870. Intérêt au taux de 5% par année payable semi-annuellement. Emprunt remboursable par versements semi-annuels d'un et demi pour cent. La créance de la province devant constituer la première charge sur la partie des revenus perçus à la barrière de péage dudit pont, provenant exclusivement dudit pont.

Prêt aux Pères Trappistes..... 10,000.00

Ce prêt a été fait le 5 septembre, 1881, en vertu d'une résolution de la Chambre du 30 juin, 1881; à rembourser en dix ans avec intérêt à 5% par année.

Garantie par hypothèque en faveur du gouvernement sur une terre située dans la paroisse de l'Annonciation, comté des Deux-Montagnes.

Avance aux municipalités des comtés de Chicoutimi et Charlevoix pour l'achat de grains de semences (balance)... 25,646.40

Durant le mois de mai, 1872, des avances ont été faites sur débentures de corporations municipales des comtés de Chicoutimi et Charlevoix, qui avaient besoin d'aide.

Ces débetures ont été déclarées valides et obligatoires par la loi 36 Victoria, chapitre 2.

Prêts *re* ouragans et orages du 13 juin, 1892 48,030.89

En vertu de la loi 55-56 Victoria, chapitre 38, des avances ont été faites sur billets des emprunteurs; à rembourser en neuf versements égaux, annuels et consécutifs, à commencer du premier novembre, 1894, avec intérêt au taux de quatre pour cent par année.

Prêt aux syndics des chemins à barrières de Lévis 8,760.00

Le 19 juin, 1891, ce montant a été avancé pour le macadamisage du chemin de Beaumont; remboursable en huit versements annuels de \$1,000. chacun et un neuvième de \$760.00 du 2 juillet, 1892, avec intérêt à 5% par année. En vertu de l'arrêté ministériel numéro 356, du 17 juin 1891, et de la loi 54 Victoria, chapitre 1, numéro 39, cédule A.

Avance à l'école Normale Jacques-Cartier, pour sa nouvelle bâtisse, à être remboursée à même le prix de vente de propriétés à Montréal \$ 5,000.00

Balance impayée de prix de vente de propriété, garantie par une hypothèque sur la propriété No 16, rue LeRoyer Montréal.

Avance pour payer des indemnités aux hôteliers, en vertu de 4 George V, chap. 6, sect. 8 \$ 451,797.33

Un droit spécial est imposé chaque année sur les licences d'auberges et de restaurants, émises dans les cités de Québec et Montréal respectivement, pour les années de licence commençant le 1er mai 1915 et le 1er mai 1916, pour assurer le remboursement en dix ans, au moyen de versements égaux annuels, du capital et de l'intérêt au taux de 4½%.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 127) intitulé: 'Loi concernant les limites de la municipalité scolaire de Cartierville.'

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par M. Beaudry, il est—

Ordonné que ledit ordre soit révoqué et que le bill soit renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 54) intitulé: "Loi concernant la succession de Pierre-Edmond Paquette."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 71) intitulé: "Loi accordant certains pouvoirs à la paroisse de Saint-Patrice, Montréal."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 104) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Saint-Jean et constituant cette dernière en corporation de cité."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 78) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Hampstead."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 114) intitulé: "Loi amendant la charte de "The Montreal General Hospital."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 88) intitulé: "Loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Léonide-François Lavigne à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 62) intitulé: "Loi autorisant Ernest Brault à pratiquer la médecine après avoir subi devant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec les examens médicaux requis pour la licence."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 123) intitulé: "Loi autorisant le collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Frédéric William Saunders à l'exercice de la profession de dentiste."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 126) intitulé: "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Nathaniel William Jacobs à exercer la profession légale et à lui accorder son diplôme à cet effet."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 112) intitulé: "Loi amendant la charte de "The Anglo American Trust Company."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 66) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Plymouth Congregational Church of Sherbrooke."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 86) intitulé: "Loi autorisant le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke à faire un emprunt additionnel."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 51) intitulé: "Loi amendant la charte de "The Hervey Institutue."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 122) intitulé: "Loi autorisant le collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Charles Henry Barr à la pratique de la profession de dentiste."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Bissonnet, secondé par M. Petit, il est—

Ordonné que le bill (No 97) intitulé: "Loi relative à la ville de Coaticook," soit retiré.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 87) intitulé: "Loi concernant l'érection dans cette province de paroisses et missions de l'église catholique grecque ruthène en communion avec Rome."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions concernant le bill (No 32) intitulé: "Loi modifiant l'article 687 du Code civil et l'article 1741 des Statuts refondus, 1909, relativement à certains biens en déshérence".

L'honorable sir Lomer Gouin propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable sir Lomer Gouin informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu que le ministre des terres et forêts pourra, à même les biens ou leurs produits sous son contrôle en vertu de l'article 1741 des Statuts refondus, 1909, solder les frais et dépenses que pourra nécessiter l'envoi en possession, ainsi que toute dette qui pourra être due par la succession.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé de l'étude du bill No 32, intitulé: "Loi modifiant l'article 687 du Code civil et l'article 1741 des Statuts refondus, 1909, relativement à certains biens en déshérence".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 32) intitulé: "Loi modifiant l'article 687 du Code civil et l'article 1741 des Statuts refondus, 1909, relativement à certains biens en déshérence."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu comme suit:

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

Bill No 72, intitulé: "Loi amendant la charte de la ville Lasalle".

La Chambre prend en considération les amendements que le C o législatif a apportés au bill (No 72) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville Lasalle" et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 20) intitulé: "Loi amendant la loi des assurances de Québec concernant l'assurance funéraire."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Tessier, secondé par l'honorable M. Taschereau, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill No 22, intitulé: "Loi relative à l'entretien des routes provinciales et de certains chemins municipaux".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Tessier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution concernant le bill No 40, intitulé: "Loi modifiant la loi 6 George V, chapitre 2, relativement à la Commission des chemins à barrières de la rive nord à Québec."

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement les bills suivants:

Bill No 13, intitulé: "Loi pour ratifier un octroi de terres publiques à la Compagnie de chemin de fer de colonisation du Nord;"

Bill No 21, intitulé: "Loi amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques;"

Bill No 24, intitulé: "Loi modifiant les articles 1220 et 2143 du Code civil au sujet de certains écrits faits hors de la province de Québec."

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Gault, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, documents, etc., échangés entre l'honorable ministre de la Colonisation et toute personne, depuis le 1er janvier 1914 jusqu'à ce jour relativement aux chemins de colonisation dans le canton Laverlochère.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Jeudi, 30 Novembre 1916.

Sur la motion de M. Tessier (Rimouski), secondé par M. Gosselin, il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de l'honorable M. Charles Archer et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom "Iverley Settlement", et que cette pétition soit lue et reçue à cette séance.

En conséquence, ladite pétition est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre, lue et reçue.

Sur la motion de M. Lemieux, secondé par M. Grégoire, il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de l'Union Nationale française, demandant des amendements à sa charte, et que cette pétition soit lue et reçue à cette séance.

En conséquence, ladite pétition est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre, lue et reçue.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De la municipalité du village de Courville, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Cannon (Québec-Centre).

M. Francœur, du comité des bills privés en général, présente le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

"Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements les bills suivants :

No 125.—Loi ratifiant un contrat entre la "Back River Power Company" et la ville du Sault-au-Récollet ;

No 124.—Loi augmentant le pouvoir d'emprunt de la corporation du canton de Chambly."

M. Finnie, du comité des chemins de fer et autres moyens de communication, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

"Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements le bill suivant :

No 55.—Loi constituant en corporation "The Grand Lake Railway and Transportation Company".

M. Létourneau (Québec-Est), du comité des règlements, présente le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

"Votre comité a examiné les pétitions suivantes, savoir:

De la ville de la Pointe-aux-Trembles et de la cité d'Outremont, demandant respectivement une loi amendant leur charte. De John Selkirck Clunie, et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Guarantee Title and Contract Company"; de Antoine Turgeon et autres, demandant une loi amendant la loi 4 Geo. V., ch. 31, concernant la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-Grâces-Ouest; de J.-H. Ramsay et autres, demandant une loi annexant la municipalité de Notre-Dame-de-la-Victoire à la cité de Lévis.

Ce comité est d'opinion que ces pétitions sont régulières et suffisantes, que les bills qui ont été déposés par les pétitionnaires sont réguliers et conformes aux pétitions et aux avis qui en ont été donnés, que ces pétitions n'ont pas été régulièrement et suffisamment annoncées mais que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles concernant cette irrégularité.

Quant à la pétition de "The Royal Dental School" demandant une loi la constituant en corporation, votre comité trouve que, à sa connaissance, les avis n'ont pas été publiés dans les journaux et est d'opinion qu'il ne convient pas de suspendre les règles à cet égard."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Sur la motion de M. Francœur, secondé par M. Lévesque, il est—

Ordonné que les dispositions de l'article 506 du règlement de l'Assemblée législative soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 138 intitulé: "Loi annexant le territoire de la municipalité de Notre-Dame-de-la-Victoire à celui de la cité de Lévis" et que la première lecture de ce bill ait lieu à cette séance.

Ordonné que M. Lévesque ait la permission de présenter un bill (No 131) intitulé: "Loi confirmant et ratifiant les règlements 48 et 50 de la ville de la Pointe-aux-Trembles et amendant l'article 5789a des Statuts refondus 1909, tel qu'édicte pour la ville, par l'article 30 de la loi 6 George V, chapitre 53."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Francœur ait la permission de présenter un bill (No 138) intitulé: "Loi annexant le territoire de la municipalité de Notre-Dame de la Victoire à celui de la cité de Lévis."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Mayrand ait la permission de présenter un bill (No 134) intitulé: "Loi amendant la loi 4 Geo. V, chapitre 31, concernant la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-Grâces Ouest."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Finnie ait la permission de présenter un bill (No 137) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité d'Outremont."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 135) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Guarantee Title and Contract Company."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Stein ait la permission de présenter un bill (No 174) intitulé: "Loi modifiant les articles 5674 et 5675 des Statuts refondus, 1909, et insérant dans lesdits statuts l'article 5724a."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Cannon (Dorchester) ait la permission de présenter un bill (No 175) intitulé: "Loi modifiant l'article 7342 des Statuts refondus, 1909, concernant les dommages à la personne."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Sauvé.—1. Quels montants étaient dûs par la province avant ou le 30 juin 1915 et qui ont été payés après cette date?

2. Même question pour 1916?

Réponse par l'honorable M. Mitchell:

1. Les montants dûs par la province, dont les comptes ont été présentés au département du Trésor le ou avant le 30 juin 1915, et qui ont été payés après cette date, s'élèvent à la somme de \$ 10,765.61

2. Les montants dûs par la province, dont les comptes ont été présentés au département du Trésor le ou avant le 30 juin, 1916, et qui ont été payés après cette date, s'élèvent à la somme de \$ 23,003.77

Question par M. Sauvé.—1. Quel est le montant total de toutes les taxes et contributions versées par la cité de Montréal dans la caisse provinciale durant l'année écoulée?

2. Quel est le montant total de toutes les taxes et contributions versées par le reste de la province durant la même période?

3. Mêmes questions pour 1897?

Réponse par l'honorable M. Mitchell:

1. \$153,159.36.

2. \$179,083.26.

3. Par la cité de Montréal, \$15,785.11.

Par le reste de la province, \$19,279.76.

Question par M. Sauvé.—1. Est-il vrai que le gouvernement a décidé de construire des grandes routes en vertu de la loi des Bons Chemins 1912?

- a) de Montréal à Ottawa?
- b) de Ste-Thérèse à Hull ou à Mont-Laurier ou St-Jovite?
- c) de Lévis à St-Lambert?
- d) de Lévis à Rimouski?

2. Dans l'affirmative, quand se propose-t-il d'en commencer les travaux?

Réponse par l'honorable M. Tessier:

1 et 2. Le gouvernement n'a pas pris telle décision.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 67) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie, de Montréal."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 92) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 99) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Magog".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 93) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville Laval-des-Rapides".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 115) intitulé: "Loi concernant la construction d'une église et d'un presbytère dans la paroisse du Très Saint-Rédempteur de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 111) intitulé: "Loi amendant la charte de la corporation de la cité des Trois-Rivières".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 59) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Roxboro."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 133) intitulé: "Loi amendant la loi 5 George V, chapitre 161, section 1, concernant la succession de feu James McCready".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 105) intitulé: "Loi concernant une donation par contrat de mariage faite par Louis Gervais à Achille Gervais, le 31 janvier 1899 et autorisant la vente de certains immeubles".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 110) intitulé: "Loi constituant en corporation *The Grenville Harrington and Northern Railway Company*".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 85) intitulé: "Loi amendant la charte de *The Eastern Townships Telephone Company*".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 65) intitulé: "Loi autorisant la construction d'un pont en acier, sur la rivière Saint-François, entre la ville de East-Angus et la municipalité du canton de Westbury, à l'endroit connu sous le nom de "la traverse".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 136) intitulé: "Loi constituant en corporation *The Southern Canada Power Company*."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 20) intitulé: "Loi amendant la loi des assurances de Québec concernant l'assurance funéraire".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 16, intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs."

L'honorable M. Mitchell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Mitchell informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* que l'article 1389 des Statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par les lois 1 George V (2ème session), chapitre 16, section 1; 3 George V, chapitre 19, section 1, et 4 George V, chapitre 12, section 2, soit de nouveau amendé de façon que le tarif des honoraires qui y est contenu, soit le suivant:

Pour tous trucks, voitures de livraison autobus, locomotives de tractions et autres véhicules semblables entièrement ou partiellement pourvu de bandages solides:

a. N'excédant pas une tonne de capacité, vingt-cinq piastres;

b. Excédant une tonne, mais n'excédant une tonne et demie de capacité, trente-sept piastres et cinquante cents;

c. Excédant une tonne et demie mais n'excédant pas deux tonnes de capacité, cinquante piastres;

d. Excédant deux tonnes mais n'excédant pas deux tonnes et demie de capacité, soixante-deux piastres et cinquante cents;

e. Excédant deux tonnes et demie de capacité, soixante-quinze piastres.

Pour tous autres véhicules-moteurs, soixante-quinze centins par cheval ou toute fraction d'icelui, sauf pour les wagons à patrouille, ambulances, pompes à incendie, dévidoirs, trucks à échelles, voitures de sauvetage, voitures d'arrosage et balayeuses lorsqu'ils appartiennent à des corporations municipales, et, dans ce cas, l'honoraire pour leur enregistrement est d'une piastre et cinquante centins."

2. *Résolu* que personne ne pourra tenir ou exploiter un garage pour y garder, tenir en entrepôt, réparer ou louer des véhicules-moteurs, sans avoir au préalable obtenu une licence de garage qui restera en vigueur jusqu'au premier mars suivant son émission, et que chaque licence devra être tenue constamment affichée dans un endroit en évidence du garage.

3. *Résolu* que le tarif des honoraires exigibles pour l'émission d'une licence de garage sera le suivant:

Dans les cités de Montréal, Québec, Westmount, Outremont, Verdun et Maisonneuve, vingt piastres; dans toute autre cité, dix piastres; ailleurs, cinq piastres.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que les résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill No 16, intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs."

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 16) intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit lu la troisième fois à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus comme suit:

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement les bills suivants:

Bill No 4.—Loi modifiant l'article 6119c des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 51, section 1.

Bill 25.—Loi modifiant l'article 1249 du Code de procédure civile relativement aux procédures de cautionnement lors d'un appel à Sa Majesté.

Bill 119.—Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Tancred Asselin au nombre de ses membres."

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements, qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

Bill 73.—Loi amendant la charte de la cité de Lachine."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 73) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Lachine," et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Société nationale de femmes re immigration, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas seize mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Pêche et chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour comptes courants, colonisation, mines et pêcheries, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service d'enregistrement (cadastre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements (Gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent huit mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes (Gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'honorable M. Décarie, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

Rapport du surintendant de l'instruction publique de la province de Québec pour l'année 1915-1916. (*Document de la session No 8*).

Et, état financier du surintendant de l'instruction publique de la province de Québec, donnant un état des mandats reçus et des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1916. (*Document de la session No 9*).

Et, la statistique de l'enseignement pour l'année scolaire 1914-15, (*Document de la session No 27*).

Sur la motion de l'honorable sir Lomer Gouin, secondé par l'honorable M. Taschereau, il est—

Résolu que lorsque la Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain midi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Vendredi, 1er Décembre 1916.

Midi.

Question par M. Sauvé.—1. Combien de milles de chemins ont été faits par la municipalité de la paroisse de Ste-Scholastique cette année en vertu de la loi des Bons Chemins 1912 ?

2. Mêmes questions pour Saint-Hermas, Saint-Eustache et Saint-Joseph-du-Lac ?

3. Combien ces chemins ont-il coûté le mille ?

Réponse par l'honorable M. Tessier :

1, 2 et 3. *Ste-Scholastique, paroisse.*—D'après le rapport d'inspection, en date du 18 octobre 1916, 3047 pieds de macadam ont été faits en 1916. Le bombement et le cylindrage sont insuffisants et les accotements ne sont pas terminés sur une longueur de 1,400 pieds. Le département a fait une retenue de \$100.00 pour garantir le parachèvement de ces travaux. Le coût total des travaux exécutés en 1916 est de \$3,900.01, d'après les comptes transmis au département et vérifiés, soit une moyenne de \$6,842.12 par mille.

St-Hermas, paroisse.—D'après le rapport d'inspection, en date du 10 octobre 1916, 3,400 pieds de macadam ont été faits en 1916. Le roulage et les accotements ne sont pas terminés sur toute cette longueur. Une retenue de \$161.25 a été faite. Le coût total des travaux exécutés en 1916, est de \$1,760.56 d'après les comptes transmis au département, soit une moyenne de \$2,750.87 par mille. Le dernier rapport des dépenses compris dans le montant de \$1,760.56 plus haut mentionné est de \$136.02. Pour pouvoir compléter la vérification de ce rapport, nous attendons des renseignements demandés par des lettres écrites les 16, 25 et 29 novembre 1916.

St-Eustache, paroisse.—D'après le rapport d'inspection, en date du 2 novembre 1916, 8,600 pieds de macadam ont été faits en 1916. Le roulage étant insuffisant sur une longueur de 400 pieds, une retenue de \$25.00 a été faite. Le coût total des travaux exécutés en 1916, est de \$8,252.77, d'après les comptes transmis au département et vérifiés, soit une moyenne de \$5,094.30 par mille.

St-Joseph-du-Lac, paroisse.—Le département n'a pas été informé que cette municipalité faisait des travaux, avant le 14 novembre 1916. Un inspecteur a été averti aussitôt d'aller faire l'inspection des travaux exécutés. Nous n'avons aucun compte de dépenses pour 1916. Le rapport de l'inspecteur indique qu'il y a 2,000 pieds de macadam de

faits en 1916, mais que le roulage est insuffisant et les accotements pas terminés.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Gault, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance entre le ministère de la voirie et toute personne concernant les chemins dans les deux municipalités de Saint-Benoit (Deux-Montagnes).

M. Francœur, du comité des bills privés en général, présente le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements le bill suivant: No 81.—"Loi amendant la charte de la cité de Hull."

L'honorable sir Lomer Gouin, du comité des bills publics en général, présente le huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a décidé de rapporter les bills suivants:

No 121.—Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre William Montgomerie au nombre de ses membres après examen, (sans amendements);

No 83.—Loi autorisant le barreau de la province de Québec à permettre à G.-H. Shink de pratiquer le droit après examen, (sans amendements);

No 118.—Loi autorisant le collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres Joseph-Orphir-Emile Brunet, (sans amendements);

No 130.—Loi constituant en corporation La congrégation des sœurs du Saint-Enfant-Jésus, (avec amendements);

No 69.—Loi amendant la charte de la "Bankers Trust Company", (sans amendements);

No 68.—Loi amendant la charte de la "Scottish Trust Company", (sans amendements);

No 76.—Loi constituant en corporation la "Mount Sinai Foundation", (avec amendements);

No 53.—Loi concernant le "National Jockey Club Limited", (avec amendements)."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 36) intitulé: "Loi amendant le code de procédure civile relativement aux règles de pratique."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 16) intitulé: *Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs.*"

L'honorable M. Mitchell propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Gault propose en amendement, secondé par M. Sauvé:

Que le bill No 16 ne soit pas maintenant lu une troisième fois, mais qu'il soit référé de nouveau au comité plénier avec instruction de modifier la clause 1a de manière qu'elle se lise comme suit:

"Pour tous trucks, voitures de livraison, autobus, locomotives de traction, ou autres véhicules semblables entièrement ou partiellement pourvus de bandages solides: quinze piastres par tonne ou toute fraction d'icelle;"

Et la motion d'amendement étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise et la rejette.

Et la motion principale étant alors soumise à la Chambre, celle-ci l'adopte.

En conséquence, le bill est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 8) intitulé: *"Loi amendant les Statuts refondus, 1909, au sujet des pouvoirs que possèdent certaines corporations ou compagnies"*.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 125) intitulé: *"Loi ratifiant un contrat entre la "Back River Power Company" et la ville du Sault-au-Récollet"*.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 101) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Verdun."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 124) intitulé "Loi augmentant le pouvoir d'emprunt de la corporation du canton de Chambly."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 55) intitulé: "Loi constituant en corporation: "The Grand Lake Railway and Transportation Company."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 137) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité d'Outremont;

Bill (No 135) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Guarantee Title and Contract Company".

Sur la motion de M. Cannon (Québec-Centre), secondé par M. David, il est—

Ordonné que les dispositions des articles 497 et 498 du règlement relatives au dépôt des bills portant constitution de ville soient suspendues à l'égard du bill "Loi amendant la charte de la municipalité du village de Courville, dans le comté de Québec," qui a été déposé chez le secrétaire du comité des bills privés.

Sur la motion de l'honorable Sir Lomer Gouin, secondé par l'honorable M. Taschereau, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi, huit heures du soir.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Lundi, 4 Décembre 1916.

Huit heures du soir.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 176) intitulé: "Loi amendant l'article 5940 des Statuts refondus, 1909, concernant les enquêtes sur les affaires municipales".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Stein ait la permission de présenter un bill (No 177) intitulé: "Loi amendant les articles 286, 361, 527 et 530 et abrogeant l'article 1138 du Code de procédure civile".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill (No 33) intitulé: "Loi refondant et révisant la loi de la chasse de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Turcotte, secondé par M. Sauvé, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant:—1. Quelles sont les personnes qui ont payé des droits de coupe au gouvernement de cette province pour du bois coupé dans le comté de Lac St-Jean, depuis janvier 1915?

2. Quel est le montant payé par chacune d'elles?

3. Pour combien de mille pieds de bois chacune de ces personnes a-t-elle payé des droits de coupe, et pour quelle espèce de bois?

L'honorable M. Caron dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de la Chambre en date de ce jour, pour un état indiquant:—1. Quelles sont les personnes qui ont payé des droits de coupe au gouvernement de cette province pour du bois coupé dans le comté de Lac St-Jean, depuis janvier 1915?

2. Quel est le montant payé par chacune d'elles?

3. Pour combien de mille pieds de bois chacune de ces personnes a-t-elle payé des droits de coupe, et pour quelle espèce de bois?

(Document de la session No 29).

Sur la motion de M. Turcotte, secondé par M. Sauvé, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant:—1. Quelles sont les forces hydrauliques vendues ou affermées dans le comté de Lac St-Jean?

2. A qui l'ont-elles été?

3. A quelles dates?

4. A quelles conditions ?
5. Combien y a-t-il de forces hydrauliques non vendues ou louées dans la même région ? Combien de chevaux-vapeurs représente chacune et où sont-elles situées ?
6. Est-ce l'intention du gouvernement d'en vendre ou louer prochainement ?

L'honorable M. Caron dépose sur le bureau de la Chambre :

Réponse à un ordre de la chambre en date de ce jour pour un état indiquant :—1. Quelles sont les forces hydrauliques vendues ou affermées dans le comté de Lac St-Jean ?

2. A qui l'ont-elles été ?
3. A quelles dates ?
4. A quelles conditions ?
5. Combien y a-t-il de forces hydrauliques non vendues ou louées dans la même région ? Combien de chevaux-vapeurs représente chacune et où sont-elles situées ?
6. Est-ce l'intention du gouvernement d'en vendre ou louer prochainement ?

(Document de la session No 28).

Question par M. Sauvé :—1. Est-il à la connaissance du procureur-général ou tout officier de son département que le nommé J.-E. Carreau, arrêté à Montréal, sous accusation de crime contre les mœurs, aurait été admis à caution hors de la connaissance ou en tout cas sans l'intervention ou autorisation actuelle du magistrat qui avait seul le pouvoir de libérer sous cautionnement ledit J.-E. Carreau ?

2. Dans l'affirmative, est-ce l'intention du procureur-général de sévir contre le fonctionnaire qui se serait rendu coupable d'une telle usurpation de pouvoirs ?

Réponse par l'honorable Sir Lomer Gouin :

1. et 2. Le nommé J.-E. Carreau, arrêté à Montréal, sous inculpation de l'offense prévue par l'article 206 du Code criminel, a été admis à caution par M. J.-N.-A. Demers, député greffier de la Paix du district de Montréal, en vertu de l'article 605 du Code criminel qui confère au greffier de la Paix et à un député greffier de la paix, dans le district de Montréal, tous les pouvoirs d'un magistrat pour l'admission à caution des accusés. Le montant des cautionnements exigés par le député greffier avait été fixé par le juge qui avait reçu la plainte.

Question par M. Sauvé :—1. Le procureur-général ou son ministère ont-ils été informés de la fuite aux Etats-Unis de J.-E. Carreau, accusé d'offense contre les mœurs et libéré sous cautionnement ?

2. Dans l'affirmative, des mesures ont-elles été prises ou des procédures instituées dans le but de le rechercher, d'obtenir son extradition en vue de lui faire subir son procès ?

3. Dans la négative, est-ce l'intention du département du procureur général d'adopter telles mesures et d'instituer telles procédures ?

4. Dans la négative, pourquoi?

Réponse par l'honorable Sir Lomer Gouin:

Le département du Procureur général a été informé de la fuite aux Etats-Unis de J. E. Carreau, accusé de l'offense prévue par l'article 206 du Code criminel, mais son extradition n'a pas été demandée parce que cette offense n'est pas couverte par le traité d'extradition avec les Etats-Unis.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 79) intitulé: "Loi amendant la charte de la "Shawinigan Water and Power Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 81) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Hull."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 121) intitulé: "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre William Montgomerie au nombre de ses membres après examen."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 83) intitulé: "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à permettre à George-H. Shink de pratiquer le droit après examens."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 118) intitulé: "Loi autorisant le collège des chirurgiens."

giens-dentistes de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres Joseph Orphir-Emile Brunet."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 69) intitulé: "Loi amendant la charte de la "Bankers' Trust Company."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 68) intitulé: "Loi amendant la charte de la "Scottish Trust Company."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 130) intitulé "Loi constituant en corporation la congrégation des sœurs du Saint-Enfant Jésus".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 76) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Mount Sinai Foundation".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 131) intitulé: "Loi confirmant et ratifiant les règlements 48 et 50 de la ville de la Pointe-aux-Trembles et amendant l'article 5789a

des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte pour la ville, par l'article 30 de la loi 6 George V, chapitre 53;"

Bill (No 138) intitulé: "Loi annexant le territoire de la municipalité de Notre-Dame de la Victoire à celui de la cité de Lévis;"

Bill (No 134) intitulé: "Loi amendant la loi 4 George V, chapitre 31, concernant la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-Grâces-Ouest;"

Bill (No 174) intitulé: "Loi modifiant les articles 5674 et 5675 des Statuts refondus, 1909, et insérant dans lesdits statuts l'article 5724a".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 31) intitulé: "Loi amendant la loi des mines de Québec."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Mitchell, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill No 33, intitulé: "Loi refondant et revisant la loi de la chasse de Québec."

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. D'Auteuil, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne relativement au coût de la vie.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 172) intitulé: "Loi amendant l'article 3221 des Statuts refondus, 1909, au sujet des honoraires des huissiers devant la Cour des commissaires."

Bill (No 173) intitulé: "Loi amendant l'article 4381 des Statuts refondus, 1909, relativement aux pouvoirs d'emprunts des fabriques."

Bill (No 175) intitulé: "Loi modifiant l'article 7342 des Statuts refondus, 1909, concernant les dommages à la personne."

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Mardi, 5 Décembre 1916.

M. Létourneau (Québec-Est), du comité des règlements, présente le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité est d'opinion que la pétition de l'Union nationale française et de refuge demandant de voter une loi amendant sa charte,

est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par le pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et à l'avis qui en a été donné, que cette pétition n'a pas été régulièrement et suffisamment annoncée, et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité et de suspendre aussi la règle 516 afin que le bill puisse être présenté."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Francœur, du comité des bills privés en général, présente le douzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements le bill suivant:

Bill No 52.—Loi constituant en corporation la ville de Sainte-Thérèse."

L'honorable Sir Lomer Gouin, du comité des bills publics en général, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements les bills suivants:

Bill No 64.—"Loi amendant la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe";

Bill No 127.—Loi concernant les limites de la municipalité scolaire de Cartierville."

Ordonné que M. Lemieux ait la permission de présenter un bill (No 139) intitulé: Loi amendant la charte de l'Union nationale française et de refuge."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau dépose sur le bureau de la Chambre:

Etats, rapports et statistiques des compagnies de chemin de fer jusqu'au 30 juin 1916, en conformité des articles 6550 et 6252 des Statuts refondus, 1909.

(Document de la session No 30)

Rapports pour l'année expirant le 30 juin 1916, indiquant les recettes et les frais d'exploitation de différentes compagnies de chemins de fer, subventionnées par la législature de Québec, et adressés à l'honorable ministre des Travaux Publics de la province de Québec, en conformité de l'article 1438 des Statuts refondus, 1909.

(Document de la session No 31).

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier, (comprenant l'inspection et la classification des terres), pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour cercles agricoles, encouragement à l'agriculture en général, y compris subsides à la compagnie de chemin de fer de la rive sud, en vertu de la loi 63 Vic., chap. 2, concours d'abatis, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour société d'horticulture, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté trois résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Mercredi, 6 Décembre 1916.

A trois heures, le greffier ayant informé la Chambre que M. l'Orateur est absent, M. le président des comités prend le fauteuil.

M. Francœur, du comité des bills privés en général, présente le treizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

No 128 —Loi amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec;

No 98.—Loi amendant la charte de la cité de Montréal au sujet de l'hôpital Sainte-Justine."

L'honorable sir Lomer Gouin, du comité des bills publics en général, présente le dixième rapport de ce comité lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a décidé de rapporter sans amendements les bills suivants:

No 172.—Loi amendant l'article 3221 des Statuts refondus, 1909, au sujet des honoraires des huissiers devant la Cour des Commissaires.

Bills privés, avec amendements:

No 173.—Loi amendant l'article 4381 des Statuts refondus, 1909, relativement au pouvoir d'emprunt des fabriques;

No 77.—Loi constituant en corporation l'Institut des soldats blessés;

No 80.—Loi établissant une nouvelle division d'enregistrement à Mont-Laurier, dans le comté de Labelle, et divisant ce comté en deux divisions pour fins municipales et d'enregistrement."

Question par M Turcotte.—1. Le gouvernement sait-il que les cultivateurs du Lac St-Jean cultivent et vendent de la graine de mil et de trèfle pour plusieurs milliers de piastres par année?

2. A-t-il fait quelque chose pour renseigner ces gens sur les soins à donner à cette culture et les moyens à prendre pour produire et fournir sur le marché une qualité recommandable?

3. Dans l'affirmative, qu'a-t-il fait?

Réponse par l'honorable M Caron:

1, 2 et 3. Oui, au moyen de conférences, de démonstrations, de subventions et de prêts pour l'achat de batteuses de trèfle et de trieurs.

Question par M Sauvé.—1. Quels sont les paroisses ou cantons de colonisation dans le comté de Montmorency?

2. En quelle année ces paroisses ou cantons ont-ils été ouverts à la colonisation?

3. Combien de colons se sont établis depuis 1912? quels sont leurs noms et dans quels cantons ou paroisses?

4. Combien de demandes de lots ont été faites au ministère de la Colonisation et combien accordés depuis 1912?

5. Quels sont les numéros de ces lots?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1 et 2. Il n'y a pas de terres de la Couronne dans le comté de Montmorency qui relève en partie de la Seigneurie du Séminaire de Québec. Les paroisses de St-Tite et de St-Ferréol et le haut des paroisses de Ste-Anne et du Château-Richer se développent cependant et il s'y fait de nouvelles terres.

3. Le gouvernement l'ignore.

4 et 5. Tel qu'expliqué ci-dessus, le gouvernement n'y possède aucun lots.

Question par M. Sauvé.—1. La construction d'un aqueduc complet était-elle comprise dans aucun des contrats octroyés par le gouvernement pour la construction de la prison de Bordeaux ?

2. Dans l'affirmative, le cahier des charges ou les devis et spécifications exigeaient-ils le raccordement à l'aqueduc de Montréal, ou une prise d'eau dans un autre endroit ?

3. Quelle est la nature et l'étendue des travaux qui ont été exécutés à cette fin ?

4. Y a-t-il eu depuis des modifications apportées à ces travaux, tels qu'exécutés primitivement ?

5. Dans l'affirmative, quelles sont-elles et pourquoi ?

6. Qui fournit maintenant l'eau à la prison de Bordeaux, et depuis quand ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. Oui, dans le deuxième contrat (1909).

2. Dans la Rivière des Prairies.

3. a. Prise d'eau à la Rivière des Prairies.

b. Tuyau de la Rivière des Prairies à un puits dans la bâtisse des pouvoirs.

c. Un puits de 40 pieds de profondeur par 8 pieds.

d. Raccordement de la bâtisse des pouvoirs à un réservoir élevé de 60,000 gallons.

e. Raccordement du réservoir au filtre.

f. Raccordement du filtre au tuyau de service.

g. Pompes, indicateurs, borne fontaines, etc., requis pour l'opération du service.

4. Aucuns travaux.

5. Voir réponse précédente.

6. La prison de Bordeaux est approvisionné d'eau par le système ci-dessus indiqué depuis le mois de mars 1915.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 101) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Verdun."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 81) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Hull."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 52) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Sainte-Thérèse."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 64) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 127) intitulé: "Loi concernant les limites de la municipalité scolaire de Cartierville."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 139) intitulé: "Loi amendant la charte de l'Union nationale française et de refuge."

Bill (No 30) intitulé: "Loi amendant le code civil relativement aux privilèges des ouvriers constructeurs ou autres personnes."

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 53) intitulé: "Loi concernant la "National Jockey Club Limited."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 170) intitulé: "Loi modifiant l'article 4524 des Statuts refondus, 1909, au sujet du barreau de la province de Québec".

M. Cannon (Dorchester) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Grégoire, secondé par M. Fortier, propose que la motion en délibération soit amendée en en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois."

Un débat s'élève.

Sur la motion de M. Francœur, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus comme suit :

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement les bills suivants :

Bill No 23, intitulé : Loi amendant la loi des assurances de Québec au sujet des agents d'assurances ;

Bill No 32, intitulé : Loi modifiant l'article 687 du code civil et l'article 1741 des Statuts refondus, 1909, relativement à certains biens en deshérence ;

Bill No 54, intitulé : Loi concernant la succession de Pierre-Edmond Paquet ;

Bill No 62, intitulé : Loi autorisant Ernest Brault à pratiquer la médecine après avoir subi devant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec les examens médicaux requis pour la licence ;

Bill No 66, intitulé : Loi constituant en corporation "The Plymouth Congregational Church of Sherbrooke ;

Bill No 78, intitulé : Loi amendant la charte de la ville de Hampstead ;

Bill No 88, intitulé : Loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Léonide-François Lavigne à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique ;

Bill No 106, intitulé : Loi amendant la charte de la ville de l'Ile de Dorval ;

Bill No 122, intitulé : Loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Charles Henry Barr à la pratique de la profession de dentiste ;

Bill No 123, intitulé : Loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Frédéric William Saunders à l'exercice de la profession de dentiste ;

Bill No 126, intitulé : Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Nathaniel William Jacobs à exercer la profession légale et à lui accorder son diplôme à cet effet."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté avec certains amendements, qu'il la prie d'agréer, les bills suivants :

Bill No 112, intitulé : Loi amendant la charte de "The Anglo American Trust Company ;"

Bill No 71, intitulé : Loi accordant certains pouvoirs à la paroisse de Saint-Patrice, Montréal ;

Bill No 51, intitulé: Loi amendant la charte de "The Hervey Institute;"

Bill No 70, intitulé: Loi concernant l'Orphelinat Catholique de Montréal;"

Bill No 63, intitulé: Loi amendant la charte de la ville de Saint-Léonard de Port-Maurice et ratifiant le règlement No 51 de ladite ville;

Bill No 61, intitulé: Loi concernant la ville de Baie Saint-Paul;

Bill No 60, intitulé: Loi érigeant en municipalité le village du Petit Lac Magog."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 112) intitulé: "Loi amendant la charte de "The Anglo American Trust Company", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 71) intitulé: "Loi accordant certains pouvoirs à la paroisse de Saint-Patrice, Montréal", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 51) intitulé: "Loi amendant la charte de "The Hervey Institute", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 70) intitulé: "Loi concernant l'Orphelinat Catholique de Montréal", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 63) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Saint-Léonard de Port-Maurice et ratifiant le règlement No 51 de ladite ville", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 61) intitulé: "Loi concernant la ville Baie Saint-Paul", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 60) intitulé: "Loi érigeant en municipalité le village du Petit Lac Magog", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur la motion de l'honorable sir Lomer Gouin, secondé par l'honorable M. Taschereau, il est—

Résolu que lorsque la Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, le jeudi 7 décembre, à midi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Jeudi, 7 Decembre 1916.

Midi

Sur la motion de M. Létourneau (Montréal-Hochelaga), secondé par M. Bullock, il est—

Ordonné que les articles 510, 511 et 515 du règlement soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition des Révérends Pères Emile Piché et autres, demandant une loi les constituant en corporation, que cette pétition soit immédiatement lue et reçue et qu'un bill 141, intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut des Frères de Saint-Vincent-de-Paul, de Montréal", soit lu la première fois à cette séance.

En conséquence, la pétition est présentée, lue et reçue.

Ordonné que M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) ait la permission de présenter un bill (No 141) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut des Frères de Saint-Vincent-de-Paul, de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. Francœur, du comité des bills privés en général, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés, qui expire lundi prochain, soit prolongé jusqu'à vendredi le 15 courant inclusivement."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable sir Lomer Gouin, du comité des bills publics en général, présente le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 174.—Loi modifiant les articles 5674 et 5675 des Statuts refondus, 1909, et insérant dans lesdits statuts l'article 5724a."

M. Létourneau (Québec-Est), du comité des règlements, présente le douzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité est d'opinion que la pétition du village de Courville, demandant une loi le constituant en corporation de ville, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par le pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et à l'avis qui en a été donné, que cette pétition n'a pas été régulièrement et suffisamment annoncée, et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité et de suspendre aussi la règle 516 afin que le bill puisse être présenté.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés, qui expire lundi prochain, soit prolongé jusqu'à vendredi le 15 courant inclusivement."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Caron dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de la commission des Eaux courantes, (5ème rapport annuel).

(Document de la session No 15).

Ordonné que M. Cannon (Québec-Centre) ait la permission de présenter un bill (No 140) intitulé: "Loi amendant la charte de la munici-

palité du village de Courville, dans le comté de Québec, et décrétant son érection en ville.”

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu comme suit :

“Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement le bill suivant :

Bill (No 36) intitulé: “Loi amendant le Code de procédure civile relativement aux règles de pratique.”

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 98) intitulé: “Loi amendant la charte de la cité de Montréal au sujet de l'Hôpital Sainte-Justine”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 77) intitulé: “Loi constituant en corporation L'Institut des soldats blessés”

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 80) intitulé: “Loi établissant une nouvelle division d'enregistrement à Mont-Laurier, dans le comté de Labelle, et divisant ce comté en deux divisions pour fins municipales et d'enregistrement.”

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable sir Lomer Gouin, secondé par l'honorable M. Taschereau, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi, huit heures du soir.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Lundi, 11 Décembre 1916.

Huit heures du soir.

Ordonné que l'honorable M. Décarie ait la permission de présenter un bill (No 35) intitulé: "Loi amendant la loi de l'instruction publique."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Mitchell ait la permission de présenter un bill (No 18) intitulé: "Loi amendant la loi des licences de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Mitchell ait la permission de présenter un bill (No 42) intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant la taxe sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Mitchell ait la permission de présenter un bill (No 12) intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, relativement aux droits sur les successions."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) ait la permission de présenter un bill (No 178) intitulé: "Loi modifiant de nouveau l'article 5645 des Statuts refondus, 1909, concernant la loi des cités et villes."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable sir Lomer Gouin ait la permission de présenter un bill (No 39) intitulé: "Loi rendant applicable la loi 5 George V, chapitre 60, aux aspirants à l'étude du droit, aux aspirants à l'étude du notariat et aux aspirants à l'étude et à la pratique de l'art dentaire en service actif dans les troupes de Sa Majesté."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable sir Lomer Gouin ait la permission de présenter un bill (No 46) intitulé: "Loi relative à l'interprétation du Code municipal."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Roy ait la permission de présenter un bill (No 180) intitulé: "Loi modifiant la loi 6 George V, chapitre 4."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du bibliothécaire de la Législature de Québec, de janvier à octobre 1916.

(Document de la session No 32).

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 141) intitulé: "Loi constituant en corporation "l'Institut des Frères de St-Vincent de Paul de Montréal";

Bill (No. 140) intitulé: "Loi amendant la charte de la municipalité du village de Courville, dans le comté de Québec, et décrétant son érection en ville."

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 172) intitulé: "Loi amendant l'article 3221 des Statuts refondus, 1909, au sujet des honoraires des huissiers devant la Cour des commissaires."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 173) intitulé: "Loi amendant l'article 4381 des Statuts refondus, 1909, relativement aux pouvoirs d'emprunt des fabriques."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 174) intitulé: "Loi modifiant les articles 5674 et 5675 des Statuts refondus, 1909, et insérant dans lesdits Statuts l'article 5724a."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 176) intitulé: "Loi amendant l'article 5940 des Statuts refondus, 1909, concernant les enquêtes sur les affaires municipales";

Bill (No 177) intitulé: "Loi amendant les articles 286 et 361, 527 et 530 et abrogeant l'article 1138 du Code de procédure civile."

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu comme suit:

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill (No 82) intitulé: "Loi amendant la charte de la corporation des Juifs espagnols et portugais, Shearith Israel, de Montréal";

Bill (No 120) intitulé: "Loi constituant en corporation *The New Adath Joshurun Congregation*."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 120) intitulé: "Loi constituant en corporation *The New Adath Joshurun Congregation*," et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 82) intitulé: "Loi amendant la charte de la corporation des juifs espagnols et portugais, Shearith Israel, de Montréal", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Mitchell, secondé par l'honorable M. Décarie, il est:

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 18, intitulé: "Loi amendant la loi des licences de Québec."

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 42) intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant la taxe sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations".

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives

au bill (No 12) intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, relativement aux droits sur les successions".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 43) intitulé: "Loi relative à un certain pont dans le comté de l'Assomption".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour entretien, etc., des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour enseignement vétérinaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles ménagères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour fête des arbres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour journal d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encourager l'élevage des volailles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Mardi, 12 Décembre 1916.

L'honorable sir Lomer Gouin, du comité des bills publics en général, présente le douzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a décidé de rapporter sans amendement le bill suivant:

(No 43) "Loi relative à un certain pont dans le comté de L'Assomption.

Bills privés, adoptés avec amendements:

No 102.—Loi concernant la succession de feu Louis-Herménégilde Hébert;

No 137.—Loi amendant la charte de la cité d'Outremont;

No 138.—Loi annexant le territoire de la municipalité de Notre-Dame de la Victoire à celui de la cité de Lévis."

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu comme suit:

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement les bills suivants:

Bill No 8, intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, au sujet des pouvoirs que possèdent certaines corporations ou compagnies";

Bill No 65, intitulé: "Loi autorisant la construction d'un pont en acier, sur la rivière St-François, entre la ville de East Angus et la municipalité du canton Westbury, à l'endroit connu sous le nom de "La traverse";

Bill No 105, intitulé: "Loi concernant une donation par contrat de mariage faite par Louis Gervais à Achille Gervais, le 31 janvier 1899, et autorisant la vente de certains immeubles".

L'honorable M. Décarie, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

Réponse à un ordre de la Chambre en date du 1er décembre 1916:

Copie de toute correspondance entre le ministère de la voirie et toute personne concernant les chemins dans les deux municipalités de Saint-Benoît (Deux-Montagnes). (*Document de la session No 35.*)

Etat financier des corporations scolaires pour l'année finissant le 30 juin 1915. (*Document de la session No 34.*)

Question par M. Sauvé.—1. Est-ce qu'il y a des employés, à la prison de Bordeaux, sous les noms de Bédard, Latraverse, Galipeault, Marchand, et Lafontaine?

2. Dans l'affirmative, pour quel montant sont-ils inscrits sur la liste paye du mois d'avril 1916?

3. Même question pour juin?

Réponse par l'honorable sir Lomer Gouin:

1. MM. Latraverse et Lafontaine sont employés à la prison de Bordeaux; M. Bédard n'est plus en fonctions depuis le 14 juillet 1916 et n'est pas payé depuis; M. Marchand n'est plus en fonctions depuis le 11 août 1916 et n'est pas payé depuis; M. Galipeault n'est pas employé à la prison depuis mars 1916.

2. MM. Latraverse et Lafontaine \$55.00; M. Bédard \$60.00; M. Marchand \$55.00; M. Galipeault, rien.

3. MM. Latraverse et Lafontaine \$55.00; M. Bédard \$65.00; M. Marchand \$55.00; M. Galipeault, rien.

Sur la motion de M. Francœur, secondé par M. Lévesque, il est:—*Ordonné* qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de correspondances, résolutions et requêtes adressées récemment au gouvernement, concernant le projet de construction d'une route entre Lévis et Montréal, sur la rive du sud du St-Laurent.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour société d'industrie laitière de la province de Québec, S. R. Q., 1909, arts 1958, &c., (3 Geo. V, chap. 20) et O. C. No 75, du 24 janvier 1891, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour école d'industrie laitière de St-Hyacinthe et travaux de la ferme, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des fabriques de produits laitiers, (5 Geo. V, chap. 31), pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à la culture des arbres fruitiers (Horticulture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas neuf mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour conférences sur l'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour expositions, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour mérite agricole provincial, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Mercredi, 13 Décembre 1916.

L'honorable sir Lomer Gouin, du comité des bills publics en général, présente le treizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

"Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants :

No 177.—Loi amendant les articles 286 et 361, 527 et 530 et abrogeant l'article 1138 du Code de Procédure Civile :

No 131.—Loi confirmant et ratifiant les règlements 48 et 50 de la ville de la Pointe aux Trembles, et amendant l'article 5789a, des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte pour la ville par l'article 30 de la loi 6 George V, chapitre 53 ;

No 135.—Loi constituant en corporation "*The Guarantee Title and Contract Company*;"

No 139.—Loi amendant la charte de l'Union Nationale Française et de refuge.

Le bill No 134.—Loi amendant la loi 4 Georges V, chapitre 31, concernant la municipalité scolaire de Notre-Dame de Grâces Ouest, est rejeté ;

Le bill No 171.—Loi modifiant l'art. 1627 des Statuts refondus, 1909, est rapporté à la Chambre."

Ordonné que l'honorable M. Caron ait la permission de présenter un bill (No 44) intitulé: "Loi relative au régime des eaux dans la province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Perrault ait la permission de présenter un bill (No 181) intitulé: "Loi modifiant l'article 6252 des Statuts refondus, 1909, au sujet des compagnies de télégraphe électrique".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Perrault ait la permission de présenter un bill (No 182) intitulé: "Loi modifiant l'article 7233 des Statuts refondus, 1909, au sujet des clubs de récréation".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Robert (Rouville), ait la permission de présenter un bill (No 179) intitulé: "Loi modifiant l'article 5044 des Statuts refondus, 1909, concernant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend la discussion de l'amendement proposé par M. Grégoire, le mercredi 6 décembre courant, sur la motion: "que le bill No 170.—Loi modifiant l'article 4524 des Statuts refondus, 1909, au sujet du barreau de la province de Québec, soit maintenant lu une deuxième fois"; lequel amendement se lit ainsi qu'il suit: "Que la motion en délibération soit amendée en en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois".

Et la motion d'amendement étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

*MM. Ashby,
Beaudry,
Caron (Îles de la Madeleine),
Caron (Matane),
Cédilot,
D'Auteuil,
Décarie,
Delisle,
Dorris,
Farand,
Fortier,
Francoeur,
Godbout,
Grégoire,
Lapierre,
Leclerc,
Létourneau (Québec-Est),*

*MM. Lévesque,
Paquet,
Parrot,
Pilon,
Robert (Rouville),
Robert (St-Jean),
Robillard,
Roy,
Sauvé,
Séguin,
Simard,
Stein,
Tanguay,
Taschereau,
Tessier (Trois-Rivières),
Trahan,
Turcotte. — 34.*

CONTRE:

*MM. Bercovitch,
Bissonnet,
Bordeleau,
Bouchard,
Bugeaud,
Bullock,
Cannon (Dorchester),*

*Lemieux,
Létourneau (Mont.-Hoch.)
Madden,
Mayrand,
Mercier,
Ouellette,
Perrault,*

Cannon (Québec-Centre),
David,
Désaulniers,
Finnie,
Gault,
Gendron,
Gouin,
Hodgins,
LaFerté,
Lafontaine,

Philps,
Reed,
Scott,
Tessier (Rimouski),
Thériault,
Therrien,
Tourville,
Turcot,
Vilas.—33.

La motion d'amendement est ainsi adoptée et il est:—
Ordonné que le bill soit lu une deuxième fois dans six mois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier d'un projet de résolutions concernant le bill (No 33) intitulé: "Loi refondant et revisant la loi de la chasse de Québec".

L'honorable M. Mercier propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Mercier informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* que nulle personne ne pourra chasser l'original, le caribou ou le chevreuil si elle n'est porteur d'un permis spécial émis par le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries ou par toute personne par lui autorisée, et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra établir un tarif pour le paiement des honoraires de ce permis.

2. *Résolu* que la disposition de la résolution précédente ne s'appliquera pas aux personnes domiciliées dans la province et sujets britanniques, qui chassent les animaux y mentionnés pour leur subsistance et celle de leurs familles, et qui ne feront aucun commerce quelconque de ce gibier ou partie d'icelui, mais que cependant, si ces personnes veulent faire transporter ce gibier ou partie d'icelui par les rouliers publics, elles devront se munir du permis spécial mentionné dans ladite résolution.

3. *Résolu* que le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries pourra, en tout temps, offrir une récompense qui ne devra pas excéder cent piastres, à toute personne qui donnera des informations suffisantes pour prouver la culpabilité d'une personne qui a commis une infraction contre une des dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

4. *Résolu* que sur réception de la déclaration mentionnée dans l'article 2347 de la loi qui accompagne les présentes résolutions et paiement d'une somme de \$10.00, pour les personnes domiciliées dans la

province, et de \$50.00 pour les non-domiciliées, le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries pourra émettre un permis autorisant la personne ou association de personnes ou agent, à chasser, à faire chasser, acheter ou faire acheter, prendre ou faire prendre les animaux à fourrure ou quelque partie d'iceux sur le territoire de cette province, le tout conformément à la loi.

5. *Résolu* que le permis sera renouvelable chaque année, qu'il ne sera pas transférable, et que dans le cas de perte ou de destruction, il devra être renouvelé.

6. *Résolu* que les dispositions des résolutions 4 et 5 ne s'appliqueront pas au chasseur ou trappeur qui fera la chasse lui-même, pourvu que ledit chasseur ou trappeur soit domicilié et résidant dans la province de Québec et soit sujet britannique, et qu'il vende ses fourrures à une personne domiciliée dans cette province; mais que, s'il désire vendre en dehors de la province, il sera tenu de se conformer aux dispositions se rapportant aux commerçants de fourrures.

7. *Résolu* que le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, pourra accorder des permis à ceux qui prendront, pendant la saison permise, des animaux protégés par la loi qui accompagne les présentes résolutions, pour les garder vivants, excepté les animaux pris en vertu de l'article 2317, tel que contenu dans la loi qui accompagne les présentes résolutions et que ce permis sera annuel et devra être renouvelé, à son expiration, sur paiement de l'honoraire fixé par ledit ministre.

8. *Résolu* que le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries pourra émettre un permis à toute personne qui recevra des fourrures ou peaux pour tanner, épiler, éjarder, écharner, piquer, repasser, teindre, ou faire toute autre opération servant à préparer la pelleterie, sur paiement d'un honoraire de \$1.00, et que ce permis sera renouvelable chaque année sur paiement du même honoraire et que tout porteur d'un tel permis devra, le ou avant le 1er décembre, faire rapport du nombre et de l'espèce des animaux ou partie d'iceux protégés par la loi qui accompagne les présentes résolutions, et qu'il a eus à traiter suivant son art, ainsi que le nom et l'adresse des personnes qui lui ont confié ces animaux ou partie d'iceux.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill (No 33) intitulé: "Loi refondant et revisant la loi de la chasse de Québec".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 33) intitulé: "Loi refondant et revisant la loi de la chasse de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier.

A six heures, M. l'Orateur reprend le fauteuil et suspend la séance.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 128) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 102) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Louis-Herménégilde Hébert".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 137) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité d'Outremont."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 138) intitulé: "Loi annexant le territoire de la municipalité de Notre-Dame de la Victoire à celui de la cité de Lévis."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

La Chambre continue, en comité plénier, l'étude du bill (No 33) intitulé: "Loi refondant et revisant la loi de la chasse de Québec."

M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Caron, secondé par l'honorable M. Tessier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill No 44, intitulé: "Loi relative au régime des eaux dans la province de Québec."

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 43) intitulé: "Loi relative à un certain pont dans le comté de l'Assomption."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution concernant le bill (No 40) intitulé: "Loi modifiant la loi 6 George V, chapitre 2, relativement à la Commission des chemins à barrières de la rive nord, à Québec."

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu que les commissaires nommés en vertu de la loi 6 George V, chapitre 2, pourront recevoir une rémunération, en vertu de la loi qui accompagne la présente résolution, pour le montant et aux conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil croira équitables et que cette

rémunération sera payable par la Commission des chemins de Québec à même ses fonds généraux.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé de l'étude du bill (No 40) intitulé: "Loi modifiant la loi 6 George V, chapitre 2, relativement à la Commission des chemins à barrières de la rive nord, à Québec."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 40) intitulé: "Loi modifiant la loi 6 George V, chapitre 2, relativement à la Commission des chemins à barrières de la rive nord, à Québec."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions concernant le bill (No 22) intitulé: "Loi relative à l'entretien des routes provinciales et de certains chemins municipaux."

L'honorable M. Tessier propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Tessier informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que, à même les sommes mises à sa disposition, chaque année, par la Législature, pour l'amélioration et l'entretien des chemins, le ministre de la voirie pourra, en tout temps, faire exécuter, suivant le mode qu'il jugera convenable, les travaux nécessaires pour l'amélioration et l'entretien des routes provinciales, et qu'il pourra aussi déterminer le montant de la contribution exigible des municipalités traversées par ces

routes pour les travaux ainsi exécutés, pourvu que cette contribution n'excède pas, pour chaque municipalité, 50% du coût des travaux faits dans ses limites; que cette contribution pourra être recouvrée par le trésorier de la province, par action en son nom, dès que le ministre de la voirie en aura déterminé le montant, et que le certificat du ministre sera final et établira indiscutablement l'exigibilité de la dette contre la municipalité désignée.

Résolu, 2.—Que, à même les sommes mises à sa disposition, chaque année, par la Législature, pour l'amélioration et l'entretien des chemins, le ministre de la voirie pourra, chaque année, accorder à toute municipalité rurale, locale, ou de village, ou de comté une subvention n'excédant pas 50% des dépenses faites par cette municipalité, pour l'amélioration, la réparation et l'entretien de ses chemins gravelés, ou empierrés, ou macadamisés, ou construits d'une façon considérée permanente, pourvu que ces travaux d'amélioration, de réparation et d'entretien aient été faits en conformité des dispositions des sections 4 et 5 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, et pourvu que telle subvention ne dépasse pas, chaque année, la somme de \$400.00.

Résolu, 3.—Que, de plus, le ministre de la voirie pourra prescrire qu'une partie des dépenses à faire par une municipalité, pour avoir droit à une subvention autorisée par l'un des articles 2012, 2014, 2015, 2016, ou 2019 des Statuts refondus, 1909, tels qu'édictees par la loi 1 George V (2e session), chapitre 21, et amendés par les lois 2 George V, chapitre 21, section 1, et 4 George V, chapitre 18, section 8, sera appliquée aux travaux énumérés dans la résolution précédente.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que les résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill (No 22) intitulé: "Loi relative à l'entretien des routes provinciales et de certains chemins municipaux."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 22) intitulé: "Loi relative à l'entretien des routes provinciales et de certains chemins municipaux."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 39) intitulé: "Loi rendant applicable la loi 5 George V, chapitre 60, aux aspirants à l'étude du droit, aux aspirants à l'étude du notariat et aux aspirants à l'étude et à la pratique de l'art dentaire en service actif dans les troupes de Sa Majesté."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions concernant le bill No 42 intitulé: "Loi amendement les Statuts refondus, 1909, concernant la taxe sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations".

L'honorable M. Mitchell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Mitchell informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu que lorsqu'il s'agit d'actions qui n'ont pas de valeur au pair fixe, le montant d'argent qui doit être payé ou de timbres qui doivent être apposés en vertu de la loi concernant la taxe sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations sera de deux centins pour chaque action, sauf si la valeur de ces actions sur le marché dépasse cent piastres, et alors le montant devra être de deux centins pour chaque cent piastres, ou fraction de cent piastres de telle valeur sur le marché.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill No 42 Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant la taxe sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 42) intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant la taxe sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 33) intitulé: "Loi refondant et revisant la loi de la chasse de Québec."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus comme suit:

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 20, intitulé: "Loi amendant la loi des assurances de Québec concernant l'assurance funéraire";

Bill No 55, intitulé: "Loi constituant en corporation "The Grand Lake Railway and Transportation Company";

Bill No 84, intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation le village de Bagotville en une municipalité séparée";

Bill No 85, intitulé: "Loi amendant la charte de "The Eastern Townships Telephone Company";

Bill No 91, intitulé: "Loi constituant en corporation la Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal";

Bill No 110, intitulé: "Loi constituant en corporation "The Grenville, Harrington and Northern Railway Company".

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 67, intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie de Montréal";

Bill No 116, intitulé: "Loi amendant la loi concernant la construction d'une église dans la paroisse de Saint-Arsène de Montréal";

Bill No 124, intitulé: "Loi augmentant le pouvoir d'emprunt de la corporation du village du canton de Chambly".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 67) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie de Montréal"; et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 116) intitulé: "Loi amendant la loi concernant la construction d'une église dans la paroisse de Saint-Arsène de Montréal"; et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 124) intitulé: "Loi augmentant le pouvoir d'emprunt de la corporation du village du canton de Chambly", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur la motion de M. Roy, secondé par M. Parrot, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de la correspondance échangée entre le département des travaux publics et du travail et toute personne au sujet du travail du dimanche, depuis la dernière session.

Question par M. Sauvé.—1. Les employés du gouvernement qui sont en service militaire actif, temporairement ou permanemment, depuis la déclaration de la guerre ou à la suite, ont-ils reçu du gouvernement leur traitement régulier et intégral?

2. Dans l'affirmative, est-il vrai que le gouvernement n'entend plus accorder leur traitement régulier, même à ceux qui sont au front?

Réponse par l'honorable M. Décarie:

1. Oui, jusqu'au premier août 1916.

2. A partir de cette date les rémunérations qu'ils reçoivent pour les fins du service militaire sont appliquées en diminution du traitement qu'ils reçoivent pour les fins du service civil en cette province.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Jeudi, 14 Décembre 1916.

M. Francœur, du comité des bills privés en général, présente le quinzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

No 94.—Loi constituant en corporation "The St. Maurice Lumber Company";

No 132.—Loi concernant le village de Granby et l'érigeant en cité sous le nom de "cité de Granby".

L'honorable M. Taschereau, président (pro tem.) du comité des bills publics en général, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements les bills suivants:

No 87.—Loi concernant l'érection dans cette province de paroisses et missions de l'église catholique grecque ruthène en communion avec Rome;

No 136.—Loi constituant en corporation "The Southern Canada Power Company;"

No 30.—Loi amendant le Code Civil, relativement aux privilèges des ouvriers, constructeurs ou autres personnes."

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 47) intitulé: "Loi relative au rachat des droits de péage sur la route de St-Constant et Laprairie."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu comme suit :

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants :

Bill No 59, intitulé : "Loi amendant la charte de la ville de Roxboro ;

Bill No 69, intitulé : "Loi amendant la charte de la "Bankers' Trust Company."

Question par M. Sauvé.—1. Combien de grandes routes dites nationales ont été construites par le gouvernement ?

2. Combien chacune a-t-elle coûté à la province ?

3. Quel montant a-t-il dépensé chaque année pour réparation ou entretien de chacune d'elles ?

4. Quelles sont celles qui sont actuellement en construction ?

5. Combien de milles ont été faits cette année et à quel prix le mille ?

Réponse par l'honorable M. Tessier :

1. Cinq routes provinciales :

- a. Route Edouard VII.
- b. " Montréal-Québec.
- c. " Sherbrooke-Derby-Line.
- d. " Lévis-Jackman.
- e. " Chambly.

2. A la date du 5 décembre 1916 :

a. Route Edouard VII.....	\$ 797,320.85
b. " Montréal-Québec.....	3,247,184.14
c. " Sherbrooke-Derby-Line. . . .	447,408.54
d. " Lévis-Jackman	604,412.75
e. " Chambly	112,169.86

3. Exercice 1914-1915 :

Route Lévis-Jackman.	746.75
------------------------------	--------

Exercice 1915-1916 :

Route Lévis-Jackman	2,657.74
" Edouard VII	15,513.94
" Sherbrooke-Derby-Line. . . .	534.34
" Montréal-Québec	7.40

Exercice 1916-1917 :

Route Lévis-Jackman	2,196.48
" Edouard VII	1,447.91
" Sherbrooke-Derby-Line	4,568.70
" Chambly	2,889.56
" Montréal-Québec	214.58

4. a. Route Montréal-Québec :

Cette route est pratiquement terminée sauf quelques centaines de pieds dans la ville de Louiseville.

b. Route Lévis-Jackman :

La route Lévis-Jackman est terminée sauf quelques détails de construction qui seront complétés au printemps prochain.

5. Route Montréal-Québec :

a. 26.31 milles.

b. \$14,020.00.

Route Lévis-Jackman :

a. 9.37 milles.

b. \$8,621.89.

Question par M. Sauvé.—1. Quels montants étaient dûs aux municipalités le 30 juin dernier et qui ont été payés depuis pour des chemins faits en vertu de la loi des Bons Chemins 1912?

2. Quels sont les montants qui n'ont pas encore été payés?

Réponse par l'honorable M. Tessier :

1. \$400.00, St-Charles-de-Grondines paroisse. \$1,000.00, Amiante village.

2. Aucun.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 46) intitulé: "Loi relative à l'interprétation du Code municipal".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 35) intitulé: "Loi amendant la loi de l'instruction publique".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.
Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 178) intitulé: "Loi modifiant de nouveau l'article 5645 des Statuts refondus, 1909, concernant la loi des cités et villes".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement,

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 177) intitulé: "Loi amendant les articles 286 et 361, 527 et 530 et abrogeant l'article 1138 du Code de procédure civile".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 180) intitulé: "Loi modifiant la loi 6 George V, chapitre 4".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 181) intitulé: "Loi modifiant l'article 6252 des Statuts refondus, 1909, au sujet des compagnies de télégraphe électrique".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 182) intitulé: "Loi modifiant l'article 7233 des Statuts refondus, 1909, au sujet des clubs de récréation".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 131) intitulé: "Loi confirmant et ratifiant les règlements 48 et 50 de la ville de la Pointe-aux-Trembles et amendant l'article 5789a des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte pour la ville par l'article 30 de la loi 6 Georges V, chapitre 53".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 179) intitulé: "Loi modifiant l'article 5044 des Statuts refondus, 1909, concernant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 171) intitulé: "Loi modifiant l'article 1627 des Statuts refondus, 1909".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 139) intitulé: "Loi amendant la charte de l'Union nationale française et de refuge".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus comme suit:

“Le Conseil législatif informe l’Assemblée législative qu’il a voté, avec certains amendements qu’il la prie d’agréer, les bills suivants:

Bill No 93, intitulé: “Loi amendant la charte de la ville Laval-des-Rapides”;

Bill No 125, intitulé: “Loi ratifiant un contrat entre la “Back River Power Company” et la ville du Sault-au-Récollet;

Bill No 111, intitulé: Loi amendant la charte de la cité des Trois-Rivières;

Bill No 115, intitulé: Loi concernant la construction d’une église et d’un presbytère dans la paroisse du Très-Saint-Rédempteur de Montréal;

Bill No 99, intitulé: Loi amendant la charte de la ville de Magog;

Bill (No 109) intitulé: Loi concernant la construction d’une église et d’une sacristie en la paroisse de Saint-Jacques de l’Achigan;

Bill No 107, intitulé: Loi amendant la charte de la ville Pointe-Claire;

Bill No 96, intitulé: Loi concernant la succession de Jean de la Croix Joseph Comte.”

“Le Conseil législatif informe l’Assemblée législative qu’il a voté, avec certains amendements qu’il la prie d’agréer, les bills suivants:

Bill No 57, intitulé: Loi autorisant le barreau de la province de Québec à antidater l’admission à l’étude de monsieur Roméo Gingras:

Bill No 92, intitulé: Loi constituant en corporation l’Association Catholique de la jeunesse canadienne française;

Bill No 56, intitulé: Loi amendant la charte de la cité de Sherbrooke;

Bill No 86, intitulé: Loi autorisant le bureau des commissaires d’écoles protestants de la cité de Sherbrooke à faire un emprunt additionnel.”

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 93) intitulé: “Loi amendant la charte de la ville Laval-des-Rapides” et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 125) intitulé: “Loi ratifiant un contrat entre la *Back River Power Company* et la ville du Sault-au-Récollet,” et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 111) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité des Trois-Rivières," et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 115) intitulé: "Loi concernant la construction d'une église et d'un presbytère dans la paroisse du Très-Saint-Rédempteur de Montréal", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 99) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Magog", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 109) intitulé: "Loi concernant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 107) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Pointe-Claire", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 96) intitulé: "Loi concernant la succession de Jean de la Croix-Joseph Comte", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 57) intitulé: "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à antidater l'admission à l'étude de monsieur Roméo Gingras", et lesdits amendements sont lus une première et ne seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 92) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 56) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Sherbrooke", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 86) intitulé: "Loi autorisant le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke à faire un emprunt additionnel", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, et siège ainsi durant quelque temps, puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen de la résolution qui lui a été soumise et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Sur la motion de l'honorable sir Lomer Gouin, secondé par l'honorable M. Taschereau, il est—

Résolu que lorsqu'elle s'ajournera demain, la Chambre se trouve ajournée à midi, samedi, le 16 courant, que, mardi, le 19 courant, la Chambre tiendra deux séances: la première, de trois à six heures du soir, et la seconde, de huit heures et quart du soir jusqu'à ajournement; que, à partir du 20 courant, la Chambre tienne trois séances tous les jours:

la première, de dix heures et demie du matin à midi et demi de l'après-midi, la deuxième, de trois heures à six heures du soir et la troisième, de huit heures et quart du soir jusqu'à ajournement et que, à chaque séance, à partir du mardi prochain, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions de l'article 111 du règlement relatives aux séances du mardi et du jeudi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Vendredi, 15 Décembre 1916.

L'honorable M. Taschereau, président (*pro tem.*) du comité des bills publics en général, présente le quinzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements les bills suivants:

No 141.—Loi constituant en corporation l'Institut des Frères de St-Vincent de Paul de Montréal;

No 140.—Loi amendant la charte de la municipalité du village de Courville, dans le comté de Québec, et décrétant son érection en ville;

No 180.—Loi modifiant la loi 6 George V, chapitre 4.

Ordonné que M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) ait la permission de présenter un bill (No 183) intitulé: "Loi amendant la loi des cités et villes relativement aux voies et places publiques."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 48) intitulé: "Loi amendant la loi 2 George V, chapitre 2, relativement aux ponts et chemins de péage dans la province."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 96) intitulé: "Loi concernant la succession de Jean de la Croix-Joseph Comte".

Résolu que cette Chambre adopte lesdits amendements.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 109) intitulé: "Loi concernant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan".

Résolu que cette Chambre adopte lesdits amendements.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 135) intitulé: "Loi constituant en corporation *The Guarantee Title and Contract Company*".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 94) intitulé: "Loi constituant en corporation *The Saint-Maurice Lumber Company*".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 53, intitulé: "Loi concernant le *National Jockey Club Limited*";

Bill No 68, intitulé: "Loi amendant la charte de la *Scottish Trust Company*";

Bill No 121, intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William Montgomery au nombre de ses membres après examen";

Bill No 118, intitulé: "Loi autorisant le Collège des Chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres Joseph-Orphir-Emile Brunet";

Bill No 114, intitulé: "Loi amendant la charte de *The Montreal General Hospital*".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 132) intitulé: "Loi concernant le village de Granby et l'érigeant en cité sous le nom de "cité de Granby".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill (No 98) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Montréal au sujet de l'Hôpital Sainte-Justine."

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions concernant le bill (No 12) intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, relativement aux droits sur les successions."

L'honorable M. Mitchell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Mitchell informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* que, quand il sera démontré, à la satisfaction du trésorier de la province, que, dans quelque partie des possessions britanniques, autre que la province de Québec, ou dans quelque pays étranger, des droits successoraux quelconques sont payés à raison de biens qui sont aussi sujets à des droits successoraux en vertu des lois de cette province, il lui sera alors loisible d'accorder, pour les droits ainsi payés, une diminution sur les droits payables en cette province concernant les mêmes biens et que, toutefois, cette diminution ne pourra être accordée que si le lieutenant-gouverneur en conseil a rendu applicables à cette possession britannique ou à ce pays étranger, les dispositions de la présente résolution, après entente préalable afin d'obtenir un traitement semblable de telle possession britannique ou pays étranger applicable à la province de Québec.

2. *Résolu* qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de modifier ou d'abroger tout arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions contenues dans la résolution précédente.

3. *Résolu* que l'article 1375 des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 9, section 1, soit amendé de façon que les droits imposés sur le bien transmis soient les suivants en ligne collatérale:

- a. Si le successeur est frère, sœur ou descendant du frère ou de la sœur du défunt :

S'il n'excède pas cinquante mille piastres.....	5½%
S'il excède cinquante mille piastres, mais n'excède pas cent mille piastres.....	9%
S'il excède cent mille piastres.....	11%

- b. Si le successeur est frère ou sœur, ou descendant du frère ou de la sœur, du père ou de la mère du défunt :

S'il n'excède pas cinquante mille piastres.....	6½%
S'il excède cinquante mille piastres, mais n'excède pas cent mille piastres.....	10%
S'il excède cent mille piastres.....	12½%

- c. Succession entre tous autres collatéraux appartenant au degré successible :

S'il n'excède pas cinquante mille piastres.....	9%
S'il excède cinquante mille piastres, mais n'excède pas cent mille piastres.....	12%
S'il excède cent mille piastres.....	15%

4. *Résolu* que l'article 1375 des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 9, section 1, soit amendé de façon que les droits imposés sur le bien transmis soient les suivants si le successeur n'est pas un parent :

Lorsque la valeur des biens transmis :

N'excède pas cinquante mille piastres.....	10%
Excède cinquante mille piastres, mais n'excède pas un million de piastres.....	15%
Excède un million de piastres.....	20%

5. *Résolu* que la valeur d'une partie de succession située en dehors de la province sera incluse pour les fins de la fixation des taux des droits imposés en vertu de la section vingtième du chapitre cinquième du titre quatrième des Statuts refondus, 1909.

6. *Résolu* que l'article 1387b des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 10, section 1, soit amendé de façon que les droits sur la transmission de biens mobiliers soient les suivants en ligne collatérale :

- a. Si le successeur est frère, sœur ou descendant du frère ou de la sœur du défunt :

Si le bien transmis n'excède pas cinquante mille piastres..	5½%
S'il excède cinquante mille piastres mais n'excède pas cent mille piastres.....	9%
S'il excède cent mille piastres.....	11%
b. Si le successeur est frère ou sœur, ou descendant du frère ou de la sœur, du père ou de la mère du défunt:	
S'il n'excède pas cinquante mille piastres.....	6½%
S'il excède cinquante mille piastres, mais n'excède pas cent mille piastres.....	10%
S'il excède cent mille piastres.....	12½%
c. Succession entre tous autres collatéraux appartenant au degré successible:	
S'il n'excède pas cinquante mille piastres.....	9%
S'il excède cinquante mille piastres, mais n'excède pas cent mille piastres.....	12%
S'il excède cent mille piastres.....	15%

7. *Résolu* que l'article 1387b des Statuts refondus, 1909, tel qu'édic-
té par la loi 4 George V, chapitre 10, section 1, soit amendé de façon que
les droits soient les suivants si le successeur n'est pas un parent:

Lorsque la valeur des biens transmis:

N'excède pas cinquante mille piastres.....	10%
Excède cinquante mille piastres, mais n'excède pas un million de piastres.....	15%
Excède un million de piastres.....	20%

8. *Résolu* que la valeur des biens mobiliers et immobiliers situés
dans la province sera incluse, pour les fins de la fixation des taux des
droits imposés en vertu de la section vingtième a du chapitre cinquième
du titre quatrième des Statuts refondus, 1909.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président
du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adop-
tées.

Ordonné que les dites résolutions soient renvoyées au comité plénier
chargé de l'étude du bill No 12.—Loi amendant les Statuts refondus,
1909, relativement aux droits sur les successions.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 12) intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, relativement aux droits sur les successions."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, deuxième lecture du bill (No 30) intitulé: "Loi amendant le Code civil relativement aux privilèges des ouvriers, constructeurs [ou autres personnes]."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants, pour lesquels il demande l'agrément de l'Assemblée législative."

Bill No "B", intitulé: Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les architectes;

Bill No "C", intitulé: Loi modifiant le code de procédure civile et les Statuts refondus, 1909, relativement à certaines représentations théâtrales."

Sur la motion de M. Beaudry, il est—

Ordonné que le bill "B", intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les architectes," soit lu une première fois.

En conséquence, ce bill est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Beaudry, il est—

Ordonné que le bill "C", intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile et les Statuts refondus, 1909, relativement à certaines représentations théâtrales", soit lu une première fois.

En conséquence, ce bill est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'émigration, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit :

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants :

Bill No 104, intitulé : "Loi amendant la charte de la ville de Saint-Jean et constituant cette dernière en corporation de cité ;"

Bill No 133, intitulé : "Loi amendant la loi 5 George V, chapitre 161 section 1, concernant la succession de feu James McCreedy ;"

Bill No 64, intitulé : "Loi amendant la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph de St-Hyacinthe."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 104) intitulé : "Loi amendant la charte de la ville de Saint-Jean et constituant cette dernière en corporation de cité", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 133) intitulé: "Loi amendant la loi 5 George V, chapitre 161, section 1, concernant la succession de feu James McCready," et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 64) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph de St-Hyacinthe", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Samedi, 16 Décembre 1916.

Midi.

M. Francœur, du comité des bills privés en général, présente le seizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements les bills suivants:

No 100.—Loi amendant la charte de la cité de Montréal;

No 89.—Loi amendant la charte de la cité de Maisonneuve;

No 108.—Loi autorisant la cité de Montréal à indemniser ou exproprier certains propriétaires du quartier Hochelaga".

Ordonné que l'honorable sir Lomer Gouin ait la permission de présenter un bill (No 9) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Cour supérieure".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Décarie, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill (No 48) intitulé: "Loi amendant la loi 2 George V, chapitre 2, relativement aux ponts et chemins de péage dans la province.

Sur la motion de l'honorable M. Mitchell, secondé par l'honorable M. Décarie, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill (No 41) intitulé: "Loi autorisant une souscription d'un million de piastres au Fonds patriotique canadien".

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen de la résolution qui lui a été soumise et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 87) intitulé: "Loi concernant l'érection dans cette province de paroisses et missions de l'église catholique grecque ruthène en communion avec Rome".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 140) intitulé: "Loi amendant la charte de la municipalité du village de Courville, dans le comté de Québec, et décrétant son érection en ville".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 141) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut des Frères de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 180) intitulé: "Loi modifiant la loi 6 George V, chapitre 4".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Lévesque, secondé par M. Francœur, il est—

Ordonné que le bill 131.—Loi confirmant et ratifiant les règlements 48 et 50 de la ville de la Pointe-aux-Trembles et amendant l'article 5789a des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte pour la ville par l'article 30 de la loi 6 George V, chapitre 53, soit réinscrit sur le feuillet pour être étudié en comité plénier.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 136) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Southern Canada Power Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 99) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Magog".

Résolu que cette Chambre adopte lesdits amendements.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur la motion de l'honorable sir Lomer Gouin, secondé par l'honorable M. Taschereau, il est—

Ordonné que le bill 100.—Loi amendant la charte de la cité de Montréal, soit réimprimé.

Sur la motion de l'honorable sir Lomer Gouin, secondé par l'honorable M. Taschereau, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi, prochain, huit heures et quart du soir.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Lundi, 18 Décembre 1916.

Huit heures et quart du soir.

Ordonné que l'honorable M. Décarie ait la permission de présenter un bill (No 45) intitulé: "Loi amendant la loi d'hygiène publique de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Décarie ait la permission de présenter un bill (No 160) intitulé: "Loi pour détacher de la paroisse de St-Joachim, dans le comté de Montmorency, certains immeubles pour former la paroisse de St-Louis-de-Gonzague du Cap Tourmente".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 161) intitulé: "Loi amendant la loi 2 George V, chapitre 5".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Caron ait la permission de présenter un bill (No 49) intitulé: "Loi accordant certains pouvoirs à la commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Jacques-Cartier".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Caron ait la permission de présenter un bill (No 50) intitulé: "Loi accordant certains pouvoirs à la commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Sainte-Anne".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Mitchell ait la permission de présenter un bill (No 15) intitulé: "Loi amendant la loi des bons chemins, 1912".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Mitchell ait la permission de présenter un bill (No 34) intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable sir Lomer Gouin ait la permission de présenter un bill (No 162) intitulé: "Loi relative à l'organisation, pour fins municipales, judiciaires et d'enregistrement, de certains territoires desservis par le chemin de fer national transcontinental".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Turcotte.—1. Combien y a-t-il eu de demandes de cancellation de lot pour le rang 1, canton Blais, depuis mai 1915?
2. Combien de lots ont été annulés?

Réponse par l'honorable M. Caron.—1. 16.

2. 16.

Sur la motion de M. Turcotte, secondé par M. Sauvé, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Etat indiquant:—1. Combien de lots ont été concédés dans le rang deux, canton Blais, depuis mai 1912.

2. A qui ces lots ont été concédés.

3. Si ces personnes avaient fourni les affidavits requis.

4. Si des demandes de concession ont été refusées dans le même rang depuis cette date.

5. A qui, pour quels lots et pourquoi, dans chaque cas, ces demandes ont été refusées.

L'honorable M. Décarie dépose sur le bureau de la Chambre, en réponse à un ordre de la Chambre en date de ce jour:

Etat indiquant: 1. Combien de lots ont été concédés dans le rang deux, canton Blais, depuis mai 1912.

2. A qui ces lots ont-ils été concédés.

3. Si ces personnes avaient fourni les affidavits requis.

4. Si des demandes de concession ont été refusées dans le même rang depuis cette date.

5. A qui, pour quels lots et pourquoi, dans chaque cas, ces demandes ont été refusées. (*Document de la session No 33.*)

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 104) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Saint-Jean et constituant cette dernière en corporation de cité".

Résolu que cette Chambre adopte lesdits amendements.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 89) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Maisonneuve".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 108) intitulé: "Loi autorisant la cité de Montréal à indemniser ou exproprier certains propriétaires du quartier Hochelaga".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 82) intitulé: "Loi amendant la charte de la corporation des juifs espagnols et portugais, *Shearith Israel*, de Montréal".

Résolu que cette Chambre adopte lesdits amendements.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 100) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 131) intitulé: "Loi confirmant et ratifiant les règlements 48 et 50 de la ville de la Pointe-aux-Trembles et amendant l'article 5789a des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte pour la ville par l'article 30 de la loi 6 George V, chapitre 53".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 183) intitulé: "Loi amendant la loi des cités et villes relativement aux voies et places publiques";

Bill "B" du Conseil législatif.—"Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les architectes";

Bill "C" du Conseil législatif.—"Loi modifiant le Code de procédure civile et les Statuts refondus, 1909, relativement à certaines représentations théâtrales".

Sur la motion de l'honorable M. Caron, secondé par l'honorable M. Tessier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill No 49, intitulé: "Loi accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Jacques-Cartier".

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill No 50, intitulé: "Loi accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Sainte-Anne".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution concernant le bill No 161, intitulé: "Loi amendant la loi 2 George V, chapitre 5".

Sur la motion de l'honorable M. Mitchell, secondé par l'honorable M. Décarie, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill No 15, intitulé: "Loi amendant la loi des bons chemins 1912".

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill No 34, intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées."

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions concernant le bill No 41, intitulé: "Loi autorisant une souscription d'un million de piastres au Fonds patriotique canadien."

L'honorable M. Mitchell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Mitchell informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

ATTENDU qu'il est convenable d'autoriser le gouvernement de la province de Québec à souscrire la somme d'un million de piastres au Fonds patriotique canadien—dont le but est d'aider, en cas de besoin, les femmes, enfants et parents dépendant des officiers et soldats résidents du Canada, qui, durant la présente guerre, peuvent être en service actif, dans les forces navales et militaires de l'Empire britannique et des alliés de la Grande-Bretagne—et à pourvoir à l'émission d'un emprunt pour le même montant afin de payer ladite souscription ; qu'il soit en conséquence :

1. *Résolu* qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à souscrire, pour la province, une somme d'un million de piastres au Fonds patriotique canadien dans le but d'aider, en cas de besoin, les femmes, enfants et parents dépendant des officiers et soldats résidents du Canada qui, durant la présente guerre, pourront être en service actif, dans les forces navales et militaires de l'Empire britannique et des alliés de la Grande-Bretagne.

2. *Résolu* que cette souscription pourra être payée à même le fonds consolidé du revenu ou au moyen d'un emprunt d'un million de piastres autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil et effectué conformément aux dispositions de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

3. *Résolu* que cet emprunt pourra être effectué au moyen de débentures ou de rentes inscrites émises pour tel terme n'excédant pas quinze années, à tel taux d'intérêt n'excédant pas cinq pour cent par année, payables, en principal et intérêt, à telle époque et à tel endroit et faites en telle forme et pour tel montant que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra déterminer.

4. *Résolu* que les débentures ou rentes inscrites émises sous l'autorité de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions ne seront pas soumises aux droits imposés par les lois de Québec relatives à l'impôt sur les successions.

5. *Résolu* que les paiements de la souscription au Fonds patriotique canadien seront faits par le trésorier de la province, par montants et aux époques déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Mitchell ait la permission de présenter un bill (No 41) intitulé: "Loi autorisant une souscription d'un million de piastres au Fonds patriotique canadien."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit :

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant :

Bill No 16, intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs."

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions concernant le bill No 44, intitulé: "Loi relative au régime des eaux dans la province de Québec."

L'honorable M. Caron propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Caron informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre le dit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* que, après les enquêtes jugées nécessaires et faites par un ingénieur hydrauliste ou autre officier compétent, ou par la Commission des eaux courantes de Québec, sur la nature et les effets des ouvrages projetés sur les cours d'eau, tels que définis par les articles 2 et 3 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, tant au point de vue de la conservation des eaux et de l'aménagement d'un cours d'eau qu'à celui de l'altération du régime des eaux dans une région, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder l'autorisation demandée en vertu de l'article 5 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, aux termes, redevances, conditions et restrictions qu'il pourra juger convenables dans l'intérêt public, eu égard aux droits des usagers particuliers, ou refuser cette autorisation pour des motifs d'intérêt public.

2. *Résolu* que tous les ouvrages actuellement faits sur les cours d'eau, tels que définis par les articles 2 et 3 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, et tous les ouvrages futurs seront soumis à la réglementation et à la surveillance du lieutenant-gouverneur en conseil, qui pourra imposer toutes règles, conditions, restrictions et redevances qu'il trouvera justes, et ordonner les mesures nécessaires pour assurer, quand il y aura lieu, le libre écoulement des eaux ou la manière d'en disposer, ou pour faire disparaître ou modifier les ouvrages qui, dans son opinion, sont dangereux ou ont pour effet d'altérer, d'une façon nuisible, le régime de ces cours d'eau ou de modifier le niveau de leurs eaux d'une façon préjudiciable à l'intérêt public ou aux usages particuliers.

3. *Résolu* que toute indemnité qui pourra être due par suite de l'application des dispositions de l'article 8 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, sera payable à même le fonds consolidé du revenu de la province.

4. *Résolu* que le ministre des terres et forêts, s'il y a négligence ou refus d'agir de la part des intéressés, par suite de l'application de l'article 12 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, pourra ordonner que les travaux de modification ou de suppression soient faits sous le contrôle de ses officiers par les personnes qu'il nommera; que les frais seront, dans ce cas, payables à même les montants votés, de temps à autre, pour les dépenses générales du département des Terres et forêts; et que le ministre sera revêtu de tous les pouvoirs nécessaires pour en poursuivre le recouvrement devant les tribunaux de juridiction compétente; et que le certificat du ministre établira d'une façon finale le chiffre et l'exigibilité de la réclamation.

5. *Résolu* que toute concession, aliénation, ou tout bail de terres publiques bordant un cours d'eau dans le sens de la loi relative au régime des eaux dans la province de Québec, seront sujets, en faveur de la couronne, à une réserve des lits et rivages dudit cours d'eau et de trois chaînes en profondeur desdites terres, à moins d'une mention expresse au contraire contenue dans ladite concession, aliénation ou bail.

6. *Résolu* que, conformément au second alinéa de l'article 1524a des Statuts refondus 1909, (6 George V, chapitre 17, section 1), il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sujet à l'application de la loi relative au régime des eaux dans la province de Québec, d'autoriser l'emmagasinement des eaux des cours d'eau tels que définis par la loi relative au régime des eaux dans la province de Québec, mais que cette autorisation ne comportera aucun autre privilège dérogeant aux lois en vigueur.

7. *Résolu* que, à compter du (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions*), l'article 1524b des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte dans la loi qui accompagne les présentes résolutions, s'appliquera aux ventes et octrois gratuits des terres de la couronne faits à ou après cette date, et que l'article 2252 ne s'appliquera qu'aux ventes et octrois antérieurs, mais qu'il ne pourra être disposé de la réserve que conformément audit article 1524b.

8. *Résolu* que les taux fixés en vertu de l'article 25 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, de même que tous les travaux, ouvrages ou améliorations resteront toujours soumis à la réglementation du lieutenant-gouverneur en conseil qui, à cet égard, pourra faire, modifier ou abroger les règlements nécessaires pour établir les redevances payables à la couronne, en vertu de la loi relative au régime des eaux dans la province de Québec.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées

Ordonné que les dites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 44: "Loi relative au régime des eaux dans la province de Québec."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 44) intitulé: "Loi relative au régime des eaux dans la province de Québec."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions concernant le bill No 48, intitulé: "Loi amendement la loi 2 George V, chapitre 2, relativement aux ponts et chemins de péage dans la province."

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* que le délai mentionné dans la loi 2 George V, chapitre 2 section 2, pour indemniser ou contribuer à indemniser les syndicats, personnes, corporations ou compagnies qui sont propriétaires ou qui possèdent ou exploitent des ponts, chemins ou barrières de péage, ou leurs créanciers hypothécaires ou autres, ou leurs porteurs de bons, obligations ou autres titres, dans le but de rendre libres de tous péages lesdits ponts, chemins ou barrières—soit prolongé pour trois années additionnelles.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier de la Chambre chargé de l'étude du bill 48.—Loi amendant la loi 2 George V, chapitre 2, relativement aux ponts et chemins de péage dans la province.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 48) intitulé: "Loi amendant la loi 2 George V chapitre 2, relativement aux ponts et chemins de péage dans la province."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Lévesque, secondé par M. Francœur, il est—

Ordonné que le bill No 90.—Loi amendant la loi constituant en corporation la commission du Parc Maisonneuve, qui avait été renvoyé au comité des bills privés en général soit inscrit sur le feuillet pour être étudié en comité plénier.

Sur la motion de M. Létourneau (Montréal-Hochelaga), secondé par M. Lévesque, il est—

Ordonné que le bill No 131.—Loi confirmant et ratifiant les règlements 48 et 50 de la ville de la Pointe-aux-Trembles et amendant l'article 5789a des Statuts refondus 1909, tel qu'édicte par la ville par l'article 30 de la loi 6 George V, chapitre 53, soit réinscrit sur le feuillet pour être étudié en comité plénier.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Mardi, 19 Décembre 1916.

Trois heures de l'après-midi

L'honorable sir Lomer Gouin, du comité des bills publics en général, présente le seizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a décidé de rapporter sans amendement les bills suivants:

No 183.—Loi amendant la loi des cités et villes relativement aux voies et places publiques.

Bills adoptés avec amendements.

No 26.—Loi amendant l'article 232 des Statuts refondus, 1909, au sujet de l'examen et de la correction de la liste des électeurs, dans les

cités de Montréal, de Québec, de Trois-Rivières, de Sherbrooke, de Salaberry de Valleyfield et de Maisonneuve;

Bill B du Conseil législatif.—Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les architectes;

Le bill No 175.—Loi modifiant l'article 7342 des Statuts refondus, 1909, concernant les dommages à la personne, a été retiré.

Les bills suivants ont été rejetés:

Bill C du Conseil législatif.—Loi modifiant le Code de procédure civile et les Statuts refondus, 1909, relativement à certaines représentations théâtrales.

No 176.—Loi amendant l'article 5940 des Statuts refondus, 1909, concernant les enquêtes sur les affaires municipales.

No 179.—Loi modifiant l'article 5044 des Statuts refondus, 1909, concernant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec."

L'honorable M. Caron, du comité d'agriculture, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Le comité spécial permanent d'agriculture, d'immigration et colonisation a l'honneur de soumettre à votre honorable chambre son 1er rapport comme suit:

Votre comité, après avoir entendu l'opinion d'un certain nombre de personnes représentant les institutions enseignantes en agriculture, les corps publics, le commerce, l'industrie, les métiers et l'agriculture, sur les causes de la vie chère, les remèdes à y apporter, recommande aux pouvoirs, ayant l'autorité nécessaire, de prendre des mesures immédiates pour:

1. Enrayer, le plus tôt possible, la tuberculose chez les bœufs;
2. Faire inspecter régulièrement les entrepôts frigorifiques;
3. Prohiber l'exportation des engrais naturels;
4. Demander aux compagnies de chemin de fer de transporter, si possible, à des prix plus réduits que ceux actuellement existants, les machineries et les produits agricoles, les engrais naturels et artificiels ainsi que la nourriture destinée à l'élevage et à l'engraissement des animaux;
5. Trouver un moyen quelconque de se procurer, à meilleures conditions, les instruments aratoires, le blé d'Inde et autres produits similaires nécessaires à l'engraissement du bétail;
6. Conserver autant qu'il sera possible à l'agriculture toute la main d'œuvre dont elle dispose actuellement et dont elle a absolument besoin pour maintenir sa production;
7. Augmenter les subsides à l'agriculture en attribuant pour cet objet dans toutes les mesures possibles les nouvelles sources de revenus;
8. Etablir un crédit agricole afin de permettre aux cultivateurs de se procurer facilement l'argent nécessaire aux améliorations qu'on leur demande;
9. Faire une distribution plus large d'animaux de race pure en vue de l'élevage;
10. Aider, autant que possible, à l'établissement et au maintien de fabriques de conserves dans cette province.

Votre comité recommande aussi qu'il soit fait, sans délai, une campagne active d'éducation agricole afin d'engager notre population:

1. A pratiquer la plus stricte économie dans la dépense de provisions de bouche et dans le vêtement;

2. D'engager nos cultivateurs à ne pas exporter leur bétail et le surplus de leurs fourrages, mais à les utiliser pour augmenter leur troupeaux;

3. Mettre le consommateur en garde contre la consommation d'animaux trop jeunes, agneaux, volailles de toutes sortes qui sont susceptibles d'augmenter en poids avec quelques mois d'engraissement;

4. Encourager l'établissement de sociétés co-opératives afin de mettre en relations aussi directes que possible le producteur et le consommateur. Le tout humblement soumis."

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit :

Conseil Législatif, 21 novembre 1916.

"Ordonné qu'un message soit envoyé à l'Assemblée législative informant cette Chambre que le Conseil législatif consent à s'unir pour la formation d'un comité collectif des deux chambres, au sujet des impressions de la Législature, tel que demandé, et que le comité nommé pour surveiller les impressions de la Chambre, durant la présente session, est composé des honorables messieurs : Allard, Amyot, Bryson, Dubord, Garneau, Gilman, Pérodeau, Racine, Roberge, Savoie, Smith et Turgeon soit chargé d'agir au nom de cette Chambre dans le dit comité collectif.

Question par M. Sauvé.—1. Combien d'élèves diplômés des écoles d'agriculture se sont établis sur les fermes ? Dans quels endroits ?

2. Combien de ces élèves diplômés ont pris part aux concours agricoles depuis 1912 ?

3. Combien ont été médaillés ?

Réponse par l'honorable M. Caron :

1. *Collège Macdonald*.—Environ 18 élèves sur 109 qui ont fait un cours complet et obtenu leur diplôme de B. S. A., K.-M. Fiske, Florenceville, N.-B.; S.-N. Fiske, Florenceville, N.-B.; G.-C. Halliday, Sawyerville, P. Q.; L.-C. McOuat, Gérant, Stoneycroft Farm, Ste-Anne de Bellevue, P.-Q.; C. Russell, Hudson, N.-Y.; E.-U.; T.-H. Bigar, Huntingdon, P.-Q.; E.-S. Cochrane, Clarenceville, P.-Q.; O.-C. Hicks, Provinces Maritimes; R. Schafheitlin, Canning, N.-E.; W.-R. Sutton, Barnston, P.-Q.; E.-N. Blondin, Burlington, Vt. E.-U.; C.-F. Coffin, gérant, Riverside Farm, Chagrain Falls, Ont.; O.-A. Cooke, Macklin, Sask.; W.-L. McFarlane, Fox Harbour, N.-E.; A.-O. Schafheitlin, Canning, comté de Kings, N.-E.; G.-C. Boyce, Athesltan, P. Q.; L.-J.

Westbrook, Morganville, N.-Y., E.-U.; E.-L. Hodgins, gérant, Emhurst Farm, Portage-du-Fort, P. Q.

On estime que 60% de ceux qui n'ont fait que leur cours de deux ans sont retournés à la terre, mais on ne peut donner leurs adresses.

Ecole d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière:—5 sur 28 qui ont fait leur cours comp et et obtenu leur diplôme de B. S. A. Georges-Emile Fortin, St-Fabien-de-Rimouski, P. Q.; Louis-de-Gonzague Fortin, St-Fabien-de-Rimouski, P.-Q.; Jean-Bte. Roy, St-Benoit-de-Matapédia, P.-Q.; Denis Ouellet, Notre-Dame-du-Lac, Témiscouata, P.-Q.; Allyre Genest, Compton P.-Q.

Deux élèves sur trois qui n'ont fait qu'un cours de trois ans et obtenu un simple diplôme de l'école se sont livrés à la culture maraîchère à St-Cœur-de-Rimouski et à Fraserville.

Institut Agricole d'Oka:—8 sur 24 qui ont fait un cours complet et obtenu leur diplôme de B. S. A.; P. Emond, Vaudreuil, P.-Q.; J.-B. Blanchard, dans l'Ouest canadien; R.-A. Rousseau, Acton-Vale, P.-Q.; S. Simard, Baie St-Paul, P.-Q.; Téléphore Roy, Maria, Bonaventure, P.-Q.; Jean Reboul, Coaticook, P. Q.; Pierre Reboul, Coaticook, P.-Q.; Alex. Rioux, Causapsal, P.-Q..

Le cours de deux ans n'existe à l'Institut agricole d'Oka que depuis 1915.

2 et 3.—Le gouvernement l'ignore.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 47) intitulé: "Loi relative au rachat des droits de péage sur la route de St-Constant et Laprairie".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions concernant le bill No 161, intitulé: "Loi amendant la loi 2 George V, chapitre 5".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de remplacer la partie de subvention contenue dans le paragraphe e de la section 1 de la loi 2 George V, chapitre 5, et qui se rapporte à la voie ferrée de dix milles entre la Longue-Pointe et Cartierville, par une subvention de 2000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour aider la compagnie mentionnée dans ledit paragraphe à construire 16 milles de sa voie ferrée depuis Saint-Eustache ou Sainte-Dorothée, dans le comté des Deux-Montagnes, jusqu'à Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne.

2. *Résolu* que la subvention mentionnée dans la résolution No 1 restera soumise à la loi 2 George V, chapitre 5, *mutatis mutandis*, à compter de la sanction de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier de la Chambre chargé de l'étude du bill No 161, intitulé: "Loi amendant la loi 2 George V, chapitre 5".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 161) intitulé "Loi amendant la loi 2 George V, chapitre 5".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 45) intitulé: "Loi amendant la loi d'hygiène publique de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 33) intitulé: "Loi refondant et revisant la loi de la chasse de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Gault, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne depuis 1914, relativement à l'établissement d'un Crédit agricole dans cette province.

Sur la motion de M. Cédilot, secondé par M. Bordeleau, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance et de documents concernant l'augmentation de la production agricole dans la province.

Sur la motion de M. Fortier, secondé par M. Grégoire, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toutes correspondances, requêtes, documents concernant la construction de la route provinciale Montréal-Hull.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 171) intitulé: "Loi modifiant l'article 1627 des Statuts refondus, 1909".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Létourneau (Montréal-Hochelaga), secondé par M. Bouchard, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 58, intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Westmount" a été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Bissonnet, secondé par M. Petit, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 97, intitulé: "Loi relative à la ville de Coaticook" a été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais de traduction et d'impression.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 31, intitulé: "Loi amendant la loi des mines de Québec";

Bill No 80, intitulé: "Loi établissant une nouvelle division d'enregistrement à Mont-Laurier dans le comté de Labelle et divisant ce comté en deux divisions pour fins municipales et d'enregistrement";

Bill No 81, intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Hull".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 31) intitulé: "Loi amendant la loi des Mines de Québec," et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 80) intitulé: "Loi établissant une nouvelle division d'enregistrement à Mont-Laurier dans le comté de Labelle et divisant ce comté en deux divisions pour fins municipales et d'enregistrement", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 81) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Hull", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et quart du soir.

Question par M. Turcotte.—1. Combien d'argent de colonisation a été dépensé pour les routes dans chacun des cantons du Lac St-Jean, en 1912, 1913, 1914, 1915 et 1916 ?

2. Combien d'argent de colonisation dépensé pour les chemins de front dans les mêmes cantons durant les mêmes années.

3. Combien d'argent de colonisation dépensé pour drainer ou égoutter les savanes dans chacun de ces cantons et durant ces années ?

4. Est-ce l'intention du gouvernement de contribuer à ces travaux dans l'avenir ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—1. 2. 3. Voir le rapport général du Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries aux pages 64, 66, 68, 70, 72, 74, 76 pour l'année 1912;

Pour l'année 1913, voir pages, 62, 64, 66, 68, 70, 72;

Pour l'année 1914, voir pages 56, 58, 60, 62;

Pour l'année 1915, voir pages 50, 52, 54.

1916

1. *Routes*.—Montants dépensés dans chacun des cantons suivants: Taillon \$465.61; Ashuapmouchouan \$300.00; Dalmas \$650.00; Ross \$300.00. Total: \$1,715.61.

2. *Chemins de front*.—Montants dépensés dans les cantons: Pelletier \$300.00; Racine et Dolbeau \$300.00; Roberval \$150.00; Signaï \$200.00. Total: \$950.00.

3. *Travaux de drainage*.—Cantons Girard \$200.00 et Roberval \$200.00. Total \$400.00.

P. S.—Le gouvernement a aussi payé un octroi de \$250.00 pour l'entretien du chemin d'hiver sur le lac St-Jean.

4. Sous considération.

Question par M. Sauvé.—1. Est-il à la connaissance du Gouvernement que le Gouvernement du Manitoba a proscrit l'enseignement du français dans les écoles primaires de cette province ?

2. Est-il vrai que le Gouvernement se propose de soumettre à cette Chambre une résolution ayant pour objet de demander respectueusement au Gouvernement de la province du Manitoba de mettre fin à cette violation des droits acquis et reconnus de la minorité de langue française dans la province du Manitoba, ou suivant les termes de la résolution présentée par l'honorable député de Shefford (M. Bullock), le 13 janvier 1915, laquelle se lit comme suit dans les Procès-verbaux de cette date: "Cette Chambre, sans déroger aux principes de l'autonomie provinciale, et sans vouloir en aucune façon s'immiscer ni intervenir

dans les affaires des autres provinces de la Confédération, constate avec regret les divisions qui semblent exister parmi la population de la province de l'Ontario au sujet de la question des écoles bilingues, et croit qu'il est de l'intérêt du Dominion en général que toutes les questions de ce genre soient considérées à un point de vue large, généreux et patriotique, se rappelant toujours que l'un des principes fondamentaux de la liberté britannique par tout l'Empire est le respect des droits et privilège des minorités" ?

3. Dans la négative, pourquoi ?

Réponse par l'honorable sir Lomer Gouin.—1. Les règlements scolaires du Manitoba n'ont pas été portés à la connaissance du gouvernement.

2 et 3. Il semble au gouvernement que la résolution adoptée par cette chambre, l'an dernier, est un appel amical à la bienveillance de toutes les provinces du Dominion relativement aux minorités, et constitue une affirmation suffisante de l'ardent désir de la population tant anglaise que française de notre province de voir toutes les divisions qui peuvent exister parmi nous se régler à l'amiable, pour la paix et le p us grand bien de ce pays.

Question par M. Turcotte.—1. Quel a été le nombre des contraventions à la loi de chasse et de pêche dans le comté de Lac St-Jean, pendant chacune des cinq dernières années ?

2. Quel est le montant total des amendes payées dans ce comté pour ces contraventions, pendant chacune de ces années ?

3. Combien le gouvernement a-t-il perçu des amendes payées en 1916 pour ces contraventions par les cultivateurs des cantons Girard et Albanel ?

Réponse par l'honorable M. Mercier :

1. 1912	2 infractions
1913	4 "
1914	
1915	2 "
1916	29 "
2. 912	\$ 62.00
1913	39.00
1914	
1915	
1916	120.00

3. Le gouvernement n'est pas en état de dire quelle proportion des amendes perçues pendant l'année 1916 a été payée par les cultivateurs des cantons Girard et Albanel.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 183) intitulé: "Loi amendant la loi des cités et villes relativement aux voies et places publiques".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (B) du Conseil législatif, intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les architectes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 131) intitulé: "Loi confirmant et ratifiant les règlements 48 et 50 de la ville de la Pointe-aux-Trembles et amendant l'article 5789a des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte pour la ville par l'article 30 de la loi 6 George V, chapitre 53.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 49, intitulé: "Loi accordant certains pouvoirs à la commission des eaux courantes de Quebec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Jacques-Cartier".

L'honorable M. Caron propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Caron informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* que pour assurer la construction des travaux et ouvrages indiqués dans la loi qui accompagne les présentes résolutions, il sera permis au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de

la province à contracter, de temps à autre, le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires, mais que le ou les emprunts ainsi contractés ne pourront excéder la somme de cinquante mille piastres; que ce ou ces emprunts pourront être effectués au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises pour un terme n'excédant pas trente ans; et que ces obligations ou rentes inscrites seront faites dans la forme, pour un taux d'intérêt n'excédant pas cinq pour cent par année, et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et seront payables intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'endroit qu'il indiquera.

2. *Résolu* que les sections 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20 de la loi 3 George V, chapitre 6, s'appliqueront, *mutatis mutandis*, à la loi qui accompagne les présentes résolutions, comme si elles avaient été spécialement décrétées pour icelle.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill No 49, intitulé: "Loi accordant certains pouvoirs à la commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Jacques-Cartier".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 49) intitulé: "Loi accordant certains pouvoirs à la commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Jacques-Cartier".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 40, intitulé: "Loi modifiant la loi 6 George V, chapitre 2, relativement à la commission des chemins à barrières de la rive nord à Québec";

Bill No 42, intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant la taxe sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions obligations;

Bill No 43, intitulé: "Loi relative au pont de l'Assomption".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions concernant le bill No 50, intitulé: "Loi accordant certains pouvoirs à la commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Sainte-Anne."

L'honorable M. Caron propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Caron informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* que, pour assurer la construction des travaux et ouvrages indiqués dans la loi qui accompagne les présentes résolutions, il sera permis au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires, mais que le ou les emprunts ainsi contractés ne pourront excéder la somme de trente mille piastres; que ce ou ces emprunts pourront être effectués au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises pour un terme n'excédant pas trente ans; et que ces obligations ou rentes inscrites seront faites dans la forme, pour un taux d'intérêt n'excédant pas cinq pour cent par année, et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et seront payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'endroit qu'il indiquera.

2. *Résolu* que les sections 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20 de la loi 3 George V, chapitre 6, s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la loi qui accompagne les présentes résolutions comme si elles avaient été spécialement décrétées pour icelle.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill No 50,—Loi accordant certains pouvoirs à la commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Sainte-Anne.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 50) intitulé: "Loi accordant certains pouvoirs à la commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Sainte-Anne".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 160) intitulé: "Loi pour détacher de la paroisse de Saint-Joachim, dans le comté de Montmorency, certains immeubles pour former la paroisse de St-Louis-de-Gonzague du Cap Tourmente".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 41) intitulé: "Loi autorisant une souscription d'un million de piastres au Fonds patriotique canadien".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 18) intitulé: "Loi amendant la loi des licences de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 37) intitulé: "Loi concernant les écoles catholiques de Montréal".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 38) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Ecole polytechnique".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 11, intitulé: "Loi pour garantir à certains habitants des districts de Gaspé, la propriété de leurs terres";

Bill No 22, intitulé: "Loi relative à l'entretien des routes provinciales et de certains chemins municipaux".

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 52, intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Sainte-Thérèse";

Bill No 130, intitulé: "Loi constituant en corporation la congrégation des Sœurs du Saint-Enfant-Jésus";

Bill No 127, intitulé: "Loi concernant les limites de la municipalité scolaire de Cartierville".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 11), intitulé: "Loi pour garantir à certains habitants des districts de Gaspé, la propriété de leurs terres", et les dits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 22) intitulé: "Loi relative à l'entretien des routes provinciales et de certains chemins municipaux", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 52) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Sainte-Thérèse", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 130) intitulé: "Loi constituant en corporation la congrégation des Sœurs du Saint-Enfant-Jésus", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 127) intitulé: "Loi concernant les limites de la municipalité scolaire de Cartierville", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Mitchell, secondé par l'honorable M. Décarie, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 17, intitulé: "Loi amendant la loi concernant les taxes imposées sur les corporations, compagnies, sociétés, personnes, raisons sociales et associations commerciales".

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Mercredi, 20 Décembre 1916.

Dix heures et demie du matin.

Ordonné que l'honorable sir Lomer Gouin ait la permission de présenter un bill (No 164) intitulé: "Loi amendant l'article 29 des Statuts refondus, 1909".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Décarie ait la permission de présenter un bill (No 163) intitulé: "Loi amendant la loi des compagnies de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 26) intitulé: "Loi amendant l'article 232 des Statuts refondus, 1909, au sujet de l'examen et de la correction de la liste des électeurs dans les cités de Montréal, de Québec, de Trois-Rivières, de Sherbrooke, de Salaberry de Valleyfield et de Maisonneuve".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 34, intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées".

L'honorable M. Mitchell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Mitchell informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* que l'article 3713*n* des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 3 George V, chapitre 36, section 1, et amendé par les lois 4 George V, chapitre 40, section 6, et 5 George V, chapitre 58, section 1, soit amendé de nouveau de façon que le droit additionnel, lors d'un appel au Bureau de censure au complet, soit de cinq piastres s'il s'agit d'une personne faisant le commerce d'échange de films, ou un droit de vingt-cinq piastres dans le cas d'une autre personne.

2. *Résolu* que avant que le Bureau de censure puisse examiner les films ou appareils qui lui seront soumis pour approbation, la personne soumettant ces films ou appareils devra produire un reçu établissant qu'elle a payé au percepteur du revenu de la province pour le district de Montréal, sur chaque film ou appareil tel que défini par les règlements, un droit de cinq piastres s'il s'agit d'une personne faisant le commerce d'échange de films, ou un droit de vingt-cinq piastres, s'il s'agit d'une autre personne, et que les dispositions des articles 1305 et suivants des statuts refondus, 1909, seront applicables aux droits perçus en vertu de la loi relative aux vues animées.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier, chargé d'étudier le bill 34.—Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 34) intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 15, intitulé: "Loi amendant la loi des bons chemins, 1912."

L'honorable M. Mitchell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Mitchell informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* que la section 6 de la loi des bons chemins, 1912, soit amendée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, de façon que le pouvoir d'emprunt soit porté de \$15,000,000.00 à \$20,000,000.00.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé de l'étude du bill No 15, intitulé: "Loi amendant la loi des bons chemins, 1912".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 17, intitulé: "Loi amendant la loi concernant les taxes imposées sur les corporations, compagnies, sociétés, personnes, raisons sociales et associations commerciales".

L'honorable M. Mitchell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Mitchell informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'une taxe annuelle de un dixième d'un pour cent sur le montant du capital versé, sera payée par toute banque faisant des affaires de banque dans la province.

2. *Résolu* qu'une taxe annuelle de un dixième d'un pour cent sur le montant du capital versé, sera payé par toute compagnie de téléphone exploitant une ligne de téléphone dans la province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Mitchell ait la permission de présenter un bill (No 17) intitulé: "Loi amendant la loi concernant les taxes imposées sur les corporations, compagnies, sociétés, personnes, raisons sociales et associations commerciales".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 15) intitulé: "Loi amendant la loi des bons chemins, 1912".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-quatorze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les institutions catholiques en vertu de l'article 2937, S. R. Q., 1909: pour les collèges classiques, dix-neuf mille piastres; pour les écoles modèles et académiques, cinquante-cinq mille piastres; pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille deux cent quatre-vingt-deux piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les institutions protestantes en vertu de l'article 2937, S. R. Q., 1909, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université Laval, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université Laval, Montréal, (dont deux mille piastres à être payées à la Faculté de Droit), pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université McGill, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Collège Bishop, Lennoxville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour High Schools, Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Ecole Polytechnique, Montréal, en vertu de 57 Vict. c. 23, s. 17, tel qu'amendé par les lois 3 Ed. VII, ch. 17, s. 4; 7 Ed. VII, chap. 28, sec. 1; 8 Ed. VII, chap. 31, sec. 1; 9 Ed. VII, chap. 35, sec. 1, et 1 Geo. V (2e session) chap. 30, sec. 2; 3 Geo. V, chap. 26, sec. 1 et 4 Geo. V, chap. 26, sec. 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'allocation pour le maintien des Ecoles Techniques en dehors des cités de Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Institut Technique de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles Normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitement d'un inspecteur des écoles supérieures protestantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation spéciale à l'éducation protestante dans la Province, pour être appliquée tel que recommandé par une résolution du comité protestant du conseil de l'Instruction publique. Paiement sujet à un ordre en conseil, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-quatre mille huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles des sourds-muets et des aveugles: inst. cath. pour garçons, Montréal, vingt mille piastres; inst. cath. pour filles, Montréal, dix mille piastres; institut Nazareth, Montréal, mille six cents piastres; institut Mackay, Montréal, mille six cents piastres; "Montreal Association for the blind", mille six cents piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour octroi spécial aux municipalités scolaires, pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encourager l'enseignement du français par des spécialistes, dans les académies protestantes, conformément aux recommandations du comité protestant de l'Instruction publique, tel qu'approuvé par ordre en conseil, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles publiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, R. S. Q., 1909, et de l'article 2930 desdits statuts tel qu'amendé par 1 George V, (1ère session), chap. 20, sec. 3., pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs un salaire annuel d'au moins cent vingt-cinq piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des articles 2929 et 2930 S. R. Q., 1909 pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs un traitement annuel d'au moins cent cinquante piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918

20. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des articles 2929 et 2930 des S. R. Q., 1909, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs un traitement annuel d'au moins cent soixante-quinze piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des articles 2929 et 2930 des S. R. Q., 1909, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs un traitement annuel d'au moins deux cents piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

22. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté: pour les écoles dans les municipalités pauvres, vingt-quatre mille piastres; transféré de l'éducation supérieure protestante aux écoles pauvres protestantes, mille piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

23. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités scolaires de village et de la campagne qui emploient des instituteurs pour les garçons de 10 à 18 ans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

24. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'enseignement du dessin dans les écoles primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

25. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-neuf mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

26. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les instituteurs à la retraite, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

27. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le fonds de pension des instituteurs au lieu des retenues sur l'allocation de l'éducation supérieure en vertu de l'article 3012, S. R. Q., 1909, tel qu'amendé par 1 Geo. V, (2e session), chap. 27, section 2, et 2 Geo. V, chap. 24, sec. 5, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

28. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association des instituteurs protestants, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

29. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas douze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour livres à donner en prix, reliure et fournitures scolaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

30. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil de l'Instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

31. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

32. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'Instruction publique, aux conditions et de la manière fixées par le secrétaire de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

33. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Académie de Musique de Québec, 1 Geo. V, (2e session) chap. 5, sec. 1. Paiement sujet à un ordre en conseil, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

34. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour musée scolaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

35. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour rapport du surintendant, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

36. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour conférences pédagogiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

37. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour gratifications aux instituteurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

38. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités les plus méritantes sujette au rapport des inspecteurs, O. C. 759 du 2 décembre 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

39. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente et un mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement (provenant autrefois du fonds des écoles élém. \$150,000.00), pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

40. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles du soir, écoles de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

41. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le "Monument National", Montréal, sous le contrôle de "L'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal"; paiement sujet à un ordre en conseil et aux conditions de l'ordre en conseil No 187, du 29 mai 1896, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

42. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les archives Canadiennes: pour reliure et renouvellement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

43. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas seize mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil des arts et manufactures, y compris l'enseignement des beaux arts appliqué à l'industrie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

44. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Bureau des Statistiques de Québec, 3 Geo. V, chap. 16, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

45. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cent quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les asiles d'aliénés, y compris le transport de patients des prisons aux asiles et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

46. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles de réforme et d'industrie, y compris dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

47. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le bureau d'hygiène de la province de Québec, articles 3867-3982, S. R. Q., 1909, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

48. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour achat de vaccin (y compris \$500.00 pour inspection), pour Montréal et Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

49. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la *Gazette Officielle*, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

50. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour société numismatique et d'archéologie de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

51. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Dr. S. P. Robins, principal retraité de l'Ecole normale McGill, allocation annuelle en vertu de O. C. No 800, du 21 décembre 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

52. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation pour le traitement de la tuberculose, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

Bill No 79.—Loi amendant la charte de la "Shawinigan Water and Power Company".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 79) intitulé "Loi amendant la charte de la "Shawinigan Water and Power Company", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

A midi et demi, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas douze mille soixante-six piastres et neuf centins soit ouvert à Sa Majesté pour dette publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille neuf cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour juges de la Cour des sessions de la paix, Québec et Montréal, comme juges et commissaires des licences: magistrats de police, Montréal, constables et huissiers audienciers à Québec et à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas seize mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'inspection des bureaux publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent trente-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions et taxes sur les corporations commerciales, etc., S. R. Q., 1909, articles 903-1315; 1345-1359; 1374-1387, etc, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour timbres, licences, etc, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour registrateurs: traitements et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour agent en France, trait. et alloc, pour loyer du bureau, etc, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour un agent de la province, à Ottawa, traitement, comprenant toutes les dépenses de voyages et autres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour annuité à Mlle Marie Régina Drolet, par Rés. de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le barreau de la province de Québec, aide à la publication des rapports judiciaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour un officier spécial, Côte nord du St-Laurent, traitement, dépenses de voyages (O. C. No. 51 du 31 janvier 1896), pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association de tir de la province de Québec, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Royal Military College of Canada Rifle Association", pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Société de Géographie de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour un agent général de la province dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, pour dépenses de bureau en sus du montant autorisé par 8 Ed. VII, ch. 11, s. 4, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour un agent général de la province en Belgique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conservatoire Lasalle de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

20. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour paiement de l'intérêt pour un an au 30 juin 1918, 3% par année sur \$25,000, prix d'achat d'une cour à charbon à Québec, acquise pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encourager l'industrie laitière en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'au cours de la présente séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées

L'honorable M. Mitchell, trésorier provincial, communique à M. l'Orateur et M. l'Orateur lit à la Chambre le message suivant de Son Honneur le Lieutenant-gouverneur :

P.-E. LEBLANC,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1917, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement,

Québec, 20 décembre 1916.

Ordonné que le message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne, soient renvoyés au comité des subsides.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille six cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc, Assemblée législative, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux chambres de la Législature, S. R. Q., 1909, art. 164, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., bibliothèque de la Législature, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept mille sept cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes (gouvernement civil: bureau du Lieutenant-Gouverneur, deux mille piastres; conseil exécutif, quatre cents piastres; département du trésor, (bureau du revenu), deux mille piastres; département du trésor, (bureau de l'auditeur), huit cents piastres; département des travaux publics et du travail, mille piastres; département de l'Instruction publique, mille cinq cents piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'inspection des bureaux publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, comprenant le transport de patients des prisons aux asiles, et autres dépenses incidentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas treize mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de réforme et d'industrie, comprenant dépenses incidentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-treize mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour entretien, etc., des édifices publics en général: réparations à Spencer Wood, vingt-trois mille cinq cents piastres; installation et réparations des bureaux du gouvernement, Montréal, cinquante mille piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour ponts en fer, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille deux cent soixante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le palais de justice de Joliette, réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le palais de justice, Montréal, peinture de la bibliothèque, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le palais de justice, Trois-Rivières, casiers d'acier et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sociétés d'agriculture S. R. Q., 1909, art. 1851, (5 Geo. V, chap. 29, sec. 1), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des fabriques de produits laitiers, (5 Geo. V, chap. 31), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour améliorations des chemins ruraux, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier, (comprenant l'inspection et la classification des terres), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour pépinière de Berthierville, entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

20. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour pêche et chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le service d'enregistrement, (cadastre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 9) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Cour supérieure".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 164) intitulé: "Loi amendant l'article 29 des Statuts refondus, 1909".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 163) intitulé: "Loi amendant la loi des compagnies de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 26) intitulé: "Loi amendant l'article 232 des Statuts refondus, 1909, au sujet de l'examen et de la correction de la liste des électeurs dans les cités de Montréal, de Québec, de Sherbrooke, de Salaberry de Valleyfield et de Maisonneuve".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements et en a amendé le titre.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Roy, secondé par M. Lapierre, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre requêtes relatives à la prohibition.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Gault, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance entre le Premier ministre et monsieur G.-H. Baril ou toute autre personne au sujet des Canadiens-français d'Ontario, depuis 1915.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* que, pour pourvoir au payment des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant

le 30 juin 1917, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$416,260.00.

2. *Résolu* que, pour pourvoir au payment des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1918, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$5,495,140.00.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions.

Lesdites résolutions sont lues comme suit:

1. *Résolu* que, pour pourvoir au payment des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1917, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$416,260.00.

2. *Résolu* que, pour pourvoir au payment des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1918, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$5,495,140.00.

Lesdites résolutions sont lues une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Mitchell ait la permission de présenter un bill (No 7) intitulé: "Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1917 et le 30 juin 1918, et pour d'autres fins du service public".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'honorable M. Décarie, secrétaire de la province, transmet à M. l'Orateur et M. l'Orateur lit à la Chambre le message suivant de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur:

P.-E. LEBLANC.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je reçois avec plaisir l'adresse que vous avez votée en réponse au discours du Trône, et je vous remercie bien sincèrement.

20 décembre 1916. Hôtel du Gouvernement, Québec.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et quart du soir.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit :

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants :

Bill No 87, intitulé : Loi concernant l'érection, dans cette province, de paroisses et missions de l'Eglise Catholique grecque ruthène en communion avec Rome ;

Bill No 138, intitulé : Loi annexant le territoire de la municipalité de Notre-Dame de la Victoire à celui de la cité de Lévis."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 87) intitulé : "Loi concernant l'érection, dans cette province, de paroisses et missions de l'Eglise Catholique grecque ruthène en communion avec Rome", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 138) intitulé : "Loi annexant le territoire de la municipalité de Notre-Dame de la Victoire à celui de la cité de Lévis", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 162) intitulé : "Loi relative à l'organisation, pour fins municipales, judiciaires et d'enregistrement, de certains territoires desservis par le chemin de fer national transcontinental".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 18, intitulé: "Loi amendant la loi des licences de Québec".

L'honorable M. Mitchell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Mitchell informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* que l'article 904 des Statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par les lois 1 George V (1ère session), chapitre 10, section 1; 4 George V, chapitre 6, section 1, et 6 George V, chapitre 11, section 1, soit de nouveau amendé en en remplaçant le deuxième alinéa du paragraphe 17 par le suivant:

"L'établissement ou l'agence de tout brasseur ou embouteilleur devra être situé dans les limites de la municipalité dont le conseil a confirmé le certificat de licence pour tel établissement ou agence; et il ne sera permis à aucun brasseur ou embouteilleur de prendre des commandes ou de délivrer des liqueurs dans une municipalité sans avoir obtenu une licence pour chaque municipalité, cette licence devant être émise par le percepteur du revenu de la province ayant juridiction, conformément aux dispositions de l'article 972".

2. *Résolu* que, après la réduction du nombre de licences d'auberges et de restaurants dans les cités de Québec et de Montréal, en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, le droit sur chaque semblable licence fixé par l'article 988 de la loi des licences de Québec sera augmenté automatiquement et proportionnellement, de manière que le revenu total provenant de toutes ces licences ne soit pas inférieur à celui produit avant la réduction.

3. *Résolu* qu'à mesure que le nombre des magasins licenciés pour la vente de liqueurs en détail diminuera graduellement, selon les dispositions de la loi des licences de Québec, le droit sur ces licences sera proportionnellement augmenté, de manière que le revenu total en provenant reste en tout temps ce qu'il était avant la réduction du nombre des licences; mais la présente disposition ne s'applique pas à la réduction à trente du nombre des licences de magasins de liqueurs en détail pour la cité de Québec mentionnée dans le deuxième alinéa du présent article.

Les dispositions de l'article 944, concernant la caducité des certificats, s'appliquent à ceux qui sont requis pour obtenir des licences de magasins de liqueurs en détail.

4. *Résolu* que l'article 988 des Statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par les lois 1 George V (1ère session), chapitre 10, section 5, 4 George V, chapitre 6, section 14, et 5 George V, chapitre 20, section 5, soit de nouveau amendé:

A. En remplaçant le paragraphe 8 par le suivant:

"8. Pour chaque licence de magasin pour la vente en détail de liqueurs enivrantes:

- a. Dans la cité de Montréal, huit cents piastres;
- b. Dans la cité de Québec, six cents piastres;
- c. Dans toute autre cité, quatre cents piastres;
- d. Dans toute ville, trois cents piastres;
- e. Dans toute autre partie de la province, deux cents piastres.

B. En remplaçant le paragraphe 9 par le suivant:

"9. Pour chaque licence pour la vente de liqueurs en gros:

- a. Dans la cité de Montréal, douze cents piastres;
- b. Dans la cité de Québec, neuf cents piastres;
- c. Dans toute autre partie de la province, sept cent cinquante piastres.

Lorsque cette licence pour la vente de liqueurs en gros est accordée à un distillateur, le droit est de douze cents piastres.

Mais sur chaque licence pour la vente en gros du vin seulement, cinquante pour cent du montant du droit de licence requis pour chaque licence ordinaire pour la vente de liqueurs en gros";

C. En remplaçant le paragraphe 12 par le suivant:

"12. Pour chaque licence d'enbouteilleur:

1. Si l'enbouteilleur est en même temps brasseur, que sa brasserie soit située dans cette province ou qu'elle soit située en dehors de la province, et que le brasseur ait une ou plusieurs agences dans la province:

- a. Pour le principal établissement ou la principale agence dans la province, sept cent cinquante piastres;
- b. Pour tout autre établissement ou agence, quatre-vingt-dix piastres;
- c. Pour toute municipalité dans laquelle il n'a pas d'établissement ou d'agence, mais dans laquelle il prend des commandes ou délivre ses liqueurs, cinq piastres;

2. S'il n'est pas brasseur:

- a. Dans les cités de Québec et de Montréal, pour le premier établissement ou agence, cent vingt-cinq piastres; et pour chaque autre établissement ou agence, dans l'une ou l'autre desdites cités, quatre-vingt-dix piastres;
- b. Pour tout établissement ou agence dans toute autre partie de la province, quatre-vingt-dix piastres;
- c. Pour chaque municipalité dans laquelle il n'a pas d'établissement ou d'agence, mais dans laquelle il prend des commandes ou délivre ses liqueurs, cinq piastres;

3. Pour chaque véhicule employé par les brasseurs ou les embouteilleurs, dix piastres."

5. *Résolu* que toute personne exploitant un hippodrome ou tenant une réunion pour courses de chevaux, devra demander une licence au percepteur du revenu de la province qu'il appartient, et payer à ce percepteur, outre les droits mentionnés dans la loi des licences de Québec, un honoraire de cinq piastres, dont deux piastres resteront entre les mains du percepteur et trois piastres seront remises au trésorier de la province, et qu'aucune licence ne sera requise pour les courses qui se font sur l'hippodrome d'une société d'agriculture de comté officielle pendant la durée de toute exposition tenue par cette société, ou pour les courses pour lesquelles il n'est pas exigé un droit d'entrée et durant lesquelles des gageures, paris ou poules ne sont pas vendus, reçus ou enregistrés.

6. *Résolu* que toute personne vendant, recevant ou enregistrant des gageures, paris ou poules d'après le système de paris mutuels, devra faire enregistrer toute invention ou appareil employé pour ces gageures, paris ou poules, et devra payer au percepteur du revenu de la province un honoraire de cinq piastres.

7. *Résolu* que, pour les fins de la loi des licences de Québec, les mots "lieu d'amusements" signifieront et comprendront un théâtre, une salle de vues animées, une salle de concert, une salle de musique, un cirque, une annexe d'exhibition, une ménagerie, un rond de course, un champ de *baseball*, un parc de jeux athlétiques, un parc d'amusements, un patinoir ou autre endroit où une exhibition ou représentation est donnée ou une partie jouée, et où un prix d'entrée est exigé ou perçu par la vente de billets ou autrement, pendant plus de trente jours ou soirs, au cours de toute année de licence; et que les mots "lieu temporaire d'amusements" signifieront et comprendront un théâtre, une salle de vues animées, une salle d'amusements, une salle de concert, une salle de musique, une salle de danse, un cirque, une annexe d'exhibition, une ménagerie, un rond de course, un champ de *baseball*, un parc de jeux athlétiques, un parc d'amusements, un patinoir ou autre endroit où une exhibition ou représentation est donnée, ou une partie est jouée, et où un prix d'entrée est exigé ou perçu par la vente de billets ou autrement, pendant trente jours ou soirs ou moins, au cours de toute année de licence.

8. *Résolu* que personne ne pourra assister à une représentation dans un lieu d'amusements, ou dans un lieu temporaire d'amusements, sans avoir au préalable payé le droit mentionné dans la résolution 10, ledit droit devant être perçu de la manière ci-après établie; que le droit sera perçu par la personne qui tient ou exploite ce lieu d'amusements ou lieu temporaire d'amusements, au moyen de billets, et que le trésorier de la province pourra accorder à cette personne qui tient ou exploite ce lieu d'amusements ou lieu temporaire d'amusements, ou à d'autres personnes, la commission qu'il jugera convenable sur la vente des billets; et que les billets seront fournis par le trésorier de la province ou par tout autre officier par lui nommé, et devront être suivant la forme que pourra prescrire le trésorier de la province.

9. *Résolu* que toute personne, avant d'entrer dans un lieu d'amusements ou lieu temporaire d'amusements, devra payer un droit en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, comme suit:

Sur toute entrée dont le prix est moins que dix centins, un centin;

Sur toute entrée dont le prix est de dix centins ou plus, mais moins que trente cinq centins, deux cents;

Sur toute entrée dont le prix est de trente-cinq cents ou plus mais n'excède pas soixante-quinze cents, trois centins;

Sur toute entrée dont le prix excède soixante-quinze cents mais n'excède pas une piastre, quatre centins;

Sur toute entrée dont le prix excède une piastre, mais n'excède pas une piastre et demie, cinq centins;

Sur toute entrée dont le prix excède une piastre et demie, dix centins.

10. *Résolu* qu'aucune licence ne sera requise pour un lieu d'amusements ou lieu temporaire d'amusements déjà muni d'une licence pour donner des spectacles de vues animées, pourvu que le droit de licence ait été payé sur le nombre intégral des sièges, et qu'une licence régulière de salle de vues animées ait été émise pour ce lieu d'amusements.

11. *Résolu* que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire les règlements qui pourront être jugés convenables pour donner effet aux dispositions des articles 1292a et suivants des Statuts refondus 1909, tels que contenus dans la loi qui accompagne les présentes résolutions.

12. *Résolu* que nonobstant toute loi, tout règlement, ou toute disposition contraire, aucune municipalité ne pourra imposer ou percevoir aucune taxe, contribution, ou droit pour quelqu'un des objets mentionnés dans les dispositions des articles 1292a et suivants des Statuts refondus, 1909, tels que contenus dans la loi qui accompagne les présentes résolutions, et que, à même le revenu provenant des honoraires et droits imposés en vertu des dits articles, une somme de un centin devra être payée à toute municipalité pour chaque entrée à une place d'amusements dans telle municipalité, moins la moitié des frais de perception de ce droit dans cette municipalité, pourvu que cette municipalité se conforme aux lois et aux règlements adoptés sous l'autorité desdits articles.

13. *Résolu* que les droits suivants seront payés préalablement à l'octroi de chaque licence de réunion pour courses de chevaux:

1. a. Dans la cité de Montréal ou dans un rayon de trente milles de ladite cité, dix piastres pour chaque jour que dure cette réunion;

b. Dans la cité de Québec ou dans un rayon de cinq milles de la dite cité, huit piastres pour chaque jour que dure ladite réunion;

c. Dans tout autre endroit, cinq piastres pour chaque jour que dure cette réunion.

2. Mais si des gageures, paris ou poules sont vendus, reçus ou enregistrés sur lesdits terrains de courses, ces droits seront les suivants:

a. Dans la cité de Montréal et dans un rayon de cinquante milles de ladite cité, mille piastres par jour;

b. Ailleurs, cinq cents piastres par jour.

Mais si ces gageures, paris ou poules sont reçus, vendus ou enregistrés au moyen de tout autre système que celui connu généralement comme pari mutuel, les droits seront le double de ceux mentionnés au paragraphe 2.

3. Sujet aux pénalités édictées par l'article 1288b, toute personne vendant, enregistrant ou recevant des gageures, paris ou poules autrement que par le système connu généralement comme pari mutuel, devra obtenir une licence du percepteur du revenu sur paiement de cent piastres par jour.

Les dispositions de la sous-section 7a s'appliquent *mutatis mutandis* au présent paragraphe.

Mais sur les ronds de courses d'un demi mille seulement et dont le prix d'entrée n'excède pas cinquante centins, le droit de la licence ne sera que de trois cents piastres.

14. *Résolu* que les droits suivants seront payés préalablement à l'octroi:

1. De chaque licence pour un lieu d'amusements:

a. Dans les cités de Québec, Montréal, Maisonneuve, Outremont, Verdun et Westmount, cinquante centins pour chaque siège d'une personne;

b. Dans toutes les autres cités, trente centins pour chaque siège d'une personne;

c. Ailleurs, vingt centins pour chaque siège d'une personne;

2. De chaque licence pour lieu temporaire d'amusements:

a. Dans les cités de Québec, Montréal, Maisonneuve, Outremont, Verdun et Westmount, vingt piastres par jour;

b. Ailleurs, cinq piastres par jour.

15. *Résolu* que toute personne prenant une licence pour un lieu d'amusements, pourra donner des exhibitions de vues animées dans tout lieu d'amusements, pourvu qu'elle se conforme à toutes les autres formalités prescrites par la loi concernant les vues animées.

16. *Résolu* que les droits suivants seront payés préalablement à l'octroi:

1. De chaque licence de salle de vues animées:

a. Dans les cités de Montréal, Québec, Maisonneuve, Outremont, Verdun et Westmount, cinquante centins pour chaque siège d'une personne;

b. Dans toutes les autres cités, trente centins pour chaque siège d'une personne;

c. Dans tout autre endroit, vingt centins pour chaque siège d'une personne;

2. De chaque licence de salle temporaire de vues animées:

a. Dans les cités de Montréal, Québec, Maisonneuve, Outremont, Verdun et Westmount, vingt centins pour chaque siège d'une personne;

b. Ailleurs, dix centins pour chaque siège d'une personne.

Le fait, de la part d'un propriétaire ou locataire d'un lieu d'amusements, de prendre une licence pour une salle temporaire de vues animées, ne l'exempte pas de l'obligation de prendre la licence requise pour ce lieu d'amusements; mais le fait de prendre une licence régulière de salle de

vues animées exempte le propriétaire ou le locataire de ce lieu d'amusements de l'obligation de prendre une licence régulière pour un lieu d'amusements.

3. De chaque licence d'échange de films, deux cents piastres;

4. De chaque licence de personne exhibant des vues animées dans diverses localités (*travelling exhibitor's licence*) deux cents piastres.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier, chargé d'étudier le bill No 18: "Loi amendant la loi des licences de Québec".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 18) intitulé: "Loi amendant la loi des licences de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Jeudi, 21 Décembre 1916.

Dix heures et demie du matin.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement le bill suivant:

Bill No 137, intitulé: "Loi amendant la charte de la cité d'Outremont".

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 76, intitulé: "Loi constituant en corporation le "Mount Sinai Foundation;"

Bill No 128, intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 76) intitulé: "Loi constituant en corporation le "Mount Sinai Foundation", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 128) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 18) intitulé: "Loi amendant la loi des licences de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il l'a prie d'agréer, le bill suivant:

Bill (No 19) intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant la pension des officiers publics".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 19) intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant la pension des officiers publics", et les dits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 90) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la commission du Parc Maisonneuve".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. David, secondé par M. Lafontaine, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 54, intitulé: "Loi concernant la succession de Pierre-Edmond Paquette" a pour objet de corriger les erreurs qui se sont glissées dans l'impression de la version anglaise de la loi 3 George V, chapitre 121, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Sur la motion de M. Ashby, secondé par M. Leclerc, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 117, intitulé: "Loi permettant aux commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de St-Laurent, de faire un rôle d'évaluation annuel" a été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction de tous droits d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Finnie, secondé par M. Vilas, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 95, intitulé: "Loi amendant la charte de la "Montreal Trust Company" a été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

A midi et demi, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures et quart de l'après-midi.

Sur la motion de M. Ashby, secondé par M. Thériault, il est—

Ordonné que les droits additionnels payés par le promoteur du bill 118.—Loi autorisant le collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres Joseph-Orphir-Emile Brunet, lui soient remboursés, vu que son retard à déposer ledit bill est dû à des causes qu'il n'a pu contrôler.

Sur la motion de M. Mayrand, secondé par M. Cannon (Québec-Centre), il est—

Ordonné que, vu que le bill 134.—Loi amendant la loi 4 George V, chapitre 31, concernant la municipalité scolaire de Notre-Dame de Grâce Ouest, a été rejeté par le comité permanent auquel il avait été renvoyé, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Parrot, secondé par M. Lapierre, il est—

Ordonné que les droits additionnels payés par les promoteurs du bill 130.—Loi constituant en corporation la congrégation des Sœurs du Saint-Enfant-Jésus leur soient remboursés, vu que ces promoteurs se sont trouvés dans l'impossibilité de déposer ledit bill dans les délais fixés par le règlement.

Sur la motion de M. Finnie, secondé par M. Vilas, il est—

Ordonné que les droits additionnels payés par le promoteur du bill No 126, intitulé: “Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Nathaniel William Jacobs à exercer la profession légale et à lui accorder son diplôme à cet effet”, lui soient remboursés, vu que l’amende a été imposée en raison de circonstances qu’il n’a pu contrôler.

Sur la motion de M. Cannon (Québec-Centre), secondé par M. Vilas, il est—

Ordonné que les droits additionnels payés par le promoteur du bill No 57, intitulé: “Loi autorisant le barreau de la province de Québec à antidater l’admission à l’étude de Monsieur Roméo Gingras”, lui soient remboursés, vu que son retard à déposer ledit bill est dû à des causes qu’il n’a pu contrôler.

Sur la motion de M. Gosselin, secondé par M. Tessier (Rimouski), il est—

Ordonné que les droits additionnels payés par le promoteur du bill 122.—Loi autorisant le collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Charles-Henry Barr à l’exercice de la profession de dentiste, lui soient remboursés, vu que son retard à déposer ledit bill est dû à des causes qu’il n’a pu contrôler.

Sur la motion de M. Gosselin, secondé par M. Tessier (Rimouski), il est—

Ordonné que les droits additionnels payés par le promoteur du bill 123.—Loi autorisant le collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Frédéric-William Saunders à l’exercice de la profession de dentiste, lui soient remboursés, vu que son retard à déposer ledit bill est dû à des causes qu’il n’a pu contrôler.

Sur la motion de M. Fortier, secondé par M. Cannon (Dorchester), il est—

Ordonné que les droits ordinaires payés par les promoteurs du bill 80.—Loi établissant une nouvelle division d’enregistrement à Mont-Laurier, dans le comté de Labelle, et divisant ce comté et celui d’Ottawa en deux divisions pour fins municipales et d’enregistrement, leur soient remboursés, vu que cette loi a pour objet un intérêt public.

Sur la motion de M. Létourneau (Montréal-Hochelaga), secondé par M. Gosselin, il est—

Ordonné que les droits additionnels payés par les promoteurs du bill 70.—“Loi concernant l’Orphelinat Catholique de Montréal”, leur soient remboursés, vu que ces promoteurs se sont trouvés dans l’impossibilité de déposer ledit bill dans les délais fixés par le règlement.

Sur la motion de M. Bullock, secondé par M. Létourneau (Montréal-Hochelaga), il est—

Ordonné que les droits additionnels payés par le promoteur du bill 132.—“Loi concernant le village de Granby et l’érigeant en cité sous le nom de “cité de Granby”, lui soient remboursés, vu que l’amende a été imposée en raisons de circonstances qu’il n’a pu contrôler.

Sur la motion de M. Lemieux, secondé par M. Grégoire, il est—

Ordonné que les droits additionnels payés par le promoteur du bill 139.—“Loi amendant la charte de l’Union nationale française et de refuge”, lui soient remboursés, vu que ce bill concerne une institution de bienfaisance et que le retard à déposer ledit bill est dû à des causes incontrôlables.

Sur la motion de l’honorable sir Lomer Gouin, secondé par M. Sauvé, il est—

Résolu que, vu que M. Smart, député de Westmount, a fait du service actif dans l’armée canadienne durant la présente session, et s’est, en conséquence, trouvé dans l’impossibilité d’assister aux séances de cette Chambre, le comptable soit autorisé à lui payer son indemnité, sans déduction pour défaut de présence.

L’ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 18) intitulé: “Loi amendant la loi des licences de Québec”.

L’honorable M. Mitchell propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Sauvé propose en amendement, secondé par M. D’Auteuil, que tous les mots après que dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

Il soit résolu que, vu les requêtes en faveur et contre la prohibition, relative à la vente des liqueurs alcooliques, et aussi les requêtes contre des modifications à la loi des licences, il importe, avant que ce bill soit lu une troisième fois, de savoir, par voie de referendum, si le peuple désire une loi de prohibition.

Et la motion d’amendement étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu’il suit:

FOUR:

*MM. Bercovitch,
D’Auteuil,
Dorris,
Gault,*

*MM. Roy,
Sauvé,
Turcotte.—7.*

CONTRE:

*MM. Ashby,
Beaudry,
Bordeleau,
Bouchard,
Bugeaud,
Bullock,
Cannon (Dorchester),
Cannon (Québec-Centre),*

*MM. Lévesque,
Madden,
Masson,
Mayrand,
Mercier,
Mitchell,
Ouellette,
Parrot,*

Caron (Iles de la Madeleine),
Caron (Matane),
Cédilot,
David,
Décarie,
Delisle,
Désaulniers,
Dupuis,
Farand,
Finnie,
Fortier,
Francœur,
Godbout,
Gosselin,
Gouin,
Grégoire,
LaFerté,
Lafontaine,
Lapierre,
Leclerc,
Lemieux,
Létourneau, (Mont.-Hochelaga),
Létourneau, (Québec-Est),

Péloquin,
Perrault,
Petit,
Phaneuf,
Philps,
Pilon,
Reed,
Robert (Rouville),
Robert (St-Jean),
Robillard,
Séguin,
Simard,
Tanguay,
Tansey,
Taschereau,
Tessier (Rimouski),
Tessier (Trois-Rivières),
Thériault,
Therrien,
Tourville,
Trahan,
Vilas.—61.

La motion d'amendement est ainsi rejetée.

Et la motion principale étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit :

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants :

Bill (No 102) intitulé : "Loi concernant la succession de feu Louis-Herménégilde Hébert";

Bill (No 139) intitulé : "Loi amendant la charte de l'Union Nationale Française";

Bill (No 140) intitulé : "Loi amendant la charte de la municipalité du village de Courville, dans le comté de Québec, et décrétant son érection en ville";

Bill (No 132) intitulé : "Loi concernant le village de Granby, et l'érigéant en cité sous le nom de "cité de Granby".

“Le Conseil législatif informe l’Assemblée législative qu’il a voté, avec certains amendements qu’il la prie d’agréer, les bills suivants:

Bill (No 172) intitulé: “Loi amendant l’article 3221 des Statuts refondus, 1909, au sujet des honoraires des huissiers devant la cour des commissaires”;

Bill (No 173) intitulé: “Loi amendant l’article 4381 des Statuts refondus, 1909, relativement aux pouvoirs d’emprunt des fabriques”;

Bill (No 174) intitulé: “Loi modifiant les articles 5674 et 5675 des Statuts refondus, 1909, et insérant dans lesdits Statuts l’article 5724a”;

Bill (No 177) intitulé: “Loi amendant les articles 286, 361, 527 et 530 et abrogeant l’article 1138 du code de procédure civile”;

Bill (No 181) intitulé: “Loi modifiant l’article 6252 des Statuts refondus, 1909, au sujet des compagnies de télégraphe électrique.”

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 102) intitulé: “Loi concernant la succession de feu Louis-Herménégilde Hébert”, et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 139) intitulé: “Loi amendant la charte de l’Union Nationale Française”, et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 140) intitulé: “Loi amendant la charte de la municipalité du village de Courville, dans le comté de Québec, et décrétant son érection en ville”, et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 132) intitulé: “Loi concernant le village de Granby, et l’érigeant en cité sous le nom de “cité de Granby”, et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 172) intitulé: "Loi amendant l'article 3221 des Statuts refondus, 1909, au sujet des honoraires des huissiers devant la cour des commissaires", et lesdits amendements sont lu une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 173) intitulé: "Loi amendant l'article 4381 des Statuts refondus, 1909, relativement aux pouvoirs d'emprunt des fabriques", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 174), intitulé: "Loi modifiant les articles 5674 et 5675 des Statuts refondus, 1909, et insérant dans lesdits Statuts l'article 5724a", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 177) intitulé: "Loi amendant les articles 286, 361, 527 et 530 et abrogeant l'article 1138 du code de procédure civile", et esdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apoortés au bill (No 181) intitulé: "Loi modifiant l'article 6252 des Statuts refondus, 1909, au sujet des compagnies de télégraphe électrique", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur la motion de l'honorable sir Lomer Gouin, secondé par l'honorable M. Taschereau, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera à cette présente séance, elle soit ajournée à demain dix heures et demie du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Vendredi, 22 Décembre 1916.

Dix heures et demie de l'avant-midi.

L'honorable M. Décarie, du comité des impressions, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

"Votre comité a choisi l'honorable M. George Bryson, comme son président et recommande l'impression des documents portant les nos 14 et 15."

Résolu que la Chambre adopte ledit rapport.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit :

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants :

Bill (No 34) intitulé : "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées";

Bill (No 136), intitulé : "Loi constituant en corporation *The Southern Canada Power Company*".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 34) intitulé : "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 136) intitulé : "Loi constituant en corporation *The Southern Canada Power Company*", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendements, les bills suivants:

Bill (No 12) intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, relativement aux droits sur les successions";

Bill (No 15) intitulé: "Loi amendant la loi des bons chemins. 1912";

Bill (No 37) intitulé: "Loi concernant les écoles catholiques de Montréal";

Bill (No 38) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Ecole Polytechnique";

Bill (No 41) intitulé: "Loi autorisant une souscription de \$1,000,000.00 au Fonds Patriotique Canadien";

Bill (No 45) intitulé: "Loi modifiant la loi d'hygiène publique de Québec";

Bill (No 46) intitulé: "Loi relative à l'interprétation du code municipal";

Bill (No 47) intitulé: "Loi relative au rachat des droits de péage sur la route de Saint-Constant à Laprairie";

Bill (No 48) intitulé: "Loi amendant la loi 2 George V, chapitre 2, relativement aux ponts et chemins de péages dans la province";

Bill (No 49) intitulé: "Loi accordant certains pouvoirs à la Commission des Eaux Courantes, de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Jacques-Cartier";

Bill (No 50) intitulé: "Loi accordant certains pouvoirs à la Commission des Eaux Courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Sainte-Anne";

Bill (No 131) intitulé: "Loi confirmant et ratifiant certaines obligations ou débentures de la ville de la Pointe-aux-Trembles";

Bill (No 160) intitulé: "Loi pour détacher de la paroisse de Saint-Joachim, comté de Montmorency, certains immeubles et pour former une paroisse distincte sous le nom de Saint-Louis de Gonzague du Cap-Tourmente";

Bill (No 161) intitulé: "Loi amendant la loi 2 George V, chapitre 5";

Bill (No 162) intitulé: "Loi relative à l'organisation pour fins judiciaires, municipales et d'enregistrement de certains territoires desservis par le chemin de fer National Transcontinental";

Bill (No 163) intitulé: "Loi amendant la loi des compagnies de Québec";

Bill (No 164) intitulé: "Loi amendant l'article 29 des Statuts refondus, 1909."

“Le Conseil législatif informe l’Assemblée législative qu’il a voté, avec certains amendements qu’il la prie d’agréer, les bills suivants:

Bill (No 9) intitulé: “Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Cour supérieure”;

Bill (No 33) intitulé: “Loi refondant et revisant la loi de la chasse de Québec”;

Bill (No 35) intitulé: “Loi amendant la loi de l’Instruction Publique”;

Bill (No 39) intitulé: “Loi rendant applicable la loi 5 George V, chapitre 60, aux aspirants à l’étude du droit, aux aspirants à l’étude du notariat et aux aspirants à l’étude et à la pratique de l’art dentaire en service actif dans les troupes de Sa Majesté”;

Bill (No 89) intitulé: “Loi amendant la charte de la cité de Maisonneuve”;

Bill (No 94) intitulé: “Loi constituant en corporation “The St. Maurice Lumber Company”;

Bill (No 101) intitulé: “Loi amendant la charte de la cité de Verdun.”

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 9) intitulé: “Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Cour supérieure,” et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 33) intitulé: “Loi refondant et revisant la loi de la chasse de Québec”, et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 35) intitulé: “Loi amendant la loi de l’Instruction Publique,” et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 39) intitulé: “Loi rendant applicable la loi 5 George V, chapitre 60, aux aspirants à l’étude du droit, aux aspirants à l’étude du notariat et aux aspirants à l’étude et à la pratique de l’art dentaire en service actif dans les troupes de Sa Majesté,” et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 89) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Maisonneuve," et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 101) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Verdun," et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 94) intitulé: "Loi constituant en corporation "The St. Maurice Lumber Company", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

Sur la motion de M. Francœur, secondé par M. Lévesque, il est—

Résolu qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables Conseillers que cette Chambre agréé les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill No 94, intitulé: "Loi constituant en corporation "The St. Maurice Lumber Company", sauf l'amendement 5 que cette Chambre ne peut accepter, parce qu'il aurait pour effet d'enlever aux promoteurs du bill des pouvoirs qu'ils possèdent actuellement.

Ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill suivant pour lequel il demande l'agrément de l'Assemblée législative:

Bill (D) intitulé: "Loi pour abroger l'article 4336 des Statuts refondus, 1909, concernant les paroisses, églises et cimetières."

Ordonné que le bill (D) du Conseil législatif, intitulé: "Loi pour abroger l'article 4336 des Statuts refondus, 1909, concernant les paroisses, églises et cimetières" soit maintenant lu une première fois.

En conséquence, ce bill est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par M. Beaudry, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 77.—Loi constituant en corporation L'Institut des soldats blessés, a été retiré, les honoraires payés par le promoteur du bill, après déduction de tous frais d'impression et de traduction, soient remboursés.

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 127) intitulé: "Loi concernant les limites de la municipalité scolaire de Cartierville".

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par M. Beaudry, il est—
Ordonné que le bill soit retiré.

Ordonné que les honoraires ordinaires, payés par les promoteurs dudit bill leur soient remboursés, moins les frais d'impression et de traduction.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a accepté les amendements de l'Assemblée législative au bill suivant:

Bill (B) intitulé: "Loi amendant les Statuts Refondus, 1909, concernant les architectes."

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement le bill suivant:

Bill (No 26) intitulé: "Loi amendant la loi électorale de Québec".

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

Bill (No 90) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la commission du Parc Maisonneuve."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 90) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la commission du Parc Masionneuve", et lesdits amendements sont lus une première une seconde fois.

Sur la motion de M. Lévesque, secondé par M. Francœur, il est—

Résolu qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables Conseillers que cette Chambre accepte les amendements du Conseil législatif au bill (No 90), intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la commission du Parc Maisonneuve", avec l'amendement suivant:

En remplaçant tous les mots après "5 est" dans la première ligne du paragraphe 3 par le mot "biffé".

Ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

Sur la motion de M. Therrien, secondé par M. Désaulniers, il est—

Ordonné que les droits additionnels payés par le promoteur du bill 121.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William Montgomery au nombre de ses membres après examens, lui soient remboursés, vu que le promoteur s'est trouvé dans l'impossibilité de déposer ledit bill dans les délais fixés.

Sur la motion de M. Francœur, secondé par M. Perrault, il est—

Ordonné que les droits additionnels payés par les promoteurs du bill 138.—Loi annexant le territoire de la municipalité de Notre-Dame de la Victoire à celui de la cité de Lévis, leur soient remboursés, vu que le retard à déposer ledit bill est dû à des causes qu'ils n'ont pu contrôler.

Sur la motion de M. Perrault, secondé par M. Francœur, il est—

Ordonné que la moitié des droits additionnels payés par les promoteurs du bill No 135.—Loi constituant en corporation “The Guarantee Title and Contract Company”, leur soit remboursée, vu que ce bill n’a pu être présenté dans les délais ordinaires en raison de la convocation de la présente session beaucoup plus tôt qu’aux dates ordinaires dans le passé.

M. l’Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu’il suit :

“Le Conseil législatif informe l’Assemblée législative qu’il a voté sans amendement le bill suivant :

Bill (No 180) intitulé : “Loi modifiant la loi 6 George V, chapitre 4.”

“Le Conseil législatif informe l’Assemblée législative qu’il a voté sans amendement les bills suivants :

Bill (No 17) intitulé : “Loi amendant la loi imposant des taxes sur les corporations, compagnies, sociétés, personnes, raisons sociales et associations commerciales”;

Bill (No 171) intitulé : “Loi insérant l’article 1627*a* dans les Statuts refondus, 1909”;

Bill (No 182) intitulé : “Loi modifiant l’article 7233, des Statuts refondus, 1909, au sujet des clubs de récréation”;

Bill (No 183) intitulé : “Loi amendant la loi des cités et villes relativement aux voies et places publiques.”

“Le Conseil législatif informe l’Assemblée législative qu’il a voté, sans amendement, le bill suivant :

Bill (No 7) intitulé : “Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1917 et le 30 juin 1918 et pour d’autres fins du service public.”

“Le Conseil législatif informe l’Assemblée législative qu’il ne persiste pas dans son amendement No 5 au bill suivant : (No 94) intitulé : “Loi constituant en corporation “The St. Maurice Lumber Company”, mais le retire ”

“Le Conseil législatif informe l’Assemblée législative qu’il a agréé ses amendements au bill suivant : (No 90) intitulé : “Loi amendant la loi constituant en corporation La Commission du Parc Maisonneuve.”

“Le Conseil législatif informe l’Assemblée législative qu’il a voté, avec certains amendements qu’il la prie d’agréer, le bill suivant :

Bill (No 100) intitulé : “Loi amendant la charte de la cité de Montréal.”

“Le Conseil législatif informe l’Assemblée législative qu’il a voté, avec certains amendements qu’il la prie d’agréer, le bill suivant :

Bill (No 18) intitulé : “Loi amendant la loi des licences de Québec.”

“Le Conseil législatif informe l’Assemblée législative qu’il a voté, avec certains amendements qu’il la prie d’agréer, le bill suivant :

Bill (No 30) intitulé : “Loi amendant le code civil relativement aux privilèges des ouvriers, constructeurs ou autres personnes.”

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 100) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Montréal", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 18) intitulé: "Loi amendant la loi des licences de Québec", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 30) intitulé: "Loi amendant le code civil relativement aux privilèges des ouvriers, constructeurs ou autres personnes", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province est apporté par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, requérant la présence des membres de la Chambre dans la salle du Conseil législatif. En conséquence, M. l'Orateur et les députés de la Chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif, où Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- B Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les architectes.
- 3 Loi insérant l'article 3074a dans les Statuts refondus, 1909, concernant la Cour supérieure.
- 4 Loi modifiant l'article 6119c des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 51, section 1.
- 5 Loi modifiant la loi relative aux coroners dans la province de Québec.
- 8 Loi amendant les Statuts refondus, 1909, au sujet des pouvoirs que possèdent certaines corporations ou compagnies.
- 9 Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Cour supérieure.
- 11 Loi pour garantir à certains habitants du district de Gaspé, la propriété de leurs terres.
- 12 Loi amendant les Statuts refondus, 1909, relativement aux droits sur les successions.

- 13 Loi pour ratifier un octroi de terres publiques à la Compagnie de chemin de fer de colonisation du Nord.
- 15 Loi amendant la loi des bons chemins, 1912.
- 16 Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs.
- 17 Loi amendant la loi imposant des taxes sur les corporations, compagnies, sociétés, personnes, raisons sociales et associations commerciales.
- 18 Loi amendant la loi des licences de Québec.
- 19 Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant la pension des officiers publics.
- 20 Loi amendant la loi des assurances de Québec concernant l'assurance funéraire.
- 21 Loi amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques.
- 22 Loi relative à l'entretien des routes provinciales et de certains chemins municipaux.
- 23 Loi amendant la loi des assurances de Québec au sujet des agents d'assurance.
- 24 Loi modifiant les articles 1220 et 2143 du Code civil, au sujet de certains écrits faits hors de la province de Québec.
- 25 Loi modifiant l'article 1249 du Code de procédure civile relativement aux procédures de cautionnement lors d'un appel à Sa Majesté.
- 26 Loi amendant la loi des élections de Québec.
- 27 Loi amendant les Statuts refondus, 1909, relativement à la fabrication des produits laitiers.
- 28 Loi relative à certaines modifications à faire au cadastre du canton Joliette, situé partie dans le comté de Joliette et partie dans le comté de Berthier.
- 30 Loi amendant le Code civil relativement aux privilèges des ouvriers, constructeurs ou autres personnes.
- 31 Loi amendant la loi des mines de Québec.
- 32 Loi modifiant l'article 687 du Code civil et l'article 1741 des Statuts refondus, 1909, relativement à certains biens en déshérence.
- 33 Loi refondant et revisant la loi de la chasse de Québec.
- 34 Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées.
- 35 Loi amendant la loi de l'Instruction publique.
- 36 Loi amendant le Code de procédure civile relativement aux règles de pratique.
- 37 Loi concernant les écoles catholiques de Montréal.
- 38 Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Ecole polytechnique.
- 39 Loi rendant applicable la loi 5 George V, chapitre 60, aux aspirants à l'étude du droit, aux aspirants à l'étude du notariat, aux aspirants à l'étude et à l'exercice de la médecine et aux aspirants à l'étude et à la pratique de l'art dentaire en service actif dans les troupes de Sa Majesté.

- 40 Loi modifiant la loi 6 George V, chapitre 2, relativement à la Commission des chemins à barrières de la rive nord, à Québec.
- 41 Loi autorisant une souscription d'un million de piastres au Fonds patriotique canadien.
- 42 Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant la taxe sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations.
- 43 Loi relative à un certain pont dans le comté de l'Assomption.
- 45 Loi modifiant la loi d'hygiène publique de Québec.
- 46 Loi relative à l'interprétation du Code municipal.
- 47 Loi relative au rachat des droits de péage sur la route de Saint-Constant à Laprairie.
- 48 Loi amendant la loi 2 George V, chapitre 2, relativement aux ponts et chemins de péage dans la province.
- 49 Loi accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Jacques-Cartier.
- 50 Loi accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Sainte-Anne.
- 51 Loi amendant la charte de *The Hervey Institute*.
- 52 Loi constituant en corporation la ville de Sainte-Thérèse.
- 53 Loi concernant le *National Jockey Club, Limited*.
- 54 Loi concernant la succession de Pierre-Edmond Paquette.
- 55 Loi constituant en corporation *The Grand Lake Railway and Transportation Company*.
- 56 Loi amendant la charte de la cité de Sherbrooke.
- 57 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à permettre à Roméo Gingras de pratiquer le droit.
- 59 Loi amendant la charte de la ville de Roxboro.
- 60 Loi érigeant en municipalité le village du Petit Lac Magog.
- 61 Loi concernant la ville Baie Saint-Paul.
- 62 Loi autorisant Ernest Brault à pratiquer la médecine après avoir subi, devant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, les examens médicaux requis pour la licence.
- 63 Loi amendant la charte de la ville de Saint-Léonard de Port-Maurice et ratifiant le règlement No 51 de ladite ville.
- 64 Loi amendant la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe.
- 65 Loi autorisant la construction d'un pont en acier, sur la rivière Saint-François, entre la ville de East Angus et la municipalité du canton de Westbury, à l'endroit connu sous le nom de "la traverse".
- 66 Loi constituant en corporation *The Plymouth Congregational Church of Sherbrooke*.
- 67 Loi constituant en corporation l'Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie, de Montréal.
- 68 Loi amendant la charte de la *Scottish Trust Company*.

-
- 69 Loi amendant la charte de la *Bankers Trust Company*.
 - 70 Loi concernant l'Orphelinat catholique de Montréal.
 - 71 Loi accordant certains pouvoirs à la paroisse de Saint-Patrice, Montréal.
 - 72 Loi amendant la charte de la ville Lasalle.
 - 73 Loi amendant la charte de la cité de Lachine.
 - 76 Loi constituant en corporation la *Israei Foundation*.
 - 78 Loi amendant la charte de la ville de Hampstead.
 - 79 Loi amendant la charte de la *Shawinigan Water and Power Company*.
 - 80 Loi établissant une nouvelle division d'enregistrement à Mont-Laurier, dans le comté de Labelle, et divisant ce comté en deux divisions pour fins municipales et d'enregistrement.
 - 81 Loi amendant la charte de la cité de Hull.
 - 82 Loi amendant la charte de la corporation des juifs espagnols et portugais, *Shearith Israel*, de Montréal.
 - 83 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à permettre à George H. Shink de pratiquer le droit après examens.
 - 84 Loi amendant la loi constituant en corporation le village de Bagotville en une municipalité séparée.
 - 85 Loi amendant la charte de *The Eastern Townships Telephone Company*.
 - 86 Loi autorisant le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke à faire un emprunt additionnel.
 - 87 Loi concernant l'érection, dans cette province, de paroisses et missions de l'Eglise catholique grecque ruthène en communion avec Rome.
 - 88 Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Léonide-François Lavigne à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique.
 - 89 Loi amendant la charte de la cité de Maisonneuve.
 - 90 Loi amendant la loi constituant en corporation la Commission du Parc Maisonneuve.
 - 91 Loi constituant en corporation la Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal.
 - 92 Loi constituant en corporation l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française.
 - 93 Loi amendant la charte de la ville Laval des Rapides.
 - 94 Loi constituant en corporation *The Saint Maurice Lumber Company*.
 - 96 Loi concernant la succession de Jean de la Croix-Joseph Comte.
 - 98 Loi amendant la charte de la cité de Montréal au sujet de l'Hôpital Sainte-Justine.
 - 99 Loi amendant la charte de la ville de Magog.
 - 100 Loi amendant la charte de la cité de Montréal.
 - 101 Loi amendant la charte de la cité de Verdun.
 - 102 Loi concernant la succession de feu Louis-Herménégilde Hébert.
 - 104 Loi amendant la charte de la ville de Saint-Jean et constituant cette dernière en corporation de cité.

-
- 105 Loi concernant une donation par contrat de mariage faite par Louis Gervais à Achille Gervais, le 31 janvier 1899, et autorisant la vente de certains immeubles.
 - 106 Loi amendant la charte de la ville de l'Île Dorval.
 - 107 Loi amendant la charte de la ville de Pointe-Claire.
 - 108 Loi autorisant la cité de Montréal à indemniser ou exproprier certains propriétaires du quartier Hochelaga.
 - 109 Loi concernant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan.
 - 110 Loi constituant en corporation *The Grenville Harrington and Northern Railway Company*.
 - 111 Loi amendant la charte de la corporation de la cité des Trois-Rivières.
 - 112 Loi amendant la charte de *The Anglo American Trust Company*.
 - 114 Loi amendant la charte de *The Montreal General Hospital*.
 - 115 Loi concernant la construction d'une église et d'un presbytère dans la paroisse du Très-Saint-Rédempteur de Montréal.
 - 116 Loi amendant la loi concernant la construction d'une église dans la paroisse de Saint-Arsène de Montréal.
 - 118 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres Joseph-Orphir-Emile Brunet.
 - 119 Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Tancred Asselin au nombre de ses membres.
 - 120 Loi constituant en corporation *The New Adath Joshurun Congregation*.
 - 121 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William Montgomerie au nombre de ses membres après examen.
 - 122 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Charles Henry Barr à la pratique de la profession de dentiste.
 - 123 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Frédéric William Saunders à l'exercice de la profession de dentiste.
 - 124 Loi augmentant le pouvoir d'emprunt de la corporation du village du canton de Chambly
 - 125 Loi ratifiant un contrat entre la *Back River Power Company* et la ville du Sault-au-Récollet.
 - 126 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Nathaniel William Jacobs à exercer la profession légale et à lui accorder son diplôme à cet effet.
 - 128 Loi amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec.
 - 130 Loi constituant en corporation la Congrégation des sœurs du Saint-Enfant Jésus.
 - 131 Loi confirmant et ratifiant certaines obligations ou débetures de la ville de la Pointe aux Trembles.

- 132 Loi concernant le village de Granby et l'érigeant en cité sous le nom de "cité de Granby".
- 133 Loi amendant la loi 5 George V, chapitre 161, section 1, concernant la succession de feu James McCready.
- 135 Loi constituant en corporation *The Guarantee Title and Contract Company*.
- 136 Loi constituant en corporation *The Southern Canada Power Company*.
- 137 Loi amendant la charte de la cité d'Outremont.
- 138 Loi annexant le territoire de la municipalité de Notre-Dame de la Victoire à celui de la cité de Lévis.
- 139 Loi amendant la charte de l'Union nationale française et de refuge.
- 140 Loi amendant la charte de la municipalité du village de Courville, dans le comté de Québec, et décrétant son érection en ville.
- 141 Loi constituant en corporation l'Institut des Frères de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal.
- 160 Loi pour détacher de la paroisse de Saint-Joachim, comté de Montmorency, certains immeubles, et pour former une paroisse distincte sous le nom de Saint-Louis de Gonzague du Cap-Tourmente.
- 161 Loi amendant la loi 2 George V, chapitre 5.
- 162 Loi relative à l'organisation, pour fins municipales, judiciaires et d'enregistrement, de certains territoires desservis par le chemin de fer national transcontinental.
- 163 Loi amendant la loi des compagnies de Québec.
- 164 Loi amendant l'article 29 des Statuts refondus, 1909.
- 171 Loi insérant l'article 1627a dans les Statuts refondus 1909.
- 172 Loi amendant l'article 3221 des Statuts refondus, 1909, au sujet des honoraires des huissiers devant la Cour des commissaires.
- 173 Loi amendant l'article 4381 des Statuts refondus, 1909, relativement aux pouvoirs d'emprunt des fabriques.
- 174 Loi modifiant les articles 5674 et 5675 des Statuts refondus, 1909, et insérant dans lesdits statuts l'article 5724a.
- 177 Loi amendant les articles 286, 361, 527 et 530 et abrogeant l'article 1138 du Code de procédure civile.
- 180 Loi modifiant la loi 6 George V, chapitre 4.
- 181 Loi modifiant l'article 6252 des Statuts refondus, 1909, au sujet des compagnies de télégraphe électrique.
- 182 Loi modifiant l'article 7233 des Statuts refondus, 1909, au sujet des clubs de récréation.
- 183 Loi amendant la loi des cités et villes relativement aux voies et places publiques.

Alors l'honorable Orateur de l'Assemblée législative a adressé la parole à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et a présenté à Son Honneur, pour qu'il veuille y donner sa sanction, un bill intitulé:

Bill 7. Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1917 et le 30 juin 1918, et pour d'autres fins du service public.

A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses oyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.

Après quoi il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de clore la première session de la quatorzième Législature de la province de Québec, par le discours suivant :

Honorables Messieurs du Conseil législatif

et de l'Assemblée législative,

C'est avec plaisir que j'ai sanctionné les lois que vous avez adoptées pendant cette session. Il en est plusieurs qui sont d'une grande importance et j'ai confiance qu'elles contribueront à la prospérité de notre province.

Honorables Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous avez voté les crédits nécessaires à l'administration de la chose publique et je vous en remercie au nom de Sa Majesté. Vous pouvez être assurés qu'ils seront dépensés avec économie et suivant leur destination.

Honorables Messieurs du Conseil législatif

et de l'Assemblée législative,

En ajournant vos travaux législatifs, je vous prie d'agréer les vœux que je fais pour votre bonheur et je demande à la Providence de répandre ses bénédictions sur la population de cette province.

Alors l'honorable Orateur du Conseil législatif dit :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province, que cette législature soit prorogée jusqu'à mardi, le trentième jour de janvier 1917, pour y être ici tenue : cette législature provinciale est, en conséquence, prorogée à mardi, le trentième jour de janvier 1917.

Alors l'assemblée législative s'en est allée et il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de se retirer.

ÉTAT DES TRAVAUX DE LA SESSION

1ère SESSION DE LA 14^e LÉGISLATURE

La session s'ouvre le 7 novembre 1916.

L'adresse en réponse au discours du trône est proposée par M. LaFerté, secondé par M. Hodgins.

Les Chambres sont prorogées le 22 décembre 1916.

Séances.....	38
Votes.....	2
Pétitions présentées.....	90
Documents déposés sur le bureau de la Chambre en réponse aux adresses et aux ordres de la Chambre.....	13
Bills présentés en premier lieu à l'Assemblée législative.....	156
Bills présentés en premier lieu au Conseil législatif.....	3
Avis de questions.....	65
Avis de motions introductives de bills.....	50
“ proposant le vote d'ordres ou d'adresses.....	23
Avis de résolutions.....	23
Séances de comités pléniers consacrées à l'étude de projets de résolutions.....	22
Séances de comités pléniers consacrées à l'étude de bills.....	161
Séances du comité des subsides.....	21
Rapport du comité spécial chargé de choisir les membres des comités permanents.....	1
Rapports du comité des bills privés en général.....	16
“ “ des chemins de fer, etc.....	3
“ “ des règlements.....	12
“ “ des bills publics en général.....	16
“ “ des comptes publics.....	1
“ “ des privilèges et élections.....	1
“ “ de l'agriculture, de l'immigration, etc.....	1
“ “ des industries et commerce.....	1
“ “ du code municipal.....	1
“ “ de la bibliothèque de la législature.....	1
“ “ des impressions législatives.....	1

E.-R. ALLEYN,

Greffier des archives.

INDEX

DES

Journaux de l'Assemblée Législative

DE QUÉBEC

7 GEORGE V, 1916

A DRESSE:—

1. Sur motion de M. Laferté, secondé par M. Hodgins, il est proposé qu'une—soit présentée au lieutenant-gouverneur, 11.
2. Le lieutenant-gouverneur accuse réception de l'—, 228.

ADRESSES:—(Pour le dépôt de rapports et de documents, voir *Documents de la Session*).

AGENTS D'ASSURANCES:—Loi concernant les—.(Voir *BILLS, No 23.*)

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION (Comité d'):—(Voir *COMITÉS.*)

ANGLO AMERICAN TRUST COMPANY (The):—Loi amendant la charte de —.(Voir *BILLS, No 112.*)

ARCHITECTES:—Loi concernant les—.(Voir *BILLS, B.*)

ASSELIN, TANCRÈDE:—Loi concernant—.(Boir *BILLS, No 119.*)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

Se rend auprès du L.-G. à l'ouverture de la session, 2, 3.

Suspend la séance, 3.

Décide d'ouvrir ses séances après l'heure fixée par le règlement, 22.

Décide d'ouvrir ses séances avant l'heure fixée par le règlement, 20, 39.

Décide de siéger le samedi, 178.

Décide d'avoir deux séances par jour, 178; trois séances par jour, 178.

Se rend auprès du L.-G. pour la sanction de bills, 248.

Se rend auprès du L.-G. pour la prorogation, 248.

ASSOCIATION CATHOLIQUE DE LA JEUNESSE CANADIENNE-FRANÇAISE:—

Loi constituant en corporation l'—. (Voir *BILLS, No 92.*)

ASSURANCE FUNÉRAIRE:—Loi concernant l'—. (Voir *BILLS, No 20.*)

BACK RIVER POWER COMPANY:—Loi ratifiant un contrat entre la—et la ville du Sault-au-Récollet. (Voir *BILLS, No 125.*)

BAGOTVILLE:—Loi concernant le village de—. (Voir *BILLS, No 84.*)**BAIE SAINT-PAUL:—Loi concernant la ville—. (Voir *BILLS, No 61.*)****BANKERS TRUST COMPANY:—Loi amendant la charte de la—. (Voir *BILLS, No 69.*)****BARR, CHARLES-HENRY:—Loi concernant—. (Voir *BILLS, No 122.*)****BARREAU DE LA PROVINCE:—Loi au sujet du—. (Voir *BILLS, No 170.*)****BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE:—Nomination du comité de la—26; message de l'Assemblée, 26; message du conseil, 26; rapport du bibliothécaire, 154.****BIENS EN DÉSHERÉANCE:—Loi concernant certains—. (Voir *BILLS, No 32.*)****BILLS:—**

B.—Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les architectes.—(M. Beaudry), 1ère lect., 184; renvoi à comité, 192; rapporté, 198; 3e lect., 206, concours du Conseil aux amend., 246. Sanction, 248. (7 Geo. V, c. 39.)

C.—Loi modifiant le code de procédure civile et les statuts refondus 1909, relativement à certaines représentations théâtrales.—(M. Beaudry), 1ère lect., 184; renvoi à comité, 192; rapporté, rejeté, 198.

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

BILLS:—*Suite.*

D.—Loi pour abroger l'article 4336 des Statuts refondus, 1909, concernant les paroisses, églises et cimetières. 1ère lect., 245.

No 1.—Loi relative à la prestation des serments d'office.—Présenté (M. Gouin), 4.

No 3.—Loi insérant l'article 3074a dans les Statuts refondus, 1909, concernant la Cour supérieure.—Présenté (M. Gouin), 24; 2e lect., étude en comité, 3e lect., 30. Message du C. L., 114. Sanction, 248. (7 Geo. V, c. 31.)

No 4.—Loi modifiant l'article 6119c des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 51, section 1.—Présenté, (M. Gouin), 23; renvoi à comité, 34; rapporté, 48; 3e lect., 90. Message du C. L., 132. Sanction, 248. (7 Geo. V, c. 44.)

No 5.—Loi modifiant la loi relative aux coroners dans la province de Québec.—Présenté (M. Gouin), 23; 2e lect. et 3e lect., 30. Message du C. L., 114. Sanction, 248. (7 Geo. V, c. 34.)

No 6.—Loi modifiant l'article 29 des Statuts refondus, 1909, au sujet des ajournements dans certaines poursuites pour pénalités.—Présenté (M. Gouin), 23; renvoi à comité plénier, 30.

No 7.—Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1917 et le 30 juin 1918 et pour d'autres fins du service public.—Présenté (M. Mitchell), 1ère, 2e et 3e lect., 227. Message du C. L., 248. Sanction, 253. (7 Geo. V, c. 1.)

No 8.—Loi amendant les Statuts refondus, 1909, au sujet des pouvoirs que possèdent certaines corporations ou compagnies.—Présenté (M. Gouin), 44; 2e et 3e lect., 136. Message du C. L., 157. Sanction, 248. (7 Geo. V, c. 43.)

No 9.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Cour supérieure.—Présenté (M. Gouin), 186; 2e et 3e lect., 225. Message du C. L., avec amend., concours, 244. Sanction, 248. (7 Geo. V, c. 32.)

No 11.—Loi pour garantir à certains habitants du district de Gaspé, la propriété de leurs terres.—Résolutions renv. à comité pl., 38; recommandation du L. G., 87; en comité, concours, 87. Bill présenté (M.

BILLS:—*Suite.*

Caron, Iles-de-la-Madeleine), 2e et 3e lect., 88. Message du C. L., 210. Sanction, 248. (7 Geo. V, c. 49.)

No 12.—Loi amendant les Statuts refondus, 1909, relativement aux droits sur les successions.—Résolutions renv. à comité pl., 155; recommandation du L. G., 181; concours, 183. Bill présenté (M. Mitchell), 153; 2e et 3e lect., 184. Message du C. L., 243. Sanction, 248. (7 Geo. V, c. 20.)

No 13.—Loi pour ratifier un octroi de terres publiques à la Compagnie de chemin de fer de Colonisation du Nord—Résolutions renv. à comité pl., 38; recommandation du L. G., 66; étude en comité, concours, 66. Bill présenté (M. Taschereau), 2e et 3e lect., 75. Message du C. L., 124. Sanction, 249. (7 Geo. V, c. 3.)

No 15.—Loi amendant la loi des bons chemins, 1912.—Résolutions renv. à comité pl., 192; recommandation du L. G., 213; concours, 214. Bill présenté (M. Mitchell), 189; 2e et 3e lect., 215. Message du C. L., 243. Sanction, 249. (7 Geo. V, c. 9.)

No 16.—Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs.—Résolutions renv. à comité pl., 108; recommandation du L. G., 130; concours, 131. Bill présenté (M. Mitchell), 44; renvoi à comité pl., 105; amendé, 131; motion pour renvoi en comité de nouveau, rejetée, 3e lect., 136. Message du C. L., 194. Sanction, 249. (7 Geo. V, c. 21.)

No 17.—Loi amendant la loi imposant des taxes sur les corporations, compagnies, sociétés, personnes, raisons, sociales et associations commerciales.—Résolutions renv. à comité pl., 210; recommandation du L. G., 214; concours, 214. Bill présenté (M. Mitchell), 2e et 2e lect., 214. Message du C. L., 247. Sanction, 249. (7 Geo. V, c. 18.)

No 18.—Loi amendant la loi des licences de Québec.—Résolutions renv. à comité pl., 155; recommandation du L. G., 229; rapport, 233; concours, 239. Bill présenté (M. Mitchell), 153; renvoi à comité pl., 209; étude en comité, 234; amendé, 235; amendement proposé rejeté, 238; 3e lect., 239. Message du C. L., 247. Sanction, 249. (7 Geo. V, c. 17.)

No 19.—Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant la pension des officiers publics.—Résolutions renv. à comité pl., 108; recommandation du L. G., 113; étude en comité pl., concours, 113. Bill

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

BILLS:—*Suite.*

présenté (M. Mitchell), 44; 2e et 3e lect., 113. Message du C. L., avec amend., concours, 235. Sanction, 249. (7 Geo. V, c. 16.)

No 20.—Loi amendant la loi des assurances de Québec concernant l'assurance funéraire.—Bill présenté (M. Mitchell), 44; 2e lect., étude en comité pl., 113; amendé, 124; 3e lect., 130. Message du C. L., 169. Sanction, 249. (7 Geo. V, c. 47.)

No 21.—Loi amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques.—Résolutions renv. à comité pl., 38; recommandation du L. G., 65; en comité, concours, 65. Bill présenté (M. Caron, Iles-de-la-Madeleine), 44; 2e lect., amendé, 3e lect., 66. Message du C. L., 124. Sanction, 249. (7 Geo. V, c. 22.)

No 22.—Loi relative à l'entretien des routes provinciales et de certains chemins municipaux.—Résolutions renv. à comité pl., 124; recommandation du L. G., 166; concours, 167. Bill présenté (M. Tessier, Trois-Rivières), 116; 2e, 3e lect., 167. Message du C. L., avec amend., 210; concours, 211. Sanction, 249. (7 Geo. V, c. 10.)

No 23.—Loi amendant la loi des assurances de Québec au sujet des agents d'assurance.—Résolution renv. à comité pl., 108; recommandation du L. G., 112; étude en comité, concours sur division, 112. Bill présenté (M. Mitchell), 44; progrès rapporté, 107; amendé, 3e lect., sur division, 112. Message du C. L., 148. Sanction, 249. (7 Geo. V, c. 46.)

No 24.—Loi modifiant les articles 1220 et 2143 du Code civil au sujet de certains écrits faits hors de la province de Québec.—Présenté (M. Gouin), 23; 2e lect., étude en comité, 3e lect., 33. Message du C. L., 124. Sanction, 249. (7 Geo. V, c. 51.)

No 25.—Loi modifiant l'article 1249 du Code de procédure civile relativement aux procédures de cautionnement lors d'un appel à Sa Majesté.—Présenté (M. Gouin), 24; renvoi à comité, 30; rapporté, 48; 3e lect., 90. Message du C. L., 132. Sanction, 249. (7 Geo. V, c. 56.)

No 26.—Loi amendant l'article 232 des Statuts refondus, 1909, au sujet de l'examen et de la correction de la liste des électeurs dans les cités de Montréal, de Québec, de Sherbrooke, de Salaberry de Valleyfield et de Maisonneuve.—Présenté (M. Gouin), 24; renvoi à comité, 30; rapporté, 197; étude en comité pl., 212; amendé, 3e lect., 226. Message du C. L., 246. Sanction, 249. (7 Geo. V, c. 15.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

BILLS:—*Suite.*

No 27.—Loi amendant les Statuts refondus, 1909, relativement à la fabrication des produits laitiers.—Présenté (M. Caron, Iles de-la-Madeleine), 38; 2e et 3e lect., 46. Message du C. L., 115. Sanction, 249. (7 Geo. V, c. 24.)

No 28.—Loi relative à certaines modifications à faire au cadastre du canton Joliette situé partie dans le comté de Joliette et partie dans le comté de Berthier.—Présenté (M. Mercier), 41; 2e et 3e lect., 46. Message du C. L., 115. Sanction, 249. (7 Geo. V, c. 53.)

No 30.—Loi amendant le Code civil relativement aux privilèges des ouvriers, constructeurs ou autres personnes.—Présenté (M. Taschereau), 41; renvoi à comité, 147; rapporté, 171; 3e lect., 184. Message du C. L., avec amend., 247; concours, 248. Sanction, 249. (7 Geo. V, c. 52.)

No 31.—Loi amendant la loi des mines de Québec.—Présenté (M. Mercier), 116; 2e et 3e lect., 142. Message du C. L., avec amend., concours, 203. Sanction, 249. (7 Geo. V, c. 25.)

No 32.—Loi modifiant l'article 687 du Code civil et l'article 1741 des Statuts refondus, 1909, relativement à certains biens en déshérence.—Résolutions renv. à comité pl., 108; recommandation du L. G., 122; concours, 123. Bill présenté (M. Gouin), 106; 2e et 3e lect., 123. Message du C. L., 148. Sanction, 249. (7 Geo. V, c. 50.)

No 33.—Loi refondant et revisant la loi de la chasse de Québec.—Résolutions renv. à comité pl., 142; recommandation du L. G., 162; concours, 163. Bill présenté (M. Mercier), 138; 2e lect., étude en comité, 164, 165, 169; amendé, 3e lect., 202. Message du C. L. avec amend., concours, 244. Sanction, 249. (7 Geo. V, c. 26.)

No 34.—Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées.—Résolutions renv. à comité pl., 192; recommandation du L. G., 212; concours, 213. Bill présenté (M. Mitchell), 189; 2e et 3e lect., 213. Message du C. L. avec amend., concours, 242. Sanction, 249. (7 Geo. V, c. 35.)

No 35.—Loi amendant la loi de l'Instruction publique.—Présenté (M. Décarie), 153; 2e lect., amendé, 3e lect., 173. Message du C. L. avec amend., concours, 244. Sanction, 249. (7 Geo. V, c. 27.)

No 36.—Loi amendant le Code de procédure civile relativement aux règles de pratique.—Présenté (M. Gouin), 106; 2e et 3e lect., 135. Message du C. L., 152. Sanction, 249. (7 Geo. V, c. 54.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses."

BILLS:—*Suite.*

No 37.—Loi concernant les écoles catholiques de Montréal.—Présenté (M. Décarie), 106; 2e et 3e lect., 209. Message du C. L., 243. Sanction, 249. (7 Geo. V, c. 28.)

No 38.—Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Ecole polytechnique.—Présenté (M. Décarie), 116; 2e et 3e lect., 210. Sanction, 249. (7 Geo. V, c. 30.)

No 39.—Loi rendant applicable la loi 5 George V, chapitre 60, aux aspirants à l'étude du droit, aux aspirants à l'étude du notariat et aux aspirants à l'étude et à la pratique de l'art dentaire en service actif dans les troupes de Sa Majesté.—Présenté (M. Gouin), 153; 2e et 3e lect., 168. Message du C. L. avec amend., concours, 244. Sanction, 249. (7 Geo. V, c. 38.)

No 40.—Loi modifiant la loi 6 George V, chapitre 2, relativement à la Commission des chemins à barrières de la rive nord, à Québec.—Résolution renv. à comité pl., 124; recommandation du L. G., 165, concours, 166. Bill présenté (M. Taschereau), 116; 2e et 3e lect., 166. Message du C. L., 207. Sanction, 250. (7 Geo. V, c. 11.)

No 41.—Loi autorisant une souscription d'un million de piastres au fonds patriotique canadien.—Résolution renv. à comité pl., 187; recommandation du L. G., 192; concours, 193. Bill présenté (M. Mitchell), 193; 2e et 3e lect., 209. Message du C. L., 243. Sanction, 250. (7 Geo. V, c. 2.)

No 42.—Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant la taxe sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations.—Résolution renv. à comité pl., 155; recommandation du L. G., 168; concours, 169. Bill présenté (M. Mitchell), 153; 2e et 3e lect., 169. Message du C. L., 208. Sanction, 250. (7 Geo. V, c. 19.)

No 43.—Loi relative à un certain pont dans le comté de L'Assomption.—Présenté (M. Taschereau), 116; renvoi à comité, 156; rapporté, 157; 3e lect., 165. Message du C. L., 208. Sanction, 250. (7 Geo. V, c. 92.)

No 44.—Loi relative au régime des eaux dans la province de Québec.—Résolutions renv. à comité pl., 165; recommandation du L. G., 194; concours, 196. Bill présenté (M. Caron, Iles-de-la-Madeleine), 160; 2e et 3e lect., 196.

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

BILLS:—Suite.

No 45.—Loi modifiant la loi d'hygiène publique de Québec.—Présenté (M. Décarie), 189; 2e et 3e lect., 201. Message du C. L., 243. Sanction, 250. (7 Geo. V, c. 36.)

No 46.—Loi relative à l'interprétation du Code municipal.—Présenté (M. Gouin), 153; 2e et 3e lect., 173. Message du C. L., 243. Sanction, 250. (7 Geo. V, c. 58.)

No 47.—Loi relative au rachat des droits de péage sur la route de Saint-Constant à Laprairie.—Présenté (M. Taschereau), 171; 2e lect., amend., 3e lect., 200. Message du C. L., 243. Sanction, 250. (7 Geo. V, c. 7.)

No 48.—Loi amendant la loi 2 George V, chapitre 2, relativement aux ponts et chemins de péage dans la province.—Résolutions renv. à comité pl., 187; recommandation du L. G., 196; concours, 196. Bill présenté (M. Taschereau), 197. Message du C. L., 243. Sanction, 250. (7 Geo. V, c. 6.)

No 49.—Loi accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Jacques-Cartier.—Résolutions renvoi à comité pl., 192; recommandation du L. G., 206; concours, 207. Bill présenté (M. Caron, Iles-de-la-Madeleine), 189; 2e et 3e lect., 207. Message du C. L., 243. Sanction, 250. (7 Geo. V, c. 4.)

No 50.—Loi accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Sainte-Anne.—Résolutions renv. à comité pl., 192; recommandation de L. G., 208; concours, 208. Bill présenté (M. Caron, Iles-de-la-Madeleine), 189; 2e et 3e lect., 209. Message du C. L., 243. Sanction 250. (7 Geo. V, c. 5.)

No 51.—Loi amendant la charte de *The Hervey Institute*.—Pétition, 14; rapport, 93. Bill présenté (M. Gault), 94; renvoi à comité, 105; rapporté, 109; 3e lect., 122. Message du C. L. avec amend., concours, 149. Sanction, 250. (7 Geo. V, c. 114.)

No 52.—Loi constituant en corporation la ville de Sainte-Thérèse.—Pétition, 25; rapport, 93. Bill présenté (M. Lévesque), 93; renvoi à comité, 105; rapporté, 143; 3e lect., 147. Message du C. L. avec amend., 210; concours, 211. Sanction, 250. (7 Geo. V, c. 73.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

BILLS:—*Suite.*

No 53.—Loi concernant le *National Jockey Club Limited*.—Pétition, 41; rapport, 47. Bill présenté (M. Mayrand), 79; renvoi à comité, 100; rapporté, 135; amendé, 3e lect., 147. Message du C. L., 180. Sanction, 250. (7 Geo. V, c. 103.)

No 54.—Loi concernant la succession de Pierre-Edmond Paquette. —Pétition, 24; rapport, 32. Bill présenté (M. David), 32; renvoi à comité, 39; rapporté, 47; 3e lect., 119. Message du C. L., 148. Remboursement des droits, 236. Sanction, 250. (7 Geo. V, c. 123.)

No 55.—Loi constituant en corporation *The Grand Lake Railway and Transportation Company*.—Pétition, 12; rapport, 25. Bill présenté (M. Fortier), 48; renvoi à comité, 90; rapporté, 125; 3e lect., 137. Message du C. L., 169. Sanction, 250. (7 Geo. V, c. 98.)

No 56.—Loi amendant la charte de la cité de Sherbrooke.—Pétition, 25; rapport, 32. Bill présenté (M. Therrien), 32; renvoi à comité, 39; rapporté, 78; 3e lect., 99. Message du C. L. avec amend., 176; concours, 178. Sanction, 250. (7 Geo. V, c. 67.)

No 57.—Loi autorisant le barreau de la province de Québec à antider l'admission à l'étude de Monsieur Roméo Gingras.—Pétition, 12; rapport, 20. Bill présenté (M. Cannon, Québec-Centre), 21; renvoi à comité, 34; rapporté, 47; 3e lect., 89. Message du C. L. avec amend., 176; concours, 178. Remboursement des droits additionnels, 237. Sanction, 250. (7 Geo. V, c. 128.)

No 58.—Loi amendant la charte de la cité de Westmount.—Pétition, 13; rapport, 20. Bill présenté (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga), 21; rapporté, 31; retiré, 111. Remboursement des droits, 202.

No 59.—Loi amendant la charte de la ville de Roxboro.—Pétition, 12; rapport, 41. Bill présenté (M. Ashby), 43; renvoi à comité, 45; rapporté, 115; 3e lect., 129. Message du C. L., 172. Sanction, 250. (7 Geo. V, c. 77.)

No 60.—Loi érigeant en municipalité le village du Petit Lac Magog. —Pétition, 14; rapport, 26. Bill présenté (M. Therrien), 26; renvoi à comité, 34; rapporté, 78; 3e lect., 99. Message du C. L. avec amend., 149; concours, 150. Sanction, 250. (7 Geo. V, c. 86.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

BILLS:—*Suite.*

No 61.—Loi se rapportant à la ville Baie-Saint-Paul.—Pétition, 13; rapport, 25. Bill présenté (M. Cannon, Québec-Centre), 32; renvoi à comité, 39; rapporté, 77; 3e lect., 100. Message du C. L. avec amend., 149; concours, 150. Sanction, 250. (7 Geo. V, c. 76.)

No 62.—Loi autorisant Ernest Brault à pratiquer la médecine après avoir subi devant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec les examens médicaux requis pour la licence.—Pétition, susp. du règlement, 46; rapport, 77. Bill présenté (M. Désaulniers), 79; renvoi à comité, 100; rapporté, 108; 3e lect., 121. Message du C. L., 148. Sanction, 250. (7 Geo. V, c. 133.)

No 63.—Loi amendant la charte de la ville de Saint-Léonard de Port Maurice et ratifiant le règlement No 51 de ladite ville.—Pétition, 13; rapport, 20. Bill présenté (M. Lévesque), renvoi à comité, 21; rapporté, 25; 3e lect., 34. Message du C. L. avec amend., 149. Sanction, 250. (7 Geo. V, c. 83.)

No 64.—Loi amendant la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe.—Pétition, 12; rapport, 41. Bill présenté (M. Bouchard), 44; renvoi à comité, 76; rapporté, 143; 3e lect., 147. Message du C. L. avec amend., 185; concours, 186. Sanction, 250. (7 Geo. V, c. 111.)

No 65.—Loi autorisant la construction d'un pont en acier sur la rivière Saint-François, entre la ville de East Angus et la municipalité du canton de Westbury, à l'endroit connu sous le nom de "la traverse".—Pétition, 14; rapport, 93. Bill présenté (M. Scott), 94; renvoi à comité, 105; rapporté, 116; 3e lect., 130. Message du C. L., 157. Sanction, 250. (7 Geo. V, c. 91.)

No 66.—Loi constituant en corporation *The Plymouth Congregational Church of Sherbrooke*.—Pétition, 40; rapport, 47. Bill présenté (M. Therrien), 48; renvoi à comité, 90; rapporté, 109; 3e lect., 121. Message du C. L., 148. Sanction, 250. (7 Geo. V, c. 119.)

No 67.—Loi constituant en corporation l'Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie, de Montréal.—Pétition, 13; rapport, 77. Bill présenté (M. D'Auteuil), 78; renvoi à comité, 100; rapporté 109; 3e lect., 128. Message du C. L. avec amend., concours, 170. Sanction, 250. (7 Geo. V, c. 115.)

No 68.—Loi amendant la charte de la *Scottish Trust Company*.—Pétition, 12; rapport, 102. Bill présenté (M. Finnie), 104; renvoi à

BILLS:—Suite.

comité, 107; rapporté, 135; 3e lect., 131. Message du C. L., 180. Sanction, 250. (7 Geo. V, c. 101.)

No 69.—Loi amendant la charte de la *Bankers Trust Company*.—Pétition, 12; rapport, 102. Bill présenté (M. Finnie), 103; renvoi à comité, 107; rapporté, 135; 3e lect., 141. Message du C. L., 172. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 102.)

No 70.—Loi concernant l'Orphelinat catholique de Montréal.—Pétition, 13; rapport, 20. Bill présenté (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga), 21; renvoi à comité, 24; rapporté, 41; en comité, 3e lect., 45. Message du C. L. avec amend., concours, 149. Remboursement des droits additionnels, 237. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 107.)

No 71.—Loi accordant certains pouvoirs à la paroisse de Saint-Patrice, Montréal.—Pétition, 12; rapport, 20. Bill présenté (M. Cannon, Dorchester), 21; renvoi à comité, 24; rapporté, 109; 3e lect., 120. Message du C. L. avec amend., 148; concours, 149. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 113.)

No 72.—Loi amendant la charte de la ville Lasalle.—Pétition, 11; rapport, 20. Bill présenté (M. Ashby), 22; renvoi à comité, 22; rapporté, 25; 3e lect., 34. Message du C. L. avec amend., concours, 123. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 75.)

No 73.—Loi amendant la charte de la cité de Lachine.—Pétition, 12; rapport, 20. Bill présenté (M. Ashby), 22; renvoi à comité, 24; rapporté, 47; 3e lect., 89. Message du C. L. avec amend., 132; concours, 132. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 69.)

No 76.—Loi constituant en corporation la *Mount Sinai Foundation*.—Pétition, 13; rapport, 77. Bill présenté (M. Bercovitch), 103; renvoi à comité, 107; rapporté, 135; 3e lect., 141. Message du C. L. avec amend., concours, 234. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 116.)

No 77.—Loi constituant en corporation: L'Institut des soldats blessés.—Pétition, 13; rapport, 93. Bill présenté (M. Bercovitch), 94; renvoi à comité, 105; rapporté, 145; 3e lect., 152. Remboursement des droits, 245.

No 78.—Loi amendant la charte de la ville de Hampstead.—Pétition, 13; rapport, 77. Bill présenté (M. Lévesque), 93; renvoi à comité, 105; rapporté, 109; 3e lect., 120. Message du C. L., 149. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 84.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

BILLS:—*Suite*.

No 79.—Loi amendant la charte de la "*Shawinigan Water and Power Company*".—Pétition, 12; rapport, 36. Bill présenté (M. Cannon, Québec-Centre), 37; renvoi à comité, 42; rapporté, 115; 3e lect., 140. Message du C. L. avec amend., concours, 220. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 95.)

No 80.—Loi établissant une nouvelle division d'enregistrement à Mont-Laurier, dans le comté de Labelle, et divisant ce comté et celui d'Ottawa en deux divisions pour fins municipales et d'enregistrement.—Pétition, 12; rapport, 102. Bill présenté (M. Fortier), 103; renvoi à comité, 107; rapporté, 145; 3e lect., 152. Message du C. L. avec amend., concours, 203. Remboursement des droits, 237. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 13.)

No 81.—Loi amendant la charte de la cité de Hull.—Pétition, 24; rapport, 36. Bill présenté (M. Gendron), 37; renvoi à comité, 42; rapporté, 135; étude en comité, 140; amendé, 3e lect., 146. Message du C. L. avec amend., concours, 203. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 68.)

No 82.—Loi amendant la charte de la corporation des juifs espagnols et portugais, Shearith Israel, de Montréal.—Pétition, 31; rapport, 36. Bill présenté (M. Bercovitch), 37; renvoi à comité, 42; rapporté, 93; 3e lect., 106. Message du C. L. avec amend., 1ère et 2 lect., 155; concours, 191. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 118.)

No 83.—Loi autorisant le barreau de la province de Québec à permettre à George H. Shink de pratiquer le droit après examens.—Pétition, 36; rapport, 77. Bill présenté (M. Thériault), 94; renvoi à comité, 105; rapporté, 135; 3e lect., 140. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 129.)

No 84.—Loi amendant la loi constituant en corporation le village de Bagotville en une municipalité séparée.—Pétition, 14; rapport, 20. Bill présenté (M. Petit), 20; renvoi à comité, 24; rapporté, 47; 3e lect., 89. Message du C. L., 169. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 90.)

No 85.—Loi amendant la charte de *The Eastern Township Telephone Company*.—Pétition, 40; rapport, 47. Bill présenté (M. Therrien), 48; renvoi à comité, 90; 3e lect., 130. Message du C. L., 169. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 96.)

No 86.—Loi autorisant le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke à faire un emprunt additionnel.—Pétition, 40; rapport, 47. Bill présenté (M. Therrien), 48; renvoi à comité, 90;

BILLS:—*Suite.*

rapporté, 109; 3e lect., 121. Message du C. L. avec amend., 176; concours, 178. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 29.)

No 87.—Loi concernant l'érection, dans cette province, de paroisses et missions de l'église catholique grecque ruthène en communion avec Rome.—Pétition, susp. du règlement, 46; rapport, 77. Bill présenté (M. Sauvé), 109; renvoi à comité, 122; rapporté, 171; 3e lect., 187. Message du C. L. avec amend., concours, 228. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 117.)

No 88.—Loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Léonide-François Lavigne à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique.—Pétition, 35; rapport, 47. Bill présenté (M. Lévesque), 48; renvoi à comité, 90; rapporté, 108; 3e lect., 120. Message du C. L., 148. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 132.)

No 89.—Loi amendant la charte de la cité de Maisonneuve.—Pétition, 14; rapport, 77. Bill présenté (M. Reed), 79; renvoi à comité, 100; rapporté, 186; 3e lect., 190. Message du C. L. avec amend., 244; concours, 245. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 64.)

No 90.—Loi amendant la loi constituant en corporation la commission du Parc Maisonneuve.—Pétition, 25; rapport, 41. Bill présenté (M. Lévesque), 43; renvoi à comité, 76; inscrit sur le feuillet, 197, amendé, 3e lect., 235. Message du C. L. avec amend., concours avec un amendement, 246. Concours du C. L., 247. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 65.)

No 91.—Loi constituant en corporation La Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal.—Pétition, 31; rapport, 36. Bill présenté (M. Désaulniers), 36; renvoi à comité, 42; rapporté, 93; 3e lect., 106. Message du C. L., 169. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 105.)

No 92.—Loi constituant en corporation L'Association catholique de la jeunesse canadienne-française.—Pétition, 31; rapport, 36. Bill présenté (M. Désaulniers), 36; renvoi à comité, 42; rapporté, 115; 3e lect., 128. Message du C. L. avec amend., 176; concours, 178. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 110.)

No 93.—Loi amendant la charte de la ville Laval-des-Rapides.—Pétition, 40; rapport, 47. Bill présenté (M. Lévesque), 49; renvoi à comité, 90; rapporté, 115; 3e lect., 128. Message du C. L. avec amend., concours, 176. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 78.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

BILLS:—*Suite.*

No 94.—Loi constituant en corporation "*The St. Maurice Lumber Company*".—Pétition, 40; rapport, 102. Bill présenté (M. Francœur), 103; renvoi à comité, 107; rapporté, 171; 3e lect., 180. Message du C. L. avec amend., 244; concours à l'exception de l'amendement 5, 245; Conseil L. retire amendement, 247. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 93.)

No 95.—Loi amendant la charte de la *Montreal Trust Company*.—Pétition, 12; rapport, 102. Bill présenté (M. Finnie), 104; renvoi à comité, 107. Remboursement des droits, 236.

No 96.—Loi concernant la succession de Jean de la Croix-Joseph Comte.—Pétition, 13; rapport, 20. Bill présenté (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga), 21; renvoi à comité, 24; rapporté, 41; étude en comité, 45, 76; 3e lect., 76. Message du C. L. avec amend., 176; 1ère et 2e lect., 177; concours, 179. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 124.)

No 97.—Loi relative à la ville de Coaticooke.—Pétition, 13; rapport, 32. Bill présenté (M. Bissonnet), 94; retiré, 122. Remboursement des droits, 203.

No 98.—Loi amendant la charte de la cité de Montréal, au sujet de l'hôpital Sainte-Justice.—Pétition, 12; rapport, 36. Bill présenté (M. Désaulniers), 36; renvoi à comité, 42; rapporté, 77; de nouveau renvoi à comité, 95; rapporté, 144; 3e lect., 152. Message du C. L., 181. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 61.)

No 99.—Loi amendant la charte de la ville de Magog.—Pétition, 35; rapport, 41. Bill présenté (M. Bissonnet), 43; renvoi à comité, 45; rapporté, 115; 3e lect., 128. Message du C. L. avec amend., 176; 1ère et 2e lect., 177; concours, 188. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 74.)

No 100.—Loi amendant la charte de la cité de Montréal.—Pétition, 36; rapport, 47. Bill présenté (M. Turcot), 79; renvoi à comité, 100; rapporté, 186; ordre pour être réimprimé, 188; amendé, 3e lect., 191. Message du C. L. avec amend., concours, 247. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 60.)

No 101.—Loi amendant la charte de la cité de Verdun.—Pétition, 13; rapport, 20. Bill présenté (M. Ashby), 22; renvoi à comité, 24; rapporté, 47; étude en comité, 137; amendé, 3e lect., 146. Message du C. L. avec amend., 244; concours, 245. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 72.)

No 102.—Loi concernant la succession de feu Louis-Herménégilde Hébert.—Pétition, 31; rapport, 102. Bill présenté (M. Beaudry),

— — — — —
Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

BILLS:—*Suite.*

104; renvoi à comité, 107; rapporté, 157; 3e lect., 164. Message du C. L. avec amend., 239; concours, 240. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 125.)

No 104.—Loi amendant la charte de la ville de Saint-Jean et constituant cette dernière en corporation de cité.—Pétition, 35; rapport, 41. Bill présenté (M. Robert, St-Jean), 48; renvoi à comité, 90; rapporté, 109, 3e lect., 120. Message du C. L. avec amend., 1ère et 2e lect., 185; concours, 190. Sanction, 251. (7 Geo. V, c. 71.)

No 105.—Loi concernant une donation par contrat de mariage faite par Louis Gervais à Achille Gervais, le 31 janvier 1899 et autorisant la vente de certains immeubles.—Pétition, 14; rapport, 36. Bill présenté (M. Robert, Beauharnois), 37; renvoi à comité, 42; rapporté, 115; 3e lect., 129. Message du C. L., 157. Sanction, 252. (7 Geo. V, c. 126.)

No 106.—Loi amendant la charte de la ville de L'Ile Dorval.—Pétition, 14; rapport 36. Bill présenté (M. Gault), 37; renvoi à comité, 42; rapporté, 92; 3e lect., 106. Message du C. L., 148. Sanction, 252. (7 Geo. V, c. 80.)

No 107.—Loi amendant la charte de la ville de Pointe-Claire. Pétition, 12; rapport, 20. Bill présenté (M. Ashby), renvoi à comité, 22; rapporté, 31; étude en comité 39; 3e lect., 76. Message du C.L. avec amend., 176; concours, 177. Sanction, 252. (7 Geo. V, c. 79.)

No 108.—Loi autorisant la cité de Montréal à indemniser ou exproprier certains propriétaires du quartier Hochelaga.—Pétition, 14; rapport, 26. Bill présenté (M. Perrault), 32; renvoi à comité, 39; rapporté, 186; amendé, 3e lect., 191. Sanction, 252. (7 Geo. V, c. 62.)

No 109.—Loi concernant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan.—Pétition, 25; rapport, 32. Bill présenté (M. Hébert), 33; renvoi à comité, 39; rapporté, 47; 3e lect., 89. Message du C. L. avec amend., 176; 1ère et 2e lect., 177; concours, 179. Sanction, 252. (7 Geo. V, c. 122.)

No 110.—Loi constituant en corporation *The Grenville Harrington and Northern Railway Company*.—Pétition, 31; rapport, 36. Bill présenté (M. Hay), 37; renvoi à comité, 45; rapporté, 116; 3e lect., 129. Message du C. L., 170. Sanction, 252. (7 Geo. V, c. 97.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

BILLS:—*Suite.*

No 111.—Loi amendant la charte de la corporation de la cité des Trois-Rivières.—Pétition, 23; rapport, 47. Bill présenté (M. Trahan), 49; renvoi à comité, 90; rapporté, 115; amendé, 3e lect., 129. Message du C. L. avec amend., 176., concours, 177. Sanction, 252. (7 Geo. V, c. 63.)

No 112.—Loi amendant la charte de *The Anglo American Trust Company*.—Pétition, 40; rapport, 77. Bill présenté (M. Gault), 79; renvoi à comité, 100; rapporté, 109; 3e lect., 121. Message du C. L. avec amend., 148; concours, 149. Sanction, 252. (7 Geo. V, c. 100.)

No 113.—Loi amendant la loi 6 George V, chapitre 65, concernant la municipalité scolaire de la ville de Maisonneuve.—Pétition, 40; rapport, 77.

No 114.—Loi amendant la charte de *The Montreal General Hospital*.—Pétition, 40; rapport, 77. Bill présenté (M. Gault), 79; renvoi à comité, 100; rapporté, 108; 3e lect., 120. Message du C. L., 180. Sanction, 252. (7 Geo. V, c. 104.)

No 115.—Loi concernant la construction d'une église et d'un presbytère dans la paroisse du Très-Saint-Rédempteur de Montréal.—Pétition, 23; rapport, 77. Bill présenté (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga), 78; renvoi à comité, 100; rapporté, 115; 3e lect., 129. Message du C. L. avec amend., 176; concours, 177. Sanction, 252. (7 Geo. V, c. 120.)

No 116.—Loi amendant la "Loi concernant la construction d'une église dans la paroisse de Saint-Arsène de Montréal".—Pétition, 20; rapport, 32. Bill présenté (M. Lévesque), 32; renvoi à comité, 39; rapporté, 47; 3e lect., 89. Message du C. L. avec amend., concours, 170. Sanction, 252. (7 Geo. V, c. 121.)

No 117.—Loi permettant aux commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent de faire un rôle d'évaluation annuel.—Pétition, 23; rapport, 41. Bill présenté (M. Ashby), 43; renvoi à comité, 45; rapporté, 103; 3e lect., 107. Remboursement des droits, 236.

No 118.—Loi autorisant le collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres Joseph-Orphir-Emile Brunet.—Pétition, 35; rapport, 77. Bill présenté (M. Ashby), 78; renvoi à comité, 100; rapporté, 135; 3e lect., 140. Message

BILLS:—*Suite.*

du C. L., 180. Remboursement des droits additionnels, 236. Sanction, 252. (7 Geo. V, c. 135.)

No 119.—Loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Tancrède Asselin au nombre de ses membres.—Pétition, 12; rapport, 25. Bill présenté (M. Lemieux), 26; renvoi à comité, 39; rapporté, 48; 3e lect., 89. Message du C. L., 132. Sanction, 252. (7 Geo. V, c. 136.)

No 120.—Loi constituant en corporation "*The New Adath Joshurun Congregation*".—Pétition, 13; rapport, 32. Bill présenté (M. Bercovitch), 33; renvoi à comité, 39; rapporté, 77; 3e lect., 99. Message du C. L. avec amend., concours, 155. Sanction, 252. (7 Geo. V, c. 108.)

No 121.—Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre William Montgomerie au nombre de ses membres après examen.—Pétition, 40; rapport, 47. Bill présenté (M. Bullock), renvoi à comité, 100; rapporté, 135; 3e lect., 140. Message du C. L., 180. Remboursement des droits additionnels, 246. Sanction, 252. (7 Geo. V, c. 130.)

No 122.—Loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Charles Henry Barr à l'exercice de la profession de dentiste.—Pétition, 35; rapport, 77. Bill présenté (M. Gosselin), 78; renvoi à comité, 100; rapporté, 109; 3e lect., 122. Message du C. L., 148. Remboursement des droits additionnels, 237. Sanction, 252. (7 Geo. V, c. 134.)

No 123.—Loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Frederic William Saunders à l'exercice de la profession de dentiste.—Pétition, 40; rapport, 77. Bill présenté (M. Gosselin), 78; renvoi à comité, 100; rapporté, 109; 3e lect., 121. Message du C. L., 148. Remboursement des droits additionnels, 237. Sanction, 252. (7 Geo. V, c. 137.)

No 124.—Loi augmentant le pouvoir d'emprunt de la corporation du canton de Chambly.—Pétition, 35; rapport, 93. Bill présenté (M. Désaulniers), 93; renvoi à comité, 105; rapporté, 125; 3e lect., 137. Message du C. L. avec amend., concours, 170. Sanction, 252. (7 Geo. V, c. 87.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

BILLS:—*Suite.*

No 125.—Loi ratifiant un contrat entre la *Back River Power Company* et la ville du Sault-au-Récollet.—Pétition, 13; rapport, 77. Bill présenté (M. Lévesque), 94; renvoi à comité, 105; rapporté, 125; amendé, 3e lect., 136. Message du C. L. avec amend., concours, 176. Sanction, 252. (7 Geo. V, c. 82.)

No 126.—Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Nathaniel William Jacobs à exercer la profession légale et à lui accorder son diplôme à cet effet.—Pétition, 12; rapport, 93. Bill présenté (M. Finnie), 94; renvoi à comité, 105; rapporté, 109; 3e lect., 121. Message du C. L., 148. Remboursement des droits additionnels, 237. Sanction, 252. (7 Geo. V, c. 131.)

No 127.—Loi concernant les limites de la municipalité scolaire de Cartierville.—Pétition, 12; rapport, 32. Bill présenté (M. Bercovitch), 32; renvoi à comité, 45; rapporté, rejeté, 103; réinscription sur le feuilletton, 107; renvoi à comité, 119; rapporté, 143; 3e lect., 147. Message du C. L. avec amend., 210; 1ère et 2ème lect., 211; retiré, remboursement des droits, 246.

No 128.—Loi amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec.—Pétition, 14; rapport, 36. Bill présenté (M. Thériault), 37; renvoi à comité, 45; rapporté, 144; amendé, 3e lect., 164. Message du C. L., avec amend., 234; concours, 235. Sanction, 252. (7 Geo. V, c. 59.)

No 129.—Loi concernant Les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur.—Pétition, 35.

No 130.—Loi constituant en corporation La congrégation des Sœurs du Saint-Enfant Jésus.—Pétition, 25; rapport, 102. Bill présenté (M. Parrot), 103; renvoi à comité, 107; rapporté, 135; 3e lect., 141. Message du C. L. avec amend., 210; concours, 211. Remboursement des droits additionnels, 236. Sanction, 252. (7 Geo. V, c. 109.)

No 131.—Loi confirmant et ratifiant les règlements 48 et 50 de la ville de la Pointe-aux-Trembles et amendant l'article 5789*a* des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte pour la ville par l'article 30 de la loi 6 Georges V, chapitre 53.—Pétition, 25; rapport, 126. Bill présenté (M. Lévesque), 126; renvoi à comité, 141; rapporté, 160; étude en comité, le comité se lève, 175. Réinscription sur le feuilletton, 188; étude en comité, le comité se lève, 191. Réinscription sur le feuilletton, 197;

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

BILLS:—*Suite.*

amendé, 3e lect., 206. Message du C. L., 243. Sanction, 252. (7 Geo. V, c. 81.)

No 132.—Loi concernant le village de Granby et l'érigeant en cité sous le nom de "Cité de Granby".—Susp. du règlement en rapport avec la pétition, 26, 31; rapport, 102. Bill présenté (M. Bullock), 103; renvoi à comité, 107; rapporté, 171; 3e lect., 180. Remboursement des droits additionnels, 237. Message du C. L. avec amend., 239; concours, 240. Sanction, 253. (7 Geo V, c. 70.)

No 133.—Loi amendant la loi 5 Georges V, chapitre 161, section 1 concernant la succession de feu James McCready.—Pétition, 35; rapport, 77. Bill présenté (M. Finnie), 78; renvoi à comité, 100; rapporté, 115; 3e lect., 129. Message du C. L. avec amend., 185; concours, 186. Sanction, 253. (7 Geo. V, c. 127.)

No 134.—Loi amendant la loi 4 George V, chapitre 31, concernant la municipalité scolaire de Notre-Dame de Grâce-Ouest.—Pétition, 40; rapport, 126. Bill présenté (M. Mayrand), 126; renvoi à comité, 142; rapporté, rejeté, 160. Remboursement des droits, 236.

No 135.—Loi constituant en corporation *The Guarantee Title and Contract Company*.—Pétition, 40; rapport, 126. Bill présenté (M. Bercovitch), 127; renvoi à comité, 137; rapporté, 160; 3e lect., 180. Remboursement des droits additionnels, 247. Sanction, 253. (7 Geo. V, c. 99.)

No 136.—Loi constituant en corporation *The Southern Canada Power Company*.—Pétition, 35; rapport, 102. Bill présenté (M. Bouchard), 103; renvoi à comité, 130; rapporté, 171; amendé, 3e lect., 188. Message du C. L. avec amend., concours, 242. Sanction, 253. (7 Geo. V, c. 94.)

No 137.—Loi amendant la charte de la cité d'Outremont.—Susp. du règlement, 76; pétition, 92; rapport, 126. Bill présenté (M. Finnie), 127; renvoi à comité, 137; rapporté, 157; 3e lect., 164. Message du C. L., 234. Sanction, 253. (7 Geo. V, c. 66.)

No 138.—Loi annexant le territoire de la municipalité de Notre-Dame de la Victoire à celui de la cité de Lévis.—Susp. du règlement, 92; pétition, 102; rapport, 126, susp. du règlement, bill présenté (M. Francœur), 126; renvoi à comité, 142; rapporté, 157; 3e lect., 164. Message du C. L. avec amend., concours, 228. Remboursement des droits additionnels, 246. Sanction, 256. (7 Geo. V, c. 85.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

BILLS:—*Suite.*

No 139.—Loi amendant la charte de l'Union nationale française et de refuge.—Susp. du règl., pétition, 125; rapport, susp. du règl., 142. Bill présenté (M. Lemieux), 143; renvoi à comité, 147; rapporté, 160; 3e lect., 175. Remboursement des droits additionnels, 238. Message du C. L. avec amend., 239; concours, 240. Sanction, 253. (7 Geo. V, c. 112.)

No 140.—Loi amendant la charte de la municipalité du village de Courville dans le comté de Québec et décrétant son érection en ville.—Susp. du règl. 115; pétition, 125; susp. du règl. quant au dépôt, 127; rapport, 151. Bill présenté (M. Cannon, Québec-Centre), 151; renvoi à comité, 154; rapporté, 179; 3e lect., 187. Message du C. L. avec amend., 239, concours, 240. Sanction, 253. (7 Geo. V, c. 88.)

No 141.—Loi constituant en corporation l'Institut des Frères de Saint-Vincent de Paul de Montréal.—Pétition, susp. du règle., 150. Bill présenté (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga), 151; renvoi à comité, 154; rapporté, 179; 3e lect., 187. Sanction, 253. (7 Geo. V, c. 106.)

No 160.—Loi pour détacher de la paroisse de St-Joachim, comté de Montmorency, certains immeubles, et pour former une paroisse distincte sous le nom de Saint-Louis de Gonzague du Cap Tourmente.—Présenté (M. Décarie), 189; 2e lect., amendé, 3e lect., 209. Message du C. L., 243. Sanction, 253. (7 Geo. V, c. 89.)

No 161.—Loi amendant la loi 2 George V, chapitre 5.—Résolutions renv. à comité pl., 192; recommandation du L. G., 200; concours, 201. Bill présenté (M. Taschereau), 189; 2e et 3e lect., 201. Message du C. L., 243. Sanction, 253. (7 Geo. V, c. 8.)

No 162.—Loi relative à l'organisation, pour fins judiciaires, municipales et d'enregistrement, de certains territoires desservis par le chemin de fer National Transcontinental.—Présenté (M. Gouin), 190; 2e et 3e lect., 228. Message du C. L., 243. Sanction, 253. (7 Geo. V, c. 14.)

No 163.—Loi amendant la loi des compagnies de Québec.—Présenté (M. Décarie), 212; 2e lect., amendé, 3e lect., 226. Message du C. L., 243. Sanction, 253. (7 Geo. V, c. 42.)

No 164.—Loi amendant l'article 29 des Statuts refondus, 1909.—Présenté (M. Gouin), 212; 2e et 3e lect., 225. Message du C. L., 243. Sanction, 253. (7 Geo. V, c. 12.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

BILLS:—*Suite.*

No 170.—Loi modifiant l'article 4524 des Statuts refondus, 1909, au sujet du Barreau de la province de Québec.—Présenté (M. Cannon, Dorchester), 94; motion de renvoi à six mois proposée lors de la 2e lect., 147; adoptée, 161.

No 171.—Loi modifiant l'article 1627 des Statuts refondus, 1909.—Présenté (M. Tourville), 95; renvoi à comité, 107; rapporté à la Chambre 160; étude en comité, 175; amendé, 3e lect., 202. Message du C. L., 247. Sanction, 253. (7 Geo. V, c. 23.)

No 172.—Loi amendant l'article 3221 des Statuts refondus, 1909, au sujet des honoraires des huissiers devant la Cour des commissaires.—Présenté (M. Francœur), 116; renvoi à comité, 142; rapporté, 145; 3e lect., 154. Message du C. L. avec amend., 240; concours, 241. Sanction, 253. (7 Geo. V, c. 33.)

No 173.—Loi amendant l'article 4381 des Statuts refondus 1909, relativement aux pouvoirs d'emprunt des fabriques.—Présenté (M. Cannon, Québec-Centre), 116; renvoi à comité, 142; rapporté, 145; 3e lect., 154. Message du C. L. avec amend., 240; concours, 241. Sanction, 253. (7 Geo V, c. 37.)

No 174.—Loi modifiant les articles 5674 et 5675 des Statuts refondus, 1909, et insérant dans lesdits statuts l'article 5724a.—Présenté (M. Stein), 127; renvoi à comité, 142; rapporté, 151; 3e lect., 154. Message du C. L. avec amend., 240; concours, 241. Sanction, 253. (7 Geo. V, c. 41.)

No 175.—Loi modifiant l'article 7342 des Statuts refondus, 1909, concernant les dommages à la personne.—Présenté (M. Cannon), Dorchester), 127; renvoi à comité, 142; retiré, 198.

No 176.—Loi amendant l'article 5940 des Statuts refondus, 1909, concernant les enquêtes sur les affaires municipales.—Présenté (M. Bercovitch), 138; renvoi à comité, 155; rapporté, rejeté, 198.

No 177.—Loi amendant les articles 286 et 361, 527 et 530 et abrogeant l'article 1138 du Code de procédure civile.—Présenté (M. Stein), 138; renvoi à comité, 155; rapporté, 160; amendé, 3e lect., 174. Message du C. L. avec amend., 240; concours, 241. Sanction, 253. (7 Geo. V, c. 55.)

No 178.—Loi modifiant de nouveau l'article 5645 des Statuts refondus, 1909, concernant la loi des cités et villes.—Présenté (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga), 153; 2e et 3e lect., 174.

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

BILLS:—*Suite.*

No 179.—Loi modifiant l'article 5044 des Statuts refondus, 1909, concernant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec.—Présenté (M. Robert, Rouville), 160; renvoi à comité, 175; rapporté, rejeté, 198.

No 180.—Loi modifiant la loi 6 George V, chapitre 4.—Présenté (M. Roy), 154; renvoi à comité, 174; rapporté, 179; amendé, 3e lect., 188. Message du C. L., 247. Sanction, 253. (7 Geo. V, c. 57.)

No 181.—Loi modifiant l'article 6252 des Statuts refondus, 1909, au sujet des compagnies de télégraphe électrique.—Présenté (M. Perrault), 160; 2e et 3e lect., 174. Message du C. L. avec amend., 240; concours, 241. Sanction, 253. (7 Geo. V, c. 45.)

No 182.—Loi modifiant l'article 7233 des Statuts refondus, 1909, au sujet des clubs de récréation.—Présenté (M. Perrault), 160; 2e et 3e lect., 175. Message du C. L., 247. Sanction, 253. (7 Geo. V, c. 48.)

No 183.—Loi amendant la loi des cités et villes relativement aux voies et places publiques.—Présenté (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga), 179; renvoi à comité, 192; rapporté, 197; 3e lect., 206. Message du C. L., 247. Sanction, 253. (7 Geo. V, c. 40.)

BILLS, PROCÉDURES INCIDENTES:—

Président choisi, 15.

Présentation d'un bill *pro forma*, 2.

Prolongation des délais pour présentation des pétitions et des bills privés, 79, 203.

Deuxième lecture sur division, renvoi à comité, 40, 163.

Troisième lecture sur division, 149, 201.

Motion de renvoi à six mois proposée à la motion pour deuxième lecture, adoptée, 161.

Suspension du règlement pour permettre de présenter un bill, 126.

Suspension du règlement en rapport avec le dépôt, 137.

Deuxième lecture, en comité, étude en comité, rapporté, 3e lecture, 30, 46; avec amendements, 173.

Progrès rapporté, 45, 137.

Deuxième lecture, en comité, 30, 105.

Bill rejeté par un comité, 103, 198.

Deuxième lecture, renvoi à comité, 30, 39.

Adopté avec célérité, 75, 88, 209.

Sanction, 248.

BILLS, PROCÉDURES INCIDENTES:—*Suite.*

Troisième lecture remise, 39.

Remboursement des droits, 236, 237.

Remboursement des droits additionnels, 237.

Retrait de bills, 111.

Réinscription sur le feuillet, 107, 188.

Ordonné qu'un bill soit réimprimé, 188.

BILLS PRIVÉS EN GÉNÉRAL (comité des):—(Voir COMITÉS.)

BILLS PUBLICS EN GÉNÉRAL (comité des):— (Voir COMITÉS.)

BON PASTEUR:—Loi concernant Les Dames Religieuses du—de Montréal. (Voir BILLS, No 129.)

BRAULT, ERNEST:—Loi concernant—.(Voir BILLS, No 62.)

BRUNET, JOSEPH-ORPHIR-EMILE:—Loi concernant—.(Voir BILLS, No 118.)

CARTIERVILLE:—Loi concernant la municipalité scolaire de—.
(Voir BILLS, No 127.)

CAUTIONNEMENT *re* APPEL A SA MAJESTÉ:—Loi relatives aux procédures de—.(Voir BILLS, No 25.)

CHAMBLY:—Loi concernant la corporation du canton de—.(Voir BILLS, No 124.)

CHASSE:—Loi concernant la loi de la—.(Voir BILLS, No 33.)

CHEMINS A BARRIÈRES DE LA RIVE NORD, A QUÉBEC:—Loi concernant la Commission des—. (Voir BILLS, No 40.)

CHEMINS DE FER ET AUTRES MOYENS DE COMMUNICATION (Comité des):—
(Voir COMITÉS.)

CHEMINS MUNICIPAUX:—Loi concernant les—.(Voir BILLS, No 22.)

CLUBS DE RÉCRÉATION:—Loi concernant les—.(Voir BILLS, No 182.)

COATICOOKE:—Loi relative à la ville de—.(Voir BILLS, No 97.)

CODE CIVIL:—

1. Loi modifiant les articles 1220 et 2143 du—, au sujet de certains écrits faits hors de la province. (Voir *BILLS, No 24.*)
2. Loi amendant le—relativement aux privilèges des ouvriers, constructeurs ou autres personnes. (Voir *BILLS, No 30.*)
3. Loi modifiant l'article 687 du—, relativement à certains biens en déshérence. (Voir *BILLS, No 32.*)

CODE DE PROCÉDURE CIVILE:—

- i. Loi modifiant le—relativement à certaines représentations théâtrales. (Voir *BILLS, C.*)
2. Loi modifiant l'article 1249 du—relativement aux procédures de cautionnement lors d'un appel à Sa Majesté. (Voir *BILLS, No 25.*)
3. Loi amendant le—relativement aux règles de pratique. (Voir *BILLS, No 36.*)
4. Loi amendant les articles 286, 361, 527 et 530 et abrogeant l'article 1138 du—. (Voir *BILLS, No 177.*)

CODE MUNICIPAL:—Loi relative à l'interprétation du—. (Voir *BILLS, No 46.*)

CODE MUNICIPAL (Comité du):—Choix des membres, 7; 1er rapport, 11.

COLLÈGE DES CHIRURGIENS DENTISTES:—Loi concernant le—. (Voir *BILLS, No 179.*)

COMITÉS:—

Résolutions formant les comités permanents, 7.

Comité spécial nommé et chargé de préparer la liste des membres des différents comités permanents, 7; rapport, 9; concours, 10.

*Comités permanents:—*Choix des présidents, 15.

*Agriculture, Immigration et Colonisation:—*1er rapport, 198.

*Bibliothèque:—*Comité mixte et nommé par l'Assemblée, 26, par le Conseil, 26.

*Bills privés en général:—*1er rapport, 25; 2e, 31; 3e, 41; 5e, 77; 6e, 92; 7e, 102; 8e, 109; 10e, 125; 11e, 135; 12e, 143; 13e, 144; 14e, 151; 15e, 171; 16e, 186. Députés ajoutés à la liste des membres du comité, 20, 43.

*Bills publics en général:—*1er rapport, 15; 2e, 11; 3e, 77; 4e, 82; 5e, 102; 6e, 108; 7e, 115; 8e, 135; 9e, 143; 10e, 145; 11e, 151; 12e, 157; 13e, 160; 14e, 171; 15e, 179; 16e, 197.

COMITÉS;—Suite.

Chemins de fer et autres moyens de communication:—1er rapport, 15; 2e, 116; 3e, 125.

Code municipal:—Choix du président, 15.

Comptes publics:—Choix du président, 15.

Impressions législatives:—Comité mixte nommé par l'Assemblée, 27, par le Conseil 199; 1er rapport, 242, concours, 242.

Industries et commerce:—Choix du président, 15.

Privilèges et élections:—Choix du président, 15.

Règlements:—1er rapport, 20; 2e, 25; 3e, 31; 4e, 36; 5e, 41; 6e, 47; 7e, 76; 8e, 93; 9e, 102; 10e, 125; 11e, 142; 12e, 151.

Comité recommandant la prolongation du délai pour présenter bills privés et rapports, 151.

Comité recommandant la prolongation du délai pour présenter pétitions et bills privés, 102.

Comité se lève sans faire de rapport sur un bill, 175, 191.

Comité fait rapport qu'une pétition est irrégulière, 126.

Comité renvoie un bill à la Chambre, 77.

COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTS DE SHERBROOKE:—Loi autorisant le bureau des—à faire un emprunt additionnel. (Voir *BILLS, No 86.*)

COMMISSION DES CHEMINS A BARRIÈRES DE LA RIVE NORD, A QUÉBEC:—Loi relative à la—. (Voir *BILLS, No 40.*)

COMMISSION DES EAUX COURANTES:—

1. Loi concernant la—relativement aux eaux de la rivière Jacques-Cartier. (Voir *BILLS, No 49.*)

2. Loi concernant la—relativement aux eaux de la rivière Sainte-Anne. (Voir *BILLS, No 50.*)

COMPAGNIES:—Loi amendant la loi des—. (Voir *BILLS, No 163.*)

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DE COLONISATION DU NORD:—Loi concernant la—. (Voir *BILLS, No 13.*)

COMPAGNIES DE TÉLÉGRAPHE ÉLECTRIQUE:—Loi concernant les—. (Voir *BILLS, No 181.*)

COMPTES PUBLICS, (Comité des):—(Voir *COMITÉS.*)

COMTE, JEAN-DE-LA-CROIX-JOSEPH:—Loi concernant la succession—. (Voir *BILLS, No 96.*)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses."

CONGRÉGATION DES SŒURS DU SAINT-ENFANT JÉSUS:—Loi constituant en corporation la—.(Voir *BILLS, No 130.*)

CONSEIL LÉGISLATIF:

Messages au Conseil:

Désignant les députés qui feront partie des comités mixtes des impressions, 27; de la bibliothèque, 26.

Acceptant des amendements avec amendements, 246.

Messages du Conseil:

Désignant les Conseillers qui feront partie des comités mixtes de la bibliothèque, 26, des impressions, 199.

Adoptant des bills de l'Assemblée législative, avec ou sans amendements, 114, 123, 124, 132, 148, 152, 155, 157, 169, 172, 175, 176, 180, 181, 185, 194, 203, 207, 210, 220, 228, 234, 235, 239, 242, 243, 246, 247, 248.

Communiquant des bills présentés par le Conseil et demandant le concours de l'Assemblée, 184, 245.

Acceptant des amendements de l'Assemblée apportés par l'Assemblée aux amendements du Conseil, 247.

Acceptant des amendements aux bills du Conseil, 246.

N'insistant pas sur les amendements, 247.

CORONERS:—Loi concernant les—.(Voir *BILLS, No 5.*)

CORPORATIONS, COMPAGNIES:—

1. Loi amendant les Statuts refondus, 1909, au sujet des pouvoirs que possèdent certaines—.(Voir *BILLS, No 8.*)

2. Loi amendant la loi imposant des taxes sur les—, etc. (Voir *BILLS, No 17.*)

COURVILLE:—Loi concernant le village de—.(Voir *BILLS, No 140.*)

DAMES RELIGIEUSES DE NOTRE-DAME DE CHARITÉ DU BON PASTEUR:—Loi concernant Les—.(Voir *BILLS, No 129.*)

DÉPUTÉS:—

1. Liste des—. XI et XII.

2. Liste des—déposée sur le bureau, 1.

3. Assermentation des—, 2.

3. Les—prennent leur siège, 2.

4. Résolution autorisant le paiement intégral de l'indemnité, 238.

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

DÉSAULNIERS, E.-M.:—Nommé président des comités pléniers de la Chambre, 11.

DOCUMENTS DE LA SESSION:—

Agriculture:

1. Rapport du ministre pour 1916. Déposé, 7. (No 3.)
2. Etat indiquant montant du subside provincial pour l'—dépensé dans le comté de Lac St-Jean, depuis le 30 juin 1915. Ordonné, 98; déposé, 99. (No 23A) (Voir *Subside provincial*.)

Assurances, compagnies d':—(Voir *Compagnies d'assurances*.)

Baril, G.-H.:—Correspondance entre le Premier ministre et—au sujet des Canadiens-français d'Ontario, depuis 1915. Ordonné, 226.

Bibliothèque de la législature:—Rapport du bibliothécaire de janvier à octobre 1916. Déposé, 154. (No 32.)

Blais (canton):—Etat indiquant lots concédés dans le rang deux—depuis mai 1912, si les affidavits requis ont été fournis. Ordonné, 190; déposé, 190. (No 33.)

Budget:—

1. Des dépenses pour 1917-18. Dépôt et renvoi à comité, 38. (No 1.)
2. Supplémentaire pour 1916-17. Dépôt et renvoi à comité, 223. (No 1a.)
3. Voir SUBSIDES.

Canadiens-français d'Ontario:—Correspondance entre le premier ministre et M. G.-H. Baril au sujet des—. Ordonné, 226.

Chemins de colonisation dans Laverlochère:—Voir Laverlochère.

Chemins dans Saint-Benoit:—Correspondance concernant les—dans les deux municipalités de—. Ordonné, 135; déposé, 158. (No 35.)

Colonisation, Mines et pêcheries:—Rapport du ministre pour 1916. Déposé, 11. (No 7.)

Commission des Eaux courantes:—

Rapport de la—. Déposé, 151. Imprimé. (No 15.)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Commission des utilités publiques:—Septième rapport annuel de la—, pour 1915-16. Déposé, 10. (No 14.)

Compagnies d'assurances:—Rapport sur les—, pour 1916. Déposé, 8. (No 40.)

Compagnies de chemins de fer:—

1. Rapports pour l'année finissant le 30 juin 1916, indiquant les recettes et les frais des—subventionnées par la législature. Déposé, 143. (No 31.)
2. Rapports et statistiques des—jusqu'au 30 juin 1916. Déposé, 143. (No 30.)

Compagnies de fidéicomis:—Etats financiers des—, pour 1915. Déposé, 8. (No 21.) #21

Comptes publics:—

1. Etat des—pour l'exercice 1915-16. Déposé, 38. (No 2.)
2. Errata. Déposé, 79. (No 2a.)

Conseil supérieur d'hygiène:—Le vingt et unième rapport du—de la Province de Québec, 1915. Déposé, 27. (No 6a.)

Corporations scolaires:—Etat financier des—pour l'année finissant le 30 juin 1915. Déposé, 158. (No 34.)

Coût de la vie:—Correspondance relativement au—. Ordonné, 142.

Crédit agricole:—Correspondance depuis 1914 relativement à l'établissement d'un—dans cette province. Ordonné, 202.

Droits de coupe:—Etat indiquant les personnes qui ont payé des—dans le comté de Lac St-Jean, depuis janvier 1915; montant payé; etc. Ordonné, 138; déposé, 138. (No 29.)

Eaux courantes:—Voir *Commission des Eaux Courantes*.

Election générale:—Rapport sur la quatorzième—(1916) et les élections particulières tenues pendant la législature précédente (1912-1916). Déposé, 10. (No 23~~8~~)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Employés publics:—Etat des cautionnements fournis par les—de la province de Québec, depuis le 11 janvier 1916, au 7 novembre 1916. Déposé, 10. (No 13.)

Enseignement:—Statistique de—pour l'année scolaire 1914-15. Déposé, 133. (No 27.)

Forces hydrauliques:—Etat indiquant les—vendues ou affermées dans le comté de Lac St-Jean; à qui, la date, conditions, intention d'en vendre ou louer. Ordonné, 138; déposé, 139. (No 28.)

Imprimeur du roi:—Rapport de—, pour 1916. Déposé, 27. (No 18.)

Instruction publique:—

1. Rapport du surintendant de l'—pour 1915-16. Déposé 133. (No 8.)
2. Etat financier du surintendant de l'—pour 1915-16. Déposé, 133. (No 9.)

Lac Saint-Jean:—

1. Etat indiquant lots concédés et révoqués dans—de 1912 à 1916; lots arpentés, propres à la culture, en arrière de Dufferin, Girard, Albanel, Pelletier, Dolbeau et Dalmas. Ordonné, 98; déposé, 99. (No 24.)
2. Etat indiquant les détenteurs de limites à bois dans la région du— Ordonné, 111; déposé, 111. (No 25.)
3. Etat indiquant les forces hydrauliques dans le comté de—, etc., Ordonné, 138; déposé, 139. (No 28.)
4. Etat indiquant les personnes qui ont payé des droits de coupe dans le comté de—depuis janvier 1915. Ordonné, 138; déposé, 138. (No 29.)

Langlois, Godfroy:—Correspondance entre le ministre de la colonisation et—représentant de cette province en Belgique, depuis le 1er juillet 1914. Ordonné, 30; déposé, 117. (No 26.)

Laverlochère (canton):—Correspondance depuis janvier 1914 relativement aux chemins de colonisation dans le—. Ordonné, 124.

Lévis-Montréal, route:—Correspondance concernant—. Ordonné, 158.

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Limites à bois:—Etat indiquant les détenteurs de—dans la région du Lac St-Jean; date des concessions; étendue des limites;com-bien perçu en 1912-1913, 1915-1916; etc. Ordonné, 111; déposé, 111. (No 25.)

Mandats spéciaux:—Etat des—.Déposé, 15.

Manufactures:—Correspondance avec le bureau des statistiques du Canada, depuis 1915, relativement aux statistiques des—de la province. Ordonné, 45.

Montréal-Hull:—Correspondance concernant la construction de la route provinciale—.Ordonné, 202.

Prisons:—Quarante-sixième rapport des inspecteurs des—pour l'année 1915. Déposé, 27. (No 17.)

Production agricole:—Correspondance concernant l'augmentation de la—dans la province. Ordonné, 202.

Prohibition:—Requêtes relatives à la—. Ordonné, 226.

Route Lévis-Montréal:—Correspondance concernant le projet d'une —. Ordonné, 158.

Route provinciale Montréal-Hull:—Correspondance concernant la construction de la—. Ordonné, 202.

Saint-Benoit (Deux-Montagnes):—Correspondance concernant les chemins dans les deux municipalités de—. Ordonné, 135; déposé, 158. (No 35.)

Secrétaire et Régistraiire:—Rapport du—1915-1916. Déposé, 7. (No 6.)

Service civil:—Rapports du Conseil Exécutif concernant certaines nominations dans le—. Déposé, 10. (No 10.)

Sociétés de secours mutuels:—Rapport sur les—pour 1915. Déposé, 8. (No 22.)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.**Statistiques:—*

1. De l'enseignement pour l'année scolaire 1914-15. Déposé, 133. (No 27.)
2. Municipales pour l'année 1915. Déposé, 76. (No 16.)
3. Des établissements pénitentiaires et des institutions d'assistance, année 1915. Déposé, 7. (No 20.)
4. Des compagnies de chemin de fer jusqu'au 30 juin 1916. Déposé, 143. (No 30.)
5. Du bureau des—du Canada, depuis 1915, concernant les manufactures de la province. Ordonné, 45.

*Subside provincial pour l'agriculture:—*Etat indiquant le montant du—dépensé dans le comté de Lac St-Jean, depuis le 30 juin 1915. Ordonné, 98; déposé, 99. (No 23.)

*Terres et forêts:—*Rapport du ministre—pour 1916. Déposé, 22. (No 5.)

*Travail du dimanche:—*Correspondance au sujet du—depuis la dernière session. Ordonné, 170.

*Travaux publics et travail:—*Rapport général du ministre des—pour 1916. Déposé, 7. (No 4.)

*Utilités publiques:—*Voir *Commission des utilités publiques.*

*Voirie:—*Rapport du ministre de la—1916. Déposé, 8. (No 19.)

DOMMAGES A LA PERSONNE:—Loi concernant les—.(Voir *BILLS, No 175.*)

DROITS SUR LES SUCCESSIONS:—Loi relative aux—.(Voir *BILLS, No 12.*)

EASTERN TOWNSHIPS TELEPHONE COMPANY (THE):—Loi amendant la charte de—.(Voir *BILLS, No 85.*)

EAUX COURANTES:—Loi concernant la commission des—.(Voir *BILLS, 49 et 50.*)

EAUX (RÉGIME DES):—Loi relative au—.(Voir *BILLS, No 44.*)

ECOLE POLYTECHNIQUE:—Loi concernant l'—.(Voir *BILLS, No 38.*)

— — — — —
Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL:—Loi concernant les—.(Voir BILLS, *No 37.*)

ÉCRITS FAITS HORS DE LA PROVINCE:—Loi concernant les—.(Voir BILLS, *No 24.*)

EGLISE CATHOLIQUE GRECQUE RUTHÈNE:—Loi concernant l'érection de paroisses de—.(Voir BILLS, *No 87.*)

ELECTIONS DE QUÉBEC (Loi des):—Loi amendant la—.(Voir BILLS, *No 26.*)

ENQUÊTES SUR LES AFFAIRES MUNICIPALES:—Loi concernant les—.(Voir BILLS, *No 176.*)

FABRIQUES (Pouvoirs d'emprunt des):—Loi concernant les—.(Voir BILLS, *No 173.*)

FONDS PATRIOTIQUE CANADIEN:—Loi autorisant une souscription au—.(Voir BILLS, *No 41.*)

GALISPEAULT, ANTONIN:—Election de—comme Orateur, 2.

GASPÉ (Habitants du district de):—Loi pour garantir à certains—la propriété de leurs terres. (Voir BILLS, *No 11.*)

GERVAIS, LOUIS A ACHILLE:—Loi concernant une donation par contrat de mariage faite par—.(Voir BILLS, *No 105.*)

GINGRAS, ROMÉO:—Loi concernant—.(Voir BILLS, *No 57.*)

GRANBY:—Loi concernant le village de—et l'érigeant en cité. (Voir BILLS, *No 132.*)

GRAND LAKE RAILWAY AND TRANSPORTATION COMPANY (The):—Loi constituant en corporation—.(Voir BILLS, *No 55.*)

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE:—Avis pour l'émission de brefs d'élection. VII.

GRENVILLE HARRINGTON AND NORTHERN RAILWAY COMPANY (The):—Loi constituant en corporation—.(Voir BILLS, *No 110.*)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

GUARANTEE TITLE AND CONTRACT COMPANY (The):—Loi constituant en corporation—.(Voir *BILLS, No 135.*)

HAMPSTEAD:—Loi amendant la charte de la ville de—.(Voir *BILLS, No 78.*)

HÉBERT, LOUIS-HERMÉNÉGILDE:—Loi concernant la succession de feu—.(Voir *BILLS, No 102.*)

HERVEY INSTITUTE (The):—Loi amendant la charte de—.(Voir *BILLS, No 51.*)

HÔPITAL SAINTE-JUSTINE:—Loi amendant la charte de la cité de Montréal au sujet de l'—.(Voir *BILLS, No 98.*)

HUISSIERS:—Loi concernant les honoraires des—.(Voir *BILLS, No 172.*)

HULL:—Loi amendant la charte de la cité de—.(Voir *BILLS, No 81.*)

HYGIÈNE:—Loi concernant la loi d'—.(Voir *BILLS, No 45.*)

ILE DORVAL:—Loi concernant la ville de l'—.(Voir *BILLS, No 106.*)

IMPRESSIONS LÉGISLATIVES (Comité des):—(Voir *COMITÉS.*)

INDUSTRIES ET COMMERCE (Comité des):—(Voir *COMITÉS.*)

INSTITUT DES FRÈRES DE SAINT-VINCENT-DE-PAUL DE MONTRÉAL:—Loi constituant en corporation—.(Voir *BILLS, No 141.*)

INSTITUT DES PETITES SŒURS FRANCISCAINES DE MARIE:—Loi constituant en corporation l'—.(Voir *BILLS, No 67.*)

INSTITUT DES SOLDATS BLESSÉS:—Loi concernant l'—.(Voir *BILLS, No 77.*)

INSTRUCTION PUBLIQUE:—Loi concernant la loi de l'—.(Voir *BILLS, No 35.*)

ISRAEL FOUNDATION:—Loi constituant en corporation la—.(Voir *BILLS, No 76.*)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

JACOBS, NATHANIEL WILLIAM:—Loi concernant—.(Voir *BILLS, No 126.*)

JACQUES-CARTIER (Rivière):—Loi concernant la commission des Eaux courantes relativement à la—.(Voir *BILLS, No 49.*)

JOLIETTE (cadastre du canton):—Loi relative—.(Voir *BILLS, No 28.*)

LACHINE:—Loi amendant la charte de la cité de—.(Voir *BILLS, No 73.*)

LAPRAIRIE:—Loi relative à la route de Saint-Constant à—.(Voir *BILLS, No 47.*)

LASALLE:—Loi amendant la charte de la ville—.(Voir *BILLS, No 72.*)

L'ASSOMPTION (Pont dans le comté de):—Loi relative à un—.(Voir *BILLS No 43.*)

LAVAL-DES-RAPIDES:—Loi amendant la charte de la ville—.(Voir *BILLS, No 93.*)

LAVIGNE, LÉONIDE-FRANÇOIS:—Loi concernant—.(Voir *BILLS, No 88.*)

LÉVIS:—Loi annexant Notre-Dame de la Victoire à la cité de—.(Voir *BILLS, No 138.*)

LICENCES:—Loi amendant la loi des—.(Voir *BILLS, No 18.*)

LIEUTENANT-GOUVERNEUR:—

1. Discours du—à l'ouverture de la session, 4.
2. Adresse au—en réponse au discours du trône, adoption, 10.
3. Message requérant la présence des députés de la Chambre dans la salle des séances du Conseil, à l'ouverture de la session, 2, 3; à la clôture de la session, 248.
4. Réponse du—à l'adresse en réponse au discours du trône, 228.
5. Transmission du rapport de l'Imprimeur du Roi, 27.
6. Transmission du budget, 38.
7. Transmission de rapports concernant certaines nominations dans le service civil, 10.
8. Transmission du budget supplémentaire, 223.
9. Sanction des bills, 248.
10. Discours du—à la clôture de la session, 254.

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses."

LOI 2 GEORGE V, CHAPITRE 2:—Loi amendant la—relativement aux ponts et chemins de péage. (Voir BILLS, *No 48.*)

LOI 2 GEORGE V, CHAPITRE 5:—Loi amendant la—.(Voir BILLS, *No 161.*)

LOI 4 GEO. v, c. 31:—Loi amendant la—.(Voir BILLS, *No 134.*)

LOI 4 GEORGE V, CHAPITRE 51, SECTION 1:—Loi modifiant la—.(Voir BILLS, *No 4.*)

LOI 5 GEORGE V, CHAPITRE 60:—Loi rendant applicable la—aux aspirants à l'étude du droit, et autres en service actif dans les troupes de Sa Majesté. (Voir BILLS, *No 39.*)

LOI 5 GEO. v, c. 161, s. 1:—Loi amendant la— (Voir BILLS, *No 133.*)

LOI 6 GEORGE V, CHAPITRE 2:—Loi relative à la—.(Voir BILLS, *No 40.*)

LOI 6 GEORGE V, CHAPITRE 4:—Loi modifiant la—.(Voir BILLS, *No 180.*)

LOI 6 GEORGE V, c. 65:—Loi amendant la—.(Voir BILLS, *No 113.*)

LOI DES ASSURANCES:—

1. Loi amendant la—concernant l'assurance funéraire. (Voir BILLS, *No 20.*)
2. Loi amendant la—au sujet des agents d'assurance. (Voir BILLS, *No 23.*)

LOI DES BONS CHEMINS, 1912:—Loi amendant la—.(Voir BILLS, *No 15.*)

LOI DE LA CHASSE:—Loi concernant la—.(Voir BILLS, *No 33.*)

LOI DES CITÉS ET VILLES:—

1. Loi modifiant de nouveau l'article 5645 des Statuts refondus, 1909, concernant la—.(Voir BILLS, *No 178.*)
2. Loi amendant la—relativement aux voies et places publiques. (Voir BILLS, *No 183.*)

LOI DES COMPAGNIES:—Loi amendant la—.(Voir BILLS, *No 163.*)

LOI DES ELECTIONS:—Loi amendant la loi des—.(Voir BILLS, *No 26.*)

LOI D'HYGIÈNE:—Loi modifiant la—.(Voir BILLS, *No 45.*)

LOI DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—Loi amendant la—.(Voir BILLS, *No 35.*)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

LOI DES LICENCES:—Loi concernant la—.(Voir *BILLS, No 18.*)

LOI DES MINES:—Loi amendant la—.(Voir *BILLS, No 31.*)

MAGOG:—Loi amendant la charte de la ville de—.(Voir *BILLS, No 99.*)

MAISONNEUVE (Cité):—

1. Loi amendant la charte de la—.(Voir *BILLS, No 89.*)
2. Loi amendant l'article 232 des Statuts refondus, 1909, au sujet de la liste des électeurs dans la—.(Voir *BILLS, No 26.*)

MAISONNEUVE (Municipalité scolaire):—Loi concernant la—.(Voir *BILLS, No 113.*)

MAISONNEUVE (Parc):—Loi concernant La Commission du—.(Voir *BILLS, No 90.*)

MINES:—Loi amendant la loi des—.(Voir *BILLS, No 31.*)

MONTGOMERIE, WILLIAM:—Loi concernant—.(Voir *BILLS, No 121.*)

MONT-LAURIER:—Loi établissant une nouvelle division d'Enregistrement à—.(Voir *BILLS, No 80.*)

MONTREAL (Cité de):—

1. Loi amendant la charte de la—.(Voir *BILLS, No 100.*)
2. Loi amendant la charte de la—au sujet de l'Hôpital Sainte-Justine. (Voir *BILLS, No 98.*)
3. Loi autorisant la—à indemniser ou exproprier certains propriétaires du quartier Hochelaga. (Voir *BILLS, No 108.*)
4. Loi amendant l'article 232 des S. R., 1909, au sujet de la liste des électeurs dans la—.(Voir *BILLS, No 26.*)

MONTREAL (Ecoles catholiques de):—Loi concernant les—.(Voir *BILLS, No 37.*)

MONTREAL GENERAL HOSPITAL (The):—Loi amendant la charte de—.(Voir *BILLS, No 114.*)

MONTREAL TRUST COMPANY:—Loi amendant la charte de la—.(Voir *BILLS, No 95.*)

MOUNT SINAI FOUNDATION:—Loi concernant—.(Voir *BILLS, No 76.*)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

McCREADY, JAMES:—Loi concernant la succession de—.(Voir *BILLS, No 133.*)

NATIONAL JOCKEY CLUB, LIMITED:—Loi concernant le—.(Voir *BILLS, No 53.*)

NATIONAL TRANSCONTINENTAL (Chemin de fer):—Loi relative à l'organisation de certains territoires desservis par—.(Voir *BILLS, No 162.*)

NEW ADATH JOSHURUN CONGREGATION (The):—Loi constituant en corporation—.(Voir *BILLS, No 120.*)

NOTRE-DAME-DE-GRACES OUEST:—Loi concernant la municipalité scolaire de—.(Voir *BILLS, No 134.*)

NOTRE-DAME DE LA VICTOIRE:—Loi annexant—à la cité de Lévis.(Voir *BILLS, No 138.*)

OFFICIERS PUBLICS (Pension des):—Loi concernant la—.(Voir *BILLS, No 19.*)

ORATEUR:—

1. Election de M. Antonin Galipeault, député de Bellechasse, comme Orateur, 2.
2. Donne lecture du discours du trône prononcé à l'ouverture de la session, 4.
3. Dépose le rapport du greffier de la couronne en chancellerie au sujet des élections, 10.
4. Communique le rapport du bibliothécaire, 154.

ORDRES:—Pour le dépôt de rapports et de documents.—(Voir *DOCUMENTS DE LA SESSION.*)

ORDRES DE LA SESSION:—

1. Ordre révoqué, 111.
2. Ordonnant que certains documents soient déposés sur le bureau de la Chambre. (Voir *Documents de la Session.*)

ORPHELINAT CATHOLIQUE DE MONTRÉAL:—Loi concernant l'—.(Voir *BILLS, No 70.*)

OUTREMONT:—Loi amendant la charte de la cité d'—.(Voir *BILLS, No 137.*)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

PAQUETTE, PIERRE-EDMOND:—Loi concernant la succession de—.(Voir *BILLS*, *No 54.*)

PARC MAISONNEUVE:—Loi concernant—.(Voir *BILLS*, *No 90.*)

PAROISSES, ÉGLISES ET CIMETIÈRES:—Loi concernant les—.(Voir *BILLS*, *D.*)

PÉTITIONS:—

De l'honorable M. Charles Archer et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom "Iverley Settlement", 125.

De Médéric Masson et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Royal Dental School", 35. Pétition déclarée irrégulière, 126.

PETIT LAC MAGOG:—Loi concernant—.(Voir *BILLS*, *No 60.*)

PETITES SŒURS FRANCISCAINES DE MARIE:—Loi concernant l'Institut des—.(Voir *BILLS*, *No 67.*)

PLYMOUTH CONGREGATIONAL CHURCH OF SHERBROOKE (The):—Loi constituant en corporation—.(Voir *BILLS*, *No 66.*)

POINTE-AUX-TREMBLES:—Loi concernant la ville de la—.(Voir *BILLS*, *No 131.*)

POINTE-CLAIRE:—Loi concernant la ville de—.(Voir *BILLS*, *No 107.*)

PONT DANS L'ASSOMPTION:—Loi relative à un—.(Voir *BILLS*, *No 43.*)

PONTS ET CHEMINS DE PÉAGE:—Loi relative aux—.(Voir *BILLS*, *No 48.*)

PONT SUR LA RIVIÈRE SAINT-FRANÇOIS:—Loi autorisant la construction d'un—.(Voir *BILLS*, *No 65.*)

POURSUITES POUR PÉNALITÉS:—Loi au sujet des ajournements dans certaines—.(Voir *BILLS*, *No 6.*)

POUVOIRS D'EMPRUNT DES FABRIQUES:—Loi concernant les—.(Voir *BILLS*, *No 173.*)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

PRÉSIDENT DES COMITÉS PLÉNIERS:—

1. M. E. Merrill Desaulniers, député de Chambly, est nommé—, 11.
2. En l'absence de l'Orateur, le—prend le fauteuil, 144.

PRIVILÈGES DES OUVRIERS, CONSTRUCTEURS, ETC.:—Loi relative aux —.(Voir BILLS, No 30.)

PRIVILÈGES ET ELECTIONS (Comité des):—(Voir COMITÉS.)

PROCLAMATIONS:—Prorogeant et convoquant la Législature, V à X.

PRODUITS LAITIERS:—Loi relative à la fabrication des—.(Voir BILLS, No 27.)

QUÉBEC:—Loi concernant la cité de—.(Voir BILLS, No 128.)

QUÉBEC:—Loi amendant l'article 232 des Statuts refondus, 1909, au sujet de la liste des électeurs dans la cité de—. (Voir BILLS, No 26.)

QUÉBEC, (Chemins à barrières de la rive Nord, à):—Loi concernant la Commission des—. (Voir BILLS, No 40.)

QUESTIONS ET REPONSES:—

Académies, Ecoles normales:—1. Concernant le montant dépensé en 1913, à même le subside provincial et le subside fédéral pour encourager l'enseignement de l'agriculture dans les—, 52.—2. Concernant le montant dépensé en 1914 et 1915 pour dons aux—pour fins d'en seignement agricole, 52.

Actif et passif:—Concernant l'— de la province, 95.

Actif disponible:—1. Concernant l'—au 30 juin 1916, 117.—2. concernant l'—actuel, 95.

Agriculture:—1. Concernant le montant dépensé à même le subside provincial et le subside fédéral pour encourager l'—dans les écoles, etc., 52.—2. Concernant l'enseignement agricole dans les académies, etc., 52.—3. Concernant l'argent d'—provenant du subside fédéral dépensé dans le comté de Lac St-Jean, 98.—4. Concernant le nombre d'élèves diplômés des écoles d'—établis sur les fermes, 199.

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

QUESTIONS:—*Suite.*

Agronomes de districts:—Concernant le montant dépensé en 1914 et 1915 à même le subside provincial et le subside fédéral pour les—, 51.

Avances faites par la province:—Concernant la somme de \$107,437.27 mentionnée dans l'état du passif et de l'actif au 30 juin 1916, 117.

Aviculture:—Concernant le montant dépensé en 1914 et 1915 à même le subside provincial et le subside fédéral pour encourager l'—, 52.

Bacon:—Concernant le montant dépensé en 1914 et 1915 à même le subside provincial et le subside fédéral pour encourager l'industrie du —, 51.

Bancroft, Docteur J.-A.:—Concernant l'inspection organisée par le ministère de la colonisation, sous la direction du—pour étudier les minéraux, 29.

Bateaux faisant le service entre Roberval et les paroisses du Lac St-Jean:—Concernant l'argent de colonisation octroyé aux—, 110.

Beurre et fromage:—Concernant le montant d'argent de—exporté en 1915, la moyenne des prix en 1911 et 1915, 79.

Blais, canton:—Concernant les demandes de cancellation de lot pour le rang 1, du—, 190.

Bordeaux (Prison de):—1. Concernant la construction d'un aqueduc, 146.—2. Concernant les employés portant les noms de Bédard, Latraverse, Galipeault, Marchand et Lafontaine, 158.

Carreau, J.-E.:—1. Concernant—accusé d'offense contre les mœurs, sa fuite aux Etats-Unis, l'intention du gouvernement au sujet de son extradition, 139. 2. concernant son admission à caution par un fonctionnaire, 139.

Colonisation:—1. Concernant inspection organisée par le ministère de la—, sous la direction du Docteur J.-A. Bancroft, pour étudier minéraux, 29.—2. Concernant l'argent de—au sujet des bateaux entre Roberval et Lac St-Jean, 110.—3. Concernant les paroisses ou cantons de—, comté de Montmorency, 145.—4. Concernant les demandes de cancellation de lot pour le rang 1, canton Blais, 190.—5. Concernant le montant d'argent de—dépensé de 1912 à 1916 pour les routes, chemins de front, savanes, Lac St-Jean, 204.

QUESTIONS:—*Suite.*

Commission pourvoyant à l'emploi des soldats:—Concernant la—; le nombre de soldats qui ont obtenu des emplois, leurs noms et adresses, 110.

Compagnies de chemin de fer:—Concernant les subventions en terres accordées à des—, depuis 1897, 42.

Conseil législatif:—Concernant le droit des membres du—au titre d'honorable, 86.

Conserves alimentaires:—Concernant les primes accordées à même les subsides depuis 1912 pour encourager l'industrie des—, 53.

Contraventions à la loi de chasse et de pêche:—Concernant le nombre des des—dans le comté de Lac St-Jean pendant les cinq dernières années, montant des amendes, le montant perçu des cantons Girard et Albanel, 205.

Dépenses de voyage.—Concernant les—des membres du gouvernement pendant la dernière année, 27.

Dette de la province:—Concernant la—au 31 octobre 1916, les emprunts permanents ou temporaires en 1916, 95.

Dette non consolidée:—Voir *Réclamations, prêts et avances*.

Drainage souterrain:—Concernant le montant dépensé en 1914 et 1915, à même le subside provincial et le subside fédéral pour démonstration de—, 51.

Ecoles d'agriculture:—Concernant le nombre d'élèves des—établis sur des fermes, 199.

Ecole normale Jacques-Cartier:—concernant le nombre d'élèves de l'—diplômés de 1912 à 1915, ceux qui enseignent, 104.

Ecole normale de Québec:—Concernant le nombre d'élèves de l'—diplômés de 1912 à 1915, ceux qui enseignent, 104.

Ecole des Hautes Etudes commerciales:—Concernant le nombre des élèves actuels de l'—, à Montréal, les titulaires de bourses, les professeurs, les diplômés, 85.

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

QUESTIONS:—*Suite.*

Emigration:—Concernant le nombre d'habitants, cultivateurs, qui ont émigré en 1915, 33.

Employés du gouvernement en service actif:—concernant les—, leur traitement, l'intention du gouvernement au sujet de leur traitement, 170.

Emprunts:—Concernant les—effectués depuis 1908, 28.

Emprunts permanents ou temporaires:—Concernant les—en 1916 et la dette de la province au 31 octobre 1916, 95.

Enseignement agricole:—Voir *Académies*.

Enseignement de l'agriculture:—Concernant le montant dépensé en 1913, à même le subside provincial et le subside fédéral pour encourager l'—dans les écoles, académies, et écoles normales, 52.

Enseignement du français dans les écoles primaires du Manitoba:—Concernant l'—et l'intention du gouvernement, 204.

Enseignement ménager:—Concernant le montant dépensé en 1914 et 1915 à même le subside provincial et le subside fédéral pour l'—, 50.

Faillites:—Concernant le nombre des—de 1914 à 1916 dans les districts de Montréal, Trois-Rivières, Sherbrooke et Québec, 109.

Fonds patriotique:—Concernant un million de dollars au—, les dépenses faites pour la guerre actuelle, et l'intention du gouvernement relativement à la guerre—, 86.

Fruits (Culture des):—Concernant le montant dépensé en 1914 et 1915, à même le subside provincial et le subside fédéral pour encourager la—, 53.

Graine de mil et de trèfle:—Concernant les cultivateurs du Lac St-Jean qui vendent de la—, 145.

Guerre:—Voir *Fonds patriotique*.

Lac Saint-Jean:—1. Concernant bateaux faisant service entre Roberval et les paroisses du—, 110.—2. Concernant l'argent d'agriculture du subside fédéral dépensé dans le comté de—depuis 30 juin 1915, 98.—3. Concernant la graine de mil et de trèfle vendue par les cultiva-

QUESTIONS:—*Suite.*

teurs du—, 145.—4. Concernant l'argent de colonisation dépensé pour les routes dans—en 1912, 1913, 1914, 1915 et 1916, 204.—5. Concernant les contraventions à la loi de chasse et de pêche dans le comté de—durant les cinq dernières années, 205.

Lévis à Rimouski:—Voir *Loi des Bons Chemins et Route Lévis à Rimouski*.

Lévis à Saint-Lambert:—Voir *Loi des Bons Chemins*.

Loi des Bons Chemins, 1912 :—1. Concernant le nombre de milles de chemins faits cette année par Sainte-Scholastique, St-Hermas, St-Eustache et St-Joseph-du-Lac, 134.—2. Concernant les montants le 30 juin 1916 aux municipalités pour chemins, 173.

Luzerne et le trèfle:—Concernant les semences de la—et le montant dépensé du subside fédéral en 1914 et 1915, 49.

Maisons d'éducation:—Concernant les octrois annuels accordés aux—depuis 1912, montant payé en 1905, 1908, 1912 et 1915, 28.

Manufactures:—Concernant le nombre de—, le nom des propriétaires, produits fabriqués, 33.

Minéraux:—Voir *Brancroft, Docteur J.-A.*

Minorité franco-ontarienne:—concernant une demande d'octroyer un subside à la—, 86.

Montants dûs par la province:—Concernant les—avant ou le 30 juin 1915 et payés après cette date, et ceux de 1916, 127.

Montmorency (Cantons de colonisation dans le comté de):—Concernant les—, nombre des colons établis depuis 1912, les demandes et les numéros des lots, 145.

Montréal:—Voir *Faillites. Taxes et contributions. Ventes par le shérif.*

Montréal à Hull:—Voir *Loi des Bons Chemins*.

Morin, Victor:—Voir *Minorité franco-ontarienne*.

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses."

QUESTIONS:—*Suite.*

Prison de Bordeaux:—Voir *Bordeaux*.

Québec:—Voir *Faillites*. *Ventes par le shérif*.

Réclamations, prêts et avances:—Concernant les personnes et corporations contre lesquelles le gouvernement a des—mentionnés dans l'état de la dette non consolidée au 30 juin 1916, 118.

Revenu provenant des taxes ou licences:—Concernant le—en 1897 et 1915, 95.

Route Lévis-Rimouski:—Concernant la construction d'une—110.

Routes nationales:—Concernant le nombre de—construites et à construire, le nombre de milles, coût, etc., 172.

Saint-Maurice (Barrage dans la rivière):—Concernant les travaux additionnels pour la construction du—, 54.

Sainte-Scholastique:—Voir *Loi des Bons Chemins*.

Sainte-Thérèse à Hull ou à Mont-Laurier ou Saint-Jovite:—Voir *Loi des Bons Chemins*.

Sépulture aux soldats et marins, victimes de la guerre:—Concernant fonds de secours pour—, 28.

Sherbrooke:—Voir *Faillites*. *Ventes par le shérif*.

Sociétés coopératives:—Concernant le nombre de—en 1912 et 1915, leurs noms, 80.

Soldats et marins, victimes de la guerre:—Voir *Sépulture*.

Subsides du gouvernement fédéral:—Concernant l'argent d'agriculture dépensé dans le comté de Lac St-Jean, 98.

Subsides du gouvernement provincial:—Concernant l'industrie des conserves alimentaires, 53.

Subsides du gouvernement provincial et du gouvernement fédéral:—
1. Concernant les dons aux académies, écoles rurales, écoles normales pour des fins d'enseignement agricole, 52.—2. Concernant l'enseigne-

QUESTIONS:—*Suite.*

ment de l'agriculture dans les écoles, académies et écoles normales, 52.—3. Concernant les agronomes de districts, 51.—4. Concernant l'avi-culture, 52.—5. Concernant l'industrie du bacon, 51.—6. Concernant la démonstration de drainage souterrain, 51.—7. Concernant l'enseigne-ment ménager, 50.—8. Concernant la culture des fruits, 53.—9. Concer-nant la sélection des semences en rapport avec la luzerne et le trèfle, 49.—10. Concernant le sucre d'érable, 50.—11. Concernant l'industrie du tabac, 50.

Subventions en terres:—Concernant les—accordées à des compagnies de chemin de fer, depuis, 1897, 42.

Sucre d'érable:—Concernant le montant dépensé en 1914 et 1915 à même le subside provincial et le subside fédéral pour l'industrie du—, 50.

Tabac:—Concernant le montant dépensé en 1914 et 1915 à même le subside provincial et le subside fédéral pour l'industrie du—, 50.

Taxes et contributions versées par Montréal:—Concernant le total des —dans la caisse provinciale durant l'année écoulée, et en 1897, le total versé par le reste de la province durant les mêmes périodes, 127.

Taxes et licences:—Concernant le revenu provenant des—en 1897 et 1915, 95.

Trois-Rivières:—Voir *Faillites, Ventes par le shérif*.

Ventes par le shérif:—Concernant le nombre de—depuis 1915, en 1897, à Montréal, Québec, Sherbrooke et Trois-Rivières, 42.

RÈGLEMENT DE LA CHAMBRE:—

Suspension du—(art. 432), relativement aux pétitions, 15.

Suspension du—(art. 510), relativement aux pétitions, 115.

Suspension du—en ce qui concerne une irrégularité au sujet d'une pétition, 126.

Suspension du—afin de présenter un bill, 126.

Suspension du—en ce qui concerne le dépôt, 137.

RÈGLEMENTS (Comité des):—(Voir COMITÉS.)

RÈGLES DE PRATIQUE:—Loi concernant les—.(Voir *BILLS, No 36.*)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

REPRÉSENTATIONS THÉÂTRALES:—Loi concernant certaines—.(Voir BILLS, C.)

ROUTE DE SAINT-CONSTANT A LAPRAIRIE:—Loi relative aux droits de péage sur la—.(Voir BILLS, No 47.)

ROUTES PROVINCIALES ET CHEMINS MUNICIPAUX:—Loi relative à l'entretien des—.(Voir BILLS, No 22.)

ROXBORO:—Loi concernant la ville de—.(Voir BILLS, No 59.)

SAINTE-ANNE (Rivière):—Loi concernant la Commission des eaux courantes relativement à la—.(Voir BILLS, No 50.)

SAINT-ARSÈNE:—Loi concernant la paroisse de—.(Voir BILLS, No 116.)

SAINT-CONSTANT A LAPRAIRIE (Route de):—Loi relative à la—.(Voir BILLS, No 47.)

SAINT-FRANÇOIS (Pont sur la rivière):—Loi autorisant la construction d'un—entre East Angus et Westbury. (Voir BILLS, No 65.)

SAINT-JACQUES DE L'ACHIGAN:—Loi concernant la paroisse de—.(Voir BILLS, No 109.)

SAINT-JEAN:—Loi concernant—. (Voir BILLS, No 104.)

SAINT-JOACHIM:—Loi pour détacher de—certains immeubles. (Voir BILLS, No 160.)

SAINT-LAURENT:—Loi concernant la municipalité scolaire du village de—.(Voir BILLS, No 117.)

SAINT-LÉONARD-DE-PORT-MAURICE:—Loi concernant—.(Voir BILLS, No 63.)

SAINT-LOUIS DE GONZAGUE DU CAP TOURMENTE:—Loi pour détacher de Saint-Joachim certains immeubles, et pour former une paroisse sous le nom de—.(Voir BILLS, No 160.)

SAINT-MAURICE LUMBER COMPANY (The):—Loi constituant en corporation—.(Voir BILLS, No 94.)

SAINT-PATRICE, MONTREAL:—Loi concernant la paroisse de—.(Voir BILLS, No 71.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

SAINTE-THÉRÈSE:—Loi concernant la ville de—.(Voir BILLS, *No 52.*)

SAINT-VINCENT DE MONTRÉAL (Institut des Frères de):—Loi concernant l'—.(Voir BILLS, *No 141.*)

SAULT-AU-RÉCOLLET:—Loi ratifiant un contrat entre la "Back River Power Company" et la ville du—.(Voir BILLS, *No 125.*)

SAUNDERS, FREDERIC WILLIAM:—Loi concernant—.(Voir BILLS, *No 123.*)

SCOTTISH TRUST COMPANY:—Loi amendant la charte de la—.(Voir BILLS, *No 68.*)

SERMENTS D'OFFICE:—Loi relative à la prestation des—.(Voir BILLS, *No 1.*)

SERVICE ACTIF:—Loi concernant les étudiants en—.(Voir BILLS, *No 39.*)

SHAWINIGAN WATER AND POWER COMPANY:—Loi amendant la charte de la—.(Voir BILLS, *No 79.*)

SHEARITH ISRAEL:—Loi concernant la corporation des juifs espagnols et portugais—.(Voir BILLS, *No 82.*)

SHERBROOKE:—

1. Loi amendant la charte de la cité de—.(Voir BILLS, *No 56.*)
2. Loi autorisant les commissaires d'écoles protestants de—à faire un emprunt. (Voir BILLS, *No 86.*)
3. Loi amendant l'article 232 des S. R. Q., 1909, au sujet de la liste des électeurs dans la cité de—. (Voir BILLS, *No 26.*)
4. Loi concernant *The Plymouth Congregational Church of—*. Voir BILLS, *No 66.*)

SHINK, GFORGE-H:—Loi concernant—.(Voir BILLS, *No 83.*)

SMART, M:—Résolution autorisant le paiement intégral de l'indemnité de—, député de Westmount, 238.

SOCIÉTÉ SAINT-VINCENT DE PAUL:—Loi constituant en corporation la —.(Voir BILLS, *No 91.*)

SOLDATS BLESSÉS:—Loi concernant l'Institut des—.(Voir BILLS, *No 77.*)

SOUTHERN CANADA POWER COMPANY (The):—Loi constituant en corporation—.(Voir BILLS, *No 136.*)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

STATUTS REFONDUS, 1909:—

1. Loi amendant les—, concernant les architectes. (Voir *BILLS, B.*)
2. Loi modifiant les—, relativement à certaines représentations théâtrales—.(Voir *BILLS, C.*)
3. Loi pour abroger l'article 4336 des—, concernant les paroisses, églises et cimetières.(Voir *BILLS, D.*)
4. Loi insérant l'article 3074*a* dans les—, concernant la Cour Supérieure. (Voir *BILLS, No 3.*)
5. Loi modifiant l'article 6119*c* des—, tel qu'édicte par la loi 4 George V, c. 51, section, 1. (Voir *BILLS, No 4.*)
6. Loi modifiant l'article 29 des—, au sujet des ajournements dans certaines poursuites pour pénalités. (Voir *BILLS, No 6.*)
7. Loi amendant les—, au sujet des pouvoirs de certaines corporations ou compagnies. (Voir *BILLS, No 8.*)
8. Loi modifiant les—,relativement à la Cour Supérieure. (Voir *BILLS, No 9.*)
9. Loi amendant les—, relativement aux droits sur les successions. (Voir *BILLS, No 12.*)
10. Loi amendant les—, concernant les véhicules-moteurs. (Voir *BILLS, No 16.*)
11. Loi amendant les—, concernant la pension des officiers publics. (Voir *BILLS, No 19.*)
12. Loi amendant l'article 232 des—, au sujet de l'examen et de la correction des listes des électeurs dans les cités de Montréal, etc. (Voir *BILLS, No 26.*)
13. Loi amendant les—, relativement à la fabrication des produits laitiers. (Voir *BILLS, No 27.*)
14. Loi modifiant l'article 1741 des—, relativement à certains biens en déshérence. (Voir *BILLS, No 32.*)
15. Loi amendant les—, concernant les exhibitions de vues animées. (Voir *BILLS, No 34.*)
16. Loi amendant les—, concernant la taxe sur les transferts d'actions, etc., (Voir *BILLS, No 42.*)
17. Loi confirmant et ratifiant les règlements 48 et 50 de la ville de la Pointe-aux-Trembles et amendant l'article 5789*a* tel qu'édicte pour la ville, par l'article 30 de la loi 6 Georges V, chapitre 53. (Voir *BILLS, No 131.*)
18. Loi amendant l'article 29 des—.(Voir *BILLS, No 164.*)
19. Loi modifiant l'article 4524 des—, au sujet du barreau. (Voir *BILLS, No 170.*)
20. Loi insérant l'article 1627*a* dans les—.(Voir *BILLS, No 171.*)
21. Loi amendant l'article 3221 des—, au sujet des honoraires des huissiers devant la Cour des commissaires. (Voir *BILLS, No 172.*)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

STATUTS REFONDUS, 1909:—*Suite.*

22. Loi amendant l'article 4381 des—, relativement aux pouvoirs d'emprunt des fabriques. (Voir BILLS, No 173.)
23. Loi modifiant les articles 5674 et 5675 des—, et insérant dans lesdits—l'article 5724a. (Voir BILLS, No 174.)
24. Loi modifiant l'article 7342 des—,concernant les dommages à la personne. (Voir BILLS, No 175.)
25. Loi amendant l'article 5940 des—, concernant les enquêtes sur les affaires municipales. (Voir BILLS, No 176.)
26. Loi modifiant l'article 5645 des—, concernant la loi des cités et villes. (Voir BILLS, No 178.)
27. Loi modifiant l'article 5044 des—,concernant le collège des chirurgiens dentistes. (Voir BILLS, No 179.)
28. Loi modifiant l'article 6252 des—,au sujet des compagnies de télégraphe électrique. (Voir BILLS, No 181.)
29. Loi modifiant l'article 7233 des—,au sujet des clubs de récréation. (Voir BILLS, No 182.)

SUBSIDES:—

- Dépôt du budget de l'exercice 1917-18 et renvoi à comité des—,38.
Dépôt du budget supplémentaire pour 1916-17 et renvoi à comité des—, 223.
Constitution du comité des—, 11.
Débats sur motions pour formation du comité des—, 39, 54.
Formation du comité des—, 54, 91, 101, 114, 132, 143, 156, 158, 178, 185, 187, 215, 220, 223.
Rapports du comité des—constatant progrès, 178, 187.
Résolutions adoptées, 65, 92, 101, 114, 133, 144, 157, 159, 185, 220, 225.

SUCCESSIONS, DROITS:—Loi relative aux—.(Voir BILLS, No 12.)

TAxE SUR LES TRANSFERTS D' ACTIONS:—Loi concernant la —.(Voir BILLS, No 42.)

TAXES SUR LES CORPORATIONS, ETC.:—Loi concernant les—.(Voir BILLS, No 17.)

TÉLÉGRAPHE ÉLECTRIQUE (Compagnies de):—Loi concernant les—.(Voir BILLS, No 181.)

TERRES PUBLIQUES:—Loi concernant la vente et l'administration des—.(Voir BILLS, No 21.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".

TERRITOIRES DESSERVIS PAR LE NATIONAL TRANSCONTINENTAL:—Loi relative à l'organisation de certains—.(Voir BILLS, *No 162.*)

TRANSFERTS D'ACTIONS, ETC.,:—Loi concernant la taxe sur les—.(Voir BILLS, *No 42.*)

TRAVAUX DE LA SESSION:—Etat des—255.

TRÈS SAINT-RÉDEMPTEUR:—Loi concernant la paroisse du—.(Voir BILLS, *No 115.*)

TROIS-RIVIÈRES:—

1. Loi concernant la cité des—.(Voir BILLS, *No 111.*)
2. Loi amendant l'article 232 des S. R. Q., 1909, au sujet de la liste des électeurs dans la cité de—.(Voir BILLS, *No 26.*)

UNION NATIONALE FRANÇAISE ET DE REFUGE:—Loi amendant la charte de—.(Voir BILLS, *No 139.*)

UNION SAINT-JOSEPH DE SAINT-HYACINTHE (L'):—Loi concernant—.(Voir BILLS, *No 64.*)

VALLEYFIELD (de Salaberry de):—Loi amendant l'article 232 des S. R. Q., 1909, au sujet de la liste des électeurs dans la cité—.(Voir BILLS, *No 26.*)

VÉHICULES-MOTEURS:—Loi concernant les—.(Voir BILLS, *No 16.*)

VERDUN:—Loi concernant—.(Voir BILLS, *No 101.*)

VOIES ET MOYENS:—Formation du comité des—, 11; formation en comité des—, 226; rapport de résolutions, concours, 227. (Voir aussi BILLS, *No 7.*)

VOIES ET PLACES PUBLIQUES:—Loi amendant la loi des cités et villes relativement aux—.(Voir BILLS, *No 183.*)

VUES ANIMÉES:—Loi concernant les exhibitions de—.(Voir BILLS, *No 34.*)

WESTMOUNT:—Loi concernant la cité de—.(Voir BILLS, *No 58.*)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions et Réponses".